

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'ÉMIETTEMMENT DU SOL

DANS LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 14 juin à 10 heures

PAR

L. MÉJAN

Président : M. GIDE, professeur.

*Suffragants : } MM. CAUWÈS, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1900

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'ÉMIETTEMMENT DU SOL

DANS LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 14 juin à 10 heures

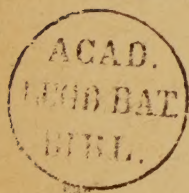
PAR

L. MÉJAN

Président : M. GIDE, professeur.

*Suffragants : } MM. CAUWÈS, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie} ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1900

A MA TANTE

Filial homage,

L'EMIETTEMENT DU SOL

Dans la petite propriété rurale en France

I

INTRODUCTION

Dès les premiers mots de cette étude il est nécessaire d'en indiquer le but et d'en déterminer les limites. La question à laquelle nous essaierons de répondre paraît bien exigüe au premier abord et l'on est en droit de se demander s'il n'eût pas mieux valu l'élargir et traiter ainsi d'ensemble toutes celles qui s'y rattachent et avec lesquelles elle est en effet intimement liée, au lieu de fixer l'attention d'une façon indiscutablement un peu arbitraire, sur un point très spécial. A ce reproche il suffira peut-être de répondre que ce sont par des études de détail artificiellement dirigées vers les phénomènes isolés, que l'on peut espérer aboutir à une analyse exacte des faits économiques et préparer ainsi

une synthèse définitive. Cette explication ne serait pas absolument vraie pour la thèse qui va être exposée. Si le sujet en est restreint c'est qu'il convient de mesurer la tâche aux forces du travailleur et que, dans le domaine de la pensée tout au moins, les plus petits coins de terre sont toujours les mieux cultivés si l'on n'a à sa disposition que de modestes moyens d'action.

On a envisagé ici un côté spécial du grand et vieux problème du morcellement des terres. Il a toujours, sous différents aspects, préoccupé les hommes, et se retrouve au fond de toutes les questions sociales. La solution n'en paraît guère prochaine. Depuis le jour où Abram et Lot se partagèrent le pays de Canaan et du Jourdain, et même auparavant sans doute — jusqu'aux derniers discours parlementaires de M. Jaurès, — les hommes, en pratique ou en théorie, dans la logique des systèmes législatifs ou la vanité stérile des discussions politiques, ont toujours agité cette grave et passionnante question. C'est en réalité la forme actuelle et précise du terrible problème que Malthus a posé.

Dans un ouvrage aussi modeste et aussi mince que celui-ci, il était impossible d'entreprendre une aussi vaste étude. Nous avons voulu montrer seulement les inconvénients du morcellement, lorsqu'il a pour effet d'émietter la terre entre les mains d'un trop grand nombre de propriétaires ; lorsqu'il émiette le domaine de chaque propriétaire en tronçons séparés.

Chaque auteur traitant de la petite propriété, la

propriété paysanne, ou les systèmes de culture, propose ordinairement une définition des diverses formes de l'exploitation rurale, un criterium pour les distinguer (1). On s'est demandé, en particulier, d'après quelle commune mesure on pourrait bien classer les domaines dans les petites moyennes ou grandes exploitations. Faut-il s'en tenir à la superficie mais on ne tient pas compte des différences énormes de valeur des terres.

Faut-il se baser sur le revenu ? Nous aurons peut-être ainsi une règle d'or mais sans jamais pouvoir nous en servir en toute sécurité. Rien n'est si difficile que d'évaluer avec quelque précision la somme des produits d'une exploitation rurale, particulièrement dans les petites exploitations. On peut juger s'il y a une différence de revenu en prenant les points extrêmes et les contrastes évidents, mais une définition réclame une exactitude scientifique qui fait ici défaut. Ne peut-on établir une distinction rigoureuse et s'harmonisant avec la nature même des choses d'après les modes de culture et les agents employés ? On pourrait établir ainsi un classement entre les propriétés cultivées par le propriétaire seul, les propriétés où l'on fait appel aux salariés et celles où l'on emploie des machines à grand travail. Cette division, est séduisante au premier abord mais ne résiste pas à l'observation impartiale.

1. Voir Souchon. *La propriété paysanne*, Paris, 1899.

Sans doute elle a paru commode aux nouveaux collectivistes pour écarter, momentanément de leurs revendications immédiates les petites propriétés, et pour éviter de s'aliéner la masse énorme des électeurs ruraux. Mais on ne trouve guère de petit propriétaire qui n'ait besoin, à certains moments de l'année, d'ouvriers salariés, et d'autre part, grâce à l'association, il est permis d'espérer que l'usage des machines à grand travail n'est plus exclusivement réservé aux propriétés très étendues.

Roscher, et beaucoup à sa suite, propose de distinguer en considérant la personne de l'exploitant. La grande propriété serait celle qui peut absorber l'activité d'un homme de la classe supérieure, la moyenne celle dont la direction n'occupe pas suffisamment l'entrepreneur cultivant cependant à l'aide de salariés. La petite propriété n'exige que le travail du tenancier et sa famille et la très petite ne suffit même pas à l'activité ni aux besoins de ce dernier.

Comme le fait remarquer M. Souchon, ce criterium est bien imprécis. Qu'est-ce qu'un homme de la classe supérieure ? Entend-on parler des intelligences, ou des classes factices de la société ? Dans les classes dites supérieures il y a nombre d'hommes dont l'activité intellectuelle serait absorbée par la direction d'une moyenne et même d'une petite propriété.

La vérité est que personne n'a encore donné de définition satisfaisante des divers modes de propriété ru-

rale et que chacun propose une distinction adéquate à son système particulier. On veut en réalité comprendre dans une même définition des faits de nature différente et toujours complexes. Il faudrait une définition spéciale suivant qu'on se place au point de vue des cultures, des impôts, du cadastre, des droits civils etc. Pour nous, d'ailleurs peu importe la définition que l'on voudra adopter de la petite propriété rurale. Nous prétendons seulement que, quoi qu'on puisse entendre par ce terme, la propriété paysanne *tend* à s'émietter et nous rechercherons les inconvénients de ce phénomène économique. Nous ferons seulement remarquer que toutes les définitions implicitement ou expressément tiennent compte de *l'étendue* des exploitations. Les discussions sur un pareil sujet ne sont pas purement théoriques et abstraites comme celles de la valeur ; elles ont une base réelle : c'est la terre et la dimension des fractions cultivées. A système de culture égal, il est évident que plus cette dimension est considérable plus le revenu augmente ; de telle sorte que si on n'étudie que la question du morcellement pure, le ralentissement la progression, l'excès de ce morcellement aura une répercussion certaine sur la production de la propriété paysanne.

Ainsi donc, et pour bien déterminer ce point, nous acceptons pour la commodité du raisonnement telle définition que l'on voudra de la petite propriété rurale et nous prétendons que cette petite propriété, plus ou

moins étendue dans le système de chacun (mais dont les dimensions ne varient que dans des limites assez restreintes), s'effrite, s'éparpille pour le plus grand mal de la classe paysanne.

Une autre difficulté tout aussi insurmontable, se dresse devant celui qui aborde de pareilles questions, lorsqu'il s'agit de préciser les termes les plus fréquemment employés. Nous savons bien, et M. de Foville en particulier l'a nettement montré dans son important ouvrage « Du morcellement », qu'il ne faut pas confondre petite propriété avec petite exploitation ni petite exploitation avec fractionnement parcellaire, ni surtout division avec dispersion de la propriété. M. de Foville le prouve bien en concluant différemment pour chacune de ces questions en apparence spéciales. Malgré une aussi haute autorité il ne nous paraît pas qu'il faille ajouter une importance exagérée à ces distinctions un peu arbitraires, en tous cas artificielles.

Nous remarquons tout d'abord que la science ne peut s'occuper que de la généralité des faits, sauf à signaler les exceptions quand elles ont assez d'importance, et à en tenir compte au cours du raisonnement. A tort ou à raison ces distinctions, toutes logiques, des divers aspects du morcellement, nous paraissent d'une application nuisible dans le sujet restreint que nous avons choisi. Car s'il est vrai que petite exploitation et grande propriété peuvent parfois (exceptionnellement en

France) aller ensemble, il est évident que petite exploitation et petite propriété sont les deux expressions d'une même réalité, sauf le cas très rare de la réunion de plusieurs petites propriétés par un même fermier. Pour nous donc qui n'envisageons qu'une question intéressant la petite propriété, ce que nous dirons, au point de vue économique, de la petite exploitation s'appliquera forcément aux petits domaines. Le meilleur moyen de tourner la difficulté sera d'employer chacun de ces termes lorsque les faits visés l'exigeront sans établir *a priori* une distinction qui n'existe pas en général dans la réalité des choses.

Quant à la question de la dispersion des terres, il nous suffira de remarquer que sauf de très rares exceptions c'est une maladie spéciale à la petite propriété ; à tel point que pour apprécier les faits en toute justice, et sans parti pris, il faut en tenir compte avant tout pour juger de la valeur économique des petits domaines ruraux.

Enfin il convient de faire observer que notre étude visant un côté particulier de ce qu'on appelle : la question de propriété paysanne, il est matériellement impossible de ne pas soulever parfois certains problèmes généraux qui nous intéressent précisément parce qu'ils ont trait à des phénomènes voisins et solidaires. Il y a des moments où l'on ne saurait séparer absolument un fait économique de ceux avec lesquels il est intimement lié. Nous essaierons cependant d'observer

strictement les limites que nous nous sommes tracées et de montrer les inconvénients d'un morcellement exagéré du sol. Persuadé qu'il y a là une cause réelle de faiblesse, pour notre pays, nous chercherons ensuite les meilleurs moyens pratiques auxquels on pourrait avoir recours pour y remédier.

Il est indispensable dès maintenant de signaler une question qui se pose nécessairement aussi, avant propos, et sans la discuter en détails prendre parti dans le vieux débat classique qu'elle a soulevé. Que vaut-il mieux au point de vue économique et social de la grande ou de la petite propriété rurale ? Laquelle doit-on favoriser ? De la réponse donnée à cette question, dépend toute la conclusion de notre étude. Elle seule en effet peut décider si après tout, en l'état des choses, le mieux ne serait pas précisément de laisser faire.

Nous sommes convaincus, pour notre part de l'immense supériorité des petites exploitations sur les grandes et si même nous nous attachons à montrer les inconvénients de la petite culture, résultant d'un fractionnement exagéré du sol, c'est uniquement afin de déterminer quelles pourraient être les réformes les plus efficaces pour en assurer la conservation et le développement.

Les petites exploitations ! Elles ont été tantôt dédaignées et tantôt glorifiées par les économistes. Chacun

suivant ses tendances s'est prononcé dans un sens ou dans l'autre. On peut rappeler, comme au hasard, le mépris de Young pour la petite propriété rurale. Ad Smith au contraire s'en déclare partisan. La grande propriété pour lui ne saurait être progressive : « Un grand propriétaire, dit-il, est rarement un grand améliorateur ». Quesnay demande « Que les terres employées à la culture des grains soient réunies autant qu'il est possible en grandes fermes exploitées par de riches laboureurs ». Mirabeau écrit au contraire. « Le territoire d'un canton ne saurait être trop divisé ». Plus tard Sismondi se plaît à faire le tableau le plus séduisant des effets de la petite culture en Toscane. Mac Culloch constatant le morcellement continu du sol en France déclare sentencieusement : « Dans un demi-siècle la France sera devenue la plus grande nichée de pauvres de l'Europe ». St. Mill se demande si la petite culture est un obstacle ou un stimulant à l'accroissement de la misère. La discussion toujours reprise n'a jamais abouti à une conclusion ferme ni amené l'unanimité des convictions. Aujourd'hui le débat s'est élevé surtout entre les collectivistes et leurs adversaires.

Les collectivistes doivent démontrer la supériorité de la grande culture pour faire triompher leur système; et leurs promesses aux petits paysans ne sont rien moins que fallacieuses(1). Ils pourraient bien cependant avoir

1. Gide. *Le Néo collectivisme*.

raison en fait et si aucune réforme n'intervient, si l'on s'en tient au laisser faire il est à craindre que la propriété paysanne ne s'affaiblisse insensiblement. Le résultat d'une telle évolution serait déplorable et voici en un très court résumé pour quelles principales raisons.

Au point de vue économique, les petites exploitations paraissent supérieures aux grandes, car seules elles permettent non pas une culture intensive, comme on se plaît à le répéter contre toute réalité, mais une culture *minutieuse*. Le petit paysan aime la terre, sa terre, plus que tout. (Il est superflu de citer ici l'inoubliable, page de Michelet que tout le monde a dans la mémoire) (1). Ce n'est pas seulement par calcul, pour la somme d'argent qu'elle lui rapportera ; c'est avant tout par un admirable et précieux instinct et qui a quelque chose de l'amour paternel. Cet instinct si utile fait en général défaut au grand possesseur. Pour comprendre un peu cette passion du paysan, celui qui cultive lui-même, il faut connaître l'ainour de l'artiste pour son œuvre, car le petit cultivateur est à sa façon un artiste lui aussi ! Il prépare en silence le grand œuvre de la production. Il ne sait rien de son rôle social, il ne se dit pas que demain grâce à « son geste auguste de semez » c'est lui qui nourrira les foules, mais à mesure qu'il avance dans le sillon qu'il a creusé lui-même, par un effet de l'imagination dont seul

1. Michelet, « *Le Peuple* », 1877, p. 1 et suiv.

l'artiste est capable, il voit se lever la riche moisson, filles des œuvres communes de la terre et de lui.

Il faut avoir vu le petit paysan, tailler par exemple sa vigne, œuvre si délicate et que les salariés exécutent si mal. Avec quel soin il la débarrasse des ceps inutiles, la façonnant et l'arrangeant pour que toutes les parties soient en harmonieuse proportion. S'il la cultive, sa plante, c'est avec amour encore, il a la haine, réellement, des mauvaises herbes parasites qui lui dérobent une partie des sucres nourriciers. Si elle est malade il en sera inquiet : c'est lui d'ailleurs qui le premier a appliqué le mot de souffrir aux végétaux. Il fume sa terre, avec quel bonheur, prenant garde qu'aucune partie des engrais ne se perde.

Grâce à cette culture attentive, pas un pouce de terre ne sera perdu, pas une plante négligée. Une région ainsi cultivée est nécessairement mise admirablement en valeur.

Mais dira-t-on, quel travail énorme il aura fallu, et quel travail disproportionné avec les résultats obtenus. Pour un sac de pommes de terre de plus, que d'heures dépensées à fouiller le champ, qui auraient pu être plus utilement employées ailleurs. C'est exact, et la grande culture tient mieux compte de la valeur du temps, mais par contre elle est plus négligente. Le petit paysan ne compte pas son temps et ne ménage pas sa peine. Il donne toutes ses forces, il se donne lui-même à sa terre et c'est là pour lui le plus souvent une véritable

joie. Quand il est vieux et tout affaibli, il va encore aux bonnes heures du soleil briser quelques mottes ou arracher quelques herbes pour se donner l'illusion qu'il fait encore quelque chose de bien pour son champ. Le petit paysan vit beaucoup des produits qu'il récolte. Pommes de terre, châtaignes, légumes, beurre ou huile, la plupart des aliments qu'il consomme, lui coûtent la peine de les produire seulement. Il se livre aux soins de son petit jardin potager le plus souvent à moments perdus, alors qu'il ne pourrait travailler ailleurs. Grâce à cela, aux époques de crise, il souffrira sa part sans doute, et plus que d'autres, mais il sera mieux armé pour soutenir la lutte. Ce qu'il vend au marché, il le vendra moins cher, mais avec moins d'argent il vivra tout de même. Il ne songera pas à abandonner son domaine car le profit n'est pas son seul but. C'est alors qu'il puisera en soupirant dans le fameux bas de laine où l'on trouve encore les bons gros écus épargnés.

Avec la petite culture normale et saine, il n'y a pas de véritable misère, la misère noire des villes.

La grande culture, elle, ne saurait tenir tête à une crise prolongée. Le grand cultivateur qui est un véritable entrepreneur et souvent un spéculateur, voyant pendant les périodes difficiles son capital devenir improductif, parfois même coûteux à maintenir, abandonnera certainement son entreprise. Si non il restreindra les dépenses jusqu'à la plus extrême limite. La pro-

duction diminuera, des salariés seront renvoyés et la misère paraîtra, la misère qui dans un régime normal serait inconnue aux champs, si près de l'alma mater, la bonne nourrice.

Un des principaux avantages, au point de vue général, de la petite culture, dérive de la loi d'imitation. On doit d'ailleurs chercher les effets de cette loi naturelle dans tous les domaines économiques. Les grands cultivateurs n'y échappent pas, il s'imitent naturellement. Comme ils se connaissent bien malgré les distances, mis en rapports par les liens de société, les voyages, les revues agricoles, comme ils sont même à ce point de vue en quelque sorte internationaux, ils ont tendance à reproduire chez eux ce qu'ils ont vu ailleurs sans tenir souvent un compte assez prudent des conditions particulières de leur domaine. Ils créent des cultures que l'on peut appeler artificielles, peu en rapport avec les pays où ils les pratiquent soit à cause du climat, soit à cause de la nature du sol, parfois parce qu'ailleurs elles ne prospèrent que grâce aux aptitudes spéciales de cultivateurs de race ou de mœurs différentes (1). Ainsi la grande propriété a pour effet d'unifier autant que possible la production et la culture d'une même grand pays.

1. Nous avons entendu parler d'un grand propriétaire du Gard qui a dépensé en vain un capital considérable et s'est ruiné pour avoir voulu introduire dans un pays accidenté la culture des roses qu'il avait vu pratiquée du côté de Grasse et de Nice.

Les petits cultivateurs s'imitent bien aussi comme les autres, plus que les autres peut-être. — C'est même ce qui les rend si réfractaires aux innovations : ils attendent toujours que la majorité de leurs voisins les aient acceptées. — Mais il ne se connaissent bien que de canton en canton, d'arrondissement à arrondissement. Ils maintiennent ainsi la production habituelle de leur contrée qui n'a dû s'y introduire et y prospérer que pour des raisons sérieuses. Ils ont aussi tendance à chercher les cultures exigeant des soins particuliers, de la minutie : les fleurs en Provence, les fraises à Hyères et dans le Vaucluse, les tomates aux environs d'Antibes etc. La petite culture offre ainsi au pays tout entier des produits très diversifiés et ouvre, en vertu de la loi de J. B. Say, de nombreux débouchés qui sont comme des appels au développement de la richesse générale.

C'est encore la petite culture qui fait vivre la petite industrie de village, la seule petite industrie que les grands producteurs n'aient pas asservie et qui ne soit pas courbée sous le Sweating-System. Si les grands domaines finissent par conquérir la terre ce seront des milliers de petits artisans libres qui deviendront salariés et émigreront vers les villes.

Mais avant tout la véritable raison de la suprématie de la petite culture, c'est que grâce, aux qualités particulières à ceux qui s'y livrent, son sort est intimement lié au maintien de la paix et de la stabilité sociale.

A notre époque énervée et névrosée où les esprits clairvoyants se demandent avec angoisse quels fils vont naître de ces faibles et pâles générations qui s'entassent, luttent, s'épuisent dans le travail où les jouissances des villes, c'est comme un réconfort de penser qu'il y a encore là bas, dans les champs, au grand air pur, des jeunes hommes menant une vie simple et saine. Eux aussi voudraient bien venir à la ville et prendre leur part des plaisirs qu'elle offre. S'ils deviennent salariés, ils y accourent dès qu'ils le peuvent, et quand elle a saisi un homme la ville ne le lâche plus : elle est bien suivant la suggestive expression de M. Vandervelde, la ville tentaculaire. Seuls les petits propriétaires échappent à cette attirance, c'est un lien plus fort qui les retient au village, c'est l'amour de leur bien, comme ils disent, et ce n'est pas facilement qu'on pourrait les déraciner (1).

Les petits cultivateurs, les paysans ! on les a beaucoup raillés et il faut entendre de quel ton à la fois gouailleur et méprisant le moindre ouvrier urbain parle d'eux. On les accuse toujours d'avarice, de rapacité sans se rendre compte que c'est chez eux tout simplement, le sentiment de ce que représente de peine et de sueurs la pièce d'argent qu'ils donnent, sans re-

1. Nous n'entendons pas parler des ouvriers de ferme et des salariés qui ont les défauts des paysans et peu de leurs qualités. A ce point de vue encore la disparition de la classe paysanne est déplorable.

connaître surtout, que c'est grâce à cette prétendue avarice qu'ils remplissent le vieux bas de laine où le pays près de la ruine est venu bien souvent, et viendra sans doute encore, chercher de nouvelles ressources. On parle toujours de leur sottise ! Parce qu'ils sont des silencieux sans doute. Mais à cause de cela même ils voient mieux et plus juste que tous les beaux parleurs des villes. Le silence et la paix des champs, l'harmonie des soirs apaisés, la douceur sereine des matins : la joie des moissons dorée ou des vendanges pourprées ; même la misère, la souffrance aiguë du désastre après les dures gelées ou les grêles ravageuses, l'attente, l'espérance des beaux temps, des pluies bienfaisantes, la peur des orages qui dévastent, tout cela les émeut et fortifie leur énergie. Mais par dessus tout, la vie libre, laborieuse, harmonieuse, de ces hommes qui n'ont de compte à rendre à personne, qui gardent leur moulin, si le roi le leur demande, qui boivent dans leur verre le vin de leur vigne ou l'eau de leur source, de ces hommes fiers, mais fiers avant tout de leur ouvrage, qui n'ont pas de coquetterie et ne savent pas dire les vaines paroles, mais qui rougissent de leur champ mal cultivé, de leur œuvre mal accomplie comme d'une mauvaise action ; une telle vie, voilà ce qui trempe ces âmes fortes et solides ! Vieille et admirable race de Jacques Bonhomme qui paraît hélas en voie de disparaître. C'est elle qui plus que toute autre est demeurée fidèle aux traditions, aux

souvenirs du passé sans lesquels une nation ne saurait vivre puis qu'une nation vit du passé. C'est elle qui répare toutes les folies des révolutions gardant toujours l'esprit de discipline mais sachant mener les révoltes alors qu'elles sont salutaires. Elle est comme l'ossature du pays.

Tant qu'il y aura en France beaucoup de ces paysans, à la main calleuse et au front têtue on peut attendre avec confiance le lendemain.

PREMIÈRE PARTIE

Le Mal.

CHAPITRE I

Fractionnement excessif des petites propriétés rurales.

Le 13 novembre 1897, M. Méline, ministre de l'agriculture et président du conseil, déclarait à la tribune de la Chambre des députés en réponse aux affirmations des collectivistes :

« Il n'est pas vrai de dire que, à l'heure présente, l'évolution agricole s'accomplit dans le sens du développement de la propriété capitaliste. Il n'est pas vrai, que la grande propriété dévore la petite, et que la masse des propriétaires eux-mêmes tende à diminuer sans cesse par le mouvement naturel de la grande propriété. »

Aux applaudissements de la Chambre, l'orateur déclarait que la petite propriété ne tombait pas du tout en poussière ainsi que l'affirmait M. Jaurès : Qu'elle était plus vivante et prospère que jamais.

Nier le danger en pareille occurrence est peut-être faire sans le vouloir le jeu des adversaires qui se préparent à en tirer profit. S'il était vrai que les constatations des collectivistes sont conformes à la réalité des choses, il y aurait peut-être un intérêt urgent à intervenir, précisément pour ne pas les laisser plus tard maîtres d'une situation qu'ils ont su prévoir. Si le corps est souffrant le plus sage n'est pas de dire, ce n'est rien, cela va passer, et de rester inactif. Il faut tout d'abord appeler le médecin pour savoir quel est le mal et s'il est grave.

Pour nous c'est la statistique seule qui peut donner un diagnostic certain. Il paraît malheureusement peu conforme aux affirmations de l'ancien ministre de l'agriculture, ce diagnostic. Dans l'état actuel des choses, les trop petites exploitations tendent à se multiplier. Les petites et moyennes exploitations diminuent au contraire ; et, en sens inverse, parallèlement, le nombre des très grandes va s'augmentant.

On a souvent eu recours à la statistique des côtes foncières ; pour apprécier l'état du morcellement du sol, et ce fondement paraissait solide puisque les côtes foncières nous donnent exactement le nombre des propriétés rurales. Cependant, en France, si l'on veut

s'assurer tout d'abord de la méthode d'après laquelle cette statistique est faite, on est amené malheureusement à se priver absolument de son secours, du moins pour la question qui nous préoccupe. Elle ne saurait nous fournir sur ce sujet aucun renseignement certain. Elle ne distingue en effet dans la propriété non bâtie aucune catégorie spéciale à la petite propriété rurale. D'autre part les côtes foncières étant établies par commune, il existe très souvent plusieurs côtes foncières pour une seule exploitation. Par exemple, dans le cas si fréquent, où une même exploitation située sur la limite de plusieurs communes emprunte une partie du territoire de chacune d'elles et dans le cas plus fréquent encore où un même petite propriété a ses diverses parcelles dispersées dans plusieurs communes différentes. Quelque favorables à notre thèse que puissent paraître les résultats de cette statistique, ils ne sauraient être que douteux et il y aurait peu de loyauté scientifique à les invoquer.

Mais la statistique agricole de 1892 a eu soin, heureusement, de distinguer soigneusement entre les divers modes de tenures, et nous fournit à cet égard les indications les plus précieuses. Si l'on ne s'arrête pas à la précision mathématique de ses chiffres et que l'on veuille s'en tenir aux indications générales, qu'ils nous donnent sur l'évolution agraire, on peut affirmer en toute sécurité que ses résultats sont certains.

D'après le mouvement de la population agricole il

semblerait que l'on ne doive pas conclure à un morcellement excessif du sol.

Cette population en effet qui représentait en 1876 5, 4 p. 100 de la population totale, (exactement 18.968 605) ne représente plus en 1891 que les 45, 5 p. 100 du nombre des habitants de France (17 435 888) Ne serait-ce pas l'indice que le machinisme remplacerait de plus en plus la culture à bras d'homme et que le nombre des très petites exploitations doit nécessairement diminuer puisqu'elles exigent nécessairement le travail à la main. Mais il n'y a là qu'une illusion. Comme nous le verrons dans la suite les causes qui influent sur le mouvement de la population sont infiniment complexes et différentes souvent de celles qui déterminent le morcellement des terres. Il y a là des phénomènes distincts à certains points de vue et c'est la seule statistique des exploitations rurales elles-mêmes qui doit nous donner de sûres indications.

Voici différents résultats obtenus par des recherches séparées et qui tous accusent le même phénomène.

Tout d'abord au point de vue de l'étendue totale des diverses cultures, la statistique de 1892 nous donne les constatations suivantes :

Territoire agricole moins les bois de l'État

Catégorie des exploitations	1882		1892	
	Superficie moyenne d'une exploitat.	Étendue totale en milliers d'hectares	Superficie moyenne d'une exploitat.	Étendue totale en milliers d'hectares
	h. a.		h. a.	
Demoins de 1 h.	0.50	1,083.8	0.59	1,237.3
De 1-10 —	4.31	11,366.3	4.29	11,244.7
— 10-40 —	20.41	14,845.6	20.13	14,313.4
+ de 40 —	156.71	22,256.1	162.221	22,493.4

Catégorie des exploitations	Mouvement de 1882 à 1892 de la superficie		Répartit. proportionnelle de la superficie totale		
	Moyenne d'une exploitation	Total en milliers d'hectares	1882 pour 100 hect.	1892 pour 100 hect.	Différ. pour 100 hect.
De 1 hect.	+ 0.09	+ 243.5	2.19	2.68	+ 0.49
— 1-10 h.	— 0.02	— 121.6	22.92	22.77	— 0.15
— 10-40 h.	— 0.28	— 512.2	29.93	28.99	— 0.94
+ de 40 h.	+ 5.50	+ 197.3	44.96	45.56	+ 0.60

Ainsi donc les grandes exploitations qui occupaient en 1882 une étendue moyenne de 156 h. 71, ont en 1892 une superficie moyenne de 162 h. 221 ; le résultat est d'autant plus surprenant que, ainsi que nous le verrons plus loin, le nombre des exploitations de 40 à 100 h. a diminué. C'est donc la superficie moyenne des très grands domaines qui a augmenté de 5 h. 50. Leur étendue totale qui était en 1882 de 222.961.000 est en 1892 de 224.934.000. Elle représentait en 1882 44 96 0/0 de la superficie totale (moins les bois et forêts de l'E-

tat) elle représente en 1892 les 45,56 0/0 avec une augmentation de 0,60 p. 100.

Les exploitations moyennes de 10 à 40 hectares avaient en 1882 une superficie moyenne de 20 h. 41. En 1891 la moyenne est de 20 h. 13. Son étendue totale qui était en 1882 de 148.456.000 hectares est en 1892 de 143.134.000 hectares. Elle a diminué de 5.222.000 hectares.

Les petites exploitations de 1.10 hectares avaient en 1882 une étendue totale de 113.663.000 hectares représentant les 22,92 p. 100 de la superficie totale.

En 1892 elles n'ont qu'une étendue de 112.447.000 hectares. Elles ne représentent plus que les 22,77 centièmes de la superficie totale. Elles ont diminué de 1.216.000 hectares.

Mais en revanche, ainsi que nous l'affirmions, les très petites exploitations, les minuscules exploitations, qui s'étendaient sur 10.838.000 hectares en 1882, occupent en 1892 12.373.000 hectares avec une augmentation de 2.435.000 hectares.

Nous voilà loin des affirmations de ceux qui prenant leurs désirs légitimes pour la réalité, prétendent que la petite et moyenne propriété se maintiennent en France et qu'il n'est pas vrai de dire que la petite propriété se brise en morceaux minuscules.

Les précédentes statistiques d'ailleurs sont en conformité absolue avec celles, plus précises, qui indiquent le nombre des exploitations rurales sans se préoccuper

de leur superficie : Voici le tableau tel que nous le fournis la dernière statistique officielle publiée précisément sous le Ministère de M. Méline.

Catégorie des exploitations	Nombre des exploitations		Proportion pour 100	
	1882	1892	1882	1892
	en milliers	en milliers		
Très petite cult. moins de 1 h.	2168	2235	38,22	39,21
Petite culture { de 1- 5 h.	1866	1830		
de 5-10 h.	769	788	46,46	45,90
Moyenne cult. { de 10-20 h.	431	429		
de 20-30 h.	198	190	12,81	12,47
de 30-40 h.	98	92		
de 40- 50 h.	56	54		
de 50-100 h.	57	52		
Grande culture { de 100-200 h.	142	139	2,51	2,42
de 100-300 h.	6	6		
de + de 300 h.	2	4		
	5672	5703		

Ainsi les petites et moyennes cultures sont toutes en diminution.

De 1 à 10 h. il y a sur le nombre des exploitations une diminution : De 1,15 0/0.

De 10 à 40 h. la diminution est de 2,20 0/0.

De 40 à 100 — 6,20 0/0.

Les très grandes exploitations de plus de 100 h. qui étaient en 1882 au nombre de 29.000 sont en 1892 au nombre de 33.000 présentant une augmentation de plus de 14 0/0.

Les très petites exploitations, en 1882 au nombre 2.168.000 sont en 1892 au nombre de 2.235.000 soit une

augmentation de 67.000 équivalant à une progression proportionnelle de 3 0/0.

Tel est le sens de l'évolution agraire, le fait dans toute sa netteté. Les petites propriétés s'effritent et tombent en poussière. C'est actuellement en France un phénomène économique indéniable. Nous en rechercherons la cause, les effets, et les moyens les plus efficaces pour parer au mal.

Parer au mal ! Mais quel mal ? Il n'y a pas actuellement, dira-t-on, un phénomène économique mais deux ; celui de l'augmentation du nombre des très petites propriétés et celui de la progression des très grandes propriétés. C'est cette dernière tendance qui est un mal et qu'il faut enrayer. La première est un bien, il faut l'encourager.

Nous verrons qu'il est permis de supposer qu'en réalité une cause unique détermine ces deux tendances du morcellement des terres. Elles se dirigent en apparence en sens inverse et cependant convergent vers le même résultat. C'est bien dans le monde économique que les extrêmes se touchent et nous en trouvons ici une preuve frappante.

Mais est-il vrai que la très petite propriété rurale soit une forme désirable de la possession du sol ?

On nous dira : au point de vue social la petite propriété est un bien, elle multiplie le nombre de ceux qui sont attachés au sol, leur donne l'amour de la terre et crée la classe solide et bienfaisante des paysans.

Au point de vue économique : La division du sol détermine la culture intensive ; en tous cas augmente la production générale puisqu'il est ordinairement admis malgré les interminables discussions sur ce point, que tout au moins le revenu brut de la petite exploitation est supérieur au revenu brut de la grande.

Enfin la petite propriété donne dans un pays une production à peu près uniforme malgré les crises économiques (1). Le petit propriétaire dans les moments difficiles ne cesse pas de cultiver son champ et le soc de sa charrue est toujours aussi brillant le blé lui rapportât-il des gros sous au lieu d'écus. Avec la grande propriété au contraire aux époques de crise le possesseur transformera la culture de son domaine ou diminuera les capitaux qu'il y consacre. La production générale diminuera.

A cela on est en droit de répondre que les très petites exploitations ne doivent pas être confondues avec les petites exploitations. La poussière de diamants ne vaut pas le diamant taillé du même poids. Ce qui pour les petits propriétaires est un bien, devient un mal pour les très petits propriétaires.

Pour nous il n'est pas absolument vrai ainsi que l'affirme M. Toubéau que la division des terres et des

1. Les petites propriétés ne souffrent pas des crises agricoles autant que les grandes. V. Blondel (*Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne*). *Handbuch de Schæuberg* (Vonder Goltz).

propriétés pousse à la culture intensive. En tout cas, cela est manifestement faux pour le fractionnement excessif du sol. Nous verrons que de 1882 à 1892, tandis que les petites propriétés se morcellaient encore, le nombre des jardins maraîchers, etc., diminuait.

Il ne nous paraît pas absolument vrai de dire que le revenu brut des petites exploitations est supérieur au revenu brut des grandes. Cela paraît en tous cas certainement erroné en ce qui touche les très petites exploitations. Elles ne sont en effet cultivées que d'après des méthodes et avec des instruments peu perfectionnés. De 1882 à 1892, tandis que les très petites tenures se multipliaient à outrance, la valeur vénale moyenne de l'hectare passait de 1800 francs à 1500 francs, (statistique de 1892) présentant une diminution vraiment énorme.

D'ailleurs les raisons économiques ne sont pas du tout primordiales. Peu importerait que le produit brut des très petites exploitations fût supérieur au produit brut des très grandes exploitations, peu importerait que la production générale grandit ainsi avec le fractionnement des petites propriétés, si la classe des petits propriétaires s'accroissant, la vie devenait plus difficile pour chacun d'eux. Ce qu'il faut considérer ce ne sont pas les produits *in abstracto* mais les producteurs. En réalité il ne s'agit pas de production, de grandes ou de petites exploitations ; il s'agit des grands ou des petits exploitants. Si ces derniers ont la vie plus difficile sur leur parcelle, toute proportion gardée, que les premiers sur

leur domaine on peut être assuré qu'ils ne subsisteront pas longtemps.

A ce point de vue l'accroissement de la très petite propriété est déplorable. Elle ne résiste pas aux crises économiques. Le peu d'argent qu'elle reçoit dans les bonnes années lui est indispensable pour vivre. Lorsqu'elle ne le reçoit plus elle meurt ou plutôt se laisse saisir. Nous verrons comment les très petits exploitants de guerre lasse abandonnent la terre devenant par opposition aux petits propriétaires un des agents de la dépopulation des campagnes.

La petite propriété rurale s'émiette en France : au point de vue économique comme au point de vue social c'est un mal.

CHAPITRE II

L'émiettement du sol et la population rurale.

Ce qui caractérise actuellement la tendance de la population en France, c'est son accroissement à peu près nul, qui devient d'autant plus inquiétant que dans les nations voisines le nombre des habitants augmente rapidement ; c'est encore la dépopulation des campagnes au profit des villes. On est aujourd'hui unanime à déplorer cet état de choses et le dénoncer comme un véritable malheur public : Si le nombre des naissances ne s'élève pas, les infiltrations étrangères viendront sans nul doute combler les vides — la théorie des vases communicants n'est peut-être pas seulement du domaine physique — et il y aura peut-être toujours une France géographique mais il n'y aura plus de race française.

La dépopulation des campagnes est cependant un fait général ; le phénomène économique, peut-être, le plus considérable de notre temps et qui doit entraîner la décadence des vieilles nations d'Europe. Attirés par l'irrésistible fascination des villes, les paysans s'y pré-

cipitent à la suite les uns des autres, comme les moutons de la fable sautaient à la mer, avec cette différence pourtant que ceux qui auraient dû jouer le rôle de bergers, leur ont les premiers donné l'exemple. Ils goûtent et s'habituent aux plaisirs déprimants et dans quelques générations, leur race présentera les signes certains de dégénérescence.

A l'heure actuelle il paraît difficile de soutenir que l'émigration des campagnes vers les villes peut être considérée comme signe de progrès, parce qu'elle serait un des caractères du régime industriel, forme de haute civilisation. Sans doute les goûts s'affinent dans les villes et les besoins y augmentent en nombre et en intensité. Mais il faut distinguer entre les besoins : Tels d'entre eux ramènent plutôt l'homme à l'état naturel et loin de manifester un progrès accusent plutôt une déchéance. Ce sont précisément ces besoins là que l'influence des villes fait avant tous autres naître, ou avive jusqu'à l'exaspération : Etat de décadence et de sénilité plutôt que de civilisation.

Si l'on voulait énumérer les causes qui déterminent le mouvement de la population il faudrait dresser la liste de tous les phénomènes les plus importants de la vie économique ; car aucun n'est indifférent à ce point de vue. Mais tout ce qui intéresse la manière de vivre des hommes ou leur subsistance, a une importance particulière à cet égard. S'il est vrai que la position géographique, la nature physique d'un pays expliquent

partiellement l'état et le caractère de sa population, s'il est vrai par conséquent qu'il y a comme une solidarité naturelle entre les hommes et les choses, il doit être vrai aussi que suivant le degré de morcellement du sol dans ce pays, on doit constater certaines fluctuations dans le nombre de ses habitants.

La majorité des auteurs qui ont abordé cette étude (1) enseigne qu'une augmentation du nombre des petites tenures doit favoriser une augmentation ou tout au moins une certaine stabilité de la population générale. Quesnay cependant et la plupart de ses disciples considéraient la multiplication des petites propriétés rurales comme une cause de dépopulation. H. Passy professe l'opinion opposée. M. de Foville et la plupart de ceux qui ont étudié dans ces dernières années la propriété paysanne, ne croient pas que le morcellement des terres et des exploitations ait pu être une cause, même indirecte de la diminution du nombre des naissances en France, si même au contraire il n'a pas agi comme palliatif.

Il est difficile et même impossible de se prononcer absolument sur la question. La population agricole est soumise à la plupart des mêmes lois naturelles que la population urbaine, elle est soumise en tout cas aux mêmes lois psychologiques et historiques et ce sont ces dernières qui agissent ici souverainement. Les races et les peuples évoluent et se transforment comme les in-

1. V. particulièrement Souchon, *op. cit.*, p.

dividus, il y a pour eux comme une enfance et un déclin, une période de croissance et une période de dégénérescence. Ainsi la population, qu'elle habite les villes ou les campagnes, subit les mêmes influences déterminantes et passe à peu près simultanément par les mêmes phases. Aussi semble-t-il que les discussions des économistes ont à ce point de vue quelque chose d'un peu superficiel.

Cependant sans attacher une grande importance aux distinctions et aux détails, on peut chercher à étudier de plus près la question. L'analyse permet de constater trois causes générales de dépopulation. Les décès prématurés, les mariages tardifs et le Malthusianisme : Contrainte morale ou pratiques coupables.

Comment agissent ces causes dans les pays de moyenne ou grande exploitation et dans le pays de très petite propriété ?

Ainsi que le fait observer M. Souchon le passage de la propriété entre les mains des cultivateurs entraîne avec lui des causes certaines d'augmentation de la population comme l'abaissement de la mortalité et celui de l'âge du mariage. Ceci paraît à première vue absolument exact, surtout en ce qui concerne ce dernier effet. On se marie jeune aux champs. L'opinion publique y est un sûr censeur de l'immoralité et les jeunes gens dont la conduite est toujours connue dès les premiers dérèglements ont le choix entre un mariage immédiat ou la désapprobation générale. Chacun

sait aussi que l'on vit vieux aux champs à cause des mœurs plus simples et plus pures, à cause du travail au plein air vivifiant. Il semblerait donc que l'augmentation du nombre de petites propriétés devant provenir d'une diminution du nombre des salariés, le morcellement, l'émiettement même du sol doit amener avec lui une certaine augmentation de population.

Une telle conclusion n'est guère logique. On ne voit pas bien tout d'abord pourquoi en devenant propriétaire le petit fermier ou le salarié des grands domaines serait appelé à vivre plus longtemps. Le contraire est plus probable. A distance, ou d'après une observation superficielle, le très petit propriétaire paraît plus heureux que le salarié. Combien de fois on a chanté son agreste chaumière et sa vie silencieuse et simple ! Mais en la considérant de plus près et plus longtemps on s'aperçoit que cette vie est faite de peine et de privations. Il a très peu d'argent, son lopin lui suffit à peine et il se refuse les plus légitimes plaisirs. S'il est malade, il consultera le « rebouteur » qui coûte peu et n'appellera le médecin que lorsqu'il sera trop tard. Il s'inquiète perpétuellement tandis que son voisin le moyen propriétaire mène une existence plus normale et moins pénible. Le salarié lui-même vit sans souci et au même air que lui. En réalité et d'une façon générale c'est lui, le très petit exploitant, qui vieillit le plus vite et qui meurt le plus tôt.

Il ne se marie pas le plus jeune. (C'est le moyen pro-

priétaire qui prend femme dès qu'il est sorti de l'adolescence car le mariage du fils d'un très petit propriétaire suppose un partage du champ déjà trop petit). Ou bien il ne se marie qu'en devenant salarié de telle sorte que le mariage le fait sortir de la classe sociale qu'il occupait. Très souvent il attend pour se marier la vieillesse, la retraite du père dont il prendra la place ; quelquefois la mort du vieil oncle sans enfant. L'émiettement du sol retarde l'âge du mariage chez les populations rurales. Mais surtout le très petit propriétaire ne s'accorde guère que le luxe d'un enfant, deux au plus, lorsque le premier est une fille. C'est qu'il est impossible de partager le petit bien sur lequel on vit déjà si misérablement. Le « système du fils unique » que les romanciers ont si souvent reproché aux petits paysans a pour cause la juste appréciation que ces derniers se font de leur situation ;

Ce sont les salariés au contraire qui ont de nombreux enfants, ou les riches propriétaires, parce que dans ce dernier cas il faut beaucoup de bras pour cultiver la terre et qu'un fils coûte moins cher qu'un ouvrier.

La multiplication des très petites exploitations est peut-être une des causes, secondaire mais active, de la dépopulation en France.

La statistique d'ailleurs, confirme ces appréciations.

1. M. Souchon *op.cit.* p. 31, cite sans d'ailleurs en vouloir tirer des conclusions générales, les statistiques d'après lesquelles

Tandis que de 1882 à 1892 le nombre des très petites exploitations augmentait dans les proportions que nous connaissons, pendant la même période decennale le nombre diminuait, des travailleurs vivant de la terre avec leur famille.

Population agricole	1882 nombre	1892 nombre	Différence		Nombre par kilomètre carré	
			De 1882 absolues	à 1892 relatives pour 100	1882	1892
Agriculteurs. .	6.913.504	6.663.135	—250.369	— 3.62	13.08	12.60
Familles (femmes, vieillards, enfants) . . .	11.335.705	10.772.753	—552.952	— 5.05	21.44	20.38
Totaux et moyennes. . .	18.249.209	17.455.888	—813.321	— 4.45	34.52	32.98

La statistique cependant donne une indication curieuse. De 1882 à 1892 le nombre des exploitants directs a diminué. Comment se fait-il que le nombre des très petites exploitations ait augmenté, car il faut bien convenir que ces dernières sont cultivées exclusivement et directement par le propriétaire. Il est rare qu'on afferme un lopin de terre si celui-ci n'offre aucune place pour les salariés.

« dans les 21 départements français comptant le moins de propriétaires la moyenne des naissances est de 28,1 alors qu'elle n'est plus que de 24,7 dans les 30 départements où les propriétaires sont les plus nombreux »

En 1882 il y avait 3525 342 exploitants directs.

— 1892 — 3387 245 —

En 1882 il y avait 72 91 p. 100 exploitants directs.

— 1892 — 70 67 —

Différence 2' 24 p. 100.

Cela tient à la diminution des propriétés exploitées avec des salariés, à l'augmentation des très grandes propriétés exploitées à l'aide d'un régisseur directement par le propriétaire, et aussi à l'abandon des très petites propriétés par le propriétaire qui a trouvé plus de profit à devenir salarié ou a émigré vers la ville.

Car c'est là en effet le pire des effets de l'émiettement du sol. Tandis que le très petit propriétaire use ses forces à récolter sur son champ trop petit quelque peu de moisson, que la lutte devient pour lui de plus en plus pénible et la différence de condition avec le propriétaire plus grande, toujours plus sensible, ce dernier obtenant de meilleurs résultats proportionnels, l'ouvrier des villes touche un salaire élevé et qui paraît énorme au paysan. Alors vient fatalement l'heure où le petit paysan laisse sa bêche et abandonne son champ pour entrer à l'usine. En sorte que l'augmentation des très petits domaines est une des causes les plus actives de la dépopulation des campagnes. Et elle agit régulièrement, automatiquement pour ainsi dire.

Dès qu'une propriété devient trop petite (à la mort

du propriétaire par exemple et après le partage opéré entre ses fils). Le propriétaire a le choix entre la vie si dure de très petit cultivateur, le salariat à la campagne ou le salariat à la ville. Cette dernière condition lui paraît la plus brillante à cause des salaires élevés et en tout cas la plus agréable à cause des plaisirs de la ville. Son choix est vite fait : Encore un transfuge de la vieille armée des paysans.

La statistique du ministère du commerce nous donne les résultats suivants pour la période de 1881 à 1891.

Années	Population			Rapport au total de la population	
	Agricole habitants	Non agric. habitants	Total habitants	Agricole pour 100	Non agric. pour 100
1881	18.249.209	19.422.839	37.672.018	48.4	51.6
1886	17.698.432	20.520.471	38.218.903	46.6	53.4
1891	17.435.888	20.907.301	38.343.192	45.5	54.5

De 1881 à 1892 la population agricole a diminué de 813.321 h. soit de 2.9 p. 100 tandis que la population non agricole augmentait dans des proportions considérables. On peut être certain que ce ne sont pas les très grands propriétaires (qui ont presque toujours habité la ville) ni les moyens propriétaires qui doivent rester sur leurs terres pour vivre, qui ont amené un tel résultat. Ce sont les très petits propriétaires avant tous qui n'ont plus voulu ou plus pu continuer une lutte où ils devaient en fin de compte se trouver toujours vaincus. M. Souchon s'est livré sur ce point à une très

intéressante recherche qui lui a donné les résultats les plus probants. Il s'est demandé quelle était d'après les enquêtes de 1882 et 1892 l'influence du morcellement du sol sur la population rurale.

Pour cela, il a cherché dans les dix départements les plus morcellés et les dix départements les moins morcellés quelles avaient été les fluctuations de la population d'après les deux dernières enquêtes.

Il a ainsi établi les deux tableaux suivants :

Départements les plus morcellés

Départements	Etendue moyenne d'une exploitat. en hectares	1882			1892			Différence en 1892
		Cultivateurs propriét. ou non	Domestiques agricoles	Total	Cultivateurs propriét. ou non	Domestiques agricoles	Total	
Seine	2.00	15.440	990	16.430	45.543	7.46	46.259	— 171
Rhône.	4.32	42.255	17.957	60.612	43.008	17.837	60.845	+ 683
Haut-Rhin (Belfort). .	4.61	10.128	850	10.978	7.679	809	8.480	+ 2.498
Charente-Inférieure. .	5.24	88.039	24.492	112.531	72.806	19.474	92.280	+ 20.251
Puy-de-Dôme	5.54	112.630	39.863	152.496	122.120	34.619	156.769	+ 4.273
Manche	5.79	79.750	40.982	120.732	81.048	36.281	120.319	+ 403
Nord	5.98	88.331	53.311	141.642	89.590	52.905	142.495	+ 853
Vaucluse.	6.09	50.893	6.652	57.545	45.981	6.733	52.704	+ 4.831
Isère	6.11	100.082	23.807	123.889	100.309	18.085	118.394	+ 5.493
Haute-Garonne. . . .	6.19	68.613	20.798	88.911	77.756	20.840	99.396	+ 985
Totaux.		655.666	229.705	885.366	658.610	208.351	866.961	— 18.405

Départements les moins morcellés

Départements	Etendue moyenne d'une exploit., en hectares	1882			1883			
		Cultivateurs propriét. ou non	Domestiques agricoles	Total	Cultivateurs propriétaires ou non	Domestiques agricoles	Total	
Landes	19.41	43.917	17.646	61.563	47.008	15.225	62.233	+ 1.660
Hautes-Alpes . . .	17.05	26.084	5.747	31.831	23.023	4.840	27.863	— 3.968
Basses-Alpes . . .	15.50	34.458	6.115	40.573	29.891	5.278	35.169	— 5.404
Mayenne	14.54	36.224	36.080	72.304	36.403	34.861	71.265	+ 1.039
Vendée	14.31	55.506	35.327	90.833	59.176	37.275	96.451	— 5.518
Lozère	13.82	31.828	14.713	46.541	26.757	11.540	38.297	— 8.244
Cher	13.41	47.417	24.304	71.721	49.086	26.857	75.943	+ 4.222
Loir-et-Cher . . .	12.64	40.963	20.016	61.009	40.400	19.042	59.442	+ 1.567
Eure-et-Loir . . .	12.24	47.456	20.770	68.226	47.048	20.894	67.942	— 274
Côte-d'Or	11.93	42.017	14.324	56.340	43.695	13.737	57.432	+ 1.091
Totaux		405.870	195.072	610.942	402.487	189.450	491.937	— 9.005

Ainsi dans cette émigration incessante des villes vers les campagnes les dix départements les moins morcellés ont perdu de 1882 à 1892 9005 de leurs travailleurs agricoles tandis que les départements les plus morcellés en perdaient 18405. D'où résulte une différence de plus du double au préjudice de ces derniers. Ce qui revient à dire que dans les départements où la petite propriété s'émiette, se fractionne le plus, la population rurale diminue au moins deux fois plus rapidement que dans les départements où les exploitations se fractionnent le moins.

L'émiettement de la petite propriété rurale est un obstacle à l'augmentation de la population en France et une des causes de la dépopulation des campagnes au profit des villes.

Tandis que la petite propriété paysanne paraît avoir pour effet de rendre la population agricole stable et progressive, la très petite propriété amène des résultats exactement opposés. L'idéal serait donc à ce point de vue de consolider la petite propriété, de lui donner plus de cohésion afin qu'elle ne tombât plus en poussière comme aujourd'hui mais qu'elle puisse vivre et prospérer.

CHAPITRE III

Les causes de l'émiettement du sol.

Avant d'étudier plus en détail les effets du morcellement des petites propriétés rurales, morcellement que nous croyons exagéré et dangereux, il est utile et logique d'en rechercher les causes. Une pareille étude présente cependant des difficultés presque insurmontables. Car ici tout phénomène économique est à la fois cause et effet, si bien que la première partie de tout l'ouvrage aurait pu prendre le titre de ce seul chapitre. Il n'est pas d'autre part de faits économiques dont les conséquences soient plus lointaines et plus considérables, dont les raisons déterminantes soient plus nombreuses que ceux touchant à la division des terres dans un pays. Il faudrait une très large étude spéciale pour distinguer et apprécier toutes les influences agissant sur ces phénomènes d'une infinie complexité. Comme de tous les biens matériels, la terre est le plus indispensable à l'homme et le seul peut-être qu'il ne saurait remplacer, chaque mode de l'activité économique doit avoir une réper-

cussion directe ou indirecte sur le partage du sol; avant tout dans les pays vieux où l'on ne trouve plus de terre libre. Cela est si vrai que de telles prémisses ont suffi à M. le professeur Soria pour édifier tout un système économique.

Il serait donc nécessaire d'énumérer tout au moins les grands faits économiques et chercher la part de l'influence qu'ils ont pu exercer sur le morcellement du sol. C'est une tâche impossible. Il nous suffira d'indiquer d'une façon générale les causes qui paraissent les plus immédiates.

Il ne faut pas songer d'ailleurs à séparer absolument les causes du morcellement du sol de celles du fractionnement des petites propriétés, elles s'enchevêtrent mutuellement et en tous cas agissent dans le même sens. Tout ce qui tend à morceler la terre en France est une cause certaine de l'émiettement du sol et doit être signalé. L'analyse cependant permet de distinguer certaines raisons spéciales et certaines influences directes de l'évolution de la petite propriété rurale telle que nous croyons l'observer.

Parmi les causes indirectes et générales du morcellement des terres d'un pays celle qui paraît avoir les effets les plus certains est le nombre des habitants.

Il est évident que tous les hommes devant se loger et trouver leur nourriture sur un espace de terrain donné, si leur nombre s'accroît ils devront se serrer

un peu plus les uns contre les autres comme dans une école où suivant le nombre des élèves on donne à chacun une chambre ou un lit dans un dortoir. Les pays dont la population s'accroît toujours vont insensiblement vers le régime du dortoir. Si quelques-uns plus forts ou plus habiles ont réussi à occuper une beaucoup plus grande portion du sol que les autres il semble bien qu'il y a là une situation anormale et qu'un jour ou l'autre par la force des choses ou la force des hommes, les barrières se déplaceront et on contraindra les privilégiés à se contenter de la portion commune.

Il en est ainsi en Chine où il y a surabondance de population. La terre y est divisée en une infinité de parcelles cultivées intensivement ; ainsi en Belgique où la terre est plus fractionnée qu'en France.

Mais cette loi très générale n'est point absolue et il ne paraît pas qu'elle expliquât le moins du monde le phénomène que nous étudions. Des pays très peuplés comme l'Angleterre sont divisés en très vastes domaines. Des pays où la population s'accroît très vite comme l'Italie ne se morcellent pas davantage pour cela. Sans doute dans un régime de liberté absolue ou dans une organisation collective il semble bien que les besoins de la population et partant le nombre des habitants devrait influencer avant tout sur l'étendue des exploitations rurales, mais nous ne vivons pas sous le régime de liberté et quoi qu'il puisse paraître, dans nos vieilles sociétés la force des hommes est encore supérieure et capable de ré-

sister pendant longtemps à la force des choses dans le domaine économique. La force est représentée ici par la loi humaine et là où les possédants l'ont faite et la maintiennent, les lois de l'économie politique pure sont tenues en échec.

Quoi qu'il en soit la population en France reste stationnaire et cet état ne devrait amener qu'une certaine stabilité dans la répartition de la propriété rurale. Il faut chercher ailleurs les raisons de l'évolution agraire actuelle.

Une autre cause générale, et celle-ci, uniformément et universellement agissante, du morcellement du sol est l'importance et le mode de l'activité industrielle. Il y a une solidarité étroite entre l'industrie et l'agriculture : elles exercent l'une sur l'autre une influence réciproque. Si la grande industrie progresse, ou se trouve maîtresse du marché elle déterminera certains systèmes de culture qui lui sont mieux appropriés. La raison de ce fait est toute physiologique. On a tort de parler des besoins de la grande ou de la petite industrie. L'industrie n'a pas d'existence en soi, pas plus que n'importe quelle forme de l'activité humaine. L'industrie n'a pas de besoins parce qu'elle n'est en réalité qu'un outil inerte auquel l'ouvrier seul communique la vie. Peut-être l'économiste cherche-t-il trop à suivre les divers mouvements ou les diverses transformations de l'outil, qui façonne à la vérité de merveilleuses choses,

sans aller jusqu'au bras qui l'a dirigé, jusqu'à la raison qui conduit le bras.

L'homme seul a des besoins et si l'industrie s'exerce suivant certaines formes économiques (grandes fabriques ou travail à domicile par exemple) c'est que les besoins, l'intérêt des hommes ont déterminé ces formes particulières et transitoires. Et l'on comprend bien dès lors que si ces besoins à une époque et dans un pays, réclament un mode particulier de l'activité humaine dans l'industrie ils tendent à diriger suivant le même mode l'activité humaine dans l'agriculture. Ces besoins sont soumis à des lois supérieures aux influences locales et restreintes à un petit groupe. A ce point de vue, les agriculteurs et les industriels subissent la même influence, et c'est pourquoi la grande industrie est sœur de la grande culture.

Dans l'état de choses où elle peut agir, il n'est au pouvoir de personne de barrer la route à l'évolution naturelle : il faut suivre ou être écrasé. Mais on peut cependant (et les lois humaines échappent ainsi en un sens à l'action des lois naturelles) se mettre dans telles situations où l'on ne se trouve plus absolument dans les conditions requises par les lois naturelles. Suivant l'exemple ordinaire : il est vrai que tout corps jeté en l'air retombe. Mais il n'est pas vrai que l'homme se fasse toujours mal en tombant et il ne tombe que s'il le veut bien ou s'il est imprudent. Il est vrai qu'actuellement en France le développement de la grande

industrie annonce et tend à introduire le règne de la grande culture ; mais on peut trouver telle forme juridique ou économique qui annule pour ainsi dire les effets pernicioeux de cette transformation. On peut aussi peut-être se mettre en dehors des conditions nécessaires au libre jeu de la loi naturelle. Dans la seconde partie de cette étude nous chercherons quels moyens paraissent les plus sûrs à cet effet.

En tous cas les progrès de la grande industrie paraissent bien être une cause à la fois de la concentration de grandes et de l'émiettement des petites propriétés. Les besoins de notre époque poussent à la grande production dans tous les domaines et l'on comprend bien dès lors que les petites propriétés arrivées à une sorte de dépérissement sénile se désagrègent et s'éparpillent en attendant que ces parcelles isolées soient absorbées par la grande exploitation. Ainsi dans la fusion de deux corps dont l'un absorbe l'autre le premier effet du phénomène est de disjoindre et d'isoler les molécules du corps absorbé.

La troisième grande cause indirecte et générale du morcellement du sol dans un pays, est intimement liée à la précédente : C'est la concurrence étrangère. Elle est liée à la précédente par cette raison, que ce qui détermine les besoins des hommes et d'une nation, ce sont surtout les besoins et l'intérêt des autres nations. Il y a solidarité entre les divers modes de l'activité économique d'un pays il y a solidarité entre tous les

pays. Si une nation entre dans une certaine voie ou bien elle cessera bientôt de la suivre, ou elle y entraînera les autres. Les nations sont comme ces alpinistes attachés les uns aux autres pour gravir la montagne si l'un tombe dans le gouffre tous l'y suivent. Aucun ne peut couper la corde et ceci est vrai dans tous les domaines.

Actuellement la grande industrie de certains pays comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, bientôt l'Allemagne, la grande culture des pays neufs, des pays à terres libres tendent à universaliser et à mettre en harmonie dans les pays vieux deux choses qui paraissaient à tort contradictoires : les grandes exploitations et la culture intensive. De là un remaniement nécessaire dans le partage des terres ; de là aussi la crise agraire dans les pays vieux qui tient peut-être uniquement à la fièvre d'une période de transformation ou à la résistance inconsciente des pays Européens. Ils voudraient conserver leurs anciens modes de culture et leur ancien partage du sol. Le système qu'ils maintiennent autant que possible s'harmonise peut-être mal avec les besoins de notre époque. Avec la concurrence des pays neufs et en présence de l'abaissement des prix qu'elle amène il faut produire beaucoup et à bon marché : la petite propriété dans son organisation actuelle est impuissante à obtenir un pareil résultat ainsi que nous le verrons ; si elle ne revêt pas une forme plus simple et qui réponde mieux aux nécessités économiques elle conti-

nuera à tomber en poussière et insensiblement disparaîtra.

Ce sont les grandes causes générales et universelles du morcellement. Elles agissent tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, suivant les époques, mais elles agissent en quelque sorte indirectement. Il en est d'autres qui pour n'être pas plus décisives ni plus impérieuses, agissent cependant directement et immédiatement sur la division de sol.

Ces dernières tiennent à l'organisation sociale et politique. Il suffira de les énumérer. Il faudrait sans cela se livrer à une étude spéciale qui dépasserait le cadre de cet ouvrage.

Il s'agit de la réglementation légale du crédit immobilier, du mode de perception de l'impôt et du régime successoral.

Le système hypothécaire d'un pays doit évidemment favoriser le morcellement des terres ou l'agglomération des propriétés. Il n'est pas douteux que les petits, paysans pour subvenir aux nécessités créées par la crise agraire, ont emprunté en offrant hypothèque non pas en général sur l'universalité de leurs biens, mais sur telle parcelle déterminée. Les besoins de la production de plus en plus intensive augmentant, le revenu de ces paysans a été absorbé par les dépenses indispensables de chaque jour, en sorte que trop souvent ils se sont trouvés dans l'impossibilité de désintéresser leur créancier. Ce dernier qui n'est plus

comme autrefois quelque ami, ou quelque financier du pays mais une banque impersonnelle comme le crédit foncier par exemple, n'use jamais de longanimité et le champ hypothéqué tombe pour ainsi dire automatiquement comme un fruit dans la corbeille du prêteur. Encore une propriété déjà petite qui diminue. Quand cette terre expropriée sera mise aux enchères ce sera quelque gros propriétaire qui l'achètera.

Le crédit mobilier lui-même suivant la forme qu'il revêt produira des effets semblables. Et il est à remarquer que le petit propriétaire se trouvant en général sans ressources est plus souvent que ses voisins obligé de recourir à des emprunts et se trouve moins en mesure de se libérer.

L'organisation de l'impôt exerce, elle aussi, sur la répartition des terres une influence déterminante.

Lorsque les biens ecclésiastiques étaient libres d'impôt ils s'étendaient graduellement de plus en plus aux dépens des terres trop grevées. Aujourd'hui les inégalités qui subsistent encore tendent au même résultat.

Nous verrons que les très petites et les petites propriétés supportent une charge plus lourde proportionnellement que les grands domaines. Le cadastre actuel répartit suivant une disproportion choquante les charges foncières.

Les transformations de la culture ont été si profondes, les nécessités économiques si différentes en ces dernières années, que la valeur des terres a changé en

beaucoup de régions dans des proportions considérables. L'agriculture, comme l'industrie, tend à produire le plus possible au meilleur marché possible. Le consommateur s'est déshabitué à exiger la qualité, il considère le prix avant tout. Le règne de la camelote a pénétré dans un domaine qui lui semblait fermé. Aussi telles terres rangées dans la première catégorie lors de l'établissement du cadastre, parce que bien qu'ayant un rendement très faible, elles offraient des produits de choix, donnent aujourd'hui, par suite de la dépréciation de ces produits et de l'avilissement des prix, un revenu très inférieur. D'autres terrains au contraire, autrefois considérés comme de nulle valeur à cause de la qualité très ordinaire de leurs fruits, sont aujourd'hui une source de richesses considérables. L'exemple le plus saisissant de ce fait est peut-être celui des vignobles du Midi. Les propriétés placées sur les coteaux (les coteaux qui produisaient le meilleur vin) paient un impôt très élevé. Leur vin qu'elles produisent en petite quantité est cependant vendu à peu près au même prix que celui des vignobles de la plaine dont le rendement est parfois quadruple et quintuple. Les terrains sablonneux des bords de la Méditerranée, depuis qu'on a reconnu leur merveilleux don de résistance au phylloxera et leur prodigieuse fertilité, donnent annuellement une véritable fortune à leurs propriétaires. Ils paient cependant un impôt foncier dérisoire.

Dans les premières régions les grandes propriétés sont vendues peu à peu et se fractionnent. Dans les secondes au contraire ce sont de nouvelles grandes propriétés qui se forment et s'agrandissent.

Mais le principal agent du morcellement des propriétés est certainement la loi successorale. Il est évident pour tout esprit non prévenu que le partage égal multiplie les petites exploitations tandis que tel autre régime différent — comme celui de l'Angleterre par exemple — maintient et crée les grands domaines et assure une certaine stabilité dans la répartition des terres. Cette influence est si décisive qu'il suffirait peut-être de transformer la loi française sur ce point pour que la face des choses soit changée dans notre pays. Nous réservons pour la deuxième partie de notre étude toute explication à ce sujet.

Telles sont les causes qui paraissent agir avec le plus d'efficacité sur le morcellement et qui ont déterminé en France la répartition actuelle. Ce sont les nécessités toujours plus impérieuses de la culture intensive, la difficulté pour les petites propriétés de lutter pour la vie en présence de la dépréciation de produits agraires et de l'avilissement des prix, et des conditions plus favorables dans lesquelles la grande culture agit, qui tendent à émietter les petits domaines et à augmenter les grandes exploitations en nombre et en étendue.

Deux objections principales cependant se présentent à l'esprit : L'augmentation du nombre des grands do-

maines peut être un fait accidentel et qui n'a en tous cas aucun rapport avec la multiplication des très petites propriétés, les effets divergents proviennent de causes différentes. Quant aux infimes exploitations il est vrai que leur nombre augmente rapidement, mais il y a là un fait réjouissant et peut être les premières manifestations d'une transformation économique à laquelle les grandes exploitations n'échapperont sans doute pas dans la suite. Ne serait-il pas vrai en effet que les besoins des populations poussent dans les pays vieux où les terres sont toutes occupées à une culture très intensive, à une culture maraîchère? M. Toubau s'est fait le propagateur de cette thèse et le premier devoir des législateurs serait d'après lui d'aider une semblable évolution. Elle commence d'ailleurs à s'effectuer précisément par cette tendance à l'excessif fractionnement des petites propriétés. Ces très petites exploitations ne sont-elles pas précisément celles où l'on fait de la culture maraîchère et ne pouvons-nous pas déjà prévoir le temps où le sol français grâce à cette multiplication de petits cultivateurs autonomes, cultivé dans ses moindres parties avec autant de soin que la terre de Chine par exemple pourra nourrir une population quadruple.

Malheureusement la statistique qui lorsqu'elle est sincère ne manifeste aucune préférence pour telle théorie d'économie agraire n'autorise pas une telle conclusion et vient décevoir ces belles espérances.

Tandis que les petites propriétés s'éparpillaient en milliers de petits tronçons, de 1882 à 1892, les jardins potagers, maraîchers ou de culture floréale ont exploité environ 10.000 hectares de moins du sol français.

1882	90 h.	0 93	} en milliers d'h.
1892	80 h.	5 94	

Les petits jardins eux-mêmes créés pour la seule alimentation de famille disparaissent. C'est grand dommage et à plusieurs points de vue. Tout particulièrement parce que les économistes sont ainsi privés d'une appréciation optimiste des revenus de la petite propriété. On ne manquait pas en effet toutes les fois qu'on était obligé de constater la modicité des ressources du petit paysan, proportionnellement et comparativement aux revenus du grand propriétaire, de faire remarquer : que les petits paysans vivent des produits de leur terre et tirent leur alimentation de leurs champs. Il semblait alors qu'ils ne devaient distraire de leur revenu aucune parcelle pour leur subsistance et que celui-ci demeurerait intact entre leurs mains.

Un détail viciait cette observation : Si le paysan prélevait une partie de sa récolte pour sa nourriture cette récolte ne devenait disponible que partiellement et c'était dès lors une erreur de la comprendre en totalité dans les ressources du cultivateur.

Mais tout ce raisonnement est ruiné par ce fait que de plus en plus le petit propriétaire achète de quoi se

nourrir. Les jardins potagers pour l'alimentation des familles qui occupaient en 1882 334 h. 608 n'occupent en 1892 que 306 h. 233. On ne peut donc pas dire que les très petites exploitations se sont multipliées au profit de la culture maraîchère.

Ce qu'il faut par malheur constater c'est que *malgré* cette diminution considérable de la culture maraîchère, d'après les dernières statistiques, la très petite culture représentait en 1892 les 39-21 centièmes de la culture générale, tandis qu'en 1882 elle ne représentait que les 38-22 centièmes.

D'ailleurs la même observation, qui prouve combien cet éparpillement du sol en un si grand nombre de parcelles ne se produit pas du tout au profit des cultures nécessitant des soins spéciaux, et auxquelles les petits cultivateurs sont plus aptes, doit être faite pour toutes les cultures normales des petites exploitations. Elles diminuent, comme la production maraîchère, d'importance et de valeur tandis que progresse la production de grande culture.

Voici les fluctuations de ces cultures dans la période décennale sur laquelle nous possédons des données précises :

Les petits paysans se livrent en France à trois cultures principales : Les jardins potagers, les graines alimentaires et les céréales.

Graines alimentaires.

1882	1892	Différence
Hectares	Hectares	—
331.834	314.600	— 17.234

Valeur totale.

1882	1892	Différence
142.072.264	91.283.849	— 50.788.415

Céréales.

Superficiesensemencées en milliers d'hectares :

1882	1892	Diminution p. 100
15.060	14.800	1.72

Pendant la même période décennale les produits de grande culture augmentaient dans de semblables proportions :

Les prairies artificielles occupent en 1892, 32.595 hectares de plus qu'en 1882.

Les prairies naturelles occupent en 1892, 277.404 hectares de plus qu'en 1882.

Les herbages pâturés occupent en 1892, 95.123 hectares de plus qu'en 1882.

Les bois et forêts occupent en 1892 66.343 hectares de plus qu'en 1882.

C'est bien sous ces dernières formes que les latifundia ont de tout temps été constitués.

En présence de semblables faits la première objection que l'on pourrait présenter relative aux causes de l'émiettement de propriété rurale ne saurait se soutenir.

Mais une deuxième objection apparaît tout aussi sérieuse et de nature plus théorique.

On peut admettre en effet que ce ne soient ni les besoins de la population ni les progrès de la petite culture qui aient déterminé l'état de choses que nous étudions.

Mais faut-il admettre pour cela qu'il est dû aux progrès de la grande culture occasionnée elle-même par la concurrence étrangère et les nécessités économiques?

N'est-ce pas une conclusion hâtive que de dire que la petite propriété tombe en miettes parce qu'elle se désagrège affaiblie par la lutte. Pourquoi donc ce phénomène a-t-il tant tardé à se produire ?

La grande loi en effet qui gouverne le monde économique aussi bien que le monde moral et qui régit l'évolution naturelle elle-même, la loi d'après laquelle tout être tend à persévérer dans son essence et toute activité dans son action, n'agit-elle pas aussi ici. En d'autres termes plus simples, depuis les milliers d'années que la France est couverte de petites propriétés comment celles-ci se sont-elles maintenues et pourquoi ne se maintiennent-elles pas encore ? On ne saurait nier en

effet que l'établissement de la propriété paysanne n'est pas un fait récent en France et ne date pas comme d'aucuns l'enseignent de la Révolution. Lorsque le vieux régime féodal ayant atteint le terme de son développement, exerçait une action de plus en plus affaiblie, et que le vieil édifice se déclanchait de toutes parts, les petites exploitations infimes se sont consolidées entre les mains des manants et la propriété paysanne est née en milliers de rejetons, du vieil arbre mort. Dans d'autres régions, les petits domaines ont une origine beaucoup plus lointaine encore. Ils datent des anciens alleux. Particulièrement dans les plaines occupées par la première colonie romaine. Ces alleux avaient persisté, sans s'étendre ni se développer au plein air, enserrés et comprimés qu'ils étaient par l'organisation féodale, mais assez forts cependant pour se maintenir :

Quoiqu'il en soit de l'origine de la petite propriété en France la Révolution a peu changé, à ce point de vue, l'ordre de choses existant sous l'ancien régime.

MM. Meyer et Ardant (1) ont pu dire avec exactitude et finesse : « La Révolution française n'a ni créé la petite propriété ni détruit la grande : elle a ruiné de grands propriétaires, mais elle a fait sortir des rangs d'une autre classe sociale des hommes qui ont acquis

1. Meyer et Ardant. *Etude sur l'histoire politique de la petite propriété*, 1887.

les anciennes seigneuries et constitué à force d'argent de nouveaux domaines ». La terre a été reportée en des mains différentes mais à peu près de la même façon.

Pourquoi donc la petite propriété qui a des racines si profondes dans le passé serait-elle appelée à se dissoudre et disparaître?

Pour deux raisons: la première c'est que le régime successoral et les lois sur les transmissions des propriétés immobilières étant changées, le morcellement du sol, s'effectue de façon différente. Les lois civiles n'agissent pas, quoi qu'il semble, immédiatement; ce n'est pas trop d'un siècle pour qu'on puisse en déterminer les effets. C'est aujourd'hui que l'organisation fondée par le code civil commence à exercer un effet apparent.

Une autre raison tient à ce que les besoins qui ont déterminé la naissance de la propriété paysanne en France et en ont assuré la conservation jusqu'à ce jour tendent à disparaître. Il y a maintenant comme un changement de direction dans l'évolution économique.

L'invention et la diffusion de la machine à vapeur, les progrès des pays jeunes, la mise en valeur des terres vierges, ont amené des transformations radicales dans l'organisation économique du monde entier et dans les nécessités de la culture pour les pays vieux.

Un nouvel ordre de choses est né: La propriété paysanne doit s'harmoniser avec ces nouvelles conditions ou par le jeu même de l'évolution, être absorbée. Elle

ne s'est pas encore adaptée à ces conditions elle est restée identique à ce qu'elle était sous l'ancien régime économique et c'est pourquoi elle se désagrège et c'est pourquoi tandis qu'elle s'en va, augmente et progresse la grande exploitation. Au passage déjà cité MM. Meyer et Ardant ajoutaient ces observations significatives : « D'ailleurs aux biens nobles, la bourgeoisie foncière a ajouté une grande partie des terres de main morte. Depuis un siècle elle a arrondi ses possessions de nombreux champs achetés aux paysans. Ainsi la grande propriété accupe aujourd'hui une surface plus grande qu'il y a cent ans et le droit de ceux qui le détiennent a un caractère plus absolu et tranché qu'il n'a jamais eu depuis l'époque romaine. Les statistiques officielles de l'Allemagne, l'Autriche et de la Hongrie montrent la disparition progressive des petites « mances. » On constate aussi en Bohême l'absorption de centaines de mille jugera, lambeaux de petites propriétés morcellées et vendues. Ailleurs le petit propriétaire n'a pas disparu, il lui reste encore un domaine, mais si petit et si improductif, si endetté, qu'il est obligé pour ne pas mourir de faim d'aller chercher du travail chez un voisin riche. »

Le mal que nous signalons en France est donc général et provient de causes générales. L'infime et la très grande propriété se constituent parallèlement, parce que la petite propriété est tuée par la concurrence de la grande.

C'est le fait qui explique toute l'évolution agraire de notre époque. C'est la clef de voûte du problème actuel que cette dernière soulève. On ne saurait l'étudier trop en détail.

Le revenu net de la petite propriété rurale est dans la majorité des cas proportionnellement inférieur au revenu net de la grande propriété.

CHAPITRE IV

Les charges de la petite exploitation

C'est une vieille question d'école, que de se demander suivant quel mode de culture la terre sera exploitée à l'avenir. Chaque économiste suivant ses préférences personnelles ou le développement logique du système auquel il se rattache, se déclare partisan de la grande ou de la petite culture. Les esprits pondérés après avoir manifesté leur inclination, n'hésitent pas cependant à conclure que, somme toute, la situation la meilleure pour un pays est d'être exploité à la fois dans une heureuse proportion par de grands, de petits et de moyens propriétaires. En « laissant faire » on abou-

tira à ce résultat désirable. Il y aurait à la fois des applications de la culture extensive pour certains produits, ceux qui permettent l'emploi des machines, tandis que là où la main-d'œuvre est seule possible comme pour le jardinage par exemple ou les vergers la petite culture demeurerait toujours maîtresse.

Il est dangereux de prédire l'avenir, et il est même probable qu'il y aura toujours des exemples en France de tous les modes d'exploitation. Mais la question est tout autre. Il s'agit de savoir quelle est la tendance actuelle de l'économie agraire au point de vue de la répartition du sol. Sommes-nous entraînés vers un régime de grande exploitation et vers une sorte de monopolisation du sol, ou bien au contraire la petite culture et ce qu'on pourrait appeler l'individualisme rural a-t-il chance de subsister et de progresser ? D'ailleurs quelle que soit l'évolution qui nous entraîne, nous n'allons pas nécessairement vers un ordre de chose meilleur ou pire que celui où nous nous trouvons aujourd'hui. Nous allons peut-être seulement vers un ordre de chose différent. Il ne s'agit pas aussi de savoir ce qui serait mieux au point de vue de l'économie agraire pure de la grande ou de la petite culture. La vie économique n'est pas nécessairement toujours progressive.

Cette heureuse proportion dont on parle, entre tous les modes d'exploitation de la terre, paraît en effet le but désirable. Mais le laisser faire ne nous y conduira

pas. Le malheur veut qu'on n'ait jamais su au juste quelle était cette proportion qualifiée de confiance, heureuse. Dût-elle être réalisée un jour elle n'aurait qu'une existence éphémère.

Il faut en effet insister particulièrement sur ce fait que dans *notre organisation économique actuelle*, l'existence parallèle et simultanée des grandes et des petites propriétés devient chaque jour plus difficile. Comme dans l'industrie et le commerce les grandes fabriques et les grands magasins mieux outillés pour la lutte et plus en harmonie avec les nécessités actuelles ruinent et absorbent les petits, de même s'il était vrai que les grands domaines obtiennent plus facilement des résultats plus heureux, qu'ils s'adaptent mieux aux exigences de notre époque, le petit cultivateur ne pourrait vivre indéfiniment indépendant à côté de son puissant voisin.

Trop souvent on les a considérés l'un et l'autre comme des collaborateurs. Collaborateurs ils le sont au point de vue idéal puisqu'ils remplissent tous deux par des moyens divers la même fonction sociale, mais pratiquement ils sont avant tout et inconsciemment des concurrents. Si l'on suppose dans un pays un certain nombre de grands et de petits domaines, dans l'état de chose actuel ce nombre variera. Au bout de quelques années on constatera que les grands domaines se sont multipliés, ou bien qu'ils sont plus étendus. S'ils occupent une surface moins considérable ou se trouvent

moins nombreux c'est que les petites propriétés se seront, elles, accrues en proportion correspondante.

Actuellement nous constatons la disparition continue des petites et moyennes propriétés, et en même temps la multiplication de très petites exploitations et la progression de très grandes. Nous croyons que ces deux faits proviennent d'une même cause.

La petite propriété disparaît parce qu'elle supporte des charges trop lourdes. Les revenus du petit propriétaire diminuent en réalité, d'une façon générale comparativement aux revenus du grand propriétaire ; puisque, dans une lutte, que l'on peut comparer à une marche, aller moins vite que son adversaire, c'est en réalité reculer. Le petit propriétaire pour subvenir à ses dépenses journalières est obligé souvent de vendre une parcelle de son petit domaine ou d'emprunter. Comme il faudrait pour qu'il se libérât que ses bénéfices augmentassent, et que le fait ne se produit pas, il en arrive souvent à une vente forcée du champ hypothéqué. De toute façon c'est une fraction d'une exploitation rurale à peine suffisante qui se détache. Trop faible pour subsister elle est vite absorbée par le propriétaire dont les revenus sont assez élevés pour être employés en acquisitions immobilières.

D'autre part le petit propriétaire, s'il n'est obligé ni d'emprunter ni de vendre, réduit à la portion congrue, ne peut guère économiser. A sa mort, le par-

tage en nature et sans soulte entre tous ses enfants devient indispensable, et à la place d'une propriété déjà trop restreinte la statistique notera trois ou quatre propriétés infimes.

On aboutit à ce résultat, de toute façon déplorable, parce que de nos jours la vie devient de plus en plus difficile au petit paysan, que son revenu, son revenu net; est trop menu par rapport au revenu net du grand propriétaire.

On ne mettra jamais assez en lumière ce fait qui est capital et qui détermine la situation agraire actuelle (1).

Monsieur Souchon fait observer que les expressions de produits bruts et produits nets sont ambiguës et qu'elles ne deviennent précises que si l'on entend par elles bénéfice net, et revenu brut. On peut désigner ainsi en effet l'ensemble des produits de la petite propriété, dans un pays, comparé à l'ensemble des produits de la grande propriété et entendre le fait au point de vue « du reliquat laissé par la masse des agriculteurs aux autres citoyens ».

Mais c'est là une signification savante et exceptionnelle peut-on dire. Pour nous, nous entendons par

1. « Il faut réunir les fermes parce que c'est sur les plus grandes que le profit sera le plus considérable ». Si cette pensée était rigoureusement exacte, et si du reste les mots de produit brut et de produit net étaient pris dans leur acception industrielle le procès entre la petite et la grande culture se trouverait définitivement tranché ». Souchon, *op. cit.*, p. 35.

produit net, revenu net, ce qui reste dans la main d'un petit paysan ou d'un grand propriétaire, déterminé, lorsque tous ses frais de culture sont payés. Et nous prétendons qu'à cet égard, et en tenant compte de tout ce que les situations ont de dissemblable le petit paysan est placé dans des conditions de lutte très défavorables vis-à-vis du grand cultivateur.

Nous ne croyons pas d'ailleurs, pour éviter une confusion ordinaire — et nous reviendrons sur ce point — nous ne croyons pas, que grande culture et culture intensive soient les deux termes d'une même réalité. On a beau citer l'exemple des Chinois, des Anglais, des Hongrois », la démonstration n'est pas faite pour la France. Actuellement en France la grande culture est plus intensive que la petite à cause de l'abondance des capitaux dont elle dispose.

En résumé si la petite propriété s'émiette il nous paraît que c'est parce qu'elle manque de capitaux disponibles. Si elle est pauvre c'est que ses bénéfices nets sont trop faibles. Si ses bénéfices nets sont trop faibles c'est que les grandes exploitations lui font une concurrence désastreuse et qu'elle se trouve en état d'infériorité absolue.

Si les bénéfices nets de la grande propriété sont comparativement supérieurs ce n'est pas qu'elle réduise ses frais par une culture extensive. C'est qu'elle est économiquement dans une situation privilégiée. Elle progresse alors naturellement et s'étend : aux dépens de la

petite propriété. De telle façon que les résultats de la statistique, en apparence opposés, s'expliquent par le même fait.

Les revenus de la grande propriété sont supérieurs aux revenus nets de la petite. C'est d'ailleurs un fait assez généralement reconnu (1) mais on n'en a pas tiré toutes les graves conséquences qu'il comporte, on ne l'a pas analysé dans les détails essentiels. De là vient peut-être qu'on a cherché à sauvegarder des intérêts de la petite propriété par des réformes insuffisantes ou inefficaces : on appliquait le remède là où il n'y avait pas de mal, ou bien là où il n'y avait qu'un moindre mal.

Avant d'exposer les raisons qui nous ont conduit à ces conclusions, il convient d'indiquer les deux objections principales que l'on a faites et que l'on fait à cette thèse. On dit tout d'abord : les grandes exploitations sont affectées d'un vice qui devient chaque jour plus grave. Elles sont obligées de recourir à peu près uniquement à la main-d'œuvre salariée. Or, d'une part, les salaires agricoles ne cessent de monter par suite peut-être de la dépopulation des campagnes, par suite aussi

1. Certains auteurs considérables comme M. H. Passy ne paraissent pas éloignés de croire cependant que la petite culture donne un produit net supérieur à celui de la grande culture quelle que soit la signification que l'on donne à l'expression de produit net.

des besoins plus nombreux et plus exigeants des ouvriers de ferme, d'autre part le travail salairié est moins productif que le travail libre, et la surveillance du travail agricole est très difficile à organiser. Lorsque dans l'industrie un ouvrage est mal fait, un seul regard suffit au maître pour en juger. Mais dans l'agriculture comment savoir si l'ouvrier a creusé assez profondément, s'il a greffé avec soin? Il en résulte pour le grand propriétaire une diminution très appréciable dans le rendement de ses terres et une augmentation considérable de ses frais de culture.

Le petit cultivateur, au contraire, d'une part économise le salaire, et d'autre part accomplit un travail infiniment plus consciencieux, partant plus productif.

Il y a dans cette remarque quelque chose de fondé. Cependant elle n'est pas aussi décisive qu'il ne le paraît au premier abord. La comparaison entre l'ouvrage d'un ouvrier dans l'industrie et dans l'agriculture n'est pas absolument légitime. L'habileté, la conscience de l'ouvrier ne joue pas dans l'agriculture un rôle aussi considérable que dans l'industrie. Si l'on excepte certains travaux très délicats et essentiels comme le greffage par exemple, pour les autres la façon dont ils sont exécutés n'a pas une importance capitale. Il est difficile de les mal exécuter.

Que le laboureur creuse à un centimètre de plus ou de moins la récolte n'en sera guère modifiée. Il suffit que le labourage ait été effectué. C'est la terre

et sa fertilité naturelle, c'est le régime des pluies ou des vents qui importent ici avant tout, le pouvoir de l'homme est très limité. Ce qu'il met en œuvre ce sont de éléments de vie peut-on dire et non pas une matière inerte comme dans l'industrie. D'ailleurs, la surveillance des travaux agricoles n'est pas aussi difficile qu'on se plaît à le dire, elle est facile à organiser et à exercer d'une manière effective.

Quant à cette observation que la main-d'œuvre coûte cher au grand cultivateur elle est encore moins déterminante.

Quelqu'absurde que puisse paraître cette assertion, La main-d'œuvre coûte exactement le même prix au grand et au petit cultivateur.

Il ne s'agit pas en définitive de savoir *in abstracto* quel travail est le plus productif, celui de l'ouvrier autonome ou celui du salarié, il ne s'agit même pas de savoir quel travail est mieux ou plus vite effectué. Nous nous demandons simplement, étant données deux exploitations, une de cent et une de deux hectares par exemple, quelle est celle qui laisse à l'exploitant le bénéfice le plus considérable.

Or dans ce calcul il faut faire entrer en compte d'un côté le salaire de tous les ouvriers du grand domaine, de l'autre côté la valeur du travail effectué par le petit cultivateur. Il faut déduire tout au moins de ses bénéfices le prix du salaire qu'il aurait reçu s'il n'était pas autonome. Le petit cultivateur en effet se paie en réa-

lité, un salaire à lui-même. Cette main-d'œuvre peut lui coûter très cher, être luxueuse, si l'exploitation est trop restreinte pour absorber les forces d'un homme et si avec un salarié le grand propriétaire cultive de façon utile une surface plus considérable.

Il est vrai qu'aucune catégorie de travailleurs n'exige plus d'elle-même que celle des petits paysans. Elle est à l'ouvrage avant l'aube et travaille encore au crépuscule. Elle sait se priver aussi. Mais ce même travail elle l'exige de ses aides. Le bœuf ou le cheval du petit cultivateur travaille plus que celui du grand propriétaire. Il goûte moins souvent à l'avoine et sa ration est plus restreinte. Aussi s'use-t-il vite, comme son maître. Mais même si on ne compte pas le prix de ce surcroît de travail, il faut admettre que le petit paysan fait, parfois inconsciemment, le compte de ce qu'il gagnerait s'il louait ses bras.

Sans doute sa liberté lui est chère et il ne l'aliène pas facilement mais s'il a plusieurs enfants, un champ trop étroit pour les occuper, un ou plusieurs de ces derniers iront « se louer » et si quelques années de mauvaise récolte surviennent le père suivra l'exemple des enfants. On répète communément dans les villages que l'ouvrier est plus heureux que le paysan. Ce dernier finit par en être si bien persuadé qu'il change de condition. Il est donc vrai dire que le petit cultivateur en restant chez lui se prive d'un salaire égal à celui qu'il recevrait chez son puissant concurrent, il se

paie à lui-même ce salaire. Ceci étant admis la seule question possible est de savoir si à salaire égal il y a travail effectif égal. Nous verrons que privé du concours des machines le petit paysan a beau travailler plus longtemps, il ne cultivera par une surface égale à celle que met en valeur un ouvrier de grande exploitation. De telle façon que c'est en réalité le grand exploitant qui économise sur les salaires c'est-à-dire sur le travail.

La deuxième objection principale que l'on fait au sujet du revenu du petit propriétaire, est tout aussi séduisante au premier abord. On aura beau discuter, dit-on sur ces termes, revenu net, produit net, ce sont pour le petit cultivateur des termes abstraits, et ils ne s'appliquent en réalité qu'au grand propriétaire. En effet, tandis que le revenu de ce dernier s'apprécie en argent absolument comme celui d'un industriel, le revenu, du premier ne peut s'apprécier qu'en nature, ce qui est tout différent car par là le petit paysan échappe aux variations de prix du marché économique et ne subit pas l'action des crises. Son revenu à lui c'est la satisfaction de ses besoins et non pas le prix de ses récoltes.

Il vit des produits de son champ. Il boit son vin, et mange sa farine. Il ne se ruine jamais. De telle sorte que si on prend une période assez longue il lui a été plus facile de subvenir à ses besoins et aux nécessités de culture de sa terre que le grand propriétaire, toute proportion gardée.

C'est pourquoi, dit-on, toute discussion sur la comparaison des revenus nets de ces deux producteurs a toujours quelque chose d'un peu oiseux et n'aboutit pas en tous cas à de solides conclusions. Nous avons nous-même reconnu ce fait que le paysan vit en partie des produits de sa terre. Mais il n'a ni l'importance ni les conséquences qu'on lui prête. Nous avons déjà vu que les jardins potagers de famille disparaissent. De moins en moins en effet le petit propriétaire cherche à tirer du sol qu'il possède, sa subsistance en nature. Pour les satisfactions de ses besoins qui ont grandi (le goût des voyages à la ville, un certain confort chez lui), il lui faut de l'argent. Tout au plus aujourd'hui mange-t-il ses pommes de terre. Mais on ne vit pas uniquement de pommes de terre tout paysan qu'on soit. Quant au blé c'est un fait qui se généralise de plus en plus, au moins dans le midi de la France, que le petit cultivateur en garde de moins en moins une partie pour son pain. Il achète aujourd'hui le pain chez les boulangers et ne le fait plus lui-même. Ce sont les grands propriétaires au contraire qui font manger leur pain à leurs salariés. Il y a là un fait déplorable peut-être, mais ce n'en est pas moins un fait qu'on n'a pas le droit d'ignorer. D'ailleurs le petit propriétaire gardât-il son blé pour lui il lui faut autre chose, et cet autre chose il ne l'acquerra qu'avec de l'argent, il ne le tire pas de son sol en nature. Fini le temps où l'on filait

le lin de son champ et la laine de ses moutons. Les cultures se sont d'ailleurs unifiées et le petit cultivateur ne tire plus de son petit domaine des produits divers.

Le grand propriétaire vit aussi des fruits de son exploitation. Lui aussi boit son vin, mange les œufs de ses poules et se nourrit de sa basse-cour.

En réalité il n'y a pas là une objection qui soit de nature à rendre illégitime l'expression : revenu net du petit cultivateur. Ce dernier a un revenu net en argent tout comme son concurrent et ce revenu net lui est tout aussi *indispensable* et lui devient de plus en plus indispensable. Lui aussi souffre des crises économiques et il en souffre de plus en plus.

Il y a quelques cinquante ans, et même encore à l'époque où M. Hippolyte Passy écrivait son beau livre qui a fait si longtemps autorité, il était vrai de dire que l'humble paysan vivait en réalité, au point de vue de la production, en dehors du milieu économique des grands producteurs. Les marchés où il apportait ses produits étaient ceux de la petite ville voisine où à peu près tous les apports se consumaient sur place. Les machines n'étant pas employées, ou si peu à la culture, il luttait contre les grands exploitants on peut dire à bras égaux. La concurrence internationale ne l'atteignait pas. Ce qu'il craignait ce n'était pas le blé d'Amérique ni le vin d'Algérie, c'étaient la grêle, la gelée ou la sèche-

resse. Mais il y avait là plutôt affaire du curé que du législateur.

Aujourd'hui les faits sont tout autres et dans l'évolution générale dont l'effet est de rendre solidaires les uns des autres un nombre chaque jour plus considérable d'individus et de nations, le petit paysan tout silencieux et modeste qu'il soit dans son coin de terre, s'est trouvé entraîné (1). C'était d'ailleurs là, au point de vue moral le plus heureux événement, bien qu'il produisit dans la période de transition un état de crise et de souffrance. Le vieil individualiste routinier, indifférent au sort de ceux qui lui semblaient étrangers prenait conscience d'un état d'interdépendance, de ses droits et de sa responsabilité ; il se trouvait promu à une dignité nouvelle.

Depuis l'emploi des machines dans l'agriculture, depuis la mise en culture de terres vierges dans les nouveaux continents, il y a lutte peut-on dire entre la culture intensive d'Europe ou des pays depuis longtemps exploités, et la culture extensive des pays neufs. Les premiers contraints par la concurrence et ne trouvant pas de terres libres pour augmenter leur production, ne peuvent trouver profit que dans une culture par laquelle on fera rendre à la terre son maximum de production. Les seconds au contraire se contentent d'exploiter des terres neuves qui dès le

1. V. Jaurès. *La Crise agricole.*

moindre défrichement donnent des récoltes rémunératrices.

Leur but est dès lors de rechercher les moindres frais et comme ils trouvent toujours libres devant eux des étendues encore en friche et toujours sous leurs pieds un sol aux richesses intactes et inexploitées, ils versent sur le marché international leurs produits à des prix comparativement très bas. Telle est une des causes de la crise agricole dont souffre actuellement l'Europe. Le législateur a compris qu'il était de son devoir d'intervenir. Il n'est pas trop que la puissance de l'État elle-même soit mise en jeu pour protéger l'agriculture nationale ainsi affectée. Mais au lieu d'intervenir, là où aurait été le salut, en organisant un système d'aide effective ou de travaux (comme le creusement de canaux) qui eussent permis une culture intensive au meilleur marché possible; ou bien en diminuant de façon considérable les charges qui pèsent sur la propriété rurale, le législateur a voulu protéger cette dernière par des droits de douane. Ce système qui ne peut jamais éliminer absolument les effets de la concurrence internationale pour des causes multiples (comme les lois du change ou les variations de monnaies légales) a eu cependant deux conséquences déplorables : Il a fait peser un impôt nouveau sur le consommateur et a restreint ainsi dans une certaine mesure la consommation de certains produits agricoles; il a encore favorisé la grande culture aux dépens de la petite; il n'a pas supprimé en

tout cas la concurrence intérieure entre les grands et les petits domaines. Il a laissé intactes toutes les inégalités qui existaient auparavant entre eux et a au contraire rendue meilleure la situation des premiers déjà privilégiés. Si l'on suppose en effet une propriété de trois hectares produisant par hypothèse cent cinquante hectolitres de vin à vingt francs, le revenu brut est évaluable à trois mille francs. Une hausse de deux francs dans le prix du vin, due aux droits de douane, donnera au petit cultivateur trois cents francs de plus de revenu. Si nous supposons au contraire une propriété de cent hectares produisant dans la même proportion 5000 hectolitres à 20 francs le revenu brut est égal à cent mille francs. La même augmentation de deux francs augmentera de dix mille francs le revenu de ce propriétaire. Mais ces dix mille francs représentent une sorte de superflu, en tous cas un bénéfice qui n'est pas dû à la fertilité naturelle de la terre, en sorte que plus une propriété sera étendue, plus élevé ainsi sera ce revenu net qui ressemble au profit dans la thèse de Karl Marx. En tous cas la partie du prix due aux droits de douanes fait partie du nécessaire du petit paysan et très souvent augmente le superflu de grand propriétaire.

Si le législateur déclarait que l'Etat très riche va augmenter d'un centième la fortune de chacun, celui qui a cent francs aura désor mais cent un francs, celui qui a cent millions recevra un million. Quel sera le

plus favorisé ? Mathématiquement le gain de chacun sera égal, mais en réalité tandis que l'un ne pourra guère encore manger à sa faim, l'autre pourra se livrer à des nouvelles dépenses de luxe. C'est ici exactement le même cas. Les droits de douane favorisent proportionnellement davantage le très grand propriétaire que le petit.

En tous cas les crises agraires sont plus sensibles au dernier car elles le privent d'une partie de son nécessaire. Et cela devient chaque jour plus vrai, à mesure que les paysans vivent moins des produits de leur terre. S'il arrivait que la grande propriété qui se livre à la grande culture fut dans une situation défavorable par suite d'une crise quelconque, le propriétaire aurait le loisir de diviser son domaine en petites exploitations. Mais s'il arrive, comme nous le montrerons pour le présent, que c'est la petite culture qui est la plus faible pour soutenir la concurrence, le petit propriétaire ne peut pas employer les moyens du plus fort. — Tout au moins dans le régime individualiste. — Un homme de haute taille peut se baisser pour cueillir les fruits d'un arbuste, un enfant ne peut pas saisir ceux d'un arbre élevé. Quel que soit l'effet de la crise sur le mode d'exploitation le grand propriétaire peut toujours se plier à ce point de vue aux nécessités économiques, le petit paysan demeure courbé à la même place sous le même joug.

Ainsi donc quel que soit le côté de la question en-

visagé, si l'on demande quel sera d'une façon générale, le mode d'exploitation de l'avenir la réponse demeure toujours la même comme un refrain : C'est le système de culture qui donne le bénéfice net le plus élevé.

On ne saurait donc prétendre, *in abstracto*, que les charges de la grande propriété sont plus lourdes que celles de la petite parce que la grande propriété emploie des salariés, et qu'elle est plus directement soumise aux effets de la concurrence internationale.

Il faut cependant étudier plus en détail et de façon plus précise les charges de la petite propriété rurale.

Elle doit prélever sur son revenu brut une somme plus considérable que les grandes exploitations, tout d'abord parce qu'elle a des frais d'amortissement plus élevés, qu'elle paie en réalité et proportionnellement plus d'impôts et que se trouvant grevée de plus de dettes elle paie annuellement sous forme d'intérêt une redevance plus élevée. Tout ce que nous dirons dans la suite est vrai *à fortiori* des très petites exploitations.

La petite propriété rurale, pour ainsi dire condamnée à la petite culture, met en œuvre un capital de premier établissement plus considérable que celui des grands domaines.

Si l'on pouvait établir mathématiquement la différence de ces capitaux ainsi employés dans les deux cas et par suite le gaspillage, le déchet, qu'entraîne à

ce point de vue en France la diffusion des petites exploitations, on serait effrayé véritablement du résultat.

Les collectivistes ont certainement raison sur ce point spécial et c'est un véritable service qu'ils ont rendu en le mettant en lumière.

Supposons par exemple un petit cultivateur possédant trois hectares — nous ne voulons pas choisir un cas de *trop* petite exploitation pour rester dans la moyenne des faits — il lui faudra, sans entrer dans les détails, une maison avec écurie et grenier ou écurie et cave et cuves, quelquefois une magnanerie. Ces immeubles représentent une valeur moyenne de dix mille francs pour employer un chiffre peut-être trop modeste. Sans doute il n'a peut-être pas déboursé cette somme toute à la fois : c'est peu à peu qu'il a prélevé sur les bonnes récoltes le capital nécessaire à l'achèvement de sa ferme. Mais le grand propriétaire en fait exactement de même. Sans doute aussi l'humble paysan ne se dit pas chaque année qu'il doit prélever une somme pour l'amortissement de ce capital, mais viendra bien le jour où les réparations seront nécessaires et il devra quand même faire de nouveaux débours. D'ailleurs comme le grand exploitant fait entrer en compte dans son budget et prélève sur son revenu brut de quoi amortir le capital engagé, il faut, pour établir une comparaison exacte entre lui et notre petit propriétaire faire le même prélèvement et le même calcul à la place de

ce dernier. L'un a donc pour trois hectares, dix mille francs immobilisés en constructions; Si l'autre a 90 hectares, c'est-à-dire un domaine 30 fois plus grand, croira-t-on qu'il immobilisera proportionnellement la même somme : c'est-à-dire $10,000 \times 30 = 300,000$ fr. ? Si (en exagérant même excessivement), une exploitation de 90 hectares exige un ensemble d'immeubles d'une valeur de 100,000 francs, il résulte de cette appréciation que le grand cultivateur aura en réalité par rapport au petit exploitant à déboursier pour cette cause un capital proportionnellement 3 fois moindre. Il prélèvera pour cela en amortissement sur son revenu annuel une partie trois fois plus petite.

La différence des capitaux engagés sous forme de matériel agricole est plus considérable encore peut-être.

Pour une exploitation de trois hectares où l'on récolte des produits divers, comme c'est le cas ordinaire, il est nécessaire d'employer deux têtes de gros bétail. Il en résulte, en prenant les nombres les plus réduits, les débours suivants (1) et (2).

1. Voir Lecouteux. *Cours d'économie rurale*, p. 170.

2. Ces chiffres ne sont vrais que pour la plupart des exploitations. Dans les cultures spéciales comme celle de la vigne ils sont autres mais le *rapport* entre la grande et la petite culture reste le même. Ce sont les deux termes qui sont proportionnellement modifiés.

		2 têtes de gros bétail=1.100 fr.	
Dans une culture en plein rendement où le matériel n'est pas neuf, on compte par cheval.	{	1° Harnais de charrue et de voiture.	80 fr.
		2° Matériel de transport.	250 —
		3° Matériel de labourage	140 —
		4° Matériel d'écurie. . .	30 —
			500 —
Par 2 têtes		1.000 —	
		+1.100 —	
Total		2.100 —	

L'intérêt et l'amortissement à 20 0/0 par an = 420 fr.

Pour une exploitation de 90 hectares placée dans les mêmes conditions (en supposant même ce qui est absurde qu'elle n'emploie pas un matériel à grand travail et ne réduise pas ainsi considérablement le nombre des têtes de gros bétail) faudra-t-il 30 fois plus de chevaux ou bœufs, soit 60 têtes représentant avec le matériel nécessaire un capital de 63.000 francs ? En supposant toujours que toute la culture se fait avec le même matériel à petit travail, dans une ferme de 90 hectares on n'emploiera d'ordinaire pas plus de 15 à 20 têtes d'animaux de trait. En comptant toujours chaque tête au prix moyen de 550 fr. et le matériel nécessaire à 500 fr. on obtient les résultats suivants :

$1050 \times 20 = 21.000. 63.000 - 21.000 = 42.000$ dont l'amortissement et l'intérêt à 20 p. 100 = 4.200.

C'est-à-dire que par rapport à une exploitation de 3 hectares un domaine de 90 hectares aura dépensé une somme moindre de 4.200 francs. Elle aura comme

amortissement du capital immobilisé un amortissement 3 fois plus petit et pour le capital-matériel un amortissement 4 fois moins élevé : Son revenu net est d'autant plus considérable.

Ces chiffres seraient-ils taxés d'inexactitude, il suffirait de faire observer qu'il s'agit ici d'un *rapport*. Que l'on prenne une somme quelconque qui paraisse plus exacte pour évaluer ces capitaux, un calcul impartial aboutira aux mêmes résultats.

Ce sont là cependant des inégalités en quelque sorte naturelles et l'on devrait changer les modes de culture eux-mêmes pour les corriger. Mais d'autres paraissent moins inéluctables qui font peser cependant sur les petites exploitations des charges proportionnellement plus lourdes que sur les grandes.

L'impôt tout d'abord est plus difficilement supporté et grève plus péniblement la petite que la grande propriété rurale. Sans étudier à fond cette question qui présente des difficultés invincibles à cause de l'incidence, et prenant simplement pour base les données que M. Souchon (1) a si exactement et de façon si intéressante établies sur ce point, il nous est facile d'indiquer à propos de chaque catégorie d'impôt, pour quelle raison, en dépit de l'apparence, elle n'est pas proportionnellement répartie.

Il nous paraît que les impôts directs qui peuvent

1. *Op. cit.* p. 108 et suiv.

être considérés comme une charge fiscale de la propriété rurale sont l'impôt foncier, la contribution des portes et fenêtres, la taxe des voitures et chevaux lorsqu'elle est prélevée sur les animaux ou le matériel d'exploitation. Nous ajouterons la contribution mobilière.

Les impôts indirects essentiels sont les droits de mutation et de succession.

Parmi les premiers M. Souchon refuse de comprendre la personnelle-mobilière « on pourrait être tenté de quelque doute dit-il à ce sujet, en raison de ce que cette contribution basée sur la valeur locative de l'immeuble habité par le contribuable, semble se rapprocher singulièrement d'une taxe sur la propriété, quand ce contribuable habite une maison lui appartenant. Mais il n'y a là qu'une apparence. La valeur locative est le mode de mesure de l'impôt, mais n'est pour rien dans sa cause et ce que veut atteindre le fisc c'est uniquement le revenu général présumé d'une façon particulière. »

Cette remarque est juste au point de vue où se plaçait l'auteur mais pour nous qui recherchons les charges *principales* atteignant le revenu brut du grand et du petit propriétaire rural il est nécessaire de tenir compte de cette contribution dans notre appréciation, précisément parce que le but du fisc est ici d'atteindre le revenu général.

Or il suffira de faire observer que cet impôt étant

rigoureusement proportionnel, et d'après notre thèse le revenu net du petit exploitant étant moindre que celui du grand cultivateur, c'est en réalité une charge plus lourde qui pèse sur celui-ci que sur celui-là. D'ailleurs la valeur locative étant le mode de mesure ici employé et le petit paysan ayant, ainsi que nous l'avons vu, besoin proportionnellement de plus d'immeubles que le grand propriétaire il en résultera *en pratique* que l'on attribuera à ce dernier un revenu proportionnellement moindre qu'au premier. Il est vrai que la loi de l'an VII a exempté de l'impôt des bâtiments qui servent à l'exploitation rurale et que ceux-ci ne sont pas comptés dans le calcul de la valeur locative. Mais c'est là une observation souvent théorique. En réalité on distingue malaisément le plus souvent les bâtiments affectés au logement du paysan de ceux affectés à l'exploitation.

Il n'en est pas de même pour le grand propriétaire dont la maison de campagne ou le château est soigneusement séparé du reste des immeubles. Il y a là un élément d'appréciation de valeurs locatives tout en faveur du riche propriétaire.

En pratique aussi la personnelle-mobilière de ce dernier, qui a pour but d'atteindre l'ensemble de ses revenus est une charge moins lourde parce qu'il a dans son portefeuille des titres au porteur et que ceux-ci aussi ignorés du trésor supportent une partie de la contribution. Ce qui revient à dire que la person-

nelle-mobilière du grand propriétaire se répartit sur divers revenus, tandis que celle du petit cultivateur autonome est prélevée uniquement sur le produit de la terre.

L'impôt foncier sur les propriétés bâties depuis la loi du 19 août 1890 qui l'a transformé en impôt de quotité est devenu lui aussi une des causes d'inégalité entre les grandes et les petites exploitations pour cette seule raison, toujours la même, que ces dernières ont proportionnellement plus d'immeubles que les premières (1) et que les immeubles dégrevés en principe sont moins distincts. La tendance des agents du fisc étant d'imposer le plus grand nombre d'immeubles possible, et les petits paysans étant moins en mesure de connaître leurs droits et de les défendre, que les grands propriétaires, on peut être certain qu'ils paient proportionnellement un impôt foncier beaucoup plus lourd.

Quant à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties il semblerait au premier abord qu'il est moins élevé pour les petits que pour les grands domaines, puisqu'il est perçu d'après le cadastre déjà ancien et que les améliorations produites lui échappent ainsi. C'est entre autres l'opinion de M. Souchon. Mais il faudrait pour la légitimer prouver : que les transformations productives ont été opérées plutôt par les petits que par les grands

1. Dr Luçay. *Bulletin de la Société d'agriculture de France*. 1883, p. 328, 380, 412.

cultivateurs et que le cadastre n'a pas taxé de façon très élevé des terres aujourd'hui moins productives et appartenant aux petits propriétaires.

Or précisément il est nécessaire de faire remarquer qu'à l'époque où le cadastre a été établi quelque chose de l'esprit de l'ancien régime, survivait encore. Les grands propriétaires fonciers qui représentaient plus qu'aujourd'hui l'aristocratie véritable et qui en tous cas étaient au pouvoir, ont obtenu une taxation bien souvent privilégiée, et telle petite terre de paysan était taxée de première qualité tandis que la grande parcelle du noble voisin était rangée dans la deuxième catégorie. Aujourd'hui encore ce fait, se retrouve là où les propriétés sont restées les mêmes. D'autre part de petites exploitations s'étaient formées dans les régions les plus productives, elles étaient et sont demeurées imposées en conséquence. Mais depuis l'introduction de la culture intensive, des terres peu fertiles ont acquis une valeur inattendue.— Nous avons cité l'exemple des sables méditerranéens— et là, se sont formés non pas des petits mais de grands de très grands domaines qui paient un impôt foncier scandaleusement dérisoire.

Il ne faut pas d'ailleurs se lasser de répéter que ce sont en général dans les grandes exploitations (ou les moyennes) que l'on pratique la culture intensive mais que celle-ci est l'exception dans les très petites propriétés paysannes à cause de la rareté des capitaux. De telle façon qu'en réalité cette petite propriété

paie la même somme d'argent qu'à l'époque de l'établissement du cadastre, sans que ses revenus aient sensiblement augmenté; tandis que les grands domaines profitent d'un accroissement de production qui échappe à la contribution foncière.

La contribution des portes et fenêtres est négligeable pour la propriété paysanne et paraît d'ailleurs être assez également répartie.

Mais la taxe des voitures, chevaux et mulets toute modique qu'elle soit (six millions environ pour les campagnes) n'en est pas moins une charge réelle pour les petits cultivateurs. Ceux-ci, en effet, nous l'avons vu, ont besoin d'un matériel proportionnellement beaucoup plus considérable que les grands propriétaires : environ 4 fois plus. Ce matériel est donc quatre fois plus imposé; tandis que de grandes exploitations supportent pour cette cause une insignifiante charge, les petites au contraire s'en trouvent parfois gênées dans leur libre développement.

On voit donc que quel que soit l'impôt considéré il est proportionnellement plus lourd pour le petit paysan que pour les grands exploitants ruraux. L'impôt proportionnel est ici en fait progressif à rebours. La seule statistique que nous ayons trouvée qui manifeste ce résultat de façon précise est celle que M. Boutin directeur général de la contribution directe a communiquée à la commission extra parlementaire du cadastre. Cette statistique dressée dans un certain nombre de

départements choisis avec soin comme représentant ensemble une exacte moyenne a manifesté comment les taxes municipales étaient réparties :

Exploitations	Nombre d'exploitations étudiées	Montant des taxes municipales	Moyenne par exploitation
de 10 à 1 h.	77	370 fr. 45	4 fr. 81
de 1,01 à 2 h.	48	375 60	7 82
de 2,01 à 5 h.	92	804 80	8 53
de 5,01 à 10 h.	72	1.166 45	16 20
de 10,01 à 20 h.	69	1.634 05	23 83
de 20,01 à 40 h.	38	1.455 45	38 31
de 40,01 à 50 h.	8	458 25	57 28
de 50,01 à 75 h.	13	828 15	63 70
de 75,01 à 100 h.	4	300 00	75 01
100,01 et au-dessus	2	230 61	115 30

« Ces chiffres nous montrent, conclut M. Boutin, que la charge est beaucoup plus lourde pour les petites propriétés que pour les grandes. » Aussi proposait-il de n'imposer la propriété foncière rurale qu'au delà de 3 hectares.

Les impôts indirects, malgré l'apparence contraire, sont tout aussi inégalement répartis.

Le champ du petit paysan lui parvient grevé de ce qui a dû être payé soit sous forme de droits de transmission soit sous forme de droits de succession. Il en est de même pour le grand propriétaire. Mais si ces droits ont été en réalité moins lourds pour ce dernier, à produit brut égal, il bénéficiera d'un revenu net

supérieur parce qu'il aura à prélever, réellement ou fictivement, une somme moindre chaque année pour amortir cet d'impôt qu'il a payé une fois pour toutes en acquérant son domaine.

En ce qui concerne les droits de vente à l'amiable ils affectent davantage les valeurs des petites propriétés que celles des grandes par cette première raison que la transmission des premières est beaucoup plus fréquente. Si l'on suppose un hectare de terre dont la valeur est égale à 1000 fr., vendu en 50 ans trois fois et un domaine de 100 hectares vendu deux fois. Le revenu de la première devra représenter tout d'abord l'intérêt et l'amortissement des droits de mutation payés au moment de l'achat.

Ces droits sont plus lourds pour cette autre raison, toujours la même, mais qui doit être toujours rappelée en matière d'impôts, que frapper d'une redevance (annuelle ou non) une propriété de petite valeur et frapper de la même redevance proportionnelle une propriété de grande valeur, c'est imposer à la première une charge beaucoup plus lourde. En économie politique demander 5 francs à celui qui en possède 100 et demander 5.000 à celui qui en possède 100.000 n'est pas du tout procéder à deux opérations identiques et de mêmes effets.

Le *Bulletin de statistique et de législation comparée* (1) nous donne pour l'année 1894 la statistique

1. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1899.

suivante des *droits d'enregistrement proportionnel* (6, 875) payés par la propriété rurale.

Vente d'immeubles ruraux

Importance des ventes	Nombre	Total des prix en millions	Droits de mutation en millions
de 500 fr. et au-dessous	325.162	62.4	4.2
de 500 — à 1.000	100.763	62.6	4.7
de 1.000 — à 5.000	118.677	245.2	16.8
de 5.000 — à 10.000	17.985	115.9	7.9
de 10.000 — à 20.000	6.953	95.8	6.5
de 20.000 — à 50.000	3.288	96.6	6.6
de 50.000 — à 100.000	727	48.9	3.3
de 100.000 — à 200.000	242	32.9	2.2
de 200.000 — à 300.000	50	12.4	0.8
de 300.000 — à 400.000	13	4.3	0.2
de 400.000 — à 500.000	8	3.6	0.2
de 500.000 — à 1 million	7	4.4	54.4
Totaux.	574.175	792.4	54.4

Cette statistique montre de façon saisissante la fréquence des mutations des petites propriétés de 0 à 2 hectares (le prix moyen de 2 hectares est *au minimum* 5000 fr.) et la somme énorme prélevée sur ces petits domaines chaque année en seuls droits d'enregistre-

« La répartition des ventes mobilières d'après l'importance du prix en 1894 » p. 434 et suiv.

ment, et disproportionnée à la somme que paient pour la même cause les grandes exploitations de plus de 100 hectares (300.000 à un million).

M. Souchon dans un autre tableau à la suite de celui que nous venons de reproduire nous donne des indications précieuses. Il a recherché quels droits payaient au trésor pour une vente, les immeubles ruraux suivant leur valeur.

Il a abouti aux résultats suivants (1) :

Nature des frais	Pour une vente				
	de 100 fr.	de 1.000 fr.	de 5.000 fr.	de 10.000 fr.	de 100.000 fr.
Timbre de l'expédition . . .	3.60	5.40	7.20	9.00	»
Timbre du récépissé de dépôt.	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60
Timbre du registre de dépôt.	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24
Timbre de transcription . .	5.40	6.30	9.20	11.70	24.60
Droit de transcription . . .	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25
Total des droits fixes	11.09	13.79	18.49	22.79	41.69
Droit proportionnel d'enreg.	6.875	68.75	343.75	687.50	68.75
Total	17.965	82.54	362.24	710.29	6.916.69
Quotité pour cent	17.965	8.254	7.254	7.103	6.917

L'enquête faite en France et en Algérie pour l'année 1894. (V. *Bulletin de législation comparée*, 1897, p. 440) donne sous ce titre évaluation des charges fiscales frappant les ventes de minime importance la statistique suivante :

L'enquête a distingué entre les ventes réalisées par acte notarié et les ventes réalisées par acte sous seing privé :

1. Souchon, *op. cit.*, p. 126.

Nature des droits	Importance des ventes						
	100 fr.	200 fr.	300 fr.	400 fr.	500 fr.	1000 fr.	5000 fr.
I. — Ventes réalisées par acte notarié (prix payé comptant)	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.	Fr. c.
Droit proportionnel d'enregistrement de l'acte de vente	6.88	13.75	20.63	27.50	34.38	68.75	343.75
Timbre de la minute	<i>1.20</i>	<i>1.20</i>	<i>1.20</i>	<i>1.20</i>	<i>1.20</i>	<i>2.40</i>	<i>2.40</i>
— de l'expédit.	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>5.40</i>	<i>5.40</i>
Timbre du récépissé de l'expédition à transcrire	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60
Droits fixes Timbre du registre des dépôts.	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24
Timbre du registre de transcription.	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>6.30</i>	<i>6.30</i>
Droit de transcription	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25
Total.	17.37	24.24	31.12	37.99	44.87	84.94	359.90
Taux pour 100 fr.	17.37	12.12	10.37	9.49	8.97	8.49	720.
II. — Ventes réalisées sous signatures privées (prix payé comptant)							
Droit proportionnel d'enregistrement de l'acte de vente	6.88	13.75	20.63	27.50	34.38	68.75	343.75
Timbre de deux originaux	<i>2.40</i>	<i>2.40</i>	<i>2.40</i>	<i>2.40</i>	<i>2.40</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>
Timbre du récépissé du dépôt de l'acte à transcrire	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60	0.60
Droits fixes Timbre du registre des dépôts.	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24	0.24
Timbre du registre de transcription.	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>3.60</i>	<i>6.30</i>	<i>6.30</i>
Droit de transcription	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.75
Total.	14.97	24.24	31.12	37.99	44.87	84.94	359.90
Taux pour 100 fr.	14.97	10.92	9.57	8.89	8.49	8.07	7.11

1. Les chiffres ordinaires représentent des nombres absolus ; les chiffres en italiques des évaluations dont on a fixé l'importance en prenant pour base des minima.

1° Toutes les statistiques aboutissent ainsi au même résultat : les grands domaines paient en droits de transmission une somme bien inférieure à celle prélevée sur les mutations des petites propriétés.

2° Plus une propriété est petite et plus les droits de transmission qui la frappent sont élevés. Les minuscules exploitations sont encore à ce point de vue les plus chargées.

Le ministère des finances concluait lui-même d'après l'enquête à laquelle il a procédé et que nous venons de reproduire :

« La charge de l'impôt a un quantum d'autant plus élevé que la mutation est moins importante ».

Il en est de même, et dans une proportion au moins égale, pour les ventes judiciaires.

Lorsque le lopin de terre a produit de quoi amortir les frais ainsi déboursés, vient trop souvent une vente forcée ou une transmission après décès et les nouveaux droits ainsi payés réduisent encore à nouveau le revenu net de cette terre.

Les droits de succession représentent en effet eux aussi pour les petites propriétés rurales un impôt plus lourd que pour les grands domaines. Il en sera ainsi tant que l'impôt sur ce point restera proportionnel. Il faut bien convenir en effet que c'est la propriété elle-même qui doit produire de quoi indemniser l'héritier ou le légataire, de l'impôt qu'il a payé. Si tous les 30 ans, une petite exploitation rurale d'une valeur de 5.000 fr.

par exemple paie un droit de succession de 406 fr. 25 (la moyenne des droits étant de 8, 125 p. 100) ce sera pour elle une charge beaucoup plus considérable que celle qui est supportée par un grand domaine 20 fois plus étendu et payant 20 fois plus.

Le petit propriétaire laisse en effet bien rarement des valeurs mobilières, son héritage se partage en nature, de telle sorte que le plus souvent, celui qui en est le bénéficiaire doit emprunter pour payer les droits de succession. Comme les pauvres empruntent à des taux moins favorables que les riches cet heureux héritier peindra de longues années avant de se libérer de sa dette. Il emploiera une somme moindre en transformations productives de son domaine il aura pour cette cause à la fois un revenu brut et un revenu net plus petit.

Dans la majorité des cas au contraire, l'héritier d'une grande exploitation rurale est un capitaliste, il supporte assez allègrement les droits de succession. Comme seul en réalité il bénéficie d'un « *profit* » ou en tous cas comme ses profits sont plus considérables, ses droits reportés sur une surface plus grande, sont moins pesants. C'est pour cela que les grands propriétaires fonciers, de peur de voir introduire l'impôt progressif sur les successions dans notre législation, n'ont jamais osé se plaindre trop ouvertement de la quotité de l'impôt proportionnel actuel.

Nous étions donc bien en droit de dire que notre

systeme d'impôts actuels était une des causes de l'inégalité de conditions économiques dans lesquelles sont placées les grandes et petites exploitations rurales concurrentes.

Toutes ces inégalités aboutissent d'ailleurs au même résultat. Le petit paysan gêné est obligé d'emprunter. Plus il emprunte et moins il peut quoi qu'il paraisse subvenir aux nécessités de la culture, car il doit tout d'abord payer les intérêts duss'il ne veut pas être exproprié, si bien, que la dette qui pèse sur la petite propriété rurale est pour cette dernière à la fois une cause et un effet de la situation déplorable dans laquelle elle se trouve.

On parle volontiers dans les discours parlementaires ou les recueils d'économie optimiste de la fière liberté du petit cultivateur. Il est facile d'entonner un hymne à son honneur. Il est maître et ne doit rien à personne ; roi de son champ il peu traiter d'égal à égal son riche voisin ; ils sont tous deux de même noblesse, celle de l'indépendance. Le tableau peut être vrai parfois mais le plus souvent il ne reproduit que la poésie des choses et non la réalité. Le petit cultivateur ne se dresse pas ainsi conscient de son indépendance en face du riche seigneur capitaliste ; il reste courbé car une dette lourde pèse sur ses épaules et l'incline vers la terre qu'il doit d'autant plus profondément creuser. Il est le salarié du capital, du prêteur avec cette différence ce-

pendant qu'il n'a pas comme salarié le pouvoir de faire grève. Pour créer son petit domaine, pour l'aménager, les frais sont si considérables qu'il a dû avoir recours à l'emprunt et nombreuses passent les années avant qu'il se soit enfin libéré. Pour acquitter sa dette il ne donnera pas, comme le Juif de Schakspeare l'exigeait, un morceau de sa chair, mais c'est sa vie même qu'il donnera. Il l'usera plus vite à travailler sans trêve et lorsqu'il aura painé longtemps, longtemps gagné son pain à la sueur de son corps, il suffira de deux mauvaises années successives pour le ruiner tout à fait. Alors le champ qu'il aura ainsi pour ainsi dire fécondé de sa vie sera vendu et c'est le gros propriétaire qui le joindra à son domaine.

M. de Saint-Genin écrivait à propos de la dette hypothécaire du paysan : « qu'il s'endette, ce qui est possible, qu'il meure ce qui est certain, le chef de famille est impuissant à transmettre à ses enfants le champ sur lequel il a vécu, le toit qu'il a bâti ».

En 1878 il y a eu ainsi 6.370 ventes sur saisies.

En 1886 on en comptait 9.027.

En 1891 on en comptait 11.753.

Les ventes sur saisie ont augmenté de 84 p. 100 depuis 1875.

Les 7/10 des ordres sont ouverts sur des propriétés de très petite valeur.

En 1890 les statistiques de l'enregistrement consta-

taient 65.000 prêts hypothécaires inférieurs à 500 francs = 22 millions de francs ce qui indique une moyenne de 338 francs par prêt.

Nous avons malheureusement très peu de données précises sur la dette hypothécaire rurale, les renseignements donnés par le Crédit foncier ne sont d'aucune utilité puisque, agissant, contrairement au but pour lequel il avait été fondé, il s'est pendant longtemps à peu près interdit les prêts aux paysans et qu'il y répugne toujours. Les bulletins et les journaux de statistique ne distinguent pas entre la grande et la petite propriété rurale si bien que nous nous trouvons réduits à des conjectures.

Cependant si on tient compte des ventes d'immeubles ruraux on voit combien plus nombreuses sont les ventes des petits domaines comparativement à celles des grandes propriétés (1).

Ce sont bien le plus souvent des ventes forcées, soit que le paysan se soit volontairement dépouillé pour se libérer, soit qu'il ait été saisi. D'ailleurs les formalités hypothécaires sont plus coûteuses pour les petites opérations de crédit que pour les plus élevées (2). Le ministre des finances en 1896, dans un projet de réforme de ces droits disait dans l'exposé des motifs : « L'objet

1. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1897, p. 436.

2. *Bulletin de statistique*, etc., 1897, p. 402.

principal de cette révision est d'introduire dans une matière où il fait complètement défaut, le principe de la proportionnalité de l'impôt.

Quant à la quotité de la dette hypothécaire le rapport de M. Boutin (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1894) l'évaluait en France au 31 décembre 1896 à 19.278.931.692. Mais sur observations que les parties négligeaient souvent de faire radier les inscriptions après la libération du débiteur, de nouvelles recherches furent faites pour évaluer avec le plus de précision possible la proportion qui pourrait être assignée, d'après les usages adoptés dans chaque arrondissement, aux inscriptions continuant à subsister après l'extinction des créances ».

Le chiffre de ces inscriptions fut

évalué à 5,741,931,768

Ce qui réduisait le montant de la dette

hypothécaire à 13,536,999,924

Restait à y ajouter le montant des

inscriptions prises à la requête du

Crédit Foncier. 832,096,402

Total. . 14,369,096,326

« En 1840, ajoute M. Boutin un travail analogue avait été demandé aux conservateurs des hypothèques. D'après les résultats transmis à cette époque, la dette hypothécaire *inscrite* s'élevait à 12 milliards 500 millions, tandis qu'elle atteignait au 31 décembre 1876 le chiffre de 20 milliards ».

Parmi les raisons que M. Boutin donne de cet accroissement effrayant il indique celle des « transactions plus fréquentes par suite soit du développement de la richesse publique., soit du *morcellement des propriétés* ».

Nous ne pouvons malheureusement pas savoir quelle est sur cette somme la part de la petite propriété rurale, mais elle est certainement très considérable proportionnellement supérieure à la part de la grande propriété parce que le grand propriétaire est dans la majorité des cas un capitaliste en valeurs mobilières, il a aussi d'autres moyens pour se procurer du crédit que l'acceptation d'une hypothèque, tandis que le petit paysan dans les 99 centièmes des exemples n'a pas de fortune mobilière et ne se procure du crédit le plus souvent qu'en offrant des sûretés réelles. La statistique des ventes des petits domaines nous est une précieuse indication à cet égard.

Mais si l'on pouvait connaître les emprunts cachés, ces prêts aussi sur simple signature pour lesquels les petits cultivateurs sont si souvent des débiteurs fidèles ! On serait effrayé de la dette qui pèse sur le petit paysan. C'est là ce qui épuise son champ, et le rend lui-même soucieux et triste. Il faut bien enlever du revenu brut l'intérêt de la dette.

Les meilleurs esprits tout en convenant malgré l'absence des statistiques et des preuves palpables que la petite propriété supporte une dette hypothécaire très

considérable ne laissent pas cependant que d'être toujours optimistes et de voir cet état de choses sous un heureux jour.

Entendant Roscher enseigner que « l'hypothèque est peut-être la meilleure voie à suivre pour l'accroissement de la fortune des ruraux », ce qui n'était après tout qu'une opinion *sur les diverses formes du crédit* ils se sont emparés avec joie de cette parole tombée de lèvres autorisées et ont proclamé que la dette hypothécaire était signe de prospérité. Dans son grand discours en réponse à l'interpellation de M. Jaurès M. Deschanel déclarait que « la dette hypothécaire surtout par les partages prolonge la propriété paysanne ».

Mais ici comme sur beaucoup d'autres points les économistes sont en désaccord avec les agronomes et en matière d'économie rurale il est à craindre que ce soient les agronomes qui aient le plus souvent raison.

M. de Lavergne par exemple dans une phrase souvent citée professe que « le propriétaire avec la dette hypothécaire arrive bientôt à ce résultat que la propriété nominale se trouve séparée de la propriété réelle. Le petit propriétaire n'a plus qu'un os à ronger mais le créancier a la moelle (2) ».

Si l'on entend que sans l'hypothèque le petit paysan

1. Roscher. *Economie politique rurale*, traduction de Charles Vogel, p. 381.

2. De Lavergne. *Économie rurale de la France*, p. 445.

n'aurait souvent aucun crédit, on a raison de dire qu'elle a un rôle bienfaisant à jouer et personne n'y contredira. Sans elle souvent le petit cultivateur ne pourrait pas prolonger la lutte. Elle est le cordial qui relève ses forces pour un peu de temps. Mais elle ne signifie pas autre chose dans notre cas que ceci : à savoir que le petit paysan n'ayant pas de capitaux mobiliers, est obligé d'emprunter soit pour subvenir aux besoins de la culture, soit pour garder sa propriété (lors d'une succession avec soulte).

Elle indique dès lors non pas l'abondance mais la *pauvreté* du paysan, sa pénurie et comme il faudra bien qu'il rende ce qu'il a emprunté elle fait peser sur lui une charge réelle et qui peut être lourde. Elle a ce caractère déplorable d'ailleurs, qu'en réalité elle détache de la *propriété* nominale comme une parcelle au profit du créancier et que celui-ci pour rentrer dans ses créances aura le droit s'il n'est pas désintéressé de dépouiller tout à fait son débiteur par une vente sur saisie. Si l'on disait à un paysan réduit à emprunter sur hypothèque qu'il vient de faire preuve de prospérité, il rirait au nez du savant économiste, ou s'il n'osait pas il garderait à part lui une opinion particulière de la valeur des théories économiques.

L'endettement de la petite propriété rurale a en majeure partie pour cause les nécessités intrinsèques de la petite culture. Elle est pratiquée par des exploitants sans capitaux mobiliers tout en exigeant proportion-

nellement la mise en œuvre d'un capital plus considérable que la grande culture.

Elle est aussi plus coûteuse parce qu'elle exige une plus grande dépense de force et de temps.

CHAPITRE V

L'emploi du temps et de la force.

La petite culture, disons-nous, supporte des charges plus lourdes que la grande, elle exige un capital d'exploitation proportionnellement beaucoup plus considérable. Il faut ajouter qu'elle emploie beaucoup moins utilement et avec moins de profit cet outillage qui lui coûte plus cher. Il y a chez elle une déperdition très importante de temps et de force.

Nulle vie, en apparence, n'est mieux employée que celle du petit cultivateur, elle présente comme un tableau harmonieux. Il est suivant les saisons ou les moments, laboureur, faucheur, vigneron, jardinier, berger etc., sa femme parfois, utile collaboratrice est laitière, faneuse ou lieuse. Ils mènent tous deux côte à côte le combat pour la vie ne perdant pas de jours, utilisant dans leurs travaux divers les moindres instants, interrompant à peine leur activité incessante aux heures des repas ou du sommeil. Leur

existence est presque en vérité un jeu perpétuel. Ils passent incessamment d'un travail à un autre et satisfont bien la passion « papillonne » dont parlait Fourier en termes charmants. Il est vrai d'ailleurs que dans bien des cas la petite ferme réalise certains rêves de ces doux phalanstériens. Malheureusement la vie rurale n'est pas en réalité aussi poétique ni aussi heureusement employée. Si le cultivateur perd peu d'instant — à supposer qu'un plus long repos soit du temps perdu — c'est qu'il est harcelé par la nécessité.

Il est attelé au brancard et il sait qu'il ne gagnera sa ration qu'après avoir longuement, péniblement tiré sur le collier. Il n'est pas comme le salarié qui l'ouvrage accompli, s'endort sans souci, sûr du lendemain. Il n'est pas comme le grand cultivateur qui aidé des machines obtient plus de résultat en moins de temps. C'est ici vraiment que le temps c'est de l'argent.

C'est infiniment plus vrai en agriculture, que dans toute autre branche de la production. Le temps est un facteur essentiel. Chaque tâche doit être faite exactement à l'heure nécessaire, sinon la perte peut être irréparable. Il n'en va pas de même dans l'industrie.

Si la pièce de calicot n'est pas tissée le soir elle le sera tout aussi bien le lendemain, il suffira pour cela de mettre la machine en mouvement. Mais si le soir les foin ne sont pas au grenier, les vers à soie ne sont pas suffisamment pourvus de feuilles, la vendange récoltée, c'est la récolte même qui peut être compromise,

et il faudra attendre un an avant de réparer la perte. Si les vignes aujourd'hui ne sont pas sulfatées ou soufrées, demain le mildew ou l'oïdium auront exercé leurs ravages, la pluie viendra qui arrêtera encore les travailleurs.

Pour ces travaux spéciaux, il ne faut pas négliger l'ouvrage ordinaire et il faut tenir compte encore des incidents ou accidents qui surviennent si souvent, dérangeant les projets et les plans, déjouant les prévisions du cultivateur et exigeant ses soins immédiats. Un exploitant bien outillé saura tout faire rapidement et à l'heure voulue, obtiendra toujours des résultats plus heureux que celui qui ne peut accomplir que plus lentement la même tâche. Le premier aura plus de récoltes ; il sera parfois seul à en avoir.

C'est pour cela que le grand exploitant est plus fort devant les difficultés journalières de la vie rurale. Il peut attendre l'esprit plus serein le lendemain. Avec ses équipes d'ouvriers il pare aux dangers immédiats. Il est dans la situation d'un général qui peut avoir toujours des troupes fraîches. Le petit paysan est toujours seul à lutter ou veiller, personne jamais ne le relève avant l'heure où il tombe définitivement sur le champ épuisé par la lutte.

Nous retrouvons ici encore les effets de la division du travail. Il est vrai, comme on le répète communément, que la spécialisation ne saurait jouer le même rôle ou avoir les mêmes conséquences dans l'agricul-

ture que dans l'industrie. Elle n'opère pas ici les mêmes prodiges et ne réalise pas le miracle de la multiplication des produits.

Mais elle y tient cependant une certaine place, et celle-ci influe de plus en plus sur le résultat final.

Que l'on suppose un travail quelconque, celui des vendanges et de la vinification : le grand propriétaire aura les coupeuses, les porteurs, ceux qui écrasent le raisin, les hommes de cave. En peu de temps, grâce à cette division du travail il exécutera beaucoup plus d'ouvrage. Le petit cultivateur, lui fait tout à la fois. Tandis que sa femme et ses enfants coupent les raisins, il remplit sa charrette, la conduit, écrase à la hâte la vendange et revient à la vigne. Il serait facile de multiplier les exemples.

La petite culture est impuissante à réaliser cette spécialisation du travail. Si on considère le pays tout entier, la petite culture diversifie les produits. Les grands propriétaires au contraire unifient autant que possible leur production. Ils deviennent de plus en plus de véritables spécialistes.

Le petit paysan ne peut pas se fier ainsi à une seule récolte. Il serait dans la disette si elle venait à manquer. Il en arrive, dans les régions où le terrain et le climat s'y prêtent, à rechercher quatre ou cinq rendements différents. Il perd un temps très considérable à passer ainsi d'une culture à une autre.

Dans l'organisation des grands domaines, porchers,

laitiers, jardiniers, etc. etc. ont leur place marquée et leur tâche déterminée. Ils y deviennent plus habiles. Il faut ainsi moins d'hommes pour une œuvre mieux faite. Certes dans la petite culture il y a une sorte de division du travail familiale qui s'est comme maintenue à travers les âges. Il y a des fermes où comme au temps de Caton l'ancien, tandis que le père et les fils aînés sont aux gros travaux, la mère file, la fille est laitière, les plus jeunes sont bergers. Cette coopération familiale a quelque chose d'idyllique mais en fait elle se réalise rarement.

Mais d'ailleurs il ne suffit pas de dire que cet état de choses est bon, personne ne le nie, au point de vue social. Pour savoir s'il durera et si la division du travail de la grande exploitation ne brisera pas la coopération familiale et n'en dispersera pas les membres, il faut compter ce que ceux-ci gagnent à rester ainsi unis. (C'est un problème tout sec et froid de mathématiques), et ce qu'ils gagneraient s'ils étaient tous sous les ordres du grand exploitant. Si la différence est très grande il est très douteux qu'ils restent dans une situation qui leur apporte avec des joies inconscientes des peines et des soucis vivement ressentis. Ils accepteront plutôt une existence sans responsabilité et dont ils apprécient l'heureuse sécurité.

Si, dans notre exemple, l'enfant était berger du grand propriétaire, la fille aussi salariée et les hommes charretiers ou valets de ferme il est probable qu'ils rece-

vraient en gains journaliers, beaucoup plus que ne leur donne leur terre.

D'ailleurs cette situation est toute exceptionnelle. Il est rare qu'en dehors du père et du fils aîné, la famille du petit paysan puisse être ainsi tout entière à l'ouvrage.

Il n'en demeure pas moins vrai que la petite culture entraîne une perte de temps et de force difficile à apprécier, maîtres considérable certainement. C'est surtout à ce propos que se pose la grande question du rôle des machines dans l'agriculture.

LES MACHINES AGRICOLES

Il est devenu banal de faire observer que l'appréciation de l'influence des machines, dans les phénomènes économiques est au fond la grande question de notre temps. On la retrouve pour ainsi dire à chaque chapitre de l'économie politique pratiqué. Si dans l'industrie, où son importance est évidente, elle a joué avec plus d'efficacité encore le rôle de la division du travail, dans l'agriculture elle est appelée peut-être à opérer une aussi grande révolution. Mais cette révolution ou plutôt cette évolution en est encore à ses premières phases.

Au point de vue qui nous intéresse, la question a été posée le plus souvent de telle façon que la solution

exacte et définitive n'était pas celle que l'on cherchait en réalité, et que celle où l'on aboutissait se trouvait contenue à l'avance dans les termes mêmes de l'énoncé. On s'est trop souvent demandé quel travail était le plus parfait, le mieux fait pour aider aux progrès de l'agriculture : le travail accompli à bras d'hommes ou à l'aide des petites machines que la main d'un seul homme conduit facilement ou le travail des grandes et puissantes machines. On ne saurait nier que dans la plupart des cas (cependant les exceptions sont plus nombreuses qu'on ne le pense), la machine accomplit un travail assez imparfait. C'est aux machines qu'est dû le règne de la camelote sous lequel nous vivons encore. Les ouvriers du vieux temps accomplissaient des travaux délicats et charmants en tous cas solides, et nous recherchons encore avec amour ces épaves du passé pour mettre dans certains coins de nos indifférentes maisons modernes un peu de bonne grâce et de naïve poésie. Mais nos mains qui ne travaillaient plus assez vite ont désappris toute œuvre personnelle. Elles ne sauront bientôt plus rien que conduire les énormes outillages qui exécutent toute la besogne à meilleur compte il est vrai. Ainsi en est il déjà, en sera-t-il de plus en plus de même dans l'agriculture.

Il ne s'agit pas ici encore de savoir quel ouvrage est le mieux exécuté, le plus utile, celui de la machine à grand travail ou celui des mains rudes du paysan. La seule chose qui puisse en pratique faire prévoir

l'avenir en cette matière est de savoir quel est le travail le plus rapide, le moins cher, et laisse un profit supérieur : camelote ici encore, quoique ce mot puisse paraître étrange.

Peut-être y aura-t-il plus tard une réaction. Dans l'industrie avec le transport de la force à domicile on aura peut-être de très petites machines que l'homme dirigera avec toute liberté, comme l'ancien tourneur conduisait du pied et de la main le tour rudimentaire. En agriculture viendra peut-être le temps où par suite des besoins impérieux de la consommation on fera de plus en plus non seulement de la culture intensive qui se concilie parfaitement avec l'emploi des machines, mais de la culture maraîchère. Ce jour là peut-être on reviendra à la petite culture. Mais des années nombreuses passeront avant l'avènement de cette nouvelle époque. Il faut attendre auparavant la mise en exploitation des terres vierges. Que de plaines immenses en Amérique, sont familières aux seuls troupeaux, que de pays inexploités en Asie et qui depuis la création du monde offrent la splendeur inutile de leur libre végétation. Mais surtout combien d'années passeront avant que l'Afrique soit mise en culture : ces contrées vierges comme aux jours de la Genèse, où l'homme n'a récolté encore que le produit des chasses et surtout de la productive chasse aux esclaves !

Tant qu'on pratiquera dans ces pays la culture extensive qui fera la loi du marché pour le prix, dans

votre vieille Europe nous serons contraints à la grande culture intensive, il nous faudra chercher à la fois les grands rendements et la production à bon marché.

La question des machines dans l'agriculture présente cependant de tous autres aspects dans l'agriculture que dans l'industrie.

Au point de vue économique tout d'abord, le rôle des machines n'est pas du tout le même et présente une différence vraiment essentielle.

D'une part il est impossible d'employer les machines dans certaines productions agricoles comme celle des bestiaux. Mais ce sont précisément les cas où la grande exploitation rurale est plus favorisée que la petite. Ce sont les produits qui ont amené la création des latifundia.

D'autre part, dans l'industrie, la machine prend les matières premières et les transforme immédiatement et directement en objet utile. Dans l'agriculture elle joue un rôle accessoire et en quelque sorte secondaire. C'est la plante, la terre, l'atmosphère qui transforment directement les matières premières, qui sont les véritables machines. Le monde entier et ses éléments sont à cet égard comme un énorme et toujours actif outillage. L'homme et son outil n'interviennent que pour disposer du mieux possible et dans la mesure du possible les divers agents de la production. Ils n'ont qu'une influence indirecte sur les produits. L'industriel qui confie à la machine telle quantité de coton sait avec certitude le

nombre de mètres et la qualité du calicot qu'il obtiendra. L'agriculteur sait bien ce qu'il confie à la terre mais il est en présence d'une machine merveilleuse et capricieuse qui donne à ses heures ce qui lui plaît.

Aussi faut-il reconnaître que théoriquement la question des machines a une moindre importance dans l'économie agraire que dans l'économie industrielle.

Au point de vue social aussi il faut noter des différences essentielles dans les deux domaines.

En ce qui concerne l'intérêt de la société tout entière et l'équilibre entre ses divers éléments, les machines ont opéré dans l'industrie une véritable révolution.

Elles ont transformé la condition des classes ouvrières et fait naître des rapports nouveaux entre salariés et patrons. Les applications de la vapeur ont délivré les ouvriers de certains travaux pénibles, parfois répugnants, mais ils se sont trouvés en définitive plus asservis encore peut-être, ils sont devenus eux aussi des sortes d'agents mécaniques.

Dans l'agriculture, à raison même du rôle secondaire de l'homme et de ses moyens d'actions, malgré l'introduction des machines les rapports entre patrons et ouvriers ont peu changé. Il n'y a pas de bras inutiles ici. Les machines ont joué en réalité dans les campagnes un rôle véritablement libérateur.

Depuis la parole divine « Tu travailleras à la sueur de ton front », le pauvre paysan vivait courbé sur sa bêche dans une lutte incessante et déprimante avec la

terre. On ne prenait guère garde à lui. Parfois un homme de cœur passait sur le chemin et le considérait : C'était la Fontaine qui l'écoutait appeler la mort ou La Bruyère qui s'étonnait, lorsqu'il se redressait, de lui trouver une face d'homme. Personne n'y pouvait mais ; la révolution ne devait pas beaucoup changer sa condition. C'était l'œuvre même qu'il accomplissait qui exigeait un tel labeur, et il fallait cette sueur humaine pour enrichir le sol. Mais le jour où l'on put employer la machine pour les plus dur et les plus malsains travaux ce fut vraiment une délivrance. Le paysan se releva et marcha droit dans le sillon.

Et cependant l'introduction des machines tend à opérer dans l'agriculture de graves transformations dont les effets paraissent à beaucoup déplorables.

Elle a rendu plus aiguë la lutte contre la grande et la petite culture entre le petit paysan et le grand propriétaire capitaliste. Elle rend leurs forces bien inégales.

Le mal n'est pas sans remède, mais il faudrait songer à y remédier.

A l'état ordinaire, la petite culture individualiste ne peut pas employer les machines à grand travail. De là pour la grande culture une économie énorme de temps et une diminution très considérable de frais.

On peut établir en thèse générale que plus une exploitation est étendue, moindres, proportionnellement,

doivent être les dépenses pour la culture ordinaire.

Une très petite exploitation qui ne peut être cultivée qu'à la bêche coûte bien plus à faire valoir qu'une petite propriété où l'on emploie la traction animale.

Une petite propriété exploitée à l'aide d'un cheval et de charrues rudimentaires exige plus de travail et de frais qu'une moyenne propriété où l'on utilise les instruments perfectionnés.

Un bon ouvrier dans une journée réussit à peine à remuer et préparer deux ares d'un terrain de consistance moyenne, il en laboure facilement 34 à 40 dans le même temps avec une charrue attelée de deux chevaux.

La charrue perfectionnée permet de réaliser une économie considérable :

Le brabant, par exemple, allège considérablement la tâche de l'ouvrier. L'homme n'a, à chaque tournée, qu'à basculer la charrue. Il n'a, le reste du temps qu'à la diriger et la suivre. Il est pour parler exactement un conducteur d'attelage et non plus un laboureur. Il fait ainsi beaucoup plus d'ouvrage par jour. « Dans les environs de Paris un seul homme mène le brabant attelé de 6 bœufs » (1).

De même les charrues multiples sont avantageuses pour les labours légers. « Elles permettent, fait observer M. Ringelmann, d'exécuter le travail beaucoup plus rapidement et économiquement. Si pour labourer dans

1. Voir Ringelmann. *Les machines agricoles*. et Convert, *Les entreprises agricoles*, 1890.

une terre donnée 16×22 il faut 2 chevaux, pour faire dans le même temps une dimension double 16×44 il faudra employer 2 charrues 4 chevaux et 2 conducteurs. »

Avec une charrue à 2 raies on aura besoin de 3 chevaux et d'un conducteur, il en résulte une économie d'un cheval et d'un homme. Dans les deux cas on labourera 70 ares par jour. Il y aura donc en faveur de la charrue à deux raies par hectare labouré une économie de prix d'une journée et demie d'homme et autant de cheval.

Les machines perfectionnées qui peuvent être employées, seulement dans les moyennes propriétés permettent encore de réaliser une économie considérable pour d'autres travaux.

C'est ainsi que les semoirs à grains et à engrais évitent tout déchet de la semence et permettent d'agir dans un laps de temps beaucoup plus court.

A la main un bon semeur à la volée peut ensemer 3 à 4 hectares par jour. Avec les semoirs mécaniques on peut ensemer en moyenne de façon régulière en 10 heures de travail suivant la largeur semée 5 hectares $1/2$ à 6, 7 hectares, à 8 ou même 9 à 10 hectares.

« Les semoirs en lignes distribuent uniformément la graine qui placée à la profondeur convenable lève régulièrement. Il y a économie de semence. On ne sème que 100 à 150 litres de blé par hectare tandis qu'à la volée il faut 2 à 3 hectolitres qui produisent

moins, tous les grains n'étant pas placés dans les conditions favorables de germination ».

On pourrait multiplier les exemples. Après avoir énuméré les divers travaux agricoles on serait bien obligé de reconnaître que vraiment les très petites et les petites exploitations jouissent au point de vue des frais de culture d'avantages bien moins considérables que les exploitations étendues qui ont des moyens d'action plus puissants.

Mais que sera-ce si l'on envisage les grands domaines qui mettent en œuvre les grandes machines et les moteurs mécaniques.

Le jour où l'on a appliqué les forces motrices comme la vapeur, le pétrole ou l'électricité aux instruments agricoles, on a comme annoncé et permis l'avènement et la suprématie de la grande culture.

L'emploi de machines à grand travail ou à vapeur n'est vraiment rémunérateur et moins coûteux que les forces animales, que lorsque l'étendue des terres à exploiter est très considérable et le nombre de jours où les machines chôment assez restreint à cause de l'amortissement du prix d'achat. Mais précisément cette condition même assure à la très grande culture un avantage certain et exige en tous cas l'agglomération des terres.

A ce point de vue on a pu donner des chiffres précis s'appliquant à la généralité des cas. On peut établir qu'à 100 jours de travail par an la vapeur est plus écono-

mique que le cheval ordinaire. Si l'on considère ces fermes immenses de la Grande Bretagne ou ces grands domaines des Etats-Unis où une charrue à vapeur creuse dans une journée un seul sillon pour revenir le lendemain, on comprendra l'économie de temps et de travail ainsi réalisée et la disproportion des frais de cette culture avec celle du petit exploitant de France qui suit le pas lent de son bœuf ou de son cheval dans le court sillon de son champ minuscule.

D'après M. Mangon, professeur de génie rural à l'Institut agronomique, voici comment on peut déterminer le coût d'un moteur hydraulique ou d'une machine à vapeur.

Si on admet qu'un moteur hydraulique coûte 1000 francs par force de cheval et travaille 250 jours par an, on évaluera (l'intérêt et l'amortissement annuel s'élevant à 120 francs), le prix de la journée de cheval hydraulique à 48 centimes. Pour 50 jours de travail annuel il atteindrait 2 fr. 50.

Les moteurs hydrauliques ne sont pas toujours faciles à établir. La vapeur seule est d'un usage général.

Les machines à vapeur dans l'agriculture sont en moyenne de 3 à 8 chevaux. Une machine fixe de 4 chevaux coûte, prix moyen, 1000 francs par force de cheval. Dans cette évaluation sont comprises la chaudière, la maçonnerie et les dépenses d'installation.

Un cheval vapeur fournit un travail utile de 75 kilogrammètres.

On a comparé cette force utile à celle d'un cheval attelé à un manège et marchant à la vitesse de 90 centimètres à 1 mètre par seconde pendant 8 heures en deux attelées.

Dans ces conditions, qui sont normales, le cheval vivant donne une force utile de 45 à 50 kilogrammètres.

La force utile, celle d'un cheval vivant moyen est donc de $\frac{2}{3}$ inférieure à celle d'un cheval vapeur.

Il faut d'ailleurs remarquer, et c'est là un avantage inappréciable, que le cheval vivant se fatigue et ne donne pas un effort régulier. Le cheval-vapeur va toujours régulièrement et indéfiniment.

D'après M. Mangon la journée de travail d'un cheval vapeur coûte 2 fr. 70 pour une machine travaillant 350 jours par an. (Il suppose une machine de 8 chevaux brûlant 3 kgs de charbon par heure et par cheval). Voici d'ailleurs le tableau qu'il a dressé :

	Frais fixes	Frais variables	Total
	—	—	—
50 jours de travail par an	1 fr. 95	5 fr. 25	7 fr. 50
100 — — —	1 fr. 95	2 fr. 62	4 fr. 27
150 — — —	1 fr. 95	1 fr. 75	3 fr. 70
200 — — —	1 fr. 95	1 fr. 31	3 fr. 16

Il faut se rappeler que le cheval vapeur donne une force utile de $\frac{1}{3}$ supérieure à celle d'un cheval vivant qui travaillerait par hypothèse régulièrement et indéfiniment.

A 100 jours de travail la vapeur est donc plus éco-

nomique que le cheval ordinaire et accomplit un travail plus parfait.

Avec une locomobile s'adaptant à des machines qui exécutent des travaux différents (charruage, battage, pompes à vin, pressoir, etc., etc.), un grand domaine avec un semblable outillage peut réaliser une très considérable économie en travaillant plus rapidement et plus utilement.

Ce résultat est si important que les petits cultivateurs pour certains travaux particuliers ont été comme obligés d'employer la machine à vapeur malgré l'exiguité de leurs exploitations. Ils louent pour cela des machines à des entrepreneurs spéciaux. Mais même alors, ils ne peuvent lutter contre les grands propriétaires et sont dans une situation inférieure parce que les entrepreneurs prélèvent un bénéfice élevé sur le travail de leur machine. La batteuse mécanique ordinaire, par exemple, fournit en moyenne 100 hectolitres de grains par jour à 30 ou 40 centimes l'hectolitre. Les entrepreneurs font payer au petit cultivateur 0,60 cent. l'hectolitre.

La grande culture se sert aussi des machines à grand travail à traction animale ou autre et réalisé aussi de cette façon une économie de force et de temps toujours plus considérable.

On sait par exemple, quelle est dans la culture nouvelle de la vigne l'importance de l'arrosage des feuilles au sulfate de cuivre, et combien il est utile d'agir rapidement pour éviter le mildew. Les grands vignobles

possèdent des sulfateuses à grand travail qui fournissent un travail plus régulier et plus parfait que celui de l'homme. Or, tandis qu'un petit cultivateur, avec sa petite machine sur les épaules, n'arrose guère que un hectare par jour, le grand exploitant avec sa machine à roues arrose un hectare en 10 minutes.

Avec la faucille un homme moissonne en moyenne un champ de blé de 15 à 20 ares par jour. Avec la serpe il abat de 30 à 35 ares, avec la faux à rateau de 50 à 60. Une moissonneuse à grand travail tirée par 2 chevaux moissonne dans la même journée de 3 à 5 hectares.

Un hectare de blé moissonné à la main coûte 15 francs. Avec la moissonneuse-lieuse le prix est de 10 fr. tout compris.

Nous parlions plus haut du battage des grains.

Le dépiquage à l'aide des bœufs et des chevaux revient à 2 fr., l'hectolitre en moyenne. Il occasionne un grand déchet et en cas de pluie subite entraîne de grands ennuis ; le battage au fléau en grange usité dans le Nord à cause des pluies coûte par hectolitre 1 fr. 50 à 2 fr. C'est un travail lent et pénible.

Nous savons qu'avec la batteuse mécanique le prix de l'hectolitre du grain ne s'élève pas à plus de 30 à 40 centimes.

D'après ces quelques exemples on peut comprendre quelle diminution de frais le grand exploitant peut réaliser et en quelle posture bien plus favorable que celle du

petit paysan, il se trouve pour lutter contre la concurrence intérieure et étrangère.

Nous assistons sans bien nous en douter à une lente évolution (en agriculture toute transformation profonde est infiniment lente), qui transformera d'abord les modes de culture et transformera ensuite si l'on n'y prend garde la répartition du sol.

Peut-être viendra le jour où dans quelques cents ans, nos descendants liront sans les bien comprendre les poétiques récits des travaux agricoles anciens, et confondront peut-être notre époque avec celle de Booz et de Ruth la glaneuse. Ils s'étonneront de voir dans les musées les formes simples et primitives de nos outils. Peut-être d'ailleurs nous plaindront-ils de tant de peine et de sueurs nécessaires que leur épargneront les machines perfectionnées, comme nous plaignons les esclaves qui étaient on peut dire condamnés dans l'antiquité à écraser le grain sous les lourdes meules de pierres.

Les statistiques nous indiquent déjà le sens et la continuité de cette transformation.

On conviendra tout d'abord d'après des chiffres déjà connus que si le nombre des animaux employés aux travaux agricoles diminue ce n'est pas que la culture à bras soit plus répandue que précédemment.

Or en 1862, il y avait en France d'après la statistique agricole 2.914.412 têtes de chevaux de fermes, en 1882 il n'y en avait plus que 2.837.952, en 1892 on en comp-

tait 2.794.329, soit une diminution énorme et significative de 119.883 têtes.

Il y avait en 1862 : 330.987 têtes de mules ou mulets ; en 1882, 250.673 et en 1892, 217.083, soit 113.904 têtes de moins.

En 1862, on employait 396.237 ânes ; en 1882, 368.695 ; en 1892 368.695. La perte est de 27.542.

Il est vrai que le nombre des bœufs qui était de 12.811.589 en 1862 et de 12.997.054 en 1882, était en 1892 de 13.708.997. Mais ces chiffres ne prouvent rien, puisque là où la culture à l'aide d'animaux persiste ou progresse on tend à remplacer partout le travail trop lent des bœufs par celui des chevaux. Cette augmentation est uniquement dû aux progrès de l'élevage de l'espèce bovine comme viande de boucherie. On voit donc là où les données sont précises, et à propos d'animaux à peu près exclusivement consacrés à la culture, combien le nombre de ces derniers tend à diminuer progressivement. C'est l'extension du rôle des machines qui est la cause de ce fait.

L'enquête de 1892 ne nous donne pas le nombre des moteurs à pétrole qui tend à s'élever chaque jour.

Mais elle indique l'emploi de 12.037 machines à vapeur. En 1882 on en comptait 9.288, Il y a donc une augmentation de 29.59 p. 100. Si l'on tient compte de la lenteur avec laquelle l'outillage agricole se modifie on ne peut qu'être frappé de l'importance de cette progression.

Pour les machines à grand travail l'augmentation est encore plus étonnante et indique de façon irréfragable l'évolution toujours plus rapide de l'agriculture française vers la grande culture,

Voici la dernière statistique à ce sujet.

Nomenclature	Nombre		Différences	
	1882	1892	Absolues	Proport.
Charrues { simples	3.109.468	3.404.489	295.021	9.5
{ bisocs ou polysocs	157.719	198.506	40.787	25.8
Houes à cheval	195.410	261.798	66.388	33.9
Machines à battre	211.045	234.380	23.335	11.1
Semoirs } pour céréales	11.632	22.129	11.497	98.8
mécani- } pour racines	8.388	10.167	17.79	21.2
ques: } pour céréales et				
{ racines	9.371	14.897	55.26	58.9
Faucheuses mécaniques	19.147	38.753	19.606	102.4
Moissonneuses mécaniques	16.025	23.432	7.407	46.2
Faneuses et rateaux à cheval	27.364	51.451	24.087	88.0

Cette statistique ne nous donne pas le nombre des machines employées dans la vinification. Elle est d'autant plus décisive qu'on doit y ajouter la diminution du nombre des machines à grand travail pour le grain ou les fourrages dans les régions où la vigne s'est reconstituée :

Dans le seul département de l'Hérault par exemples (1) on comptait en 1892, 200 faucheuses et 206 moissonneuses de moins qu'en 1882. On constaterait une diminution analogue dans les départements limitrophes.

1. Enquête agricole de 1892, p. 424.

Tandis que les grandes exploitations réalisent ainsi les plus considérables économies ; les petites propriétés sont réduites au seul travail à bras si pénible et si coûteux. Les premières suivent l'évolution qu'on peut constater dans tous les pays du monde et peuvent vivre et prospérer. Les deuxièmes sont toujours rivées au même joug primitif. Il leur est impossible de diminuer leurs frais de culture et les nécessités toujours croissantes des améliorations foncières augmentent chaque jour leurs dépenses et leurs imposent de nouveaux sacrifices ; aussi s'affaiblissent-elles et *toutes choses restant en l'état* seraient-elles destinées à disparaître progressivement. « Ceci tuera cela ! ».

CHAPITRE VI

La dispersion des parcelles.

Nous nous sommes attaché jusqu'ici à montrer comment, le sol se morcellant à l'excès et ces parcelles s'éparpillant en un trop grand nombre de mains, il en résulte un système de trop petite culture beaucoup plus désavantageux, à l'heure actuelle, que la grande culture. Ce fait donne un avantage très considérable aux grands exploitants qui ont su ou pu se tailler une part léonine.

A cet avantage s'en ajoute un autre qui à lui seul suffirait pour faire pencher la balance en faveur de ces derniers : Tandis que les gros possesseurs ont en général leur domaine d'un seul tenant, aggloméré autour des bâtiments de ferme, les petits, n'ont du festin pour ainsi dire que les miettes et ne peuvent les réunir ainsi : Ils doivent les laisser dispersées et distantes les unes des autres.

Il résulte de cet éparpillement des terres une augmentation de frais de culture qui vient diminuer encore le produit net.

Cet éparpillement (effet ordinaire de l'émiettement des terres) est d'autant plus considérable que la propriété est plus infime.

La grande et très grande propriété, sauf de rares exceptions, est agglomérée. La moyenne propriété en général aussi demeure compacte. Mais les petites exploitations au contraire se trouvent le plus souvent ainsi désunies, désagrégées. Quant aux très petites, aux plus infimes, il est rare de les trouver d'un seul tenant. On ne s'affligera jamais assez de cet état de choses. Et si les développements qu'il comporte étaient en rapport avec l'étendue du mal qu'il occasionne le présent chapitre aurait rempli à coup sûr la majeure partie de cet ouvrage.

Nous sommes en présence d'un véritable fléau qui atteint mortellement la petite et surtout la très petite culture. Cette dissémination des parcelles, curieuse et étrange maladie, spéciale à la petite propriété rurale est due à des causes complexes et fort obscures.

Les partages successoraux y contribuent sans doute pour une grande part mais ils n'expliquent pas suffisamment ce fait. D'une part en effet il est universel pour ainsi dire dans les vieux pays d'Europe, et se retrouve sous des législations successorales différentes de la nôtre (en Allemagne par exemple).

D'autre part si une exploitation de 10 hectares partagée entre deux enfants ne laisse à chacun « ainsi que

le constaterait volontiers M. Prud'homme que 5 hectares on ne voit pas pourquoi ces 5 hectares se trouvent éparpillés aux quatre coins d'une commune parfois même d'un canton; on ne comprend pas surtout pourquoi le résultat est différent pour les moyennes et les grandes propriétés. Ce qui rend le problème plus difficile à élucider c'est précisément le fait qu'il n'existe que pour les petits domaines et qu'il est universel. Il faut que les causes en soient bien profondes et bien anciennes, en tout cas spéciales et n'exerçant pas leur influence sur l'ensemble du territoire agricole.

Une des causes, peut-être la plus influente, du phénomène se trouve dans la façon dont se sont formées les petites propriétés. Elles sont parfois très anciennes et remontent jusqu'aux temps féodaux. L'humble manant réussit peu à peu à acquérir quelques coins de terre, un peu partout où le maître voulait bien, ou laissait faire. C'étaient les premières miettes tombées de la table seigneuriale. Ainsi commença par petits îlots infimes et épars l'introduction de la propriété personnelle et privée. C'étaient des ganglions auxquels personne ne prenait garde et qui devaient se multiplier sous l'influence des causes sociales et politiques et absorber le territoire entier. Les « ménagers » et les « fermiers » dans la suite agirent de même, et ainsi se formèrent les petites propriétés paysannes de morceaux détachés un peu partout du grand domaine.

Les paysans appellent encore les diverses parcelles de leur exploitation, des « pièces ». Ce sont les diverses pièces en effet acquises une à une pour former au seul point de vue juridique et économique un véritable ensemble.

On reconnut d'ailleurs de bonne heure les inconvénients de cette dispersion des terres. Déjà en 1758 Patullo dénonce le mal.

Sous la Révolution, lors de la vente des biens nationaux et par suite des effets de la fameuse loi « machine à broyer le sol », il dut se former encore de nouveaux petits domaines dont les parties ne présentaient aucune cohésion.

Aujourd'hui encore, par des moyens un peu différents on aboutit au même résultat. Les valets de fermes, les salariés dans ces toutes dernières années depuis l'élévation des salaires économisent sou à sou quelque petite somme. Lorsque le sac de mille francs est plein, ils achètent la première parcelle à vendre dans le pays et parfois parcelle à parcelle ils forment et laissent à leurs enfants une petite propriété rurale aux parties éparpillées. C'est ici la génération des futurs propriétaires qui commence à se manifester et qui se développera si les conditions économiques le lui permettent. Dans le cas contraire ce sera simplement une nouvelle classe pour ainsi dire mort-née. Elle entreprend de cette façon son ascension encore obscure et souterraine et nous voyons déjà percer

par endroit quelques rejetons, là où une fissure se produit dans la couche sociale et où pénètre un peu d'air libre.

Dans les régions accidentées c'est une raison économique qui est cause de la dispersion des parcelles. Parfois au creux d'un repli de terrain se trouve quelque terre végétale, ou sur les flancs d'un coteau mieux exposé. En tous cas c'est par endroits divers que les parcelles exploitables se rencontrent et les propriétaires se les partagent naturellement. Il faudrait plaindre ceux qui n'auraient que les coteaux ou les rochers. Chacun cherche naturellement à descendre vers la vallée et acquiert quelque nouveau champ disponible là où la bonne aubaine le fait rencontrer.

Quelle que soit en tous cas la cause du phénomène que nous constatons il faut ajouter qu'il n'est nulle part aussi évident et aussi déplorable qu'en France. Ici agit sans doute l'influence limitée de la loi successorale qui nous régit. Nulle part peut-être la petite, la très petite propriété n'est aussi dispersée que chez nous.

Rien n'est plus agréable aux regards d'ailleurs et la poésie n'y perd pas ses droits. Lorsque d'une hauteur on considère la plaine on est charmé en vérité par ses couleurs bigarrées. Tous ces morceaux de tons divers qui se découpent à angles nets sur le sol forment un tapis d'une arlequinade merveilleusement originale. Mais on ne pense pas que c'est en réalité non pas si-

gne de fête mais comme un champ de lutte avec ses vainqueurs et ses vaincus.

Il est impossible de savoir quel est actuellement en France le degré de dispersion des parcelles. Les statistiques sont muettes à cet égard. On peut s'en faire une idée cependant d'après les chiffres que nous avons donnés au sujet de la très-petite propriété : Chaque fois qu'une exploitation se morcelle en plus petit tronçons, on peut être en général certain que ceux-ci ne seront pas agglomérés.

La commission extra parlementaire du cadastre a recueilli quelques faits intéressants qui permettent de constater la gravité du mal à l'heure actuelle.

D'après les renseignements qu'elle a fournis, il y aurait environ en France à l'heure actuelle 151, 091, 992 parcelles réparties en 61, 746 120 ilots de propriétés. Le rapporteur fait observer que ce résultat doit être inférieur à la réalité. La contenance moyenne des parcelles serait de 85 ares, Comme les petites propriétés ont en moyenne une superficie totale de 2 à 4 hectares au minimum, on peut se rendre compte par là de l'état de choses présent au point de vue de la dispersion. Chaque propriété de 5 hectares est en moyenne divisée en France en 7 à 8 parcelles éparpillées.

La même commission extra-parlementaire du cadastre a dressé aussi des statistiques pour ses essais de revision cadastrale dans 7 départements choisis par

elle avec discernement pour représenter l'état du morcellement du sol en France et la moyenne des accidents de terrain, types de culture, etc.

Elle a pu de cette façon établir le tableau suivant :

Départements	Commune	Superficie relevée hectares	Parcelles	Nombre de parcelles par hect.
Eure-et-Loir.	Mainvilliers . . .	633	2.890	4.51
Mayenne . .	Louvernè	605	960	1.59
Meuse. . .	Vaucouleurs . . .	655	2.473	3.78
Pas-de-Calais.	Marœuil	474	843	1.78
H.-Pyrenées.	Adé	652	1.364	2.09
Savoie. . .	Drumetez-Clerafond.	603	3.310	5.49
Haute-Vienne	Le Vigen	350	448	1.28
Total. .		3.972 h.	12.288	3.09 h.

Il y aurait donc un peu plus de trois parcelles par hectare. Ces départements ont été d'ailleurs très habilement choisis puisque pour l'ensemble de la France le résultat obtenu par des moyens différents était le même. 151 millions de parcelles divisés par 50 millions d'hectares : un peu plus de 3 parcelles par hectare.

Il est indispensable de faire observer que ces chiffres sont très notablement inférieurs à la réalité. Tout le monde reconnaît en effet que les moyennes et surtout les grandes exploitations sont très rarement formées de parcelles dispersées. Si donc le nombre de parcel-

les restant le même nous faisons la soustraction nécessaire de la superficie en hectare occupée par les grandes propriétés agglomérées, nous trouverons que chaque hectare de petite propriété éparpillée se divise en un nombre de parcelles supérieur encore à celui que nous supposons, et qu'il n'est pas exagéré d'évaluer égal à 4 ou 5.

Tel est en France l'état de choses actuel. Mais dans quel sens l'évolution agraire nous dirige-t-elle à ce sujet ? Les parcelles sont-elles de plus en plus séparées ou au contraire tendent-elles à s'agglomérer ? M. Tisserand croit que la situation s'aggrave de jour en jour. M. de Foville au contraire tout en reconnaissant l'augmentation du nombre des parcelles, ne pense pas qu'il en résulte une dispersion plus considérable. Il se plaît à supposer que cette augmentation « s'explique sûrement par tous les chemins qu'on a ouverts, par toutes les clôtures qu'on a établies, les landes défrichées, les jardins créés depuis un siècle. » Cet heureux optimisme ne nous convainc point.

Si on reconnaît, ce qui est purement et simplement un fait d'expérience, que le plus souvent les propriétés en devenant plus petites se désunissent et s'éparpillent, les dernières statistiques agricoles doivent nous causer quelque inquiétude.

Nous savons dans quelles proportions effrayantes le nombre des très petites exploitations grandit. Celui des très grandes exploitations augmente aussi rapidement.

On croira difficilement que ces dernières en s'étendant en superficie se désagrègent et dispersent leurs champs. Toutes les autres formes d'exploitations au point de vue de l'étendue diminuent. Il y a moins de moyennes et moins de petites propriétés. De telle sorte que d'un côté les petites et moyennes propriétés se subdivisent en très petits domaines plus dispersés, de l'autre elles s'agglomèrent aux grands domaines toujours unis. Ce qui revient à dire que la petite propriété souffre toujours davantage de ce vice qui l'épuise, la dispersion des parcelles, tandis que la grande propriété s'en affranchit chaque jour. Toujours et à propos de tout, mêmes faits économiques, solidaires provenant d'une même cause. Si l'on convient qu'il y a là un mal, il est difficile de garder un optimisme inactif et de demeurer dans un stérile laisser faire.

Les économistes n'ont pas été absolument unanimes à reconnaître dans ce fait un véritable mal (1). Deux des maîtres de la science ont comme présenté son apologie. H. Passy, entraîné sans doute par ses tendances optimistes, déclare qu'il faut voir dans la dissémination des parcelles un véritable bien puisqu'elle permet une division du travail rural dont les résultats ne sauraient être qu'heureux.

Laveley invoque les prix de fermage. Constatant qu'un bien très morcellé se loue à un taux très élevé,

1. Piret, *Organisation des entreprises agricoles*, I, p. 402.

plus élevé que par un grand domaine ; il en tire cette conséquence que le profit qu'il donne doit être plus considérable.

H. Passy ne voit pas que la division du travail rural pour un petit propriétaire seul à la tâche occasionne une perte considérable de temps contrairement à ce qui a lieu dans l'industrie. Laveley oublie que si un petit bien (non pas *parce que* très morcelé mais *quoique* très morcelé) se vend et se loue plus cher c'est qu'il peut être demandé par plus de fermiers et plus d'acheteurs.

H. Passy fait aussi aimablement remarquer que les paysans ont bien le droit de satisfaire la passion papillonne. Elle est bien satisfaite en effet la papillonne par le petit cultivateur qui va d'un champ à l'autre perdant son temps et sa peine. Si on lui en faisait la remarque il répondrait sans doute assez rudement. Il s'agit de son gagne-pain et il ne demande rien autre chose que de se procurer ce dernier aussi abondant et aussi blanc que possible.

M. de Foville cite comme ayant recommandé l'éparpillement des terres, Jacques Vannière l'auteur bien oublié du *Prædicum rusticum* il écrivait en effet :

Prædia nec ventes nec tempestatibus iisdem
Subdere plura velim fundos si jungere pulchrum,
Rustica damnose casu resomnis ab uno
Pendet ; et interdum domini variara, novoque
Dissita sud cœlo gaudent loca visere, tritas
Ire nec usque vias, et eosdeum cernere colles.

Si l'on excepte ces auteurs que l'on se plaît à citer à cause de leur opinion pour ainsi dire isolée, les économistes et l'unanimité des agronomes ont vu dans la dispersion des parcelles un véritable fléau.

Depuis Olivier de Serre, Patullo, jusqu'à Mathieu de Dombasle, François de Neufchâteau, Yvart et, à une époque plus récente, MM. Tisserand, Grandeau, de Foville, pour ne citer que ceux-là, tous ceux qui ont traité de l'économie rurale, ont reconnu la supériorité des terres agglomérées au point de vue cultural.

François de Neufchâteau écrivait en termes énergiques et justes : « Avec les territoires hachés, cisailés, sans chemins pour arriver aux lambeaux qui les constituent, l'agriculture froissée par les entraves que le parcours et la vaine pâture multiplient autour d'elles, ne peut pas plus grandir qu'un enfant qu'on garotterait au berceau avec des liens de fer. »

Il faut reconnaître seulement, comme nous l'avons déjà indiqué, que dans certains cas la dissémination des parcelles est un fait bienfaisant et propre à répartir équitablement les bonnes et mauvaises terres entre les divers propriétaires d'une même région. Ces cas sont, il est vrai, tout exceptionnels et ne se présentent que pour les contrées où la productivité des terrains présente en divers endroits des différences très considérables. On le signale presque uniquement en pays de montagne ou dans les régions accidentées. Il est utile et heureux alors que chaque petit propriétaire possède

quelque partie de la montagne ou de la colline pour les troupeaux ou les bœufs et des parcelles dans les vallées aux terres profondes pour les cultures proprement dites. C'est ainsi que pareille étude conduirait peut-être à des conclusions différentes si elle envisageait la Suisse ou les régions Alpines. Tant il est vrai que principalement en économie agraire il n'y a guère de lois générales et qu'il convient de n'établir qu'une économie nationale parfois même régionale.

Cependant après avoir noté cette exception, en France, il faut bien reconnaître que la dispersion excessive des terres est un fait déplorable qui épuise une partie des forces vives du pays. Même à certains points de vue, dans les régions dont nous venons de parler, il y aurait un très grand intérêt à rassembler toutes les terres d'un même cultivateur, en deux ou trois parcelles situées dans les différentes parties du pays. Mais surtout dans nos riches plaines (et c'est dans celles qui sont naturellement des plus riches que le mal est le plus intense) il serait urgent d'agir et de porter remède.

Cette dispersion des parcelles fait peser sur la petite et surtout la très petite propriété rurale une charge véritablement énorme et qui à elle seule suffirait, toutes autres conditions étant égales, à la mettre dans un état d'infériorité absolue à l'égard des grandes exploitations.

Cela est si vrai que le prix de la terre est d'autant moins élevé que la parcelle vendue est plus étroite. Une terre

de 1 hectare se vend bien plus que quatre terres de 25 ares chacune. Et la valeur diminue bien davantage dans les cas extrêmement nombreux où, par suite même de cette dispersion, les servitudes légales, celle de passage par exemple, pèsent sur ces parcelles entremêlées. M. de Foville estime que « toutes ces servitudes se traduisent par une moins value que l'on peut évaluer à 20, 30 et même 50 p. 100 ». La surveillance des récoltes devient impossible et le mal est d'autant plus grave que le droit d'élever des clôtures ne saurait s'exercer. Les servitudes de passage le suppriment et lorsqu'il peut être revendiqué, les frais seraient trop considérables pour qu'on puisse y songer. Chaque petit propriétaire doit laisser libre ses innombrables parcelles émiettées un peu partout. Les clôtures vives prennent trop de terrain avec leurs racines et occuperaient une partie trop considérable d'un champ déjà trop exigü. Cette difficulté n'est pas un vain mal comme on serait tenté de le croire. Il n'y a pas que les maraudeurs à craindre : les nombreux chasseurs font plus de dégâts aux récoltes qu'il ne paraît aux observateurs ordinaires. Les grands propriétaires ont des gardes particuliers, les intérêts des plus petits sont sauvegardés seulement par les paisibles et peu redoutables gardes-champêtres communaux.

Difficultés semblables pour l'abornement. Dans cet enchevêtrement des minuscules portions de propriété, les limites précises sont difficiles à déterminer surtout en

pays de terres à blé ou de prés. Il n'y a guère que pour les vignobles, que les lignes droites des plantations indiquent définitivement la frontière de chaque domaine.

Il se produit bien souvent dans les premiers cas un fait regrettable : Le paysan voit toujours son champ un peu plus grand qu'il n'est et celui du voisin un peu plus petit. Il en résulte que les bornes marchent. Il y a là un phénomène qui tient plus de la psychologie que de la morale.

D'autrefois c'est un coup de pioche de trop, un sillon de plus qu'il ne faudrait, la parcelle est d'autant agrandie. Les terres alors sans bornes définitives, sont l'occasion de procès longs et coûteux. Il est d'autre part très difficile d'établir sans contestation et à l'amiable une délimitation certaine.

Sur ces questions une enquête de la commission extra-parlementaire du cadastre nous donne des résultats approximatifs fort intéressants. Voici, d'après cette enquête, quel serait l'état actuel du bornage en France :

Classement des propriétés d'après le mode de bornage	Nombre	Rapp. p. 100	Superficie	Rapp. p. 100
Propriétés délimitées de bornes.	19.264.071	31	16.334.547	31
Propriétés encloses par des murs, talus, fosses, etc .	15.463.434	25	17 065 713	32
Propriétés non bornées . .	27.418.615	44	19.388.076	37

Il y a donc 44 p. 100 de propriétés qui ne sont délimitées *ni par des bornes* ni par aucune espèce de clôture. Mais il faut observer que les grandes et moyennes propriétés sont souvent encloses en tous cas *toujours* bornées. Il faut donc les déduire de cette statistique. Cela fait, il n'est pas exagéré de supposer qu'environ 80 à 90 p. 100 des petites propriétés dispersées demeurent sans limites fixes à cause même de la dispersion des parcelles.

Aussi les procès en bornage — pour ne citer que ceux-là — qui naissent de cet enchevêtrement de parcelles sont-ils en nombre véritablement effrayant. Leur coût si élevé constitue encore une lourde charge pour la petite culture actuelle. La commission extra-parlementaire du cadastre nous donne encore à ce sujet des renseignements précieux. Voici quelques chiffres par elle fournis sur les procès en bornage :

Procès		Appels		Descente sur les lieux			
				des juges de paix		des tribunaux	
Nombre total	Nombre moyen par année	Nombre total	Nombre moyen par année	Nomb. total	Nombre moyen par année	Nombre total	Nomb. moyen par année
28.337	5.667	736	147	20.192	4.039	136	25

Quant aux frais des procès, dit le rapporteur de cette enquête, « ils sont supérieurs et presque toujours disproportionnés à la valeur du terrain en litige. Ils atteignent parfois et dépassent même 4.000 francs.... On a vu des parties dépenser 4.000 francs pour des parcelles ne valant pas 100 francs ».

Le même rapporteur déclare catégoriquement : « A surface égale le nombre des procès augmente avec le degré de morcellement du sol ».

Ces inconvénients bien que très réels et très préjudiciables ne sont en quelque sorte que secondaires. Les vrais inconvénients sont ceux qui tiennent à la déperdition du sol, la difficulté de culture et la perte de temps que cette dispersion des parcelles entraîne avec elle.

Au point de vue général tout d'abord il y a inutilisation culturale des terrains occupés par la multiplicité insensée des chemins d'exploitation et que rend absolument nécessaire l'enchevêtrement et l'émiettement des terres. Comme celles-ci sont d'autant plus disséminées que le pays est plus riche, le mal est certainement très considérable. C'est un sol très précieux dans nos vieux pays où la place se fait rare qui est ainsi nécessairement voué, contre l'intérêt social et économique à une perpétuelle stérilité. Si on faisait le compte du nombre d'hectares rendus ainsi inutiles dans les régions les plus productives on serait effrayé de la somme de richesses que nous laissons ainsi volontai-

rement inertes et inexploitées, ne sachant que les fouler aux pieds.

La dissémination des terres multiplie aussi les points de contact entre les diverses propriétés. Comme on ne peut planter jusqu'à la lisière extrême du champ et comme toute séparation rend plus ou moins inexploitée une certaine partie du sol, il en résulte encore une nouvelle perte d'autant plus sensible que le champ est plus exigü. Cette perte que les grandes et moyennes propriétés supportent avec indifférence est pour les petites et principalement les très petites une charge souvent pénible.

Les difficultés de la culture et de l'aménagement du sol constituent aussi pour ces derniers une gêne parfois presque intolérable. Le propriétaire ne peut pas ménager l'écoulement de ses eaux comme il lui convient. Il est obligé de suivre les méthodes de culture de ses voisins. Toutes ces parcelles forment comme une mosaïque dont chaque partie est enchassée dans l'ensemble. Les cultivateurs deviennent ainsi solidaires mais d'une regrettable solidarité qui supprime toute liberté. Chaque exploitant doit choisir la même culture que ses voisins ou une culture analogue. Il faut en effet que l'époque des récoltes concorde à cause des charrois et des servitudes de passage. On ne peut pas écraser les blés pour aller effeuiller les mûriers, ni faire passer un chariot sur les prés pour vendanger les vignes.

Mêmes difficultés pour les divers travaux. Il faut labourer, semer aux mêmes moments. Si un exploitant veut faire de la culture intensive cela lui est interdit et dans un même ilot de propriétés ainsi enchevêtrées et enclavées les unes dans les autres, c'est bien souvent la plus pauvre qui commande l'ordre de marche. Il y a là un curieux petit fait économique analogues à l'établissement du prix de vente sur le marché.

Avant la loi du 9 juillet 1898 qui a aboli le droit de parcours et la loi du 9 juillet 1889 et 22 juin 1890 qui a restreint le droit de vaine pâture, on signalait avec vigueur le déplorable résultat de l'exercice de ces droits sur les propriétés dispersées.

Le dernier n'a d'ailleurs pas entièrement disparu puisqu'il peut être invoqué, et il l'est fort souvent encore, au profit d'une commune ou d'une section de commune par délibération du conseil municipal ou simplement par requête d'un ou plusieurs intéressés adressée au préfet. C'est souvent le grand propriétaire qui en souffre le moins qui réclame ce droit pour ses grands troupeaux. Cette dernière exception de la loi constitue vraiment une concession trop considérable aux prétendus droits acquis.

Mais le plus grave inconvénient de la dispersion des parcelles est certainement la perte de temps qui en résulte pour chaque exploitant : perte de temps impossible à évaluer avec exactitude, mais véritablement énorme et qui est souvent irréparable.

Perte de temps dans la culture de chaque terre. Pour ne citer qu'un exemple : quelle entrave dans les labours que les tournants perpétuels ! A peine la charrue a-t-elle creusé un sillon de cinquante mètres, cent parfois, qu'il faut la soulever, tourner bride et retourner sur ses pas. Parfois le champ est si restreint qu'il faut tourner sur celui du voisin. Il en résulte de menus dégâts et des constestations incessantes. Les parcelles sont en général à angles aigus ou obtus, il est rare de trouver un carré ou un rectangle régulier. La culture est alors bien plus difficile et plus longue, les angles sont un peu délaissés. La récolte est plus malaisée à opérer. Mais la grande perte de temps résulte avant tout de ces promenades perpétuelles que fait le cultivateur de la ferme à son champ ou d'une parcelle à une autre. C'est une obligation déplorable dans les moments où il faut agir sans retard sous la menace d'un orage par exemple ou d'un fléau : Que de belles moissons ou de belles vendanges perdues faute d'avoir pu agir au moment opportun ! on va à la parcelle la plus rapprochée et la plus conséquente, pour les autres on remet au lendemain.

En temps ordinaire le cultivateur perd aussi un nombre d'heures considérable. M. Lecouteux fait observer qu'une charrue prenant raie à 1 kilomètre de l'écurie ne laboure dans sa journée que 35 ares en moyenne. Elle pourrait labourer 40 ares si elle entraînait en fonction auprès de la ferme. En 7 jours il y aurait donc pour

le labour rapproché une journée de gain sur le labour éloigné. Si on compte la journée à 3 fr. pour cette seule parcelle éloignée de un kilomètre il y a par an une perte évaluable à 150 fr. Même calcul pour la culture, le charroi de récolte et de fumier. Il faut remarquer que l'on va souvent à 2, 3 kilomètres et plus. Avec deux attelées par jour des attelages marchant à vide parcourent ainsi on peut dire inutilement 10, 12, 14 kilomètres.

Aussi les petits exploitants vont-ils le plus rarement possible aux parcelles les plus éloignées et cherchent-ils quand ils y vont, d'exécuter le plus rapidement possible une besogne simplifiée. Ils choisissent une culture et un produit, non pas en rapport avec la nature du terrain, mais facilement transportable et exigeant le moins de charroi. C'est comme un demi-abandon de ces terres éloignées et isolées. Nouveau déchet dans l'exploitation.

Et maintenant si on constate quel préjudice résulte pour le petit cultivateur de cette perte de temps, en difficultés dans la culture et l'aménagement du sol, en diminution de valeur à cause des servitudes, on sera effrayé de l'entrave apportée par la dispersion des terres au libre développement de la petite culture. Une terre de 5 hectares rapportant en simple hypothèse 1000 francs, 5 terres de 1 hectare éloignées l'une de l'autre mais placées à tout autre point de vue dans

des conditions égales ne rapporteront pas plus de 700 francs net et souvent beaucoup moins.

C'est ici véritablement que se manifeste avec évidence le triomphe des grandes exploitations agglomérées.

CHAPITRE VII

Le revenu brut de la petite et particulièrement de la très petite propriété rurale est souvent inférieur au revenu brut de la grande propriété.

M. P. Leroy-Beaulieu dans son bel ouvrage sur la répartition des richesses enseigne : « la petite culture produit autant d'excédent net que la grande, elle peuple plus les campagnes et elle entretient autant de population urbaine. »

Nous avons essayé de réfuter cette opinion généralement acceptée par les économistes. Il nous paraît que dans la majorité des cas et en l'état actuel des choses la petite culture produit un excédent net inférieur à celui de la grande.

Mais nous croyons que l'on peut aller plus loin et prétendre que les petits exploitants-ont souvent : 1° un revenu brut, 2° un produit brut au sens ordinaire du mot (c'est-à-dire des récoltes) en quantité ou qualité proportionnellement moindres que celui des grands propriétaires.

Ces derniers ont tout d'abord fréquemment, au point de vue de leur budget personnel, un revenu brut supérieur, parce qu'ils savent et peuvent utiliser leurs produits et en tirer profit mieux que les petits paysans.

En présence des progrès incessants de la grande industrie qui attire à elle les ouvriers des champs et réclame des matières premières en quantité toujours plus considérable, en présence aussi de la concurrence étrangère qui demeure maîtresse du marché pour la production des céréales et des fourrages, dans nos pays vieux dont toute la superficie a été déjà mise en exploitation, le monde agricole ne peut préparer un avenir prospère, qu'en se livrant aux cultures plus délicates et d'un prix élevé, aux cultures industrielles.

S'il peut donner à l'industrie des matières non grevées d'un coût élevé de transport et atteindre, grâce aux procédés modernes d'exploitation intensive, des rendements considérables, il pourra lutter avec avantage contre les pays à terres libres qui peuvent plus difficilement et en tous cas à prix plus onéreux livrer ces mêmes produits.

Au lieu d'offrir les bestiaux, il faut chercher à augmenter la production du beurre, remplacer les terres à blé par les terres à lin, chanvre, etc., satisfaire les besoins grandissants de la distillerie, sucrerie, brasserie, et autant que possible créer des distilleries, brasseries, fabriques de café, de chicorée, etc., agricoles. C'est dans l'union, la coopération de l'exploitation agri-

cole et de l'exploitation industrielle qu'il faut chercher probablement le secret de la prospérité. Mais précisément la petite propriété — nous ne disons pas ici la petite culture — ne l'a pas fait et, les choses restant ce qu'elles sont, ne le fera pas. Il lui manque pour cela les capitaux, l'agglomération des produits en quantité suffisante, et l'esprit d'initiative, enfin l'éducation industrielle. La grande propriété possède tout cela grâce au salariat, plus tard grâce à la participation, aux bénéfices.

Le fait se produit déjà pour certaines cultures privilégiées par exemple celle des raisins en Champagne.

Les grands propriétaires font eux-mêmes leurs vins de Champagne on sait avec quels bénéfices. Les petits, sans outillage, sans capitaux suffisants et surtout à cause de la trop faible quantité de leurs produits ne peuvent prétendre à ce même but. Ils vendent leurs raisins à leurs riches voisins. Or le prix de ces raisins est ordinairement de 0 fr. 50 c. le kgr. En supposant que 1 kgr de raisin donne un litre de vin on voit le gain véritablement énorme que les heureux propriétaires fabriquant réalisent sur la récolte même des petits paysans.

Les cultures industrielles s'étendent insensiblement et il se produit ce phénomène curieux que ce sont les industriels eux-mêmes, qui acquièrent des domaines agricoles pour unir dans leurs mains les deux formes de propriété. On commence à fonder en France, à l'instar

de l'Allemagne des Brasseries qui recolent le houblon sur leurs terres et des sucreries possédant aux colonies, quelques domaines à canne à sucre et dans notre pays des terres à betterave. C'est peut-être dans la généralisation de ce système qu'il faudra chercher le salut de l'industrie sucrière.

Lorsque grands et petits propriétaires cultivent les mêmes produits, les premiers peuvent bien mieux en tirer profit que les seconds. Ils ont une organisation plus parfaite, des greniers plus grands, des caves mieux aménagées et des ouvriers spécialement affectés à la conservation et la manipulation de ces denrées. Ils savent ainsi les mieux préparer pour la vente et surtout ils peuvent attendre les cours les plus favorables.

Le petit paysan, lui, avec ses bâtiments insuffisants ou primitifs, son matériel rudimentaire, et surtout le besoin qu'il a de recevoir bientôt le prix de sa récolte est contraint d'offrir celle-ci au marché sans délai et à n'importe quel cours. Que peut-il faire en présence de la grande industrie ou du grand commerce ? C'est la volonté de ce dernier qui fait loi dans leur contrat individuel et dans les limites tracées par le taux du marché universel.

Il y a peu d'années, il y eut en France une baisse énorme sur les bestiaux due à la rareté des fourrages. Les petits éleveurs furent tous contraints de vendre à des prix de famine, les grands éleveurs au contraire achetèrent autant que leurs écuries le leur permet-

taient. (1) Au bout de quelques mois les prix s'élevèrent revinrent à leur niveau normal. Tous ceux qui avaient pu attendre ou qui avaient acheté, se trouvèrent avoir exécuté une très fructueuse spéculation. Les petits paysans prévoyaient tout cela mais ils devaient vendre quand même. De pareils faits sont assez fréquents, dans des proportions moindres sans doute, et toujours ce sont les seuls grands propriétaires qui réalisent ces bénéfices inespérés en agriculture. Il y a là comme un monde économique fermé aux petites exploitations.

Mais il ne suffit même pas de dire que dans beaucoup de cas le bénéfice brut de la grande propriété est supérieur à celui de la petite. On peut ajouter que la production brute de la grande culture est aussi souvent supérieure à la production brute de la culture parcellaire.

Il faut se garder avant tout d'une confusion trop fréquente et que l'on ne saurait trop souvent écarter.

M. de Foville a fait justement remarquer que dans de pareilles questions on confondait des choses bien différentes : Par exemple morcellement avec dispersion des terres, petite culture et petite exploitation. On confond aussi, bien fréquemment petite culture avec culture intensive.

1. Nous avons connu un grand propriétaire du Midi qui ne s'était jamais occupé d'élevage qui éleva des écuries pour les remplir de bestiaux achetés à de pauvres paysans d'Auvergne.

Il est vrai que dans bien des cas, la culture intensive est appliquée à de petites exploitations où l'on récolte des produits recherchés, où la terre a une valeur très élevée, et où l'on concentre sur le plus petit espace possible les soins les plus minutieux. Ainsi fait-on particulièrement dans les environs des grandes villes pour la culture maraîchère, ainsi fait on aussi sur certains rares coteaux fameux dont les vins sont très recherchés. Ce sont des exemples très exceptionnels,

Dans la plupart des cas au contraire, la petite culture est nécessairement appliquée dans les petites exploitations sans qu'on y fasse pour cela le moins du monde de la culture intensive. On y travaille beaucoup mais on ne peut, faute de capitaux donner à la terre les fumures appropriées et coûteuses et tous les aménagements et amendements qui lui seraient nécessaires.

Dans un grand nombre de grandes exploitations, où on ne pratique certes pas la petite culture, on sait très bien allier la grande culture et la culture intensive.

Moins minutieux pour certains travaux qui n'élèvent pas beaucoup le rendement, le grand exploitant ne craint pas de faire les plus grands sacrifices pour donner à sa terre des éléments précieux qui deviendront des agents actifs de la production.

C'est ici une forme particulière de la lutte entre le capital et le travail. Le petit propriétaire donne à son

champ toute sa force, il l'enrichit littéralement de ses sueurs et ne plaint rien, tant qu'il ne s'agit que de sa peine. Il a raison, car il ne peut arriver heureusement au bout de l'année que grâce à cet excès d'effort. Mais ce n'est pas là de la culture intensive c'est du travail humain intense seulement. Le grand exploitant donne à la terre ce travail cristallisé et ce travail d'autrui qu'on appelle le capital et il se trouve que cette somme de travail ainsi agglomérée entre les mains d'un seul, mais sur un champ plus vaste, aura proportionnellement plus de force expansive et reproductrice que l'autre. C'est pour cela que, non pas en thèse générale, mais dans nombre de cas, actuellement en France le rendement brut des grandes exploitations est supérieur à celui des petites.

En fait sur cent petits paysans quatre-vingt-quinze au moins vivent « année à année » attendant le produit de la récolte pour entreprendre de nouvelles dépenses parfois même pour payer les dépenses antérieures. Ils ne peuvent faire de la culture intensive, la seule qu'ils sauverait.

Ils ont des terres privées de certains éléments qu'ils ne peuvent incorporer eux-mêmes. Ils répandent à peine les fumures provenant de leurs quelques bœufs.

Dans la plupart des cas au contraire les grands exploitants sont aussi des capitalistes au sens ordinaire du mot et n'épargnent rien pour l'amélioration

de leur domaine. Ceci est si vrai qu'aujourd'hui c'est parmi les grandes propriétés que l'on cherche les fermes modèles.

Ainsi le petit cultivateur peut bien peiner pour atteindre le même but que son riche concurrent, il se lèvera plus tôt et travaillera plus tard mais l'autre avec quelques billets de son portefeuille obtiendra plus facilement un résultat bien plus satisfaisant. L'un va sur la route au petit trôt de son baudet, il peut partir aussitôt qu'il voudra, l'autre au galop de ses chevaux de course arrivera certainement le premier.

Cette infériorité de la petite culture ne dérive pas directement de l'émiettement du sol, elle résulte surtout de l'inégalité de répartition des richesses et du manque de ressources chez les paysans. La solution de cette question ne peut être cherchée que dans une étude spéciale du crédit agricole.

Mais bien souvent, plus souvent qu'on ne le croit, cette inégalité entre les grandes et les petites exploitations tient à des raisons *relevant directement du morcellement lui-même*. L'intérêt social à corriger ces inconvénients et à rétablir l'équilibre devient ici particulièrement évident.

Lorsqu'il s'agit tout d'abord de la mise en culture de nouvelles terres, ou de certaines transformations de cultures, les grandes exploitations agissent en souveraines maîtresses.

Pour ces grands travaux, le législateur a prévu et

organisé des syndicats spéciaux. Mais ce sont des syndicats de grands propriétaires qui se sont formés. Nous verrons d'ailleurs plus loin ce qu'il faut penser de l'œuvre des syndicats français au point de vue du progrès de la petite culture. Il s'agit ici d'une sorte de colonisation exigeant des moyens d'action très puissants et la concentration des capitaux et des efforts. Il ne suffisait pas que les très petits cultivateurs aient eu comme les autres la possibilité légale de se grouper il fallait qu'ils en eussent la possibilité matérielle et économique. Dans la plupart des cas la dernière condition n'était pas réalisée.

Ce n'est pas les groupements, des petits exploitants qui ont assaini les terres insalubres de la Sologne, des landes, des dombes et certaines régions marécageuses des bords méditerranéens.

Grâce aux lois spéciales, celles de 1807 et de 1860 en particulier, on a assaini et gagné pour la culture en France des milliers d'hectares. Il y avait à cela à la fois un intérêt économique et un intérêt de salubrité publique. Dans ces landes dont le fameux Maître Pierre, au dire d'Edmond About, fut le roi, on a déjà reboisé 800.000 hectares. On n'a pas demandé, il faudrait dire donné, cela aux petits paysans. Ce sont les grands propriétaires, les grands domaines qui ont tout fait et tout reçu. Le morcellement est venu ensuite mais la meilleure part était déjà prise.

Il en est de même pour les marais qui bordent la Mé-

diterranée. Et quelle œuvre magnifique il reste encore à accomplir ! Il est navrant de penser qu'en France nous avons encore d'immenses régions à peu près incultes dont d'autres peuples, les Hollandais par exemple, auraient su tirer des richesses merveilleuses. Il s'agit presque uniquement d'endiguement et de desséchement. Nous avons ce qui est nécessaire. Les lois sont suffisantes et bien faites. Il manque seulement la mise en œuvre. La montre est bien agencée et les rouages en sont réguliers il n'y aurait plus qu'à la monter. Ce ne sera pas l'action privée qui le fera : en tous cas elle le fera bien tard.

Lorsque cette œuvre sera accomplie, d'ailleurs, ce seront de nouveaux grands domaines qu'elle créera. Quelque parcelle ira bien entre les mains du petit paysan, mais par voie de vente et lorsque la plus-value sera réalisée. Celui qui aura formé le grand domaine dès le début profitera de cette plus-value. Il prélèvera sur ses revenus un intérêt et un amortissement du capital moindres.

Lorsque les petits exploitants peuvent réaliser les améliorations foncières, sur leurs domaines, en fait ils ne savent pas le vouloir ou bien il y renoncent à cause des frais trop considérables qui en résulteraient.

C'est un fait incontestable, que les grands propriétaires grâce à leur éducation spéciale aux rapports qu'ils entretiennent avec les cultivateurs de toutes les régions, grâce surtout aux directeurs et régisseurs

agronomes qu'ils savent choisir et intéresser à leur œuvre, pratiquent la grande culture et la culture intensive avec une plus exacte intelligence des intérêts agricoles.

Tandis que les petits agriculteurs persistent dans leurs très anciens errements et gardent en général leurs terres telles quelles sont, quel qu'infinie qu'en puisse-être le rendement, les grands cultivateurs relèvent au contraire leur production et par des transformations heureuse obtiennent parfois des résultats merveilleux.

Dans la Camargue encore stérile, en grande partie, on rencontre des petits paysans qui parmi leurs terres ont quelque portion salée et par conséquent sans valeur culturale à l'état actuel. Celles-ci sont abandonnées ou si quelque herbe maigre y pousse lorsque le sel n'est pas trop à la surface, on y conduit des troupeaux d'un très petit revenu. On peut dessaler les terres mais il faut pour cela des submersions annuelles et des drainages profonds. Il faut encore des fossés d'écoulage et des machines pour les prises d'eau. On n'installe pas tout cela sur un demi hectare même sur plusieurs hectares. Il faut des espaces très étendus. Car les mêmes machines et les mêmes fossés servent pour cent hectares aussi bien que pour dix, et c'est en répartissant les frais énormes sur une grande superficie et sur une récolte considérable que la production est rémunératrice ou (dans les plus grands domaines) le profit très élevé.

Grâce à cet état de choses on peut voir de petits pro-

priétaires sur un hectare récolter une valeur de cinquante francs ou plus et un grand propriétaire voisin sur un hectare transformé, de terre semblable, obtenir un gain vingt fois supérieur.

Ainsi en est-il encore lorsqu'il s'agit de changer la culture d'une terre, par exemple lorsqu'aux céréales on veut faire succéder la vigne, il faut des défoncements, des défrichements profonds; dans les grandes exploitations on emploiera la charrue à vapeur, dans les petites on attelera à grands frais 8 chevaux ou 8 bœufs pour creuser un sillon beaucoup moins profond. Les premières années la différence, sauf celle du coût du travail, est à peine sensible, mais au bout de 10 à 15 ans, lorsque les racines auront traversé la couche de terre ameublée, les vignes du petit cultivateur cesseront de puiser en profondeur la sève qui les nourrit, les racines s'enchevêtreron, comme les amendements et les engrais ne viendront pas compenser les pertes du sol les rendements diminueront.

Même inégalité entre les grands et les petits exploitants lorsqu'il s'agit de l'amélioration des terres.

Deux seuls exemples suffiront à le démontrer :

En cas de drainage ou d'irrigation. Parfois il faut établir simultanément irrigation et drainage, notre assertion est vraie alors à un double titre.

En général cependant on draine dans les pays humides et on irrigue dans les pays chauds ou secs. La pratique des irrigations est aussi nécessaire dans le

nord que dans le midi. C'est grâce à elle qu'on a fertilisé la plus grande partie des terrains arides de la Belgique et de l'Angleterre.

Quoiqu'il en soit, ces deux améliorations du sol mis en culture donnent les résultats les plus heureux et pourraient si elles se généralisaient augmenter la production d'un pays dans des proportions merveilleuses. Avec le drainage le sol asséché devient meuble, il profite mieux des labours et s'assimile mieux les engrais.

Si Robert Peel n'hésitait pas à comparer l'influence de cette opération, pratiquée en agriculture, à celle exercée dans l'industrie par l'introduction de la machine à vapeur. Il en expliquait les effets bienfaisants en constatant le refroidissement préjudiciable du sol produit par l'évaporation des eaux superflues.

Pour drainer il faut établir des tuyaux souterrains ou ménager des conduites d'eau par un moyen quelconque (Il va sans dire que les drains au moyen des tuyaux sont les plus parfaits). Il faut encore ménager l'écoulement des eaux dans des fossés collecteurs.

De telles transformations sont tout d'abord impossibles dans une propriété dont les parcelles sont dispersées à moins que toutes soient placées en bordure d'un chemin à fossé ou d'une route. Comme les petites et les très petites exploitations sont éparpillées elles sont déjà à ce point de vue dans une situation très défavorable.

Il faut ensuite que la parcelle soit d'une étendue assez considérable pour qu'on puisse sans perte appréciable établir les conduits et fossés collecteurs nécessaires.

Le propriétaire dont les quelques ares de terrain sont disséminés en divers lieux, en parties chacune très exigües ne pourra pas, à moins d'y être absolument contraint, consacrer aux fossés la surface nécessaire : la perte de terrain serait proportionnellement trop considérable. Il faut enfin et surtout que le rendement de la terre soit assez élevé pour couvrir les frais de drainage.

Si malgré tout le petit exploitant se décide à effectuer cette excellente amélioration foncière comme l'amortissement du coût de ces travaux et le prix d'entretien se répartit sur une quantité proportionnellement beaucoup moindre, le drainage lui coûtera beaucoup plus qu'au grand propriétaire.

Voilà pourquoi dans la plupart des cas, tandis que les grands domaines sont parfaitement aménagés à ce point de vue, les petits, au contraire, demeurent toujours tels qu'ils étaient depuis tant de siècles qu'on les cultive et voilà pourquoi le rendement brut des premiers est si souvent supérieur au rendement brut de ceux qui nous intéressent.

Nous avons des lois pour favoriser l'application du drainage en France. Le législateur pénétré de l'importance d'une telle opération s'est surtout préoccupé des

frais qu'elle entraînerait. Comprenant qu'avec ses seules ressources le petit cultivateur ne pourrait pas l'effectuer il lui a offert l'aide pécuniaire de l'Etat.

Il faut citer les lois du 10 juin 1854 et du 17 juillet 1856.

La première avait affecté « pour faciliter l'écoulement des eaux provenant du drainage » une somme de cent millions qui devait être employée en avances aux agriculteurs. La loi de 1858 a substitué le Crédit foncier à l'Etat pour la réalisation de ces prêts.

En 1889 la somme de ces prêts effectués par le Crédit Foncier depuis 1856 pour le compte de l'Etat s'élevait à 1.767.000 francs sur lesquels 284.877 francs étaient encore dûs. Sur les 100 millions votés c'était tout ce que l'agriculture avait accepté.

Les formalités administratives exigées des emprunteurs ont sans doute rebuté les agriculteurs. Mais surtout comme il faut rendre ces avances et qu'à cause de l'exiguité des parcelles et de l'enchevêtrement des terres le drainage coûte trop cher aux petits exploitants ceux-ci ont reculé devant la charge trop lourde qu'ils auraient dû s'imposer. Les grands propriétaires ont naturellement opéré avec leurs propres ressources.

On peut donc dire que dans les régions où la terre est saturée d'eau les grands domaines produisent plus que les petits parce que ceux qui cultivent ces derniers ne veulent pas ou ne peuvent pas drainer. Dans les régions de sécheresse la différence entre

les deux modes d'exploitation est la même parce que pour les petits paysans les irrigations sont trop coûteuses.

Il est inutile d'insister sur l'importance primordiale des irrigations dans le domaine agricole. Sans irrigation pas de culture intensive. Dans nos pays à climat tempéré le cultivateur a en général, on peut dire à sa disposition, deux au moins des trois agents principaux de la production : la terre et le soleil. S'il peut ajouter l'eau à volonté, il est à peu près certain, en amendant la terre par les fumures appropriées, d'obtenir les plus hauts rendements. Dans le pays de plaine le cultivateur qui n'a ni fossés d'écoulement ni système d'irrigation craint toujours soit l'excès d'humidité, soit la sécheresse.

Des canaux destinés à l'arrosage ou la submersion judicieusement établis sauveront l'agriculture française de la crise créée par la concurrence étrangère plus certainement que toutes les lois protectrices ou les primes possibles. C'est un fait navrant de constater que pour des travaux publics dont l'influence bienfaisante est reconnue et utilisée depuis les temps les plus reculés, depuis l'époque où la civilisation chinoise, égyptienne ou indoue florissait, nous voyons encore la France aussi retardataire que les peuples les moins agronomes.

Il est difficile d'apprécier l'augmentation de récolte due à l'irrigation cela dépend des eaux répandues et des terrains fertilisés. On a pu cependant établir que

dans un pré irrigué les rendements sont en moyenne de 37 quintaux de fourrage à l'hectare valant 230 fr. tandis que dans un terrain sec on n'obtient en moyenne que 31 quintaux valant 190 francs.

En Lombardie où un système merveilleux de canaux a été établi (on y a consacré plus d'un milliard) les prairies d'été donnent 3 à 4 récoltes, celles d'hiver sont fauchées de 6 à 9 fois. Roscher admet que le produit par hectare pour les prairies permanentes est de 67 quintaux métriques de foin et de 77 quintaux métriques d'herbes fourragères. Pour les prairies d'hiver de 705 quintaux métriques de fourrage et de 141 quintaux métriques de foin. Il évalue l'accroissement du revenu net dû à l'irrigation à 76 fr. par hectare.

Dans le midi de la France, tandis que les terrains secs ordinaires plantés en vigne fournissent en moyenne 50 à 60 hectolitres de vin à l'hectare, les mêmes terrains irrigués peuvent produire 150 hectolitres. On voit des terres privilégiées qui donnent naturellement 120 à 150 hectolitres à l'hectare atteindre après irrigation un rendement de 250 hectolitres parfois même 300 h.

On voit dans quelles proportions extraordinaires la seule irrigation élève la production brute d'un domaine.

Tout cela est reconnu. Mais c'est ici justement dirait-on que les petites et même les très petites exploitations rivalisent avec les grandes et leurs sont même supérieures. Le petit, le très petit propriétaire qui possède une parcelle sur le bord d'un canal ou d'un cours

d'eau avec tous les soins minutieux qu'il lui prodigue obtient des résultats merveilleux et suffisants en tous cas pour lui permettre de vivre et de prospérer. Il en est ainsi en Lombardie notamment. Les régions que Sismondi a décrites témoignent de ce que peut la petite culture intelligente et de la vie heureuse de ceux qui la pratiquent.

Si nous faisons de l'économie agraire universelle ou de l'économie agraire lombarde nos appréciations seraient peut-être différentes mais c'est de la France seule que nous entendons parler. En France le petit paysan n'a presque jamais sa terre sur les bords d'un canal pour cette raison éminemment suffisante que nous ne possédons presque pas de canaux d'irrigation. Si la petite culture, et la petite propriété attendent leur salut de l'établissement de semblables canaux, il est à craindre qu'elles attendent longtemps. Le jour où ils seront creusés si rien d'autre n'intervient, il y a gros à parier qu'elles auront à peu près disparu depuis longtemps.

Il y aurait une intéressante étude comparative à faire au sujet des canaux d'irrigation en France et à l'étranger, en Italie par exemple. Quelques seules indications permettent d'apprécier la différence qui sépare à ce point de vue les deux pays voisins. On a dépensé en Italie de nombreux *milliards* pour effectuer ces travaux publics d'une si considérable utilité. Sans ces cours d'eau naturels qui ont été aménagés et redressés

et ses cours d'eau artificiels, l'agriculture italienne serait peut-être déjà perdue. Le Noviglio Grande qui a été creusé en 1179 porte 52 mètres cubes d'eau. Le canal de la Muzza construit en 1223 a une capacité de 74 mètres cubes. En 1866 on creusait encore le Cavour qui n'est pas inférieur à 110 mètres cubes.

En France nos très rares canaux qui ont fait la prospérité des régions qu'ils traversent sont d'une capacité véritablement dérisoire. Notre *plus grand* canal, celui des Alpines, porte 16 mètres cubes. C'est un infime ruisseau à côté du grand canal italien.

Et nous en sommes là tout en possédant le plus heureux système fluvial qui permettrait de faire de la France un véritable jardin. On fait de beaux projets, comme celui des canaux dérivés du Rhône qui donneraient la vie et la richesse à une immense région, on les discute pendant un demi-siècle, on trace des plans nombreux sur de beaux papiers multicolores mais l'exécution n'en est jamais entreprise. Toute l'initiative des Français s'épuise en ingénieux projets préparatoires et en éloquentes discussions préalables.

Il ne faut pas compter sur les canaux d'irrigations pour relever la petite culture en France.

Il n'y a pas heureusement que les canaux. Il y a les fleuves, les rivières, les ruisseaux et les eaux souterraines. C'est grâce à eux que la grande exploitation en France a entrepris résolument la pratique de la culture intensive.

C'est grâce à eux qu'elle obtient des résultats inconnus dans les petits domaines.

Les petites parcelles en effet ne peuvent profiter de l'eau courante que lorsqu'elle est de niveau avec elles. Et encore ne le peuvent-elles pas toujours ou en sont-elles incommodées.

L'eau n'est bienfaisante que lorsqu'on peut à volonté en régler l'entrée et la sortie des terres. Il faut pour cela établir tout au moins des remblais. Pour les parcelles trop petites ceux-ci occupent et laissent stérile une surface proportionnellement beaucoup trop considérable. Le même remblais protège aussi bien 20 hectares que 10 ares. On ne l'établit pas dans ce dernier cas de telle sorte que le trop petit exploitant est exposé à des inondations inopportunes, trop souvent il abandonne sa parcelle à un plus grand propriétaire qui sait et peut tirer profit de sa situation privilégiée.

Lorsque la rivière ne coule pas à peu de distance du niveau des terres, dès qu'il faut des travaux un peu coûteux pour le captage de l'eau et l'aménagement des fossés d'arrosage ou des pentes, l'exécution des ouvrages nécessaires n'est possible que si les parcelles ont au minimum 3 à 4 hectares. C'est un cas tout à fait rare dans la petite propriété surtout la propriété riveraine d'un cours d'eau. La raison en est toujours la même :

Il faut que la parcelle soit assez grande et donne un

rendement assez élevé pour couvrir les frais des travaux de captage et d'aménagement.

Plus étendu est le terrain irrigable et moindre est le coût nécessaire, car celui-ci est sensiblement le même que le champ ait 20 ou 50 hectares.

Aussi voit-on sur les bords d'un cours d'eau, quelque grande propriété qui capte à volonté tout ce qui est nécessaire à l'arrosage des terres tandis que les autres riverains trop morcellés laissent sans en profiter les ruisseaux couler à leurs pieds.

Il arrive fort souvent dans les plaines que le sous-sol est formé à une certaine profondeur par une nappe d'eau. Les pluies s'écoulent par des sortes de canaux souterrains. Si la propriété qui possède un tel sous-sol pouvait amener ces eaux à la surface, sa production augmenterait considérablement. Et voilà qu'on entreprend depuis une dizaine d'années en France des travaux spéciaux à cet effet. Il suffit pour cela de creuser un puits jusqu'à la nappe précieuse. On utilise ensuite pour actionner la pompe nécessaire parfois les moulins à vent dont l'emploi depuis longtemps vulgarisé dans certains pays comme la Hollande a été silent à s'introduire chez nous ; ou bien on installe de préférence une locomobile à vapeur ou à pétrole. Les rendements bruts grâce à cette eau sont plus élevés, c'est en réalité une mine de grande valeur qui est ainsi exploitée et dont la propriété appartient cette fois au possesseur du sol. Le petit exploitant sait très bien

qu'il a cette mine lui aussi, sous les pieds, mais il est bien obligé de la laisser inexploitée, stérile sous la terre. On ne creuse pas un puits et on n'installe pas une pompe à vapeur pour un champ de quelques ares, d'un hectare même. Encore le petit propriétaire de 4 à 5 hectares ferait-il ce sacrifice, il amortirait peu à peu les frais nécessaires. Mais il faudrait avoir des biens agglomérés. Avec son exploitation éparpillée il ne peut songer à creuser tous les puits qu'il faudrait. Il reste passivement dans l'inaction : C'est une excellente amélioration foncière qui ne sera pas accomplie. Les grandes exploitations seules la réaliseront.

M. Ronna dans son ouvrage si remarquable sur les irrigations déclare (1) : « La petite propriété ne profite pas autant de l'irrigation que la grande, les eaux représentent un capital qu'il convient d'appliquer le plus économiquement possible à de grandes surfaces.

« Le volume d'eau que l'on considère comme, abondant pour une propriété de 100 hectares est absolument insuffisant pour 50 propriétés de 2 hectares chacune ». Il assigne à un domaine irrigable dans certains cas spéciaux un minimum de surface de 15 à 20 hectares, dans la généralité des situations, une moyenne de 40 à 120 hectares et un maximum de 400 hectares.

A propos de l'irrigation dans le Milanais il donne pour

1. Ronna, *Les irrigations*, 3 vol. in-8° 1888. 1893, t. I p. 23.

ce pays d'autres indications (1). Une ferme normale dans les zones des prairies alternes et des rizières, y serait de 100 à 200 hectares.

Si l'on veut bien convenir que la culture intensive est impossible dans nos climats tempérés sans la pratique des irrigations, sans fumures abondantes, (les irrigations rendent les fumures encore plus nécessaires), on devra reconnaître, que la grande exploitation capitaliste peut s'y livrer bien plus facilement et à moins de frais que la petite propriété. Aussi voit-on ce fait se réaliser et se généraliser en France. C'est la petite propriété paysanne qui persiste toujours dans les anciens errements et la même culture facilement praticable sans améliorations foncières, et c'est la grande propriété qui a entrepris résolument grâce à des soins particuliers et à des dépenses très élevées, intelligemment consenties, la poursuite du rendement brut le plus considérable.

Ce n'est pas seulement à cause de ses méthodes de culture que la petite propriété obtient des résultats moins satisfaisants que la grande, c'est aussi, par suite de la différence du matériel mis en œuvre et des moyens de résistance contre les divers agents naturels destructeurs des récoltes.

Bien souvent en effet aussi que nous l'avons observé déjà, le travail mécanique est plus perfectionné que

1. Ronna, *op. cit.*, t. III, p. 495

le travail manuel. Cela peut paraître un paradoxe et contrarier des idées généralement reçues mais le fait n'en demeure pas moins souvent exact. Il est vrai que les salariés n'exécutent jamais leur ouvrage aussi bien que le travailleur autonome. Ils ne sont point stimulés par l'intérêt individuel. Mais on remédie à cet inconvénient par une surveillance qui n'est pas aussi illusoire qu'on veut bien le dire. Grâce à la machine à grand travail, le salarié lui-même avec moins d'effort, accomplit souvent sa tâche de façon plus satisfaisante que le petit propriétaire : les semeuses économisent le grain dans de notables proportions et le répandent mieux, les faucheuses fauchent plus ras et laissent un moindre déchet ; les batteuses ne perdent rien du grain qu'on leur a confié, la meule du paysan tournant sur l'aire ou le fléau, laissent inutilisée tout une partie de la récolte ; les fouloirs mécaniques pour les raisins foulent plus uniformément, les sulfateuses à grand travail pour les vignes ne laissent que peu de surface non arrosée. Et l'on pourrait poursuivre ainsi une longue énumération. Petit domaine travail manuel, grand domaine travail mécanique : Nouveau privilège élevant le rendement brut de ce dernier.

Enfin dans la lutte incessante de l'agriculture contre tous les fléaux naturels qui la menacent, les grandes exploitations sont plus fortes et demeurent souvent seules victorieuses. Aussi voit-on parfois la petite parcelle du paysan ravagée par quelque désastre subit tandis que

le vaste champ voisin a pu être préservé. C'est la nature elle-même qui réalise à la lettre la parole évangélique : « on donnera à celui qui a mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a ». Deux seuls exemples (il serait facile de les multiplier) suffiront à montrer l'exactitude de cette assertion.

Aux approches et au début du printemps, les agriculteurs et tout particulièrement les viticulteurs, vivent dans la crainte perpétuelle des gelées matinales. Les premiers rayons du soleil pénétrant à travaux les gouttes glacées de rosée comme à travers une lentille, brûlent littéralement les jeunes pousses.

Ce fait se produit lorsque le thermomètre est tombé à zéro ou au-dessous et que le soleil est paru peu après.

Des récoltes entières sont parfois ainsi compromises, c'est un spectacle curieux de voir ainsi dans la plaine les feuilles et les bourgeons brûlés à la suite d'un froid trop vif et par les plus claires matinées. Bien souvent on peut écarter le danger (Toutes les fois que le vent ne souffle pas). On dispose pour cela autour des clos, du bois goudronné, de la paille humide ou des boîtes même de goudron. Dès que le thermomètre descend près de zéro on allume ces petits feux : Ils s'en élève une fumée épaisse qui protège les plantes des rayons trop vifs du soleil pendant que la rosée se liquéfie. On sauve ainsi toute une récolte. Rien de plus simple quand tout est prêt. Mais il faut pour cela des propriétés agglomé-

rées et assez étendues. Le petit cultivateur n'a pas le temps de courir à 5 ou 6 parcelles, et souvent plus, pour allumer les feux. D'ailleurs la fumée ne demeure pas toujours exactement à l'endroit précis où les feux sont allumés : Il arrive que par sa diligence un propriétaire a sauvé la récolte du voisin.

Rien de pareil pour le grand domaine où l'on obtient grâce à la multiplicité des foyers un nuage de fumée d'une grande surface.

Un exemple plus frappant encore peut être relevé dans la lutte contre le phylloxera.

On a vaincu le phylloxera. Nos vieilles vignes françaises non greffées résistent et donnent encore de magnifiques récoltes. Il suffit de les submerger régulièrement chaque année pendant l'hiver. Le propriétaire épargne les frais du greffage et obtient des rendements supérieurs à ceux des vignes greffées en terrain sec. Les vignes aussi produisent deux ans plus tôt.

Mais pour submerger, lorsqu'on le peut, grâce à une situation privilégiée, il faut de grands travaux de captage des eaux, des remblais, pour que l'eau demeure sans s'écouler, et des fossés pour l'écoulement quand il est nécessaire. Tout cela n'est possible que pour un grand domaine. On ne fait pas de si grands frais pour une seule petite parcelle.

Dans une étude spéciale d'économie rurale on pourrait développer ces raisons que nous avons énumérées et en ajouter de nouvelles montrant à l'évidence que

dans l'état actuel des choses un grand domaine bien administré donne un rendement brut supérieur bien souvent à celui des petites exploitations. Et ce fait tend à se généraliser avec l'union de plus en plus intime dans notre pays de la culture intensive et de la grande culture. Nous sommes loin ici des théories ordinaires des économistes. Il suffit cependant d'observer de près les faits sans idée générale préconçue, pour voir combien souvent la réalité met en défaut dans les questions agraires, les théories les plus logiques et les plus scientifiques apparemment.

Le chat botté du vieux conte quand il voyait, en traversant la plaine les blés les plus hauts et les plus drûs et les vignes les plus vermeilles disait avec autorité : Ceci est à mon seigneur et noble maître. Il était plus observateur qu'il ne paraît le chat botté. S'il passait encore chez nous en voyant les plus belles récoltes et les plus riches moissons il pourrait dire avec assurance (en changeant les termes avec les temps) ceci est à mon seigneur le capitaliste : Et il ne se tromperait pas souvent !

Nous voici parvenus au terme de la première partie de notre étude. Il est nécessaire de jalonner la route pour apprécier le chemin parcouru.

Nous avons pris parti sans entrer dans la discussion sur ce point pour la petite propriété qui présente des

avantages sociaux éminents et qui pourrait avoir des avantages économiques équivalents si des réformes utiles lui donnaient comme une vie nouvelle.

Cependant la petite propriété rivée jusqu'à maintenant à la petite culture, nous paraît actuellement en voie de disparaître, et cela par suite de l'excès du morcellement, de l'émiettement des terres. Dans sa lutte contre la concurrence effective des grands domaines, la petite propriété paysanne est de plus en plus affaiblie, elle perd sa cohésion, tombe en lambeaux et finalement vient s'adjoindre par l'effet de la loi naturelle d'attraction aux grandes et puissantes exploitations.

Aussi voyons-nous d'après les plus récentes statistiques, d'une part les petits domaines devenir toujours plus petits, et d'autre part les plus grands devenir toujours les plus grands. En fait et jusqu'à ce point, les nouvelles théories collectivistes paraissent exactes.

Mais on peut, semble-t-il, remédier au mal et transformer l'état de choses actuel. Il faut pour cela chercher les vices les plus graves de la petite exploitation.

Ces vices, nous a-t-il paru, tiennent à l'exiguité des parcelles, et leur dispersion et à l'impossibilité dans laquelle se trouve la petite culture actuelle d'appliquer les méthodes nouvelles d'exploitation. Grâce à ces méthodes, en effet, la grande propriété pratiquant la grande culture obtient un revenu net et souvent aussi un rendement brut supérieur à celui de la petite.

Il faudrait, tout en conservant la petite propriété,

arrêter cette tendance à l'émiettement qui l'épuise, et lui permettre d'appliquer dans une certaine mesure certains des moyens d'action de la grande culture.

Les petites exploitations alliant alors la culture minutieuse à la culture intensive obtiendraient des résultats supérieurs à ceux de leurs rivales et nous verrions peut-être se produire l'évolution inverse : la moyenne propriété paysanne se reconstituer plus forte que jamais et la grande propriété capitaliste se morceller.

Ce serait alors les collectivistes qui seraient convaincus d'erreur.

DEUXIÈME PARTIE

Les Remèdes.

CHAPITRE VIII

Réformes législatives.

Avant d'indiquer les remèdes qui nous paraissent, dans les circonstances actuelles, les plus efficaces pour sauvegarder la petite propriété rurale, il est nécessaire, d'énumérer, tout au moins les principaux de ceux qui ont été proposés dans le même but. On ne saurait que les signaler d'un mot, d'un trait, pour ainsi dire, chacun d'eux nécessiterait une étude spéciale.

Une question préjudicielle se pose. Toujours la même lorsqu'il s'agit de réformes économiques ou sociales.

Est-il utile et possible de faire quelque chose !

Puisque les lois de l'évolution nous conduisent actuellement vers la concentration des terres (à supposer

par hypothèse que cela soit vrai) ne vaut-il pas mieux laisser faire et n'est-ce pas troubler inutilement l'ordre naturel des choses que de chercher à en arrêter le cours. Dans notre organisation actuelle la grande culture a sa part bienfaisante et son rôle logique. L'intervention du législateur ne pourrait barrer la route au développement économique, soumis à des lois supérieures il n'aura pour effet que d'en gêner le libre jeu et créera un malaise dans le corps social.

Tout cela est bel et bon et se réduit à la question de savoir si les lois économiques sont aussi inéluçables que les lois physiques.

En étudiant les causes de l'émiettement des terres, nous avons constaté que certaines d'entre elles provenaient de la législation elle-même. Ce qu'une loi civile a fait, une autre loi civile peut le modifier. Il s'agit d'être certain que le changement sera heureux. Mais si l'on part de cette hypothèse (tout raisonnement repose nécessairement sur une hypothèse) que la disparition de la petite propriété est un fait regrettable et si l'on constate que cette disparition est due partiellement à des causes accidentelles, des faits contingents ou des faits volontaires, comme le système législatif existant, on devra chercher et poursuivre une réforme de ce système, un abri contre l'effet de ces causes. Quant au trouble qui peut en résulter il est évident qu'il se réalisera. Mais tout médicament exerce une action troublante avant de produire un effet bienfaisant. Le repos

absolu de l'organisme est parfois un signe de dégénérescence. La limite est indécise entre le repos et la paix.

Mais personne en pratique ne propose le laisser faire absolu, on réclame seulement la libre concurrence, ce qui est différent et peut se concilier avec des réformes que nous étudierons.

Les améliorations effectuées ou proposées en faveur de l'agriculture sont innombrables et elles ont eu principalement pour objet dans la pensée ou les déclarations de leurs auteurs de favoriser avant tout la petite propriété.

Il est matériellement impossible de les indiquer toutes.

Ainsi notre régime protectionniste en établissant les droits de douane élevés, a proclamé bien haut des pareilles prétentions, et ses adversaires n'ont pas manqué entre autres critiques, de prétendre au contraire qu'il protégeait les grands propriétaires plus et mieux que les petits. Sans entrer ici dans la discussion de cette importante question que nous avons déjà envisagée, il nous suffira de faire remarquer qu'on ne peut nier en tous cas que ce système protecteur favorise au moins autant les grands domaines que les petits, et dès lors si notre thèse est justifiée, il ne peut rien absolument pour faire cesser cette inégalité qui sépare, hiérarchise, pour ainsi dire les deux modes de tenure du sol.

Et même peut-on dire que cette législation atteint en un certain sens un résultat diamétralement opposé à celui que nous désirons. Si elle est inefficace, en effet, il est inutile de s'en préoccuper. Si elle est efficace elle maintient les grandes propriétés. Devant la concurrence étrangère les gros capitalistes placeraient sans doute leurs capitaux ailleurs que dans la production agricole si celle-ci n'obtenait pas un régime de faveur. Il arriverait tôt ou tard qu'un grand nombre de grandes exploitations délaissées par leurs propriétaires passeraient en se morcelant aux mains des paysans sous forme d'exploitation directe ou de fermage.

Le nombre des petites et moyennes tenures augmenterait. On peut donc soutenir qu'un régime protectionniste en laissant la petite propriété aussi faible vis-à-vis de la grande, protégeant avant tout cette dernière, ne saurait empêcher dans aucune mesure l'émiettement des petites propriétés et que, d'autre part, il tend à enrayer toute tendance au morcellement des terres.

Il en serait tout autrement d'un système de primes sur les produits récoltés. Il protégerait plus efficacement le petit cultivateur et aurait un caractère plus moral en quelque sorte. Le petit paysan ne peut bénéficier des droits protecteurs que par l'intermédiaire du commerçant qui lui achète ses produits. Il y a ainsi une sorte de déchet de la plus-value résultant des droits protecteurs. Les paysans ont coutume de dire que celui

qui touche beaucoup de pièces d'or, garde toujours aux bouts des doigts un peu de dorure. Il est bien à craindre que la pièce supplémentaire touchée par le petit propriétaire grâce aux droits protecteurs, ne lui arrive un peu allégée de cette dorure restée aux doigts du commerçant.

Avec l'établissement de primes, au contraire, la pièce parvient intacte et dès la récolte entre les mains de celui qui la doit recevoir. Aussi voit-on en fait que les primes à la sériciculture ont protégé très efficacement les petits cultivateurs de mûriers.

Il y a plus, dans un système bien organisé et tenant compte tant des difficultés et des frais considérables de la petite culture que de la situation privilégiée des grandes exploitations, on pourrait accorder des primes en quelque sorte dégressives suivant l'importance totale des récoltes et rétablir ainsi l'équilibre rompue dans la situation respective des exploitants.

Les remèdes proposés pour améliorer le sort des petits cultivateurs sont innombrables. Les plus bienfaisants sont à coup sûr ceux qui tendent à lui donner du crédit. Il vaudrait mieux cependant arriver à un tel état de chose où les paysans ne seront pas plus obligés d'emprunter que le grand propriétaire. Mais dans la situation présente c'est accomplir œuvre véritablement libératrice que d'organiser un crédit agricole à long terme et à bon marché.

Aucun système reposant sur le principe de la sûreté

personnelle n'est plus digne d'être encouragé que celui des banques coopératives à solidarité illimitée. Il a donné en l'Allemagne et en Italie des résultats merveilleux. Ce qui fait, en dehors de l'idée de mutualité, la valeur incomparable de ces petites banques régionales et même communales, c'est qu'elles sont fondées par et pour les petits paysans et c'est pour cela qu'elles leur sont d'un si précieux appui. Tandis que nos syndicats agricoles ont voulu englober les grands et petits agriculteurs, et n'ont réussi le plus souvent qu'à rendre plus enviable le sort des premiers, nos associations coopératives, comme tant d'autres en Allemagne, ont eu pour but d'améliorer tout spécialement le sort des plus modestes cultivateurs. Une des raisons qui ont arrêté jusqu'ici la propagation des caisses rurales de crédit basées sur les principes établis par Raiffeisen et Schultz-Delitsch c'est que les groupements, qui auraient dû et pu prendre l'initiative de leur création, sociétés d'agricultures et syndicats agricoles, sont dirigés en réalité par les riches possesseurs des grands domaines qui ne sentent nullement le besoin de recourir au crédit.

Ces derniers ont rêvé organiser une grande banque de crédit agricole dont ils auraient retiré comme actionnaires de beaux profits (M. Méline avait déposé un premier projet en ce sens) mais leur entreprise n'ayant pu se réaliser ils se sont désintéressés de la question et n'ont pas offert pour les petites banques particulières que l'on voudrait tant fonder maintenant, le même con-

cours qu'ils auraient donné à un grand établissement central de crédit. Si les chambres d'agriculture étaient organisées en France, si par un système démocratique d'élections elles pouvaient comprendre une majorité de petits propriétaires, peut-être le gouvernement trouverait-il chez elles un appui précieux pour la diffusion du système de crédit personnel.

En tous cas le gouvernement a le devoir, puisqu'il en a le pouvoir, de permettre aux plus petites exploitations de faire appel au crédit réel dans les mêmes conditions légales que les grands domaines.

Nous savons qu'actuellement les frais d'inscription et de transcription des hypothèques sont exorbitants pour les plus petites de ces opérations. Il suffirait d'organiser un système dégressif de ces droits en se basant sur la valeur de l'immeuble hypothéqué. Le gouvernement a présenté un projet de loi qui applique la proportionnalité pure et simple aux transcriptions hypothécaires comme à toutes les mutations de petits immeubles ruraux. Ce projet s'il acquérait force de loi, réaliserait un progrès réel sur l'état de choses existant (1).

Une réforme du crédit réel opérée dans un tel sens aurait pour résultat de donner à la petite exploitation rurale un meilleur avenir et d'atténuer la charge si lourde qu'elle supporte actuellement.

1. Voir pour ce qui concerne les divers systèmes de réformes hypothécaires que l'on a proposés, l'étude si claire et précise de M. Souchon *op. cit.*, p. 243.

M. Jaurès a proposé l'exécution d'une grande opération de conversion de la dette hypothécaire réalisée par l'État avec le concours de syndicats agricoles.

Grâce à l'abaissement des taux de l'intérêt cette conversion paraît possible et l'on pourrait même transformer la dette rurale actuelle en dette amortissable. Ce projet séduisant en théorie ne laisserait pas sans doute que d'être bien malaisé en pratique, il pourrait même devenir dangereux. D'une part, il est douteux que les syndicats agricoles où l'influence des grands propriétaires est prépondérante, se prêtent au rôle qu'on voudrait leur faire jouer, d'autre part l'État devenu créancier de cette nouvelle dette, verrait par là même sa sécurité financière singulièrement troublée. Quelle proportion de créances douteuses n'aurait-il pas en portefeuille ! Et lorsqu'il faudrait les réaliser, il y aurait à craindre l'influence troublante des intérêts électoraux. D'autre part une telle transformation aurait le résultats de toutes les conversions : elle dégrèverait le présent en engageant l'avenir. Il serait à craindre que les paysans ne trouvassent pas aussi facilement à emprunter sur gage réel, quel que soit le prêteur, la menace d'une conversion pesant toujours sur ce nouveau marché hypothécaire.

L'État peut jouer un rôle bien plus utile en apportant certaines améliorations aux impôts actuellement établis.

On parle toujours de supprimer l'impôt foncier, de le diminuer en faveur des petites propriétés.

La suppression de l'impôt foncier aurait pour unique résultat de mettre ces propriétés sur le même rang que les grandes. Les contributions établies en remplacement risquent fort de peser plus lourdement sur le paysan. En tous cas elles sont inconnues et l'on ne pourrait apprécier les avantages du système que lorsqu'il aurait été appliqué et que l'incidence aurait eu libre jeu. Quel serait le résultat, au point de vue qui nous intéresse, de l'impôt global sur le revenu ? Il paraît très favorable aux petits cultivateurs et il n'y a guère de député démocrate qui ne le préconise auprès de ses électeurs ruraux.

Cet impôt réaliserait-il, ainsi qu'on le promet, une harmonieuse répartition des charges publiques ? Particulièrement si on lui donnait un caractère progressif ? Rien de plus douteux. Pour la propriété paysanne, l'impôt progressif sur le revenu présente de graves dangers.

Sans doute vis-à-vis des grands propriétaires, le paysan serait plus favorisé qu'aujourd'hui, et encore cela n'est-il rien moins que certain. Mais il faudrait calculer l'impôt sur le revenu net et tenir compte avant tout de la valeur du travail personnel de l'exploitant ce qui est impossible pour les propriétés qui n'emploient pas de salariés. Si on ne tient pas compte du surcroît de travail personnel les grands domaines seront toujours favorisés.

Mais ce n'est là qu'une critique du détail. La grande

objection, celle à laquelle il n'a pas encore été répondu, c'est qu'avec un pareil système, grands et petits cultivateurs paieraient beaucoup plus sans doute que les autres catégories de contribuables. La raison en est simple. Quelques précautions que l'on prenne, il y aura toujours dans la pratique des revenus qui échapperont à la perspicacité du fisc. On met facilement à l'abri des regards indiscrets un titre de rente, mais il n'est pas possible de cacher dans sa poche un champ, si petit soit-il. L'œil perspicace du percepteur le verra toujours celui-là et comme en fin de compte il faut toujours que l'Etat soit satisfait, et que les caisses publiques se remplissent jusqu'au niveau marqué, que l'argent vienne d'un côté ou de l'autre, c'est le cultivateur qui paiera à la place du capitaliste malhonnête.

A ce point de vue l'impôt sur les revenus, serait préférable car la répartition des charges étant faites entre les diverses catégories de revenus, dans chaque catégorie, les contribuables honnêtes paieraient peut-être une partie des impôts que leurs co-imposés auraient soustraits au fisc.

Il faut citer au moins à titre de curiosité, la proposition faite par M. Toubeau dans de suggestifs et originaux articles ?

Il réclame tout simplement l'application d'un impôt métrique analogue à celui qui est appliqué paraît-il en Chine. Cet impôt aurait pour résultat de rendre impossible l'existence des grands domaines. La Chine à

laquelle les Européens auraient tant de réformes à emprunter pratique avec un tel succès la culture intensive, qu'elle parvient à nourrir sur un certain espace de terrain un nombre d'hommes de beaucoup supérieur à celui que nourrit l'agriculture Européenne.

Au bout d'un certain nombre d'années grâce aux transmissions des terres et à l'incidence, les inégalités de répartition de cet impôt métrique également appliqué aux bonnes comme aux mauvaises terres disparaîtraient et son application aurait morcellé les grandes propriétés qui ne feraient plus ainsi de concurrence désastreuse aux plus petites. Le remède serait absolument homéopatique et guérirait l'excès de morcellement par le morcellement lui-même.

Ce système paraît impossible à appliquer en France il laisserait subsister la concurrence internationale, ne permettrait à l'agriculture français qu'une culture intensive et très coûteuse quelles que soient les terres auxquelles elle s'appliquerait et aurait pour résultat soit de renchérir le coût de la vie de façon extraordinaire, soit, les prix restant les mêmes de rendre les produits étrangers obtenus et vendus à meilleur compte, maîtres du marché.

Pour revenir aux idées pratiques il semble qu'il conviendrait de chercher une amélioration du sort des petits cultivateurs dans une diminution proportionnelle de l'impôt foncier.

1. Toubeau. *La Répartition métrique des impôts.*

La loi du 21 juillet 1897 a réalisé en partie cette réforme. Les petites côtes foncières sont dégrevées.

Il y a remise total pour les côtes inférieures à 10 francs remise de $\frac{3}{4}$ pour celles qui n'atteignent pas 15 francs un dégrèvement de moitié jusqu'à 20 francs et enfin de $\frac{1}{4}$ jusqu'à 25 francs. Le principe de la loi est excellent, son application très défectueuse. En effet, il faut avant tout protéger les *petites* propriétés et non seulement les *très petites*. Sinon les premières seront bientôt descendues au rang des secondes.

La loi est insuffisante à cet égard. D'autre part elle ne tient pas compte de l'étendue de la propriété et le revenu actuel étant présumé d'après des données tout à fait insuffisantes, elle aboutit à des inégalités choquantes. Dans tout système bien compris il faut tenir compte à la fois du revenu de la propriété et de son étendue.

Il devient nécessaire aussi de réformer les impôts sur les immeubles ruraux bâtis.

Actuellement les bâtiments d'exploitation sont dégrevés ce qui est une faveur pour les grands propriétaires dont les demeures sont toujours séparées de la ferme. Les petits propriétaires au contraire habitent en général les bâtiments d'exploitation eux-mêmes et paient à ce titre l'impôt. On pourrait dégrever les bâtiments ruraux habités par les propriétaires-cultivateurs autonomes (1).

1. Souchon, p. 235.

Dans le domaine des impôts indirects il serait temps d'introduire absolument sinon le principe de l'impôt progressif du moins à tous les degrés et pour toutes les opérations celui de la proportionnalité. Les droits fixes actuellement en vigueur sont anti-économiques au premier chef. Le principe de la progressivité n'aurait pas ici en beaucoup de cas les inconvénients qu'il présente ailleurs. Par exemple il paraît prouvé que les petits immeubles ruraux se transmettent à titre gratuit ou onéreux, beaucoup plus fréquemment que les plus considérables (1). Un même petit immeuble paie donc dans une période donnée en droits de transmission une somme de beaucoup supérieure à celle payée par un grand immeuble dans le même espace de temps. La progressivité rétablirait l'équilibre dans une certaine mesure.

Le projet de loi sur les successions a tenu compte de ces considérations. Les diverses réformes sur ce point sont en voie d'aboutir.

D'autres mesures législatives sont proposées pour mettre et maintenir la terre entre les mains des paysans. Celles-là ont pour objet les modalités juridiques de la tenure et du sol.

Nous ne rappellerons que pour mémoire les réformes qui tendent à la création des propriétés paysannes

1. Voir Zolla. Article dans le journal *Le Siècle*, n° du 20 avril 1900.

comme les allottements et Smoll-holdings en Angleterre et les Reutengüter en Allemagne.

Cette étude ayant pour but de montrer que ce qui cause l'affaiblissement de la petite propriété c'est son état d'infériorité et son impuissance à lutter contre la grande exploitation française ou étrangère, il paraît évidemment résulter de ces prémisses que les nouvelles petites propriétés nouvellement créées ne survivraient pas mieux que l'ancienne. Il faut fortifier ce qui existe avant de créer à nouveau d'autres édifices.

Dans cette rapide énumération de quelques principaux remèdes proposés, il convient de mettre en vedette ceux qui représentent sur ce point spécial comme les notions fondamentales de deux écoles opposées. Les premiers proposés par l'école de la liberté ont pour but de délivrer la propriété de toutes les entraves qui en gênent le libre et rapide transfert. Pour les écoles socialistes-chrétiennes, les économistes de la chaire, etc., et surtout pour l'école de Le Play l'idéal à poursuivre, ce n'est pas cette rapide évolution (qui n'est en réalité qu'une série de petites révolutions) d'institutions qui suivant leur nature devraient demeurer stables. La famille rurale, et l'exploitation qui la nourrit doivent subir le moins de modifications possibles et conserver le plus longtemps possible leurs autonomies entre les mains des mêmes propriétaires.

D'autres économistes appartenant aux écoles intermédiaires proposent l'adoption simultanée de ces di-

verses réformes dont les effets excessifs seraient ici mutuellement atténués.

L'école de la liberté désire voir abolir ou diminuer tout d'abord les droits réels qui pèsent sur les transmissions d'immeubles ruraux. Il faut laisser cette institution sociale aller suivant la pente, suivant les lois naturelles qui dirigent son évolution. La terre ira ainsi fatalement entre les mains de ceux qui la cultivent le plus utilement, entre les mains probablement de petits tenanciers.

Il serait infiniment désirable pour cela, que l'on mit à profit les avantages qu'offre l'application des principes déjà mis en vigueur ailleurs par l'act Torrens. Il y a là une réforme d'ailleurs inévitable. L'histoire de la propriété nous montre clairement que celle-ci se dégage de plus en plus de tous liens, qu'elle évolue vers un régime de liberté toujours plus absolue, qu'elle se mobilise insensiblement. Lorsqu'au début de la période « agricole » la terre appartenait à la tribu, les partages périodiques ne la faisaient passer entre mains des cultivateurs qu'au terme fixé par la coutume.

La propriété devint ensuite familiale. Elle acquit plus de stabilité et s'affranchit en même temps du droit de possession d'une partie du clan pour demeurer entre les mains d'un groupe plus restreint. Dans la période féodale on distinguait il est vrai entre le domaine éminent qui remontait de degré en degré jusqu'au plus

haut baron, mais ce domaine éminent tend de plus en plus à s'affaiblir et permet ainsi l'avènement de la propriété individuelle. Avec cette nouvelle organisation économique la terre paraît enfin libre, mais elle reste entravée cependant par des liens plus légers et encore incommodants. Ce sont toutes les réglementations qui en arrêtent la libre transmission. Une dernière réforme, une nouvelle évolution, et la propriété immobilière enfin dégagée de tout obstacle prendra son essor. Elle pourra passer de mains en mains aussi facilement que les biens meubles.

Les petits cultivateurs auront alors toute facilité pour l'acquérir et ce seront eux qui la garderont le plus certainement et le plus volontiers, car elle assure à la fois leur subsistance et leur indépendance. Alors peut-être aussi s'établira le règne de la petite culture intensive, temps heureux où chacun cultivera son jardin.

Il suffit pour cela d'introduire en France un régime analogue à celui de l'Act Torrens ou du système Prussien.

On propose tout d'abord de créer un livre territorial où chaque propriété serait inscrite comme aujourd'hui sur le cadastre, mais avec une absolue exactitude. Le livre territorial est comme la photographie de la propriété et rien n'empêche d'y joindre en réalité un véritable fac-similé.

Un second livre, appelé livre foncier a pour objet de

donner la reproduction juridique de l'immeuble. L'état juridique y est noté ainsi que toutes les modifications dont il peut être affecté. Les deux livres sont publics.

Toute modification portée sur l'un est notée sur l'autre et leur combinaison présente le tableau exact de la propriété foncière.

Il reste, après cela à donner au propriétaire un extrait authentique de ces livres. Le propriétaire est donc en possession d'un titre sur parchemin représentant sa fortune immobilière et, si on lui reconnaît le droit de le transmettre comme les titres ordinaires actuels, actions ou obligations, et même comme les valeurs commerciales tout simplement par voie d'endossement, l'idéal poursuivi sera réalisé. Le grand propriétaire pourra peut-être morceler son domaine en parcelles affectées chacune d'un titre spécial, et le petit cultivateur arrondira son champ lorsqu'il aura économisé la somme nécessaire, par l'achat d'une ou plusieurs de ces valeurs. De même que l'ouvrier d'une grande compagnie peut aujourd'hui être propriétaire, coactionnaire de la Société qui l'emploie par l'achat d'une valeur de cette Société, on verra le petit salarié agricole devenir acquéreur d'un petit coin de l'exploitation où il travaille. Ce serait la démocratisation définitive de la propriété rurale.

Le système des biens fonciers paraît en effet excellent et il est vraisemblable que toutes les nations civilisées l'adopteront avec des modifications de détail. Le

principe de la grande et belle idée conçue par Torrens demeurera : Chaque immeuble doit avoir un titre représentatif et authentique qui permette de le classer dans l'ensemble des capitaux d'un pays comme un citoyen a sa place juridique déterminée dans la société. Grâce à lui on pourrait organiser un système logique d'impôts et de crédit. C'est une réviviscence de vieilles formes, usitées dans certains pays anciens, en Grèce, par exemple, où les modalités juridiques subies par chaque immeuble étaient inscrites dans l'immeuble lui-même.

Mais il faut se garder de confondre cette réforme avec celle que l'on a tenté d'introduire chez nous et que l'on voudrait répandre ; il faut se garder de traiter ces titres représentatifs comme des meubles et de leur faire subir la législation sur les biens mobiliers.

Il y a là une conséquence hâtive et que l'on peut facilement éviter.

Il suffit, et il faut s'en tenir là, d'adopter la réforme comme constatations des biens immobiliers, ceux-ci restant soumis à une législation spéciale en harmonie avec leur caractère, et les titres représentatifs étant régis par cette même législation et se différenciant en cela des titres mobiliers.

Il n'y a rien de dangereux en économie politique pratique comme la logique absolue et l'exécution entière d'un système. Souvent telle partie est excel-

lente et l'ensemble aboutirait à des résultats désastreux.

Il ne nous paraît pas tout d'abord que l'évolution de la propriété conduise pour ainsi dire à la mobilisation du sol. La vérité c'est qu'elle tend à faire passer la terre dans les mains de celui qui la cultive et cela *dans un régime normal* et en ne tenant compte que d'une vague généralité des faits.

Mais il ne faut pas en conclure qu'il doit en être ainsi à notre époque, il faut encore moins en conclure que le régime préconisé serait un régime normal.

Dans la troisième période de l'histoire économique, lorsque la terre fut cultivée elle était pour ainsi dire socialisée et l'on procédait à des partages périodiques. La propriété devint ensuite familiale. Devenait-elle plus meuble en quelque sorte ? Nullement. Au contraire au lieu de passer de mains en mains comme une « chose », elle devient plus stable et reste entre les mains de la famille qui la cultive.

Lorsqu'après la conquête, ou à cause d'une organisation sociale spéciale, le droit de propriété, se morcelait en droits particuliers et hiérarchisés, en domaine éminent et domaine utile, se rapprochait-il du droit mobilier ? Il s'en éloignait encore davantage. Les transmissions par actes onéreux devenaient impossibles. Mais peu à peu le domaine éminent s'affaiblit. Le jour où il se concentrait avec le domaine utile dans

la même main, apparaissait la propriété foncière libre. Mais en même temps, ce droit de propriété affectait des caractères qu'il n'avait peut-être jamais présentés auparavant même à l'époque romaine : il était absolu et perpétuel. Il se différenciait absolument et définitivement du droit d'usage et le principe de l'article 2279 du Code Civil pour ne citer que celui-là établissait une différence énorme entre la propriété immobilière et la propriété des meubles.

La tendance actuelle de constater ce droit de propriété sur des registres, de créer aux immeubles un Etat civil ne semble pas continuer directement l'évolution précédente qui affectait le droit lui-même dans son essence. Le régime de l'Act Torrens, des livres fonciers de la Prusse et tous les régimes similaires n'ont trait qu'à la constatation même de la propriété ce qui est bien différent.

Si l'on mobilise la propriété foncière on ne doit donc pas s'imaginer que l'on continue l'évolution du droit. C'est en contre sens de cette évolution que l'on va puisqu'elle a pour tendance de faire passer la propriété foncière entre les mains de celui qui la fait valoir tandis que le régime nouveau aurait peut-être pour conséquence, il y a de fortes raisons pour le croire, de séparer encore le domaine éminent et le domaine utile.

Il y aurait d'un côté un titre courant le monde entre les mains des propriétaires successifs comme les war-

rants actuels, et de l'autre côté complètement séparée une chose que le titre représente et restant entre les mains des cultivateurs. C'est là qu'est le danger de la réforme qu'on préconise. Il est possible qu'elle s'accomplisse. Peut-être dans plus ou moins longtemps la propriété foncière sera-t-elle assimilée à la propriété mobilière mais ce ne sera pas un régime heureux. Il ne faut pas associer dans une même législation des éléments d'issemblables dans leur essence. C'est un des défauts du législateur de tous les temps et de ceux qui ont amené des plus dangereuses crises économiques. La nature ne se laisse pas violenter impunément. L'idéal n'est pas de réunir le plus de choses, sous l'empire des mêmes lois, il est au contraire dans la différenciation la plus minutieuse. Il s'agit de découvrir pour chaque phénomène, chaque institution, la législation spéciale qui lui convient. Or il y a une différence *essentielle* entre les meubles et les immeubles, c'est que les uns non seulement se transmettent de la main à la main, au propre comme au figuré, mais qu'on les crée. (au sens économique du mot) pour ainsi dire à volonté. Tandis que la terre, on la partage à volonté mais on ne la crée pas de même. Cette différence qui est au fond la grande découverte de Malthus à des conséquences infinies, spécialement au point de vue qui nous préoccupe.

Un des effets de cette législation serait de susciter une spéculation active, sur les titres représentatifs, ils

monteront ou baisseront suivant les époques ou les appréciations particulières. Il y aura des hausses et des baisses factices dont le contre coup sur la culture elle-même, sera profonde. La monopolisation dans certains cas est fort à craindre. Pour les terres à grand rapport la propriété paysanne disparaîtra et l'on verra se former de grandes compagnies agricoles accaparant les meilleurs titres.

Enfin un pareil régime au bout d'un certain nombre d'années peut devenir une admirable préface du collectivisme. Le jour où la propriété fermière comme la propriété industrielle sera représentée par des titres nominatifs ou au porteur, où le droit de propriété se morcellera en une infinité de coupures, il sera relativement facile de s'emparer des biens des possédants par la force ou à deniers comptant, et dans le feu de joie où brûleront tous les titres représentatifs ce sera l'antique droit individuel qui se réduira en cendres.

Consolidation de la propriété

Une école, dont les principes sont bien différents et souvent opposés à ceux de l'école libérale, appelle de tous ses vœux l'affermissement des terres entre les mains des cultivateurs. Elle y voit un gage du salut social ou de la paix sociale. C'est en tout cas pour elle

la condition de la stabilité familiale et par là du progrès normal et sûr.

Au point de vue spécial où nous sommes placés, il est évident que pour les économistes de cette école, le morcellement exagéré du sol s'éparpillant entre les individus membres d'une même famille, désagrège la famille elle-même et ils ont proposé des mesures permettant d'éviter le partage entre successeurs.

Effrayés aussi, et beaucoup d'excellents esprits avec eux de la progression continue des expropriations des petits domaines ruraux, pour cause d'insolvabilité, ils ont proposé d'introduire en France l'institution du *homestead* pour arrêter ce mouvement inquiétant, et assurer à la famille un abri stable et définitif. On a fait valoir que cette mesure donnerait à la France une plus grande puissance productive, à en juger par les merveilleux effets qu'elle a produit en particulier aux Etats-Unis et au Canada.

Il s'agirait, comme on sait, de laisser au propriétaire le droit de faire déclarer insaisissable sa maison et quelques champs alentour, le tout ne dépassant pas une certaine valeur : en général et à peu près 6000 fr.

Cette mesure serait excellente et il est à désirer que le parlement adoptât bientôt les divers projets de lois déposés à ce sujet : (1)

1. Voir *Etudes sur le homestead* de M. Leveillé.

Nombreux articles dans la *Réforme sociale* et ouvrage de M. Bureau *Le homestead* etc.

Il faut cependant se garder d'en exagérer les conséquences. M. Bureau a déjà fait remarquer que la puissance productive ne serait guère augmentée à en juger d'après les pays qui ont adopté la législation que l'on voudrait imiter. On parle sans cesse des Etats-Unis. Mais il y a là deux sortes de homestead : Le homestead Law adopté en 1862 pendant la guerre de rébellion et qui donne à tout américain majeur le droit d'occuper gratuitement 160 ares de terres et 80 dans certains terrains de moindre valeur. Après 5 ans de résidence sur cette terre et de culture, le possesseur devient propriétaire. Avant ces 5 ans il ne peut ni l'hypothéquer ni l'aliéner puisqu'elle ne lui appartient pas. Cette loi du homestead qui a aidé à la colonisation des terres américaines a amené naturellement les plus heureuses conséquences sur la production agricole. « En moins de 50 ans, cette loi a donné naissance à plus d'un million de homestead ayant une superficie totale plus grande que celle de la France ».

Mais dans les pays vieux où toutes les terres sont occupées, une loi semblable n'aurait pas les mêmes effets. On pourrait s'en inspirer très utilement pour les colonies.

Toute différente est la « *homestead exemption* » régie par des lois particulières à chaque Etat des Etats-Unis. Avec des modalités elle accorde toujours des privilèges en faveur des foyers domestiques.

A certaines conditions (résidence effective, culture, limitation de valeur) les petits propriétaires sont exempts des saisies et le droit d'aliénabilité est restreint.

D'après M. Bureau les lois de la *homestead exemption* ont exercé une influence insignifiante et souvent nulle aux Etats-Unis, insignifiante au Canada. L'expérience faite en ces deux pays n'explique guère l'engouement des pays Européens pour une législation analogue. (Dans tous ces pays on a promulgué ou proposé des lois avec la *homestead exemption*) ni surtout les espérances brillantes qu'on a fondées sur elle. Il pourroit avoir bien des désillusions à cet égard. Il est bien à craindre en effet que si on laisse les propriétaires libres de faire prononcer l'insaisissabilité de leurs biens, ils refusent pour la plupart de profiter de cette faveur. Ils jugeront qu'elle restreint leur droit et peut gêner leur action. Si l'Etat l'impose à tous, il risque de compromettre le Crédit des petits propriétaires. Comme il est probable en tous cas qu'ils auront malgré tout besoin à certains moments d'emprunts, ils ne trouveraient du crédit avec sûreté réelle qu'à des conditions onéreuses à supposer qu'ils en trouvent.

Il faut remarquer enfin qu'au point de vue du morcellement des terres l'introduction en France de la *homestead exemption* aurait un effet contraire à celui qu'on en attendrait au premier abord, à moins qu'elle

n'ait point d'effet du tout. Elle ne s'applique qu'à la maison et à quelques terres alentours (à cause de la limitation de valeur) le paysan emprunterait vraisemblablement sur les terres qui lui restent et qui seraient saisies comme aujourd'hui en cas d'insolvabilité, en sorte qu'on aurait bien protégé le foyer, on aurait sauvé peut-être le tronc de l'arbre, mais bien souvent celui-ci se verrait peu à peu dépouillé de ses branches et l'on viendrait en vain y chercher quelques fruits.

M. Leveillé et l'abbé Lemire avaient proposé un projet complexe pour consolider la famille paysanne. Ils créent pour cela un bien dit « de famille » atteignant une valeur de 8000 francs. Ce bien ne rapporte aucun impôt direct.

Sa transmission à titre gratuit ou onéreux est exempte de charges fiscales. Il est insaisissable même avec le consentement du propriétaire et sans hypothèques mêmes légales ou judiciaires. Le propriétaire ne peut l'aliéner qu'avec le consentement de son conjoint ou du conseil de famille. En cas de décès du titulaire il n'est pas soumis au partage en nature.

Ce projet tel qu'il est ne sera vraisemblablement pas adopté. Il fige la petite propriété paysanne pour vouloir lui donner la vie. Comme il laisse les propriétaires libres de consentir à l'application de cette législation il serait sans doute absolument vain. Les paysans aiment trop leur liberté d'action pour consentir à s'en laisser

• dépouiller. Cette sorte de tutelle familiale les rebutterait à coup sûr.

Monsieur Sigfried a proposé l'extension aux propriétés paysannes de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché.

Un seul descendant ou l'époux survivant peut maintenir pendant 5 ans l'immeuble dans l'indivision, même en cas de minorité. Cet immeuble peut être repris sur estimation par l'un des héritiers ou le conjoint, s'il a un droit de copropriété, sauf désignation par le de cujus. Ce droit est établi au profit du conjoint ensuite au profit de celui des cohéritiers choisi par la majorité d'entre eux.

Le domaine peut se composer d'une maison et d'un champ qui peuvent être séparés ; il peut se composer du champ seul. La valeur maximum est 6.000 francs.

La maison ne pourra dépasser une certaine valeur.

Les terrains bâtis sont exempts d'impôts directs.

Le projet Sigfried provoque la création de sociétés destinées à créer de petites propriétés profitant de ces faveurs. Mais n'y a-t-il pas lieu de craindre un certain esprit de spéculation ?

Le Sénat a adopté dans ses séances des 5 et 6 décembre 1898 les principes essentiels du projet avec certaines modifications de détail. Il serait désirable d'y adjoindre une prescription d'inaliénabilité.

Ce projet s'il acquiert force législative peut apporter quelques heureux changements dans la situation de

certaines petits propriétaires. Mais il est insuffisant pour sauvegarder la propriété.

Il apporte un léger et momentané soulagement à une grave maladie.

CHAPITRE IX

Réforme de la loi successorale.

La première et la plus urgente réforme à opérer pour arrêter le démembrement de la petite propriété rurale est certainement la réforme successorale.

Il est peu probable, ainsi que toute une école le suppose, qu'elle suffirait à elle seule à arrêter la désagrégation de la propriété paysanne ; mais au moins elle constituerait la première, et assurément la plus utile mesure de consolidation et de raffermissement. Elle laisserait subsister tous les inconvénients actuels de la petite culture, mais au moins elle pourrait jusqu'à un certain point ralentir la diffusion exagérée de celle-ci.

Ici encore et comme à propos de toutes les questions qui se rattachent à notre étude nous sommes obligés de faire observer que nous ne pouvons traiter l'ensemble du sujet, il faut nous borner aux indications essentielles. Nous tenons à indiquer simplement avec le plus de précision et de brièveté possible, comment et dans quel sens une telle réforme pourrait en pratique être exécutée.

Il y a déjà longtemps que notre système de partage

égal avec la quotité disponible si minime qu'il comporte, a été dénoncé comme un des pires vices de notre législation civile.

Prévoyant les effets que son application entraînerait dans l'organisation sociale. Le Play les a mis en lumière avec une perspicacité vraiment géniale, dans des termes que tous ses disciples ont reproduit ou développés sans rien y ajouter en vigueur ni en précision.

Il est inutile de répéter ici les reproches qu'il adressait au système successoral du Code civil, ils sont connus de tous.

Etablissant en principe que la famille est seule (et non pas l'individu) comme la pierre angulaire de l'édifice social, ajoutant que la cohésion et la persistance de cette famille tenait par une étroite solidarité à la persistance et la solidarité du foyer familial, et pour les paysans, du domaine patrimonial, il a déclaré malfaisante et véritablement maudite, toute loi qui désagrégeant ce domaine désagrégerait la famille-souche.

Rien de plus vrai que ces assertions : Elles nous montrent nettement comment dans le monde économique et le monde moral tout est lié, toutes les parties sont pour ainsi dire en fonctions les unes des autres de telle sorte qu'une modification apportée à la plus petite a des conséquences lointaines et tout inattendues : Mœllement du sol, émiettement des petits domaines, phénomène spécial et localisé en apparence, phénomène d'où peut dépendre cependant la solidarité et la vie de

la famille paysanne, la saine organisation de la société.

Le Play faisait remarquer en particulier qu'un homme ne prend vraiment goût à sa tâche que s'il est certain qu'elle lui survivra. Après avoir vécu et travaillé pour lui-même, lorsque les années ont passé et qu'il incline vers la vieillesse il n'est plus soutenu par l'ambition personnelle. Les enfants ont grandi, ses besoins sont modestes, il peut cultiver son champ avec une ardeur moins âpre, avec à la fois moins de vigueur et moins de cœur. Mais ce qui peut cependant l'animer encore c'est l'amour du « bien » lui-même, la certitude qu'il demeurera après lui tel qu'il l'a formé ou perfectionné. Ce n'est pas en vain qu'il l'a durant sa vie entière façonné pour ainsi dire son chef-d'œuvre, qu'il y a mis de lui-même : quelqu'un continuera l'œuvre commencée.

Tel, un auteur qui a poursuivi pendant de longues années une œuvre scientifique, use ses derniers jours à poursuivre ses recherches sachant bien que rien ne sera perdu de ce qu'il peut élaborer et que c'est lui-même en quelque sorte qui revivra dans son ouvrage. Il lui a donné ses forces mais il recueillera pour ainsi dire comme une parcelle d'immortalité. Tout anonyme que puisse être l'immortalité des paysans il en a comme une conscience confuse et sans aucun doute il éprouve une secrète joie même sur ses vieux jours à la pensée que le chêne qu'il a semé et cultivé vivra des siècles après lui et à cause de lui.

Mais un domaine rural forme comme un tout harmonieux. Si le cultivateur sait que ce domaine qu'il a créé avec amour ne sera pas transmis à ses successeurs dans son unité ; après les premières années de jeunesse lorsque la vieillesse arrive il se sent comme découragé. Il est découragé, car il sait qu'après sa mort sa petite propriété sera divisée ; que toutes les parties qui vivaient comme en équilibre s'en iront isolées lambeau à lambeau. Il prévoit peut-être l'endettement, la vente, la licitation. Si cet homme peut vivre en modérant ses efforts pourquoi lui demander de travailler toujours avec la même ardeur ? Quel stimulant le soutiendra ?

Lorsque le paysan sera mort, l'endettement et la désagrégation de ses terres entraînerait tôt ou tard la désagrégation de la famille.

Le Play prédisait une société formée d'individus vivant de professions passagères, de fonctionnaires et de déclassés. Et tout cela s'est malheureusement réalisé.

Le partage a donné à chaque enfant du petit propriétaire une portion de terre trop étroite : les uns sont allés à la ville chercher de l'ouvrage ; d'autres ont eu ce qu'ils appellent « un emploi » dans une administration ; les plus fortunées sont devenus fonctionnaires de l'Etat et on a créé ainsi une foule de familles réduites dont les chefs vont de ville en ville à la poursuite de l'avancement et qui mènent à la manière des chemineaux, quoique de façon plus digne, une existence nomade.

La transmission intégrale du patrimoine familial a pour effet au contraire la continuité de la vie de famille, l'accroissement aussi de la famille. Actuellement pour n'avoir pas à trop diviser son bien, le paysan adopte le plus souvent ce qu'on a appelé le système du fils unique ou des deux enfants. Avec la fécondité des familles et le système de Le Play la richesse nationale se développerait. Les cadets en effet sont obligés de créer une fortune.

Il faut faire observer cependant que Le Play et ses disciples ont exagéré l'influence du Code civil au point de vue qui nous préoccupe. Sans doute il serait puéril de nier que notre législation actuelle est une des principales causes du morcellement du sol. C'est l'évidence même que constate un vieux dicton de la Saxe qui aurait fait la joie de M. de la Palisse :

Brèiten Eigen werden schmal
Soman theilet nach der zahl

(Les grands domaines deviennent petits quand on les divise d'après le nombre des enfants).

Mais cet effet produit par le partage égal, n'est peut-être pas uniquement imputable au Code Civil. La loi civile constate le plus souvent simplement les coutumes existantes et il est à croire que le système du partage égal avec une très petite réserve est très français et qu'il faut en accuser la coutume plutôt que la loi écrite.

M. Glasson, dans une communication faite au congrès de 1889 sur l'autorité paternelle et le droit de succession, montrait que l'ancien régime offrait de nombreux moyens pour éviter l'émiettement des héritages : Substitutions, renonciations à successions futures, nombreux retraits parmi lesquels il est intéressant de citer le curieux retrait d'esclèche que Maillart sous le titre III de la coutume d'Artois, N° 51, définit ainsi : « Le retrait à titre d'esclèche ou d'éclipsement, est le droit accordé à un co-partageant de se faire subroger à l'achat fait pas un non co-partageant de la portion de l'immeuble engagé ». Le retrait de frareusité qui avait pour but de consolider dans les mains du co-propriétaire indivis la portion frareuse ou indivise que son propriétaire a vendue avant qu'il se fut opéré un demembrement effectif par le partage, etc.

Malgré tous les moyens légaux offerts pour éviter le morcellement des héritages, on opérait en pratique le plus souvent à un partage égal en sorte que si celui-ci n'avait pas des effets aussi déplorables qu'aujourd'hui à cause de la nouvelle organisation économique, il s'opérait cependant de la même façon et provenait en partie des mêmes causes.

Dans les régions du Nord et du centre de la France on partageait les successions d'après le mode actuel. Il y avait même des coutumes où la quotité disponible était à peu près inconnue et où on partageait toujours

le patrimoine par portions exactes entre les enfants. Il en était ainsi en particulier dans la Touraine et l'Anjou (1).

Les mêmes coutumes étaient suivies dans la basse Normandie (2).

D'ailleurs si l'on veut se rendre un compte exact de l'effet que peut avoir la loi civile sur le morcellement, rien n'est plus intéressant ni plus instructif que d'observer son rôle en Allemagne où la diversité des lois successorales appliquées, offre un champ d'investigation des plus fertiles.

En 1894 le Ministre de l'Agriculture M. von der Heyden, décidait d'entreprendre une vaste enquête dans le but d'étudier l'influence sur « la situation de la propriété foncière et le bien-être des populations, des divers régimes successoraux en vigueur dans le royaume de Prusse ».

D'après les premiers fascicules parus de cette enquête on peut déjà conclure qu'il faut distinguer nettement entre les populations d'origine franque et les populations Bavaraises et Saxonnes dont les coutumes successorales sont entièrement différentes.

Dans les populations franques le patrimoine à la mort du père se divise généralement en parties égales entre les enfants. Dans les autres populations au contraire

1. Violett. *Pécis de l'histoire du droit français*, p. 751.

2. Baudrillart t. I. p. 102.

un des enfants reçoit en général la plus grosse part du domaine et souvent même le domaine dans son intégralité.

Si l'on voulait y voir un effet des coutumes écrites prescrivant tantôt le partage tantôt l'indivisibilité il suffirait de faire constater l'état de choses existant en Bavière : Plus de trente législations différentes y sont appliquées, toutes favorables au partage successoral. Malgré ces législations, par tous les moyens en leur pouvoir les Bavarois ont maintenu l'indivisibilité du Patrimoine. Ils emploient pour cela le *Gutsübergabvertrag*, partage d'ascendant : Le père cède à un de ses enfants, de son vivant, tous ses biens. Il stipule en retour une pension et l'héritier ainsi désigné à l'avance donne à ses frère et sœurs une soulte à titre d'indemnité. Si le père meurt avant d'avoir pu procéder selon cette coutume, le plus souvent les enfants agissent comme s'il avait vécu.

En matière de succession changer la loi ne suffit donc pas. Les textes resteront lettre morte s'ils ne peuvent se plier aux habitudes et aptitudes spéciales de chaque race. Il y a là une question plus psychologique que juridique.

Nous n'entendons pas nier l'influence qu'a pu avoir le code civil lui-même sur le morcellement : Il a eu pour effet d'accélérer pour ainsi dire le mouvement.

Il est indispensable avant tout de supprimer certai-

nes dispositions comme l'art. 832 *in fine*. « Il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut la même quantité de meubles, d'immeubles de droits ou de créance de même nature et de même valeur. »

On ne pouvait imaginer disposition législative plus absolument contraire aux intérêts économiques du pays. C'est à cause de l'application de cette prescription que les petits domaines composés de terres de différente valeur voient certaines d'elles meilleures et désirées par chaque enfant, être partagées entre tous en miettes infimes. Elle a empêché souvent aussi un seul enfant de se charger du domaine en laissant aux autres le capital argent. Aucun code d'ailleurs n'applique plus cette législation surannée. La jurisprudence tend à l'appliquer de moins en moins et à tenir compte avant tout de la première partie du même article 832.

Mais sur la grande réforme : celle du système successoral qu'il faudrait adopter, la controverse n'est pas épuisée et les doutes et les hésitations les plus graves sont permis.

Nous nous bornerons à indiquer le système qui nous paraît à la fois le plus simple et le plus efficace.

La liberté testamentaire tout d'abord, ne nous paraît devoir apporter aucun remède au mal. Nous en avons donné les raisons et la preuve en montrant comment notre race répugnait à l'idée de laisser aux enfants des avantages inégaux à la mort du père. L'exemple des populations franques, et saxonnes ou bavaoises

en Allemagne est significatif à cet égard et concorde avec les pratiques suivies en France avant le Code Civil. Nous n'y ajouterons qu'une nouvelle preuve :

Tandis que malgré une législation favorable au partage égal les Bavarois ont gardé le principe de l'indivisibilité du patrimoine, les populations franques des bords du Rhin au contraire malgré les encouragements de la loi à conserver cette indivisibilité, ont persisté dans leur coutume du partage égal.

On a appliqué en effet cette dans région comme dans toutes les autres le système des hoferollen. On sait que le propriétaire en faisant inscrire son bien sur ces registres tenus au siège de chaque tribunal le frappe d'indivisibilité. Dans la région du Rhin on a laissé inerte cette institution nouvelle. Le partage effectif au contraire est toujours poussé jusqu'à ses plus extrêmes limites.

Dans la grande enquête dont nous avons parlé M. de Wygodzinski relate la déposition du notaire de Heinsberg pour le ressort de Cologne : « Le morcellement est devenu désastreux, dit-il, les cas de transmission intégrale des biens ruraux sont extrêmement rares. Voici par exemple ce que j'ai souvent vu dans ma carrière : Un père à 30 ares de terre arable de bonne qualité ; 60 de qualité médiocre et un hectare de mauvaise terre. Il a trois fils. Chacun des trois champs est lui-même à sa mort partagé en trois. Du 1^{er} juillet 1875 au 1^{er} juillet 1893 j'ai reçu 201 actes de partage semblables.

Il a fallu pour 817 personnes faire 4754 parcelles n'ayant au total qu'une superficie de 821 h. Le morcellement pendant cette période a quadruplé ». C'est exactement ce qui se passe en France en deçà du Rhin et de la même manière.

Nous sommes certains que si l'on faisait une enquête officielle chez les notaires français ils répondraient en termes analogues et constateraient les mêmes résultats.

Lorsque la loi permet au père de ne pas diviser son bien chez les races franques il refuse de mettre de telles dispositions en pratique. Pourquoi si la loi lui laissait toute liberté changerait-il d'attitude et renoncerait-il à ses vieilles coutumes ?

La liberté testamentaire ne changerait probablement rien ou à peu près à l'état de choses actuel. La vérité c'est que notre race est éprise d'égalité. Nous ne comprenons pas qu'un père puisse favoriser un seul de ses enfants au détriment des autres. Tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen en législation de donner à chaque enfant, une *valeur* sensiblement égale à celle de ses autres frères et sœurs, le problème de la transmission intégrale du domaine patrimonial ne sera pas résolu.

C'est pour cela que les projets de MM. Lemire et Leveillé et le projet de M. Sigfried nous paraissent incomplets et ne réaliseraient sans doute pas en réalité les belles espérances qu'ils ont suscitées en théorie.

Ces projets, particulièrement le dernier, pourraient

être conçus dans un esprit plus général et s'appliquer à une catégorie plus nombreuse de propriétaires.

On pourrait s'inspirer de l'Anerbrecht allemand. Mais il faudrait en même temps, sous peine d'avoir réalisé une réforme vaine, concilier la législation nouvelle avec l'instinct profond d'égalité que nous avons signalé. Le problème n'est pas insoluble malgré les apparences.

En réglementant les conditions de transmission indivisible du domaine le législateur pourrait demander au père lorsqu'il se plierait à ces conditions, de consentir à quelque sacrifice suffisant pour dédommager les enfants qui ne recueilleront pas le domaine paternel ou qui n'en recueilleront qu'une part réduite.

Il suffirait pour cela d'organiser dans l'intérêt des classes agricoles un système spécial et approprié d'assurances sur la vie.

Il est si vrai que l'intérêt économique bien entendu doit faire tendre la législation vers un système successoral permettant la transmission intégrale des domaines agricoles, qu'en Allemagne où tant de législations ont été et sont encore en vigueur, ce sont les coutumes de l'Anerbrecht qui s'étendent et gagnent du terrain, aux dépens du partage égal et de la liberté testamentaire. L'auteur de ces lignes a pu le constater personnellement.

Il est juste tout d'abord de faire observer que le gouvernement Prussien qui a su imposer si souvent au peuple ses préférences économiques et sociales malgré l'opposition des administrés a dû céder en notre ma-

tière devant les coutumes populaires. C'est ainsi que pendant fort longtemps il a professé un certain dédain pour les vieilles coutumes diverses pratiquées sur le nom de l'Anerbrecht. Après la guerre de 1866, la Prusse se hâta d'imposer au Hanovre le Preussicher Landrecht qui laissait au paysan la faculté de morceller sa terre entre ses enfants et si le père mourait intestat ordonnait le partage égal comme dans le droit français. Les vieilles pratiques Hanovriennes, au contraire, prescrivaient la transmission indivisible du bien à un seul héritier. Il y eut une résistance désespérée de la part des nouveaux sujets Prussiens, et ce fut le vainqueur qui dut céder sur ce point. C'est à cette occasion que le gouvernement organisa et appliqua le système des Höferollen ; des registres spéciaux furent ouverts dans chaque tribunal de canton analogues à nos registres hypothécaires et les propriétaires eurent la faculté en inscrivant leurs biens sur ces « rölle » de leur conférer l'indivisibilité et certains caractères empruntés au Homestead Américain.

Ces höferollen furent d'ailleurs ouverts dans tout le territoire prussien mais ne rendirent pas les services qu'on attendait d'eux. Ils sont demeurés à peu près comme lettre morte à cause de la méfiance qu'ils ont toujours inspirée aux paysans. Ceux-ci pour échapper au partage égal ont préféré employer des moyens détournés comme le partage entre vifs. Le père en donnant de son vivant son bien à un de ses enfants désin-

téresse les autres mais le bien est toujours estimé au-dessous de sa valeur ce qui permet de donner des soultes moins élevées.

Devant la résistance des paysans toujours fidèles à leurs vieilles coutumes, le gouvernement Prussien a reconnu les bienfaits de l'Anerbrecht. Les hommes d'état s'en sont déclaré peu à peu partisans et certains de ses défenseurs comme M. Miquel entrés ensuite dans le conseil du gouvernement ont fait triompher leur doctrine. Le nouveau code civil allemand a laissé en vigueur sur ce point toutes les coutumes locales.

D'une part l'art. 2303 a porté la quotité disponible à la moitié des biens. Les art. 1515, 2049, 2312 et les art. 5964 et 137 établissent d'autre part la liberté testamentaire mais laissent à chaque assemblée locale le droit d'imposer l'Anerbrecht.

Si l'on songe à la répugnance du paysan pour adopter les législations nouvelles en notre matière, il paraît certain que les vieilles coutumes allemandes seront seules pratiquées et continueront à se développer suivant les besoins économiques.

Depuis lors dans toutes les régions où l'Anerbrecht n'était pas appliqué, des sociétés puissantes en réclament l'introduction. Il gagne chaque jour du terrain aux dépens du partage égal. Dans la région du Rhin; elle-même, les Chambres d'Agriculture et les associations agraires font campagne en faveur de la transmission intégrale des domaines ruraux.

La loi du 8 juin 1896 applique l'Anerbrecht aux Retengüter et aux Ansiedelungs-güter. Ces petits domaines particuliers taillés dans les plus grands domaines au profit d'une classe nouvelle de petits propriétaires occupent déjà une surface très considérable du territoire agricole allemand.

Si l'on considère qu'une forme économique quelconque ne peut se développer et s'étendre que si elle correspond à des besoins réels, on devra bien reconnaître que ces coutumes, qui se généralisent à la faveur de la législation supplantant peu à peu la pratique du partage égal, s'harmonisent avec les nécessités du présent.

C'est une des raisons qui permettent de croire que l'introduction en France de leur principe commun pourrait être au moins tentée et avoir dès effets bien-faisants.

Mais il est juste pourtant de convenir que ces coutumes répondent bien à la conception toute spéciale que les races germaniques se font de la propriété immobilière.

L'Anerbrecht est comme un rejeton de la vieille théorie sur la propriété collective qui reprend vie après tant de siècles sous une forme atténuée et nouvelle. La *lex Saxonum* qui, au ix^e siècle, a rassemblé et fixé de très anciennes coutume, portait que les fils héritaient seuls. Ces pratiques ne sont donc pas le fruit de la féodalité : elles sont nées et ont fleuri en pleine liberté et c'est même dans les populations qui

avaient paru les moins soumises à l'asservissement seigneurial qu'elles sont demeurées les plus vivaces.

Lorsque dans les régions Saxonnes, par exemple dans les environs de Leipsick, Halle, etc, on interroge les paysans sur de tels sujets, on est frappé de voir combien toute assimilation, comparaison même de la propriété immobilière à la propriété mobilière les choque. Ils ne comprennent pas. Ils ne se considèrent pas au fond comme les propriétaires absolus de leur domaine. C'est le principe de la continuité, de l'unité familiale, qui les pénètre et, sans naturellement se faire une idée bien nette de leurs sentiments, ils se considèrent un peu comme les usufruitiers de leurs biens au nom et pour le compte de leurs descendants et peut-être aussi se sentent-ils responsables en quelque manière vis-à-vis de leurs prédécesseurs. Il est si vrai que la terre n'est pas propriété individuelle mais familiale, que dans beaucoup de coutumes Bavaoises c'est le mari et la femme qui la possèdent ensemble : L'un ne peut jamais sans l'autre rien faire qui puisse affecter l'intégralité du Patrimoine.

Partout le Hof, la maison, paraît comme l'emblème de la famille, de la même manière que le foyer antique. Il a perdu son caractère sacré mais on garde pour lui une certaine vénération. On comprend dès lors comment, animé par de tels principes, le père ne puisse consentir à voir son bien se diviser et se disperser. Il y a là comme une sorte de profanation car la disper-

sion du domaine est un présage certain de la dispersion de la famille.

Pour éviter une telle calamité, le mot n'est pas trop énergique, un des enfants, le plus souvent l'aîné, quelquefois le plus jeune suivant les familles et les coutumes est désigné comme héritier unique du domaine. C'est l'Anerbe. Il recueille les biens tantôt, comme en Bavière en vertu du partage entrevifs dont nous avons déjà parlé ; le Gutsübergabvertrag, tantôt, comme dans la région Saxonne, par l'effet d'un testament. Si le père meurt intestat, la coutume, l'Aderbrecht exige que le domaine parvienne cependant intact entre les mains d'un seul héritier.

L'héritier supporte d'ailleurs de lourdes charges.

Il paie, en capital si possible, sinon sous forme de rente viagère des soultes à ses frères et sœurs. Et il ne faut pas oublier que de pareilles coutumes sont un stimulant aux nombreuses familles puisque le père n'a pas le souci de voir son champ divisé en trop de parts. L'Anerbe entretient au foyer les célibataires et doit recueillir ceux qui après avoir quitté le sol, sont réduits à la misère.

Nous avons pu constater nous-même que souvent la dignité d'Anerbe est considérée plutôt comme un devoir que comme un privilège.

Il ne faut pas cacher aussi les inconvénients de l'Anerbrecht dans la région Saxonne en particulier il a été certainement une des causes les plus actives de

l'endettement de la petite propriété foncière : Il arrive souvent que le père laisse un trop petit capital liquide — quelquefois il n'en laisse aucun — pour payer les soultes ou les pensions.

L'héritier dans les années difficiles est obligé d'emprunter souvent à des conditions onéreuses. L'idéal serait donc de trouver une organisation telle que le domaine pût passer intégralement à un fils sans qu'il dût être grevé de dette hypothécaire.

Si on obtenait un pareil résultat, l'Anerbrecht pourrait être adopté en France et organisé par la loi civile. Il serait peut-être accepté par les paysans. Ceux-ci en effet sont animés de deux sentiments contradictoires : D'une part ils aiment leur petite propriété et leur cœur saigne à la pensée qu'elle sera morcellée et s'en ira en lambeau. Lorsque ce sentiment est le plus fort ils usent de la quotité disponible jusqu'à la dernière motte libre et s'en vont encore avec le regret de laisser se disperser après eux un bien qu'ils avaient créé ou cultivé avec tant d'intérêt.

D'autre part ils font le rêve de laisser à chacun de leurs enfants un héritage de valeur égale et ils ont le sentiment de ce qu'ils doivent à chacun d'eux.

Parfois pour éviter ces anxiétés ils ne désirent qu'un fils unique.

Si on leur disait : nous vous offrons le moyen de laisser votre propriété à un seul de vos enfants à peu près dans son intégralité, il la cultivera après vous

reprenant en main la charrue dans le sillon même où vous l'avez abandonnée.

Mais cependant vous pourrez donner aux frères et sœurs de l'héritier une valeur égale: Il est à croire que beaucoup accepteraient avec joie une telle législation et la mettraient en pratique.

Il faudrait pour cela non pas restreindre les bienfaits de la loi à une toute petite catégorie de propriétaires comme le fait le projet Sigfried, réduits pour ainsi dire à la portion congrüe, mais à tout propriétaire rural.

La loi pourrait laisser les paysans eux-mêmes adopter ou rejeter son système successoral.

S'ils l'adoptaient elle exigerait qu'il y eût à la mort du père un héritier investi de droits et de pouvoirs étendus mais soumis à l'obligation sévères qui en feraient comme une sorte d'exécuteur testamentaire pour le compte de ses frères et sœurs.

Il pourrait garder pour lui ou donner à un frère le mieux qualifié le domaine patrimonial et distribuerait les soultes à ses frères et sœurs.

Le capital nécessaire pour cela lui serait fourni par l'échéance d'une assurance sur la vie que le père aurait dû prendre dans ce but. Car le législateur devrait imposer au père l'obligation, s'il voulait disposer de ses biens d'après un tel mode successoral, de laisser un capital liquide suffisant pour désintéresser tous les successeurs autres que l'héritier soit par une assurance

sur la vie, soit de toute manière. Il ne serait peut-être pas prudent de laisser employer le système des partages entre vifs qui est bien la source la plus féconde des procès.

La jurisprudence actuelle en matière d'assurance sur la vie a pour ainsi dire tracé la voie au législateur.

Le juge a fait ici œuvre prétorienne et qui s'harmonise admirablement avec des besoins de la pratique.

Il est intéressant de suivre les développements successifs de cette jurisprudence.

On a tout d'abord déclaré que lorsque le bénéficiaire d'une assurance est désigné nominativement dans la police, que son individualité est certaine et déterminée et qu'il existait au moment de la stipulation, l'émolument de l'assurance constitue à partir du jour où le contrat a été formé, une créance ferme et actuelle au profit du tiers désigné, régie par l'article 1121 du Code Civil. Le bénéficiaire recueillera *jure proprio* le capital assuré en vertu d'un droit *personnel* dont l'exigibilité seule est différée.

Cassation chambre civile (Civ. Reg. 15 décembre 1873.

D. 74. 1. 113 S. 74. 1. 199.

Requêtes 10 novembre 1874. D 75. 1. 248.

Sic. Civ. Cassat. 7 août 1888 D.

D. 89. 1. 118. S. 88. 1. 121.

Civ. Cassat. 8 avril 95. D. 95. 1. 441. — Civ. req. 9 mars 96. D.

D. 96. 1. 391. — Tribunal Civil de la Seine 2 avril 98. D. 98. 1. 371.

Paris 23 juin 98. D. 98. 1. 371, etc.

Puisque le capital assuré n'avait jamais fait partie du patrimoine du stipulant. Il semblait logique de déclarer qu'il ne constituait pas une valeur successorale et ne devait pas entrer en compte pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible. Pendant de longues années on se refusa à adopter une telle doctrine : Besançon 15 décembre 69. 1. 70. 2. 201. Montpellier 15 décembre 73. S. 74. 2. 81.

Et il fut jugé que l'héritier devrait rapporter fictivement le capital de l'assurance à la succession.

Cassat. 10 nov. 71, 5.75 1.107. — 21 juin 76, 5.76 1.400. — 9 Mai 81, 5.81 1.337, etc. — 8 février 88, 5.88 1.121.

Cependant quelques arrêts décidèrent que les créanciers de l'assuré n'avaient sur le capital de l'assurance aucun droit. Cassat. 16 janvier 1888.

C'était l'application pure et simple du principe admis que le capital de l'assurance ne faisait pas *partie de la succession de l'assuré*. Civ. voy. 2 juillet 1884. D. 85, 1.156, S. 85. 1.5.

Arrêt confirmé par de nombreuses décisions ultérieures. V. particulièrement celle de 1888. (Civ. Cassat. 8 fév. 88, et la note). D. 88 1.153, S. 88 1.121).

Il y avait donc une contradiction dans la jurisprudence.

On soumettait l'assurance aux règles de la quotité disponible et du rapport tout en déclarant qu'elle ne représentait pas une valeur successorale.

D'autres arrêts voulurent concilier toutes ces doctrines en soumettant aux règles de la réserve et du rapport, le montant seul des primes payées par l'assuré. Rennes 5 janvier 88 S. 89 2.181. Nancy 10 janvier 1888, S. 90, 2.17. Civ. Cassat. 22 juin 1891 5.92, 1.177.

Mais un remarquable arrêt de la cour suprême du 29 juin 1896 D. 97, 1.73 S. 96, 1.76, a tranché ces différentes questions en permettant au capital assuré de suivre en dehors de toute limitation la volonté de celui grâce auquel il est né. Il résulte de cet arrêt que l'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers désigné lui confère un droit personnel qui ne repose que sur sa tête. Dès lors le capital assuré n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne constitue pas une valeur successorale *et n'entre pas en compte pour le calcul de la réserve.*

Enfin on peut en déduire implicitement que les primes elles-mêmes ne sont pas sujettes à rapport. Mais ce point est moins certain.

« Le contrat d'assurance sur la vie, dit l'arrêt, par lequel il est purement et simplement stipulé que moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera à la mort du stipulant versée à une

personne spécialement désignée, doit avoir pour effet au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes, d'une part, d'obliger à la mort du stipulant le promettant à verser le capital assuré entre les mains des tiers désignés, et d'autre part de créer à ce même instant un droit de créance contre le promettant. Ce droit est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une valeur successorale : En effet le capital assuré n'existe pas dans le bien du stipulant. Le capital stipulé n'ayant jamais fait partie du patrimoine du stipulant ne constituant pas une valeur successorale ne saurait par suite entrer en compte pour le calcul de la Réserve. »

Ces principes ont été appliqués par d'autres arrêts plus récents : (V. par exemple, Tribunal Civil de la Seine 2 avril 88, D. 88. 2. 371. Paris, 23 juin 98. D. 78. 7. 371, S. 1900. T. 2. 1.

Cependant on constate dans les cours d'appels certaines résistances (arrêt de Rouen, 29 mai 1897, D. 98. 2. 289. S. 1900. II. 1.). En l'absence d'une législation formelle les juges hésitent à faire eux-mêmes œuvre prétorienne.

Ils n'ont pas osé compléter en tous cas leur jurisprudence en déclarant les primes non soumises à la réserve et suivant ces circonstances ils les ont prises en considération pour le calcul de la quotité disponible, afin de reconstituer l'actif tel qu'il eut existé si aucune assurance n'avait été souscrite. V. les décisions récentes :

Tribunal de la Seine 3 avril 97. Tribunal de la Seine 2 avril 98. D. 98 2. 371 civ. cassat. 22 juin 91. S. 92. 1. 177 etc.). Mais que la loi achève l'œuvre que la jurisprudence a déjà partiellement accomplie et le problème de la transmission intégrale de la propriété rurale sera bien près d'être résolu.

Le père en effet pourra prendre une assurance sur la vie au profit de l'héritier présomptif. Assurance payable à son décès. S'il prenait cette assurance en faveur de ceux qui ne recueilleront pas le patrimoine, il y aurait de graves complications car il faudrait alors en tenir compte dans un testament spécial en un arrangement entre-vifs.

L'héritier en possession de ce capital argent le verse comme soulte à ses frères et sœurs exactement comme le fait l'Anerbe dans les coutumes allemandes.

Mais il faut nécessairement que ce capital ne soit pas soumis aux règles de la quotité disponibles et que l'héritier n'ait pas à rapporter les primes. La charge sera trop lourde pour lui.

Tant qu'un pareil système ne sera pas organisé législativement il ne sera guère pratiqué. Les paysans n'ont guère confiance que dans les formules officielles et légales. Dans les circonstances actuelles ils hésiteraient à contracter une assurance sur la vie avec le seul appui d'une jurisprudence qui pourrait être modifiée dans l'avenir. Il serait peut-être même inutile d'augmenter la quotité disponible, mais il deviendrait indis-

pensable de régler le rôle de l'héritier qui se trouverait opérer pour le compte de ses frères et sœurs, un peu à la façon d'un *negotiorum gestor*.

On se trouverait en pratique en face de trois difficultés, de trois problèmes principaux à résoudre. Les paysans tout d'abord se méfient de tout ce qui n'a pas pour eux un résultat actuel et palpable. Il leur répugnera de verser annuellement des primes à une compagnie dont ils ne connaissent pas la solvabilité et cela pour un capital qu'ils ne toucheront jamais eux-mêmes.

D'autre part il faut que les primes soient le moins élevées possible. Enfin, se trouver en présence de compagnies possédant de puissantes réserves.

Les assurances mutuelles actuelles reprochent aux assurances « capitalistes de faire payer trop cher leurs primes et leur garantie. En effet les assurances capitalistes cherchent avant tout le profit des assureurs.

Les assurances ordinaires reprochent aux assurances mutuelles de ne donner qu'une garantie éventuelle. D'exposer leurs assurés à payer des cotisations très élevées si les primes sont variables et si les primes sont invariables de n'offrir qu'une garantie insuffisante (1). Toutes ces difficultés peuvent être aplanies si on crée une grande compagnie d'assurance sur la vie

1. Voir *Congrès national des Syndicats agricoles tenu à Orléans, 1897. Rapport de M. Rollet Sur l'assurance par la coopération.*

spéciale à la classe paysanne. Il n'y a rien là de choquant puisque la vie de toute classe de la population est soumise à des lois particulières. Les calculs de longévité seraient d'autant plus certains.

Pour demander les primes les moins élevées et banir tout esprit de spéculation il conviendrait de créer une assurance mutuelle. Pour avoir le plus puissant capital de garantie on pourrait faire appel au principe de solidarité sur lequel se fondent déjà les caisses rurales de crédit mutuel qui peuvent exercer une si merveilleuse action sur le monde « paysan ». Peut-être même une fédération des caisses rurales pourrait-elle avec une sorte de banque centrale créer elle-même une telle société d'assurance sur la vie dont elle pourrait tirer profit.

Chaque caisse régionale payerait une cotisation calculée suivant le capital total assuré à tous ses membres.

Cette caisse centrale gérée sous le contrôle de l'Etat à la manière du Crédit foncier inspirerait sans doute une absolue confiance.

Avec une telle organisation on verrait s'unir deux institutions aussi dissemblables que possible d'origine : une vieille coutume successorale encore vivace et une jeune forme de crédit dont les effets bienfaisants n'ont pas encore été pleinement appréciés. Ces institutions diverses : ayant un but commun réaliseraient l'idéal même de la solidarité. Ce ne serait pas la première fois qu'une vieille forme économique et sociale revivrait et fleurirait.

rait grâce à une enveloppe nouvelle, à une alliance avec de nouvelles formes qui lui infuseraient comme un sang nouveau.

N'y aurait-il pas dans une pareille organisation un puissant stimulant à l'épargne et, au bout d'un certain nombre d'années, un considérable accroissement de la richesse nationale?

Pour chaque cultivateur entrant dans une telle voie ce serait comme un patrimoine nouveau mobilier qu'il créerait absolument à côté de son patrimoine immobilier.

On dira : comment le cultivateur trouverait-il annuellement la somme nécessaire pour payer les primes?

Il faudrait le placer dans une situation économique telle que ses revenus puissent augmenter grâce à une augmentation de la production brute ou une diminution de dépenses. C'est son affaire personnelle en très grande partie. C'est en partie aussi l'affaire de l'Etat. Ce peut être l'effet de la Concurrence internationale qui reste maîtresse des prix. C'est enfin et surtout le rôle de la nature qui donne ou supprime les récoltes à sa fantaisie.

CHAPITRE X

Les Réformes Agraires.

Il ne suffirait pas, par une loi sur le régime successoral, de faire disparaître la cause la plus active de l'émiettement du sol. Une telle loi laisserait subsister pendant de longues années l'état de choses actuel. Il se produirait malgré tout le phénomène de concentration des terres que nous redoutons.

Les petites propriétés, en effet, restant dispersées. impuissantes à réaliser les grands travaux nécessaires à l'application de la culture intensive, ne pourraient toujours pas obtenir les mêmes rendements que les grands domaines et seraient par conséquent, dans la plupart des cas vouées à une disparition, insensiblement réalisée.

Il faut pour que la petite propriété rurale puisse subsister, qu'elle soit placée dans les mêmes conditions économiques que la grande : Il faut rassembler les terres éparses, donner à l'exploitant tout ce qui est indispensable à la culture intensive, en abaissant cependant autant que possible les frais de production. Il n'y a pas, en cela de problème insoluble.

On sait comment mettre au service des plus petits les méthodes de grande culture perfectionnée : la coopération accomplit ce miracle.

On a su autrefois en France, et on sait encore dans les pays voisins, opérer le rassemblement, le remembrement comme on dit, des parcelles disséminées des petites propriétés.

On connaît enfin les moyens de donner à la petite exploitation les mêmes avantages qu'à la grande. Il suffirait de réaliser de grands travaux d'amélioration foncière, dont les plus humbles cultivateurs pourraient tirer profit et dont les plus grands propriétaires ne refuseraient pas les bienfaits.

Pour accomplir ces deux dernières réformes l'action de l'Etat paraît indispensable.

L'Etat, qui est par essence le gendarme de la société, est capable d'assumer une plus noble tâche : il peut être parfois non seulement le défenseur mais aussi le bienfaiteur de la prospérité publique. Dans le monde agricole on ne l'a guère connu pendant de trop longues années que sous la forme du collecteur d'impôt, ou du garde-champêtre. Dès qu'il s'agit cependant de grands travaux d'utilité publique destinés à modifier considérablement un état de chose existant, l'Etat seul peut dans beaucoup de cas mener à bien l'entreprise.

Il est en effet plus riche que toute personne, civile ou morale ; il est plus puissant aussi et seul il a le pouvoir d'imposer au nom de la collectivité qu'il représente une

volonté bienfaisante. Enfin tout ce qu'il fait, inspire au bon peuple que nous sommes une confiance, pas très légitime peut-être, mais précisément aussi profonde et absolue qu'elle est aveugle. Il s'agit seulement de préciser, sans parti pris ni système préconçu, les domaines dans lesquels l'Etat peut exercer une action utile et efficace.

Pour réaliser les grandes réformes agraires qui paraissent à l'heure présente indispensables, l'Etat seul est capable de grouper et de diriger les efforts des intéressés qui demeurent sans lui dans une stérile inertie.

La loi a bien tracé les règles essentielles et indiqué la voie à suivre, mais les agriculteurs négligent de suivre ces avis. Les paysans ont toute liberté pour effectuer les remembrements mais ils ne savent pas ou ne veulent pas user de cette liberté.

Pour les grands travaux d'amélioration : comme les dessèchements, les irrigations : les drainages, la création des fossés d'écoulement, le législateur a autorisé et règlemente le groupement libre des propriétaires. Mais si parfois les grands propriétaires ont profité de ces facilités, la presque unanimité des petits est restée indifférente et inactive.

C'est qu'il est bien plus facile de réunir dans une action commune quelque cinquante grands exploitants que quelques milliers de petits paysans. Pour ceux-là il ne suffit pas de faire des réglementations savantes :

Il faut que le balancier soit en mouvement pour que les rouages fonctionnent. L'Etat seul peut bien souvent donner au balancier la chiquenaude nécessaire.

Actuellement la législation autorise l'association syndicale des propriétaires intéressés à un travail d'utilité publique.

Les lois du 14 Floréal an IX et du 16 septembre 1807 prévoient la constitution des syndicats pour le dessèchement des marais et pour les endiguements. Les irrigations ont été autorisées de même par les lois de 1845, 1847 et 1855. La loi du 28 juillet et 4 août 1860 a organisé le dessèchement et le défrichement des marais et terrains stériles appartenant aux communes. Les lois des 10 juin 1854 et 17 juin 1856, les décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861 ont donné aux préfets compétence générale en matière d'association syndicale pour les drainages, les irrigations, le curage des cours d'eau non navigables ni flottables.

Enfin la loi du 21 juin 1865 a unifié toute la matière.

L'article 26 permet au gouvernement à titre exceptionnel et comme mesure de police, d'intervenir en cas d'inertie de la part des intéressés, et d'appliquer les lois du 16 septembre 1807 et 14 Floréal an XI pour les travaux d'endiguement, de curage et de dessèchement, lorsque les intéressés refusent de se réunir ou d'exécuter les opérations pour lesquelles ils avaient d'abord constitué une association.

C'est là le premier pas dans une voie dans laquelle le législateur devrait, en pareille matière, avancer moins timidement.

La loi de 1865 reconnaît deux espèces d'associations : les associations libres et les associations autorisées. Ces associations constituent des sociétés civiles.

Pour créer des associations syndicales libres le consentement unanime donné par écrit à tous les intéressés est nécessaire. La rédaction des statuts est libre. Les fonctions de receveur-trésorier peuvent être confiées à un percepteur si l'administration des finances y consent. Les associations libres peuvent être converties par arrêté préfectoral en associations autorisées.

Les associations syndicales autorisées peuvent être constituées par la *majorité* des propriétaires intéressés. Mais l'approbation de l'administration est nécessaire et il faut que l'association n'ait pour objet que l'exécution des travaux de défense et de conservation. Les travaux d'amélioration ne sauraient être entrepris sans le consentement unanime des intéressés.

Tels sont les principes essentiels de la loi de 1865.

Depuis lors la loi du 20 août 1881 a déclaré que la contrainte de la majorité sur la minorité ne peut s'exercer, dans le domaine de la voirie, que pour les travaux de mise et de maintien en état de viabilité des chemins et des travaux d'amélioration et d'élargissement partiel. Pour les travaux d'ouverture, de redres-

sement et d'élargissement d'ensemble, le consentement unanime des intéressés est nécessaire.

Les taxes, et les droits dûs par les membres du syndicat peuvent être perçues dans les formes usitées pour le recouvrement des contributions directes.

Cette législation a été complétée et modifiée par la loi du 22 décembre 1888. Cette loi édicte, art. 1^{er} :

Peuvent être l'objet d'une association syndicale entre les propriétaires intéressés, l'exécution et l'entretien de travaux :

1° De défense contre la mer, les fleuves, les torrents et les rivières navigables et non navigables.

2° de curage, approfondissement, redressement et régularisation de canaux ou cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation.

3° de dessèchement des marais.

4° des étiers et ouvrages nécessaires à l'exploitation des marais salants.

5° d'assainissement des terres humides et insalubres.

6° d'assainissement dans les villes, faubourgs, villages et hameaux.

7° d'ouverture, d'élargissement de prolongement et de pavage des voies publiques et de tout autre amélioration ayant un caractère d'intérêt public dans les villes et faubourgs, bourgs, villages et hameaux.

8° d'irrigation et de colmatage. 9° de drainage.

10° de chemins d'exploitation *et de tout autre amélioration agricole d'intérêt collectif* ».

L'article 5 de la loi est ainsi conçu :

L'article 12 de la loi du 21 juin 1865 est modifié ainsi qu'il suit : Pour les travaux spécifiés aux n°s 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article 1 si la majorité des intéressés représentant, la moitié, au moins les deux tiers de la superficie des terrains, ou les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie, ont donné leur adhésion, le préfet autorise s'il y a lieu l'association.

Pour les travaux spécifiés aux n°s 6, 7, 8, 9, 10 du même article le préfet ne pourra autoriser l'association qu'au cas d'adhésion des $\frac{3}{4}$ des intéressés représentant plus de $\frac{2}{3}$ de la superficie et payant plus de $\frac{2}{3}$ de l'impôt foncier afférent aux immeubles ou des $\frac{2}{3}$ des intéressés représentant plus des $\frac{3}{4}$ de la superficie, payant plus de $\frac{3}{4}$ de l'impôt foncier afférent aux immeubles ».

Tel est l'état actuel de la législation sur les associations syndicales constituées pour l'exécution des travaux d'amélioration agricole.

Cette législation s'est montrée insuffisante et inutile.

Les grands propriétaires en ont parfois usé, les petits n'ont pas agi de même. On n'a accompli quelque grand travail public que dans les régions où les grands propriétaires ont donné l'impulsion parce qu'ils étaient

poussés par un intérêt considérable. Mais dans les pays morcelés, on ne fait rien et on ne fera rien tant que les intéressés devront prendre eux-mêmes l'initiative d'opérations aussi considérables.

Des milliers de petits propriétaires n'arrivent pas à se grouper. Chacun a un trop petit intérêt à l'exécution de la réforme.

Aujourd'hui comme autrefois malgré notre législation complexe ce sont les plus puissants qui ont su agir, précisément parce qu'ils étaient puissants.

Ce sont les grands propriétaires qui ont accompli les Watteringues dans le Nord. Ils étaient alors Seigneurs puisque ces travaux datent de 1169.

En Provence et dans le Comtat ce sont les Seigneurs qui ont fondé dès le XII^e siècle les « œuvres de Craponnes d'Arles », en creusant les canaux d'arrosage de ce pays. Il y a dans le Roussillon des associations d'arrosants formées sous la domination des Wisigoths et des Arabes.

Dans le Poitou l'Aunis et la Saintonge les édits de 1395 et 1607 ont permis le dessèchement des marais qui a toujours été accompli par les seigneurs.

Mais aujourd'hui que fait-on ? Où donc entreprend-on ces grands travaux publics qui enrichissaient des provinces ? Les seigneurs avaient un intérêt si considérable dans de semblables œuvres qu'ils n'hésitaient pas à accomplir.

Les grands exploitants eux-mêmes préfèrent réaliser

des améliorations particulières et isolées. Au lieu de creuser des canaux, ils creusent sur leurs domaines des puits qui serviront seulement à leurs terres. Ils procèdent isolément aux drainages. Ils le peuvent, ils sont assez riches pour cela. Mais tandis que sous l'ancien régime les plus petits profitaient au moins des œuvres des plus grands, aujourd'hui les paysans sont condamnés à la même culture rudimentaire à côté des grands agriculteurs qui peuvent seuls pratiquer la culture intensive.

Aussi, avec notre législation, les travaux des Wisigoths, ceux du ^{xii}^e siècle, sont heureusement conservés, mais on mettra bien quelques mille ans à en exécuter d'autres.

En Alsace-Lorraine sous l'empire de la loi de 1865, on n'avait effectué, peut-on dire, aucune amélioration foncière. Il est triste de constater que *grâce à la législation allemande* les syndicats se sont multipliés dans les provinces conquises et ont réalisé des réformes merveilleuses.

Si l'État en France ne se décide pas à intervenir, à prendre l'initiative de semblables entreprises, il est fort à craindre que les méthodes, la culture des petits cultivateurs resteront toujours les mêmes, qu'aucune amélioration foncière ne sera réalisée dans les régions très morcelées jusqu'au jour où la grande exploitation ayant absorbé ces parcelles, les transformera par la puissance de son capital et de ses machines.

Dans certains pays d'Europe, comme en Allemagne, la sollicitude des pouvoirs publics s'est heureusement manifestée, et a permis aux propriétaires déshérités de résister à la crise agraire.

Le gouvernement allemand a compris que la plus importante réforme et la plus utile consistait à permettre à tous les cultivateurs grands ou petits de pratiquer les modes de culture les plus perfectionnés. Il a compris, qu'il fallait à cet effet accomplir des améliorations foncières considérables, de véritable transformations foncières ; et il a dressé tout un vaste plan de grands travaux publics : Réunions territoriales, hydraulique agricole, dessèchement, etc., etc.

L'originalité de la législation allemande réside dans une heureuse coopération des syndicats libres et de l'administration.

Pour les travaux d'utilité générale la majorité des propriétaires, dans la plupart des cas, possédant la plus grande partie des fonds (les $\frac{4}{5}$ le plus souvent) décide souverainement si l'exécution doit en être entreprise. Ces règles sont celles admises en particulier dans la Hesse, en Prusse, etc.

La procédure de formation d'un syndicat peut être introduite *soit d'office par l'administration* soit sur la demande des propriétaires.

L'exécution des grands travaux est provoquée et dirigée par les agents officiels.

A cet effet, a été organisé tout un service public des

améliorations agricoles, institué à l'imitation de ceux qui fonctionnent en Angleterre (1) et en Suède (2). L'exemple de l'Allemagne a été lui-même suivi par la Bohême, la Hongrie, le Luxembourg, etc.

Les grands Etats d'Allemagne ont tracé des règles spéciales pour cette organisation, mais tous s'inspirent de la même pensée : créer des corps de fonctionnaires capables de *susciter* et de diriger les grands travaux agricoles tels que drainage, dessèchement de marais, défrichements conduits, des cours d'eau, remembrement, etc.

Ces corps sont autonomes. Ils possèdent des ingénieurs agronomes (Kultur ingénieur) des inspecteurs (Kultur inspector ou Melioration-baüm-inspector) et des agents subalternes très actifs et très utiles qui se spécialisent, par exemple les Wiesenbaumeriter pour la culture des prairies. C'est un fait intéressant qu'on ne s'est jamais plaint en Allemagne de ces fonctionnaires ni de leur multiplication. (La Prusse avait nommé en 1866 4 inspecteurs, il y en a actuellement 36 dirigeant un nombreux personnel).

C'est que ces fonctionnaires ont rendu et rendent des services éminents : grâce à eux les syndicats d'améliorations foncières ont été partout créés et grâce à leur direction ces syndicats ont transformé peut-on dire la culture allemande.

1. F. Dumas. *Lois et documents relatifs au drainage*, 1857.

2. V. *Enquête agricole* de 1866, t. III, p. 609.

Au moment de l'Annexion de l'Alsace-Lorraine il n'existait dans nos provinces qu'un seul syndicat hydraulique. Il y en a aujourd'hui 232. On a fondé aussi près de 120 syndicats pour les remembrements.

Et tout cela est dû à l'action bienfaisante du pouvoir central. Les services publics agricoles ont fondé les syndicats présenté eux-mêmes les plans d'amélioration, ils en ont surveillé l'exécution. Ils s'occupent particulièrement des petits propriétaires avec lesquels ils ont des rapports journaliers et auxquels ils rendent de précieux services. Ce sont eux par exemple qui surveillent la gestion des banques agricoles.

C'est un fait curieux qu'en France nous savons bien créer tous les rouages utiles; mais une fois cela fait il semble que tout est accompli. Le singe de la fable oubliait simplement d'allumer sa lanterne magique et trop souvent nous agissons de même.

Le législateur crée de magnifiques lois bien détaillées, des réglementations ingénieuses, et personne ne songe à prendre l'initiative de leur application.

Nous avons nous aussi notre corps de fonctionnaires capables de surveiller et de diriger les transformations foncières. Mais, à la différence de ceux des pays voisins, ce corps n'exerce pas une activité féconde. Nos ingénieurs agricoles passent une partie de leur temps à faire de belles et instructives conférences, et c'est tout. On a institué au ministère de l'agriculture en 1896, une commission d'amélioration agricole qui

pourrait être si utile, mais dont l'action s'épuise dans la rédaction de savants rapports qui suscitent invariablement quelque circulaire ministérielle. Mais on n'oserait aller plus loin. Voilà pourquoi, tandis que les pays voisins progressent si rapidement, la France avec son admirable réseau de fleuves et de rivières, son climat tempéré et ses terres profondes persiste à pratiquer de vieilles méthodes de culture à rendement insuffisants.

Il faudrait, pour transformer cet état de choses, demander à nos ingénieurs agricoles de *prendre l'initiative eux-mêmes des améliorations foncières*. Et ensuite d'en confier l'exécution aux syndicats libres dont ils auraient suscité la fondation.

Il serait nécessaire, indispensable, d'exécuter ces travaux, suivant un plan d'ensemble établi *par régions*. Il est en effet difficile de creuser des canaux d'écoulement, de procéder au remembrement des parcelles, de disposer les terres pour l'irrigation et le drainage etc., par des exécutions isolées. Cela devient excessivement coûteux.

Il serait au contraire très économique de réaliser *simultanément* toutes les transformations intéressant une région déterminée.

Lorsqu'il s'est agi de créer notre réseau de chemin de fer il n'a pas paru trop hardi de faire coopérer les finances de l'Etat et celles des compagnies, et de prêter aux compagnies l'appui de la puissance publique. C'est

d'une œuvre aussi considérable et aussi féconde que nous entendons parler. Il ne s'agirait de rien moins que de tracer un vaste plan de création de canaux, routes, etc., dont l'exécution exigerait sans doute beaucoup de temps et beaucoup d'argent mais dont les résultats seraient, on peut à bon droit l'espérer, merveilleusement féconds. La petite propriété rurale serait sauvée et la production agricole serait quintuplée.

Il conviendrait d'opérer tout d'abord dans les régions les plus morcelées.

Ainsi a-t-on fait en Allemagne où la situation climatique, géographique, etc., était bien plus défavorable.

Mais d'ores et déjà si on donnait à nos ingénieurs agricoles le droit de prendre l'initiative de réformes isolées avec l'aide de petits syndicats communaux ; si on les intéressait à une telle œuvre en leur permettant d'en recevoir un certain bénéfice personnel, beaucoup de travaux d'un haut intérêt s'accompliraient immédiatement qui resteront sans eux à l'état de projets.

Parmi ces transformations d'utilité publique il n'y en a pas de plus nécessaires à la petite propriété rurale que les réunions territoriales ou les remembrements.

CHAPITRE IX

Les échanges libres de parcelles.

Pour exécuter les améliorations foncières auxquelles il vient d'être fait allusion il serait nécessaire d'obtenir la meilleure disposition possible des terres. Celles-ci sont actuellement partagées au hasard des successions et des achats. Il serait de toute importance de pratiquer au contraire une division rationnelle qui tiendrait compte du tracé des cours d'eau, des pentes naturelles et des chemins d'exploitation. Ce partage des terres devrait être inspiré aussi par les cultures qui doivent y être appliquées. De telles transformations permettraient aux plus petits propriétaires d'adopter les mêmes méthodes d'exploitation que les grands agriculteurs.

La première et la plus urgente opération à effectuer pour atteindre un semblable résultat, consiste à réunir les membres épars de chaque petit domaine en un corps qui peut devenir véritablement organique. C'est la plus efficace réforme que l'on puisse réaliser en faveur de la petite propriété rurale. Par là, elle serait

allégée d'un fardeau écrasant, ou plutôt débarrassée de liens qui la paralysent, elle jouirait enfin au sens réel du mot de la liberté de culture.

Cette réforme n'a pas existé seulement dans l'imagination féconde de quelque socialiste ou de quelque économiste *in partibus*. Elle a été réclamée par les agriculteurs eux-mêmes. Elle a été autrefois tentée en France, elle est chaque jour mise à l'épreuve et reconnue salubre dans des pays étrangers. On ne comprend guère la répugnance du législateur français pour en autoriser l'exécution générale.

Il s'agit tout simplement de permettre à tous les cultivateurs d'échanger entre eux les parcelles détachées de leurs exploitations pour les réunir en un seul tenant.

Tout le monde reconnaît qu'un tel résultat est infiniment désirable mais on cesse d'être d'accord quand il s'agit de déterminer les meilleurs moyens pour y parvenir.

Deux systèmes principaux sont proposés.

Tout d'abord, celui du laisser-faire : Chaque propriétaire connaît mieux ses intérêts que l'Etat et il est mieux en mesure de savoir comment ils doivent être sauvegardés. Lorsque la dispersion des parcelles lui sera trop préjudiciable il s'entendra spontanément et librement avec ses voisins pour réunir ces parcelles au moyen d'échanges bien appropriés.

Dans l'autre système on fait observer que le remède ainsi pratiqué est insuffisant. Il faut dit-on procéder

par des mesures d'ensemble en remaniant le territoire d'un village ou d'une partie de commune. La tâche de l'administration publique n'est pas en ce cas de laisser faire, elle consiste à diriger l'action des propriétaires parfois même à prendre l'initiative de la réforme.

Nous étudierons successivement chacun de ces systèmes.

Les Echanges libres.

Nous entendons par là le laisser-faire absolu.

L'Etat s'interdit dans ce système toute mesure législative ou autre, destinée à peser sur la volonté des propriétaires pour les inviter à rassembler leurs parcelles dispersées.

L'Etat s'interdit aussi toute mesure pouvant entraver les propriétaires qui désirent se livrer à de telles opérations.

C'est peut-on dire le système pratiqué jusqu'à nos jours par le législateur français.

Actuellement lorsque deux propriétés contiguës ont des formes rendant les cultures malaisées, lorsque des parcelles se trouvent enclosées ou éparpillées, les propriétaires ont toute liberté pour s'entendre mutuellement et corriger ces vices par des cessions réciproques de terrain, pratiquées à titre d'échange. Le législateur s'est borné à dégrevier de tous frais possibles de semblables opérations.

Pour aboutir à un pareil résultat il a fallu de longues années de luttes et de discussions ; tant il est vrai que les transformations les plus heureuses et les plus simples, ne s'imposent à l'esprit timoré et moutonnier de notre race qu'après de pénibles hésitations.

C'étaient ici les juriconsultes qui se trouvaient coupables. L'opération de l'échange en effet s'analyse juridiquement en une double vente. Aussi sous l'ancien régime, le fisc, qui cherchait uniquement les intérêts du trésor sans se préoccuper de celui des contribuables, percevait pour chaque échange de terrain deux droits de mutation. Il faut faire observer cependant que ces droits étaient bien moindres qu'aujourd'hui ce qui ne rendait pas absolument impossible en pratique de pareils contrats entre les propriétaires voisins. Avec notre législation fiscale actuelle une telle règle équivaldrait à une interdiction indirecte et absolue des échanges.

Cependant en août 1770, les Etats de Bourgogne obtenaient un édit royal permettant aux cultivateurs de cette province de clore leurs domaines. L'édit ordonnait, pour faciliter l'opération, de réunir les parcelles de chaque propriété à enclore. Pendant six années, à partir du jour où l'édit avait été enregistré, les actes d'échange de parcelles au-dessus de 10 arpents furent exemptés « du centième denier et droits royaux et seigneuriaux à l'exception du contrat fixé à dix sols », quelle que fut la valeur des terres changées. Une déclaration du 2

décembre 1776 proroge la loi jusqu'au 31 décembre 1780. Mais cette faveur demeure à peu près inutile, les propriétaires furent peu nombreux qui en surent profiter, surtout parmi les moins considérables.

En 1790 par une mesure générale les terrains échangés ne furent imposés que d'une taxe unique. On se fondait alors sur cette idée économique qu'il n'y avait en réalité qu'une seule opération : on livrait une valeur contre une valeur (absolument comme dans la vente ordinaire) avec cette différence cependant que les deux valeurs étaient représentées par des capitaux de même nature.

C'était un progrès mais il n'était pas suffisant.

La loi du 16 juin 1824 déclara (article 2) que les échanges d'immeubles ruraux ne paieraient qu'un franc pour tous droits d'enregistrement et de transcription, lorsqu'un des immeubles échangés serait contigu aux propriétés des contractants. Les recettes de l'enregistrement diminuèrent de 40.000 francs par an environ. Le ministre des finances en 1834 obtint l'abrogation de cette disposition législative. Il fit remarquer que la mesure prise en faveur de la petite propriété ne protégeait guère en réalité que la grande et qu'elle était une source d'abus contre les droits du fisc.

Les choses restèrent en l'état jusqu'en 1870. Les échanges d'immeubles ruraux ne bénéficièrent durant cette période d'aucune faveur spéciale. La loi du 27 juillet 1870 abaissa le droit proportionnel dû en cas

d'échange à 0 fr. 20 p. 100 au principal. Cependant le législateur qui semble toujours redouter les mesures simples et efficaces, exigeait que les immeubles échangés fussent situés dans le même canton ou dans des cantons limitrophes.

C'était rendre la mesure inapplicable précisément aux cas les plus graves, et malheureusement assez fréquents, où un propriétaire possède une parcelle détachée à une grande distance. La loi exigeait encore que les propriétaires échangistes possédassent les biens échangés depuis deux ans au moins et que ces biens fussent contigus à ceux d'un des deux contractants. Enfin, dernière condition qui suffisait à elle seule pour ôter toute véritable efficacité à la réforme, il fallait que la contenance de la parcelle acquise par chaque propriétaire ne dépassât pas 50 ares.

Une semblable loi paraissait accorder une même faveur à la petite propriété et enlevait à cette dernière toute occasion d'en profiter.

D'après les statistiques citées par M. de Foville, les échanges qui bénéficièrent de cette législation représentaient environ le dixième des échanges soumis à l'impôt ordinaire.

Emus de cette situation MM. A. Girard et Jametel, à la Chambre des députés déposèrent une proposition qui fut, après quelques remaniements, votée au Sénat les 17 et 31 juillet 1884, et promulguée le 3 novembre de cette même année.

Grâce à cette loi tout échange d'immeuble rural bâti ou non bâti ne supporte qu'un droit de 0 fr. 20 p. 100 lorsqu'il a pour but de réunir des parcelles séparées appartenant au même propriétaire et situées dans la même commune ou des communes limitrophes.

Le même tarif est applicable, quelle que soit la commune dans laquelle est située la parcelle, si l'un des immeuble échangés est contigu aux propriétés de celui qui le recevra. Dans ce dernier cas les immeubles doivent avoir été acquis depuis deux ans au moins par acte entre vifs ou recueillis à titre héréditaire.

Cette réforme est beaucoup trop timide et imparfaite. Sans doute la loi de 1884 en faisant bénéficier de ses dispositions toutes les parcelles, quelle que soit leur contenance, a corrigé le vice capital de la législation antérieure. Mais la première condition qu'elle exige rend les échanges bien difficiles pour les parcelles situées dans des communes non limitrophes. Ce sont précisément celles que le propriétaire abandonne à peu près ou qu'il cultive avec le moins de soin à cause de la perte de temps que lui occasionnerait une culture trop minutieuse. Il serait à désirer encore que le paiement de soultes presque toujours nécessaire en cas d'échange ne subit qu'un impôt très modéré. Enfin le droit d'enregistrement pourrait être encore abaissé.

Il est juste cependant de constater que le législateur de 1884 a réalisé un progrès certain. Dans la presque unanimité des cas ce ne sont plus les droits fiscaux

qui empêchent les propriétaires d'opérer des échanges libres.

Cette législation est-elle suffisante et le législateur n'a-t-il qu'à attendre le libre effet de son œuvre ? Lorsqu'on se trouve en présence de maux universels et d'une gravité exceptionnelle, comme celui de l'éparpillement des petites propriétés rurales, est-ce assez faire que de ne pas entraver ou du moins d'entraver aussi peu que possible, l'initiative des propriétaires ? L'Etat n'a-t-il pas le droit et le devoir d'intervenir.

En cas de dépeuplement de la mer, pour prendre un exemple, suffirait-il que l'Etat dise aux pêcheurs : vous ne prenez plus que trop peu de poissons je vais abaisser l'impôt sur vos lignes et vos filets ?

Lorsqu'un propriétaire veut réunir ses parcelles dispersées, il peut trouver parfois un voisin intelligent et de bonne volonté qui se prête aux heureux échanges. Mais cela ne suffit pas pour reformer dans son intégrité une propriété démembrée.

Or il est matériellement impossible avec le système des échanges libres isolés, de remembrer les petites propriétés rurales. Celui qui voudrait procéder à cette opération se heurterait au mauvais vouloir de ses copropriétaires. Il suffit de connaître un peu les sentiments des paysans pour savoir pour quelle part il faut faire entrer chez eux les jalousies de village, les brouilles si fréquentes, et l'orgueil entêté.

Les paysans tiennent au coin de terre qu'ils possé-

dent et ils s'en défont difficilement même pour en recevoir un, mieux disposé ou de meilleure qualité.

Enfin et surtout *ils redoutent toute action isolée*. Tel refusera de procéder à un échange dans l'état actuel des choses qui s'y résoudra si plusieurs de ses voisins agissent de même. C'est un fait reconnu pour les plus modestes améliorations agricoles et c'est un fait particulièrement certain pour les plus considérables.

A un mal universel comme la dispersion des terres il faut apporter un remède général ; il faut procéder par des réformes d'ensemble. Toute autre mesure restera inefficace. Laisser faire, abandonner toute amélioration à la seule initiative des intéressés c'est laisser en réalité le mal s'étendre, c'est laisser la petite propriété rurale s'affaiblir toujours plus. Si, vraiment et franchement, on est décidé à venir à son secours il faut accomplir sans hésiter des réformes profondes et radicales. L'intérêt public y est engagé et l'intérêt des cultivateurs eux-mêmes l'exige. Il ne s'agit pas d'innover. Il suffit ici encore de suivre l'exemple des nations voisines plus hardies que nous et qui progressent plus rapidement depuis un demi-siècle.

Pour consolider et maintenir la petite propriété les échanges libres peuvent jouer un rôle effacé mais toujours insuffisant.

La grande réforme que nous allons étudier pourrait seule être efficace.

Un de nos agronomes les plus expérimentés : A. Bertier, le vieil agriculteur de Rouville qui s'était fait l'apôtre des réunions territoriales déclarait avec raison que toute grande transformation agricole devait avant tout s'effectuer par un rassemblement général des parcelles éparses « débiter différemment, disait-il, ce serait commencer un édifice par le faite. »

Nous nous proposons de montrer comment l'Etat *sans se substituer à l'initiative privée* peut la susciter et l'encourager dans la pratique des réunions territoriales ; comment des villages entiers peuvent être ainsi transformés ; comment enfin il ne s'agit pas d'une réforme utopique mais, d'améliorations foncières qui ont été déjà réalisées en France et qui le sont chaque jour à l'étranger.

C'est à coup sûr une grand'œuvre à accomplir et qui augmenterait considérablement la richesse agricole de notre pays. On a écrit de beaux livres sur les modes de culture, sur la culture intensive qui serait le salut de la petite propriété rurale. Tant qu'on n'aura pas réorganisé cette petite propriété de façon à ce qu'elle puisse adopter cette culture intensive, il ne restera de tous ces conseils que des paroles vaines jetées au vent : Il ne s'agit de rien moins, que de permettre au modeste cultivateur, chargé de la plus importante des fonctions sociales, d'exercer ces fonctions dans les meilleures conditions possibles, de lui épargner tout effort inutile et lui assurer un meilleur résultat.

CHAPITRE XII

Les réunions territoriales en France.

Les réunions territoriales opérées par des mesures générales et avec l'aide des pouvoirs publics ne sont pas en France chose nouvelle ni incompatible avec nos mœurs et notre tempérament. Elles ont été depuis longtemps pratiquées.

Les inconvénients de la dispension des parcelles étaient un thème fort en honneur vers la fin du dernier siècle. Les ouvrages touchant les choses de l'agriculture ne manquaient pas de traiter abondamment un tel sujet, et de conseiller comme meilleur remède la réunion des parcelles (1). Mais à vrai dire ces principes étaient considérés comme une sorte de conclusion à des prémisses sur la nécessité de clôturer les domaines. On souffrait alors depuis longtemps des vaines pâtures qui n'avaient guère pour défenseurs que les publicistes de l'époque et des jurisconsultes. Depuis Olivier de Serres, tous les agronomes ne se lassaient pas de répéter que les terres clôturées étaient bien plus producti-

1. Voir en particulier Duhamel de Monceau. *Eléments d'agriculture*, 1762.

ves, à l'abri de toute exaction, et ils en concluaient qu'il fallait prendre des mesures urgentes pour faire enclore les propriétés paysannes. Mais un pareil résultat ne pouvait être obtenu, si la propriété était divisée et dispersée. La première réforme consistait donc à opérer le remembrement de ces propriétés.

Patullo (1), montra un des premiers, les heureux résultats obtenus à l'étranger à la suite de semblables opérations. Spécialement en Ecosse et en Irlande. Il déclarait d'ailleurs que le mal était grave en France et le remède aisé. « On sent bien que cette mauvaise distribution s'est établie depuis un temps immémorial selon que différents hasards ont partagé, retranché, réuni les divers héritages. Cela est arrivé par toute l'Europe comme en France, mais quoiqu'on en ait partout senti l'inconvénient, il n'est nulle part aussi facile d'y remédier ».

La question fut discutée dans les gazettes du temps, par exemple dans le « *Journal économique* » (2). Les compagnies savantes en firent l'objet de sérieux débats.

L'Académie de Besançon en 1766 mit au concours ce sujet : Avantages et inconvénients des clôtures. Avec mission d'étudier l'application des remembrements comme première réforme pratique.

1. Patullo *Essai, sur l'amélioration des terres*, 1752.

2. Voir en particulier le *Journal économique* n° de Mars et Avril 1766.

Le prix fut décerné au Mémoire de M. Ethis de Noveau qui proposait de suivre l'exemple des pays étrangers où l'on avait réuni les terres dispersées.

Quelques années plus tard en 1770 et 1771 l'Académie de Metz ouvrit elle-même un concours sur sujet ce spécial si remarquablement défini « Quels seraient les moyens de fait et de droit capables :

1° D'opérer actuellement la réunion des parcelles.

2° D'en empêcher la décision à l'avenir en ménageant autant qu'il est possible l'intérêt des particuliers et en le combinant avec l'intérêt général ».

Ce fut un jeune avocat : Joseph Vaultrin qui obtint le prix. Son mémoire qui n'a pas été publié mais dont F. de Neufchâteau fait l'analyse paraît très remarquable et original (1).

Au point de vue pratique, l'auteur proposait d'imiter ce qu'on avait fait à l'étranger. Se rappelant qu'il était jurisconsulte, il indiquait entre autres moyens pour obtenir les réunions territoriales l'application d'une sorte de retrait : le retrait de bienséance.

C'est la dernière institution de l'empereur Frédéric « quod si quis forte ex parentela habeat communem agrum vel domum vel vineam vel rem immobilem aut ex communi emptione vel aliquo alio modo divisam vel indivisam et conjunctus voluent alienare, dictas res, per venditionem vel emphyteusim, vel locationem

1. F. de Neufchâteau. *Voyages agronomiques dans la Sénatorialité de Dijon*.

non ante concedimus alienare, nisi prius illis quos vocamus per ordinem in jus protomyseos. Imprimis vocentur parentes qui sunt conjuncti, postea socii qui similiter sunt conjuncti post omnes istos illi qui sunt conjuncti, etiam si sint extranei ».

L'auteur proposait de joindre à ces dispositions le retrait par échange ou échange forcé : On permettrait ce retrait à charge de donner non plus le prix convenu mais des immeubles de même valeur contigus à ceux du retrayé.

La question fut toujours discutée mais ce fut longtemps une sorte de dogme d'économie agraire que par des échanges libres ou forcés il était indispensable pour la bonne exploitation du sol de procéder à la réunion des parcelles éparpillées. F. de Neufchâteau, François Yvart, Tessier, Jacques Bujault, Antoine Bertier, de Dombasle etc en témoignent dans leurs écrits.

Dans ce siècle cependant, l'école de Manchester devenue toute puissante, imposé ses théories à peu près à tous, même à ceux qui s'occupaient des questions agraires et on ne parla plus beaucoup de la question sinon pour laisser à chaque propriétaire individuellement s'il se trouvait dans une situation par trop défavorable, la liberté d'y remédier lui-même et lui seul.

Dans ces dernières années depuis que la réforme du cadastre a été mise à l'ordre du jour il semble qu'on revient insensiblement vers les vieux errements et il ne faut peut-être pas désespérer de voir un jour la grande

réforme que nous souhaitons, non seulement préoccuper sérieusement le législateur ce qui serait un médiocre résultat mais être résolument appliquée en France.

François de Neufchâteau a rappelé le premier que les réunions territoriales n'étaient pas une institution d'importation étrangère, mais qu'elles avaient germé spontanément sur le sol français.

Certains auteurs récents prétendent même que ce sont les Français qui ont mis en pratique avant tous cette réforme qui a été adoptée ensuite par l'étranger. En revenant à nos premières inspirations nous ne ferions donc que reprendre notre bien. Cette assertion n'est pas exacte. Les étrangers nous ont précédé dans cette voie, ils y ont persisté. La vérité est qu'on a opéré *spontanément* en France quelques réunions territoriales ayant un caractère collectif.

On ne s'était pas préoccupé au début, semble-t-il, des opérations analogues auxquelles les nations voisines avaient pu procéder, on paraît même les avoir ignorées. Les mêmes maux avaient suggéré en divers lieux les mêmes remèdes selon un fait fréquent dans l'histoire économique.

Il est évident qu'il fallait bien pour que l'on fût amené à remembrer le territoire d'un canton ou d'une paroisse qu'il fût morcellé à l'excès et mal réparti. Comme les grands domaines qui couvraient le sol de la France étaient d'un seul tenant, on ne pouvait songer aux réunions territoriales que le jour où la petite,

très petite propriété paysanne serait constituée.

Il était nécessaire encore que quelqu'un s'intéressât à sa prospérité, ou que les paysans eux-mêmes eussent la notion assez claire de leurs souffrances et des remèdes possibles à y apporter, enfin assez d'indépendance pour réclamer les réformes désirées.

Ces conditions ne furent remplies que dans les derniers siècles de l'ancien régime.

L'exécution de la première réunion territoriale dont l'histoire ait en France gardé le souvenir fut réalisée à Rouvres dans les environs de Dijon. D'autres peut-être avaient eu lieu ailleurs sans que les traces en aient été conservées.

François de Neufchâteau (1), dans un très remarquable mémoire, a fait l'historique de cette transformation foncière.

Nous le suivrons pas à pas, semblable récit est des plus instructifs au point de vue pratique. La haute situation de François de Neufchâteau lui a permis de consulter et de rassembler les documents inédits.

Comme cela arrive souvent, la réforme dont nous allons parler eut des causes indirectes. C'est une question d'impôt qui décida les propriétaires de Rouvres à procéder à une nouvelle répartition de leurs terres. Le territoire de la commune avait plus de 4000 arpens ou journaux. Ce territoire était morcelé en un nombre très considérable de parcelles appartenant à 300 proprié-

1. F. de Neufchâteau, *op. cit.*

taires environ. Après le remembrement il n'y eut que 4 à 500 parcelles.

L'opération entreprise le 19 décembre 1704 fut achevée en 1707.

Rouvres était alors une châtellerie du domaine royal. A ce titre les terres étaient grevées de très lourdes redevances auxquelles les propriétaires avaient peine à suffire. La redevance principale prélevée sous le nom de matroces, était payable en nature sur les récoltes. Ce qui la rendait vexatoire et presque intolérable, c'est qu'elle était supportée solidairement par tous les propriétaires. De telle sorte que chacun tâchait de faire supporter par le voisin la plus grosse charge et cherchait toujours à soustraire une partie de sa récolte au prélèvement obligatoire. Ces pratiques donnaient lieu à des fraudes et des injustices nombreuses qui aboutissaient naturellement à des procès.

De l'excès du mal naquit un régime meilleur. Cette obligation de solidarité entre les propriétaires, avait pour effet de créer des liens plus forts que ceux unissant ordinairement des cultivateurs voisins. Ils se sentaient assurément comme co-intéressés à une œuvre commune indépendamment même de l'impôt qu'ils supportaient tous. Ce sentiment devait faciliter sans doute leur adhésion à une réforme d'intérêt général. Le 15 juin 1667 tous les propriétaires du finage de Rouvres se réunissent en assemblée générale, cette année-là, la récolte avait été très mauvaise et la dîme

des matroces était plus lourde encore qu'à l'ordinaire. Beaucoup de propriétaires avaient déserté le village, d'autres avaient laissés leurs terres en friche, de telle sorte que toute la charge retombaient sur ceux qui étaient restés à leurs champs. Ils n'y pouvaient suffire.

Ils décidèrent de présenter une requête au conseil de Louis XIV pour supplier le roi de changer le mode de redevance ; ils offraient d'en racheter une partie en fonds de terre, pour le reste ils paieraient une double dîme à titre individuel au prince de Condé, gagiste du domaine. Ils demandaient encore que les congrégations auxquelles les mêmes droits étaient dûs qu'au roi, fussent tenues, pour le rachat de ces droits, de recevoir les terres prises sur tous les domaines après estimation d'experts. Ils offraient d'ailleurs de réunir tous ces fonds donnés en paiement en une seule parcelle.

Il fallait pour aboutir à ce résultat arpenter et estimer tous les biens particuliers. Les exploitants en profitèrent pour demander le droit de remembrer leurs propriétés dispersées en tenant compte de l'écoulement naturel des eaux. Ils réclamaient l'obligation pour tous de cultiver les terres en friche etc.

Le 19 novembre 1697 cette requête fut discutée au conseil du roi est renvoyée à Monsieur Ferrand intendant de la province de Bourgogne chargé de faire une enquête. Le 26 juillet 1700 M. Ferrand fit procéder à

une enquête et le 30 juillet 1701 seulement il en fit connaître le résultat en donnant son avis.

On peut voir d'après le nombre d'années écoulées entre la demande et la réponse combien nos traditions administratives sont respectables à titre d'ancienneté. Le 4 octobre 1701 M. Fleurian-Darmenonville présenta son rapport au conseil du roi qui accepta la requête et rendit son arrêt. Les matroces étaient supprimées, le curé, prieur et abbesse à qui ces droits étaient dus, devaient accepter en rachat, des terres de valeur suffisante pour leur assurer le même revenu. Une amende de 15 sols par an serait payée par chaque journal sujet à la dime nouvelle et qui resterait en friche. Enfin la population était autorisée à faire procéder à un arpentage de tous les domaines et à l'établissement de canaux d'écoulement, chemins d'exploitation, etc. L'arrêt fut communiqué accompagné de lettres patentes du roi du 4 novembre 1701 à l'intendant chargé de son exécution.

M. Ferrand, l'intendant, chargea Antonin Fengeuray, arpenteur de lever le plan exact des terres de Rouvres. Cette opération terminée, l'intendant décida que la répartition des terres s'effectuerait dans le délai maximum d'un mois. Cette condition était très utile pour éviter de trop longues contestations. Les propriétaires furent appelés par des publications aux prônes. Dès le 15 décembre 1704 on procéda au remembrement des parcelles. Le territoire de la commune fut divisé en journaux parallèles, tous

de forme géométrique, aboutissant à des chemins d'exploitation ou aux anciens chemins de communications. Chaque propriétaire qui possédait auparavant au moins une dizaine de parcelles dispersées n'en eut plus qu'une ou deux seulement. Toutes les terres augmentèrent de valeur et leur rendement s'éleva dans de considérables proportions, on effectua les dessèchements et les drainages nécessaires, ailleurs on put opérer des irrigations.

Au début de ce siècle François de Neuf-Château déclarait que le résultat de cet arpentage subsistait, intact, aujourd'hui le temps a fait son œuvre et nos lois civiles ont produit leur effet ordinaire. Les propriétés de Rouvres sont de nouveau en bien des endroits morcelées et dispersées mais en bien moins grande proportion que dans les communes où pareille opération n'a jamais été effectuée.

La deuxième réunion territoriale exécutée en France et que François de Neuf-Château ait rappelée fut celle de Nonsard dans la Meuse en 1763.

Le comte de la Marche seigneur de Nonsard supposant d'après divers indices que les propriétaires de cette commune avait empiété sur le territoire de la Seigneurie, sollicitait du roi et obtint des lettres de terrier. Un arpentage montra en effet que beaucoup de parcelles occupaient beaucoup plus de terrain que n'en portaient les titres de propriété. Mais quel profit

Seigneur aurait-il pu retirer de tous ces lambeaux de terre enlevés à chaque parcelle ? La première opération nécessaire pour satisfaire pleinement les intérêts du comte de La Manche devait réaliser la réunion des propriétés dispersées. Il semblait possible d'amener les paysans à accepter ce remembrement général. Le terrain de la région est en effet de nature argileuse. Les champs se trouvaient si mal disposés, la direction des sillons était si défectueuse que les eaux ne pouvaient souvent s'écouler dans aucun fossé.

L'arpenteur lui-même, propriétaire dans la commune persuada aux autres tenanciers qu'avec un remembrement bien entendu on pourrait corriger ces graves défauts. Tous y consentirent, on procéda comme à Rouvres, et lorsque les parcelles eurent été ainsi réunies leur valeur augmenta considérablement. Leur rendement en fut plus que triplé.

Les Etats de Bourgogne en 1770, ainsi que nous l'avons déjà constaté, obtenaient un édit du roi facilitant l'échange libre des parcelles. L'édit resta à peu près lettre morte ainsi que cela doit arriver fatalement toutes les fois que l'on ne se décidera pas à des mesures plus radicales. La discussion des Etats de Bourgogne ne resta pas cependant tout à fait inutile.

Elle avait convaincu un jeune conseiller de ce parlement M. de Cœur-du-Roy qui fut nommé président du parlement de Lorraine à Nancy. Il y rencontra un nouvel intendant M. de la Galaizière qui désirait vive-

ment exercer son esprit d'initiative, et lui suggéra l'idée d'opérer dans sa province une réforme semblable à celle de Rouvres. L'intendant voulut l'appliquer d'abord à des territoires sur lesquels étaient situés plusieurs grands domaines qui lui appartenaient. Il s'enquit de la façon dont on avait, en pratique, procédé à Rouvres. Il obtint ensuite des lettres patentes du roi pour exécuter les mêmes transformations à Neuville et à Ro-ville où étaient situées ses terres. Ces lettres patentes sont analogues aux bills de cloture d'Angleterre, elles donnent la preuve, que le conseil du roi prenait intérêt à la question et s'était enquis de l'application de ces mesures dans les pays étrangers.

Ces opérations durèrent de 1768 à 1773. (1).

A Neuville un seul propriétaire refusait de se prêter à la réunion de ses terres. M. de la Galaizière ne pouvant lui imposer la décision de tous les autres copropriétaires offrit 600 francs d'indemnité à l'opposant, ce dernier en exigea 1200 et l'accord se fit en ce prix. « 20 ans après, déclare M. de Dombasle, qui raconte cet épisode dans les annales de Ro-ville, le même homme répétait souvent que si on lui proposait encore 1200 autres francs pour céder les terrains remembrés qu'il avait reçus et reprendre son ancienne propriété éparpillée il se garderait bien d'y consentir.

1. Lettre patente du 7 mai 1771 sur arrêt portant confirmation de division et partage des terrains de la communauté de Ro-ville en Lorraine.

La réunion des terres eut à Roville les résultats les plus satisfaisants pour tous. M. A. Bertier élu juge de paix de ce canton en 1793, charge qu'il exerça pendant 4 ans, aimait à dire qu'il n'avait jamais eu connaissance d'une réclamation de la part des justiciables des communes dont les territoires avaient été remembrés.

Ceux-ci ne lui avaient adressé aucune plainte au sujet de ces terres. Au contraire, les habitants des villages voisins, ne cessaient de réclamer en justice pour des contestations suscitées par la dispersion des parcelles ou les enclaves.

Deux ans seulement après ces opérations, en 1773, M. de Beauvau, propriétaire considérable de la Neuveville devant Bayon, considérant les excellents résultats des précédents remembrements, sollicitait lui aussi des lettres patentes et faisait procéder dans sa commune à de semblables transformations foncières opérées toujours suivant les mêmes méthodes pratiques.

La connaissance de ces faits se répandait peu à peu et l'on songeait en beaucoup d'endroits à profiter de ces exemples. Les communes de Carts et Marliens près de Dijon décidèrent en particulier de remembrer leur territoire. En 1774 M. Bergis de Longecour, seigneur de ces deux paroisses réunit ses administrés. Il leur montra les ennuis et les pertes résultant de la dispersion des terres et leur indiqua le remède dont on avait ailleurs expérimenté l'efficacité. Les auditeurs furent con-

vaincus. Un arpenteur fut commis pour préparer un projet de remembrement général par voie d'échanges réciproques. Mais les propriétaires désiraient tous recevoir plus qu'ils n'apportaient : ils prétendaient tous que leurs possessions actuelles avaient quelques avantages spéciaux. Le seigneur et les principaux propriétaires firent quelques menus sacrifices pour obtenir ce qu'ils considéraient pour eux comme une très bonne affaire, et les plus récalcitrants se rendirent à de tels arguments sonnants et trébuchants. L'opération fut exécutée. On en profita pour redresser les cours d'eaux, pour créer partout des chemins d'exploitation et les propriétés au dire des intéressés se trouvèrent avoir doublé de valeur.

A cette même époque quelques communes dans les environs de Langres subirent les mêmes remaniements et le résultat fut partout aussi satisfaisant.

En 1788 M. de Châtenay Lanty (qui fut député de Bourgogne à l'assemblée Constituante) projeta de réunir les terres dispersées sur le territoire d'Issarois, près de Chatillon-sur-Seine, où il possédait un domaine. Il fit tout d'abord lever le plan du territoire dans l'état où il se trouvait et le montra à ces co-propriétaires leur faisant sentir les inconvénients d'un tel état de chose et leur exposant les avantages de la réunion. Celle-ci fut décidée et exécutée. L'opération ne fut terminée qu'en 1804. M. de Châtenay qui possédait à lui seul plus de 450 pièces n'en eut plus que 146. M. de Châtenay se

proposait aussi en faisant opérer une semblable réforme de créer des titres certains de propriétés divisées avec précision et d'offrir une base plus sûre à la contribution foncière devenue ainsi plus équitablement répartie.

Mais ces transformations qui s'étendaient peu à peu et auraient sans doute amené une réforme générale furent arrêtées par la tourmente révolutionnaire.

Il est intéressant de constater cependant que pendant la révolution même, Victor Yvart qui enseignait l'économie agricole à l'école vétérinaire d'Alfort, par son influence et ses efforts personnels, amena une entente entre certains propriétaires de cette commune : Ils arrivèrent à changer la disposition parcellaire de la plus grande partie du territoire. Vingt ans après on observait que le produit des terres avait quadruplé.

Sous l'empire, la plupart des hommes furent enlevés aux champs et l'on ne songea guère aux améliorations foncières. Le régime politique était d'ailleurs peu favorable à l'action des libres initiatives. On peut citer cependant encore quelques tentatives isolées de remembrement faites au début de ce siècle.

Les villages de Remerville, Gellenoncourt, Haraucourt, Cercueil, Velaine-sous-Amance (Meurthe) avaient dès la fin du XVIII^{me} siècle préparé l'exécution de la réunion des terres. Un arrêté administratif du 14 pluviôse an VII avait autorisé ces opérations, mais les deux personnes qui avaient pris la chose à cœur mou-

rurent et les autres se désintéressèrent peu à peu du projet.

Plus tard en 1838 la commune de Cirey, près de Pontarlier, exécutait le remembrement complet de son territoire.

Le projet de code rural élaboré de 1808 à 1814 par les plus savants jurisconsultes contenait une disposition ainsi conçue :

« Lorsque, dans un finage ou territoire, les propriétés rurales d'une même nature ou susceptibles d'une même culture seront morcelées et entremêlées, il pourra être procédé à une division plus convenable de ces héritages pour l'avantage commun des propriétaires, sur la demande des deux tiers au moins d'entr'eux, d'après l'étendue de leurs propriétés respectives dans le finage ».

Cette disposition n'acquiesça pas force législative, elle fut cependant ardemment défendue par les agronomes les plus distingués tels que Mathieu de Dombasle, qui avait été témoin personnellement des heureux résultats des réunions territoriales. « Les rédacteurs du projet de code rural, disait-il, avaient cru devoir y faire entrer un chapitre sur les échanges territoriaux. Ce projet ayant été communiqué à des commissions agricoles formées dans chaque département, pour exprimer leurs avis sur les dispositions, nous voyons que la commission de Dijon qui avait sous les yeux l'exemple de la réunion de Rouvres, se prononce avec énergie

pour les réunions forcées toutes les fois que cette opération serait demandée par une certaine majorité de propriétaires d'une commune, et qu'elle forme le vœu que ce principe soit consacré par la loi, en déclarant que cette mesure est désirée par l'immense majorité des habitants de ce département.

La commission de Nancy émet le même vœu, d'après les résultats qu'elle connaissait de l'opération exécutée à Neuville, Roville et la Neuveville. Plusieurs autres commissions départementales, entr'autres celles de Besançon, Colmar, Bruxelles, Limoges, ont été du même avis. Mais l'opinion des deux premières me paraît d'un bien plus grand poids parce qu'elle se fondait sur une expérience acquise. » Malgré toute l'autorité du célèbre agronome son avis ne fut pas suivi et la disposition en question resta à l'état de projet.

La grande opération de l'établissement du cadastre, qui s'est prolongée jusque vers le milieu de ce siècle, eut aussi et surtout pour effet de figer en quelque sorte pour un temps la mosaïque de notre territoire agricole. Mais au bout de peu d'années après les transferts immobiliers de toutes sorte, il s'est trouvé que le cadastre ne répondait plus à l'état réel des choses. En matière d'impôt, spécialement d'impôt foncier, les catégories de terres établies par le cadastre sont devenues si défectueuses qu'elles conduisent à des inégalités choquantes dans la répartition des charges fiscales. Les contestations de toutes sortes, en matière de

bornage ou autres, ont pris souvent un caractère grave d'acuité.

Aussi peu de temps après que le cadastre fut levé dans la France entière, et particulièrement depuis quelques années, les propriétaires se sont préoccupés de remédier à cet état de chose et d'exécuter une révision cadastrale et un abornement général. Au cours de ces opérations on procède à de nombreux échanges et l'on parvient à remembrer ainsi certaines parties du territoire des communes qui s'y prêtent. Mais de semblables réformes n'ont été réalisées que dans des régions privilégiées où un petit nombre d'hommes actifs et dévoués ont consacré leur force à cette grande œuvre. Partout ailleurs on n'a rien fait et là même où l'on avait entrepris cette tâche il est arrivé souvent que ceux qui s'y dévouaient étant morts personne ne les a remplacés et l'État s'étant désintéressé absolument de la chose on ne relate plus en ces endroits que des tentatives avortées.

Il est juste de citer parmi ceux qui ont présidé et qui président encore à l'exécution de nombreux remembrements généraux un géomètre de renom M. Gorce.

La commune d'Altroff une des premières a recadastré et aborné en 1863 les diverses parcelles de son territoire. La commune de Lening (Meurthe) a suivi le même exemple en 1868.

Depuis lors un nombre très considérable de commu-

nes a subi les mêmes transformations, on ne saurait les toutes citer. Elles se localisent dans la région de l'est spécialement dans la Meurthe, la Moselle, les Ardennes le Jura, l'Oise : Les régions précisément où l'on a conservé le souvenir des anciens remembrements opérés au siècle dernier.

Mais c'est un fait intéressant et significatif que dans tout le midi où les petites propriétés sont cependant morcelées à l'infini, et éparpillées à l'excès on ignore encore le remède qui convient au mal. Ce serait à l'administration officielle elle-même de prendre l'initiative de si importantes réformes.

Il est curieux de citer parmi les villages privilégiés où ces heureuses améliorations foncières ont été récemment exécutées, l'exemple de Velaine-sous-Amance. On sait qu'au début du siècle l'opération n'avait pu aboutir. En 1892 le vicomte de Bigemot a réuni tous les propriétaires de cette commune, et est parvenu à former parmi eux une association syndicale. L'œuvre désirée y a été entreprise en 1892 et terminée en 1894. Voici quels en ont été les résultats : 1° Toutes les parcelles ont été abornées ; 2° Les limites courbes ou brisées ont été redressées ; 3° On a ouvert de nombreux chemins (14 kilomètres de chemins) ; 4° Les enclaves ont disparu ; 5° Un grand nombre de parcelles ont été échangées ; 6° On a effectué la révision du cadastre ; 7° Chaque propriétaire a reçu un bulletin qui constitue pour lui un acte authentique de propriété.

Les frais ont été de 21 fr. 80 par hectare. Une subvention du conseil général a réduit les débours de l'association à 18 fr. 40 par hectare. Simultanément des plans de drainage avaient été dressés et ont été exécutés dans la suite.

Voici comment on procède actuellement pour ces opérations. Lorsque dans une commune, la plupart des propriétaires désirent l'exécution de l'abonnement général, la municipalité dont le plus souvent l'élection s'est faite sur cette question, rédige officieusement un projet qui règle les conditions d'exécution. Ce projet est soumis à l'adhésion de tous les propriétaires, il ne devient exécutoire qu'après avoir été revêtu des signatures d'une majorité de propriétaires (majorité qui varie suivant les communes) possédant la plus grande partie du territoire total : (Les deux tiers ou le quatre cinquièmes).

Les propriétaires en réunion générale nomment au scrutin secret une commission dont les droits et les attributions sont nettement déterminées. Cette commission traite avec les géomètres, dirige et surveille le détail des opérations, intente s'il y a lieu des actions en vertu de l'article 646 du code civil. Le compromis consenti par les propriétaires institue d'ordinaire une sorte d'appel pour les décisions de la commission : tantôt devant le juge de paix seul (il en est ainsi dans la Meurthe et Moselle), tantôt devant le juge de paix assisté de deux propriétaires fonciers d'une autre commune (comme

dans les Ardennes) tantôt devant trois jurisconsultes.

En vertu du traité passé avec cette commission un géomètre entreprend le travail d'abornement. On rectifie les limites, redresse les parcelles, crée des chemins d'exploitation. Certains propriétaires font des échanges pour réunir les propriétés dispersées. Les dépenses de l'abornement sont réparties sur les différents propriétaires au prorata de la contenance des propriétés abornées. Les frais varient suivant le morcellement du sol et les accidents naturels.

Ils s'élèvent en moyenne à 15 fr. par hectare, parfois ils descendent jusqu'à 10 fr. ils se sont élevés dans les conditions les plus défavorables jusqu'à 25 et 30 fr.

Cette méthode de procéder très simple et pratique est celle qu'a adopté M. Gorce lorsqu'en 1830 il a entrepris, sous les auspices, de M. Bretagne directeur des contributions directes à Nancy, sa féconde campagne en faveur du renouvellement du cadastre effectué simultanément avec les abornements généraux. Ils ont été aidés dans leur œuvre par certaines assemblées provinciales.

C'est ainsi que le comice agricole de Lunéville allouait une prime de 400 fr. à toute commune de l'arrondissement qui procéderait à la réfection de son cadastre avec abornement.

Le conseil général de Meurthe-et-Moselle votait le 20 août 1886 une somme annuelle de 5.000 fr. en faveur

des communes qui entreprendraient la réforme préconisée.

La commission extra-parlementaire du cadastre a émis un vœu en faveur des abornements généraux *librement consentis*. La loi du 17 mars 1898 dont nous parlerons ultérieurement a facilité leur exécution.

CHAPITRE XIII

Les remembrements à l'étranger.

Contrairement à l'opinion reçue en France, les nations étrangères nous ont précédé dans l'exécution des réunions territoriales, et si au début, la France est entrée spontanément dans cette bonne voie elle a par la suite cherché au dehors pour s'y maintenir des exemples et des enseignements. Une étude générale des remembrements à l'étranger serait trop considérable pour entrer utilement dans le cadre restreint de cet ouvrage. Nous devons nous borner aux indications les plus essentielles.

Il sera sans doute plus intéressant, après quelques données rapides sur certains pays, d'étudier plus longuement la pratique de notre réforme chez le peuple qui a su le conduire avec le meilleur esprit de suite et de méthode, chez le peuple allemand.

Ce qui frappe avant tout l'observateur impartial c'est la hardiesse avec laquelle on a su procéder partout ailleurs qu'en France et les heureux résultats qui ont récompensé tant d'énergie et de sagesse.

Les réunions territoriales sont connues et pratiquées en Angleterre depuis un temps immémorial. La question s'est posée comme en France à propos de la clôture des terres et de la division des biens communaux.

C'est en 1733 que le parlement a été officiellement saisi d'un projet de réforme générale. Auparavant le rassemblement des parcelles éparses qui avaient été octroyées aux divers tenanciers lors du partage des communaux ou de la désagrégation des terres féodales, s'opérait sous la direction des grands propriétaires ou des représentants des lords et des bills particuliers du parlement approuvaient ensuite officiellement les opérations effectuées. Il en résultait de très grands abus.

Ces bills étaient sollicités sous le nom de bills de clôture ; ne pouvaient les obtenir que ceux qui étaient riches ou puissants. On réclama vivement contre la nécessité d'obtenir ces actes du parlement (1).

Arthur Young à la fin du siècle dernier écrivait : « Les clôtures sont d'une importance si grave qu'il faut absolument écarter les obstacles qui s'y opposent. Il faudrait un acte du parlement au moyen duquel toute paroisse dont les habitants s'entendraient pourrait effectuer la répartition. Les grands frais des actes particuliers effrayent. Il faut, pour remplir les formalités, que les jurés, en premier lieu se rendent à Londres

1. Voir en particulier *Bibliothèque Britannique*, an VII, tome IV, p. 185.

et soient entendus par un comité de la chambre des communes ; (qui n'est pas permanente) il faut ensuite que ces jurés se rendent à la basse de la chambre haute (qui n'est pas permanente) et soient entendus par un comité de cette chambre. Ces opérations sont souvent à une grande distance les unes des autres.... Cela explique comment nos communaux et nos champs ouverts restent dans le même état. »

On peut estimer, dit ailleurs Arthur Young, que la clôture (précédée du remembrement) double la rente des champs ouverts. Un comité de la chambre des Communes avait été chargé de préparer un bill général sur les clôtures et les réunions de parcelles. Le projet n'aboutit pas (1).

On facilita cependant la procédure de ces transformations : On se contenta de pétitions au parlement qui décide sur le vœu des propriétaires.

Quand les deux tiers des propriétaires d'une paroisse en expriment le désir, le parlement peut ordonner le partage des communaux, le remaniement des exploitations particulières et toutes les opérations foncières destinées à faciliter la culture.

D'après Sir John Sinclair (cité par M. de Foville, page 167) 748 opérations de ce genre avaient été autorisées de 1774 à 1793, et de 1883 de 1794 à 1813. Dans

1. Voir le rapport inséré dans la *Bibliothèque Britannique*, tome I, p. 213.

le cours de ce siècle la réforme s'est poursuivie et l'on peut dire qu'en Angleterre la dispersion des parcelles est un fait exceptionnel.

Si les propriétés foncières sont réparties suivant une désastreuse inégalité, du moins n'y souffre-t-on pas de ce vice qui affaiblit et paralyse la petite propriété française (1).

1. M. de Foville (*Le morcellement*, page 166) fait allusion à un bill passé par le parlement d'Ecosse le 17 juillet 1695. Il le cite comme ayant été édicté « pour imposer une distribution nouvelle des terres mieux appropriées aux besoins de l'exploitation ». Le texte même du bill montre bien qu'il n'en était pas ainsi en réalité et qu'il n'avait pour but que le partage des biens communaux. (Le bill est reproduit par le rapport du comité de la chambre des Communes pour préparer le projet de loi sur la clôture des terres. *Bibliothèque Britannique* tome I 1796). « Notre souverain de l'avis et du consentement des états du parlement dans le but de prévenir les dissentiments qui naissent à l'occasion des communes et pour les décider plus facilement et plus promptement, statue et ordonne que tous les communaux à l'exception de ceux qui appartiennent au roi ou dépendant des bourgs, royaux, puissent être partagés à l'instance d'un des intéressés quelconque, à la charge par lui de citer tous les autres intéressés par devant les lords de la cession qui sont autorisés par la présente loi à connaître des cas, à dire droit entre les parties, à estimer et diviser les communes entre les intéressés suivant leurs titres réciproques, à commettre les sheriffs, les intendants, les baillis royaux et leur subdélégués, les juges de paix ou autres, pour reconnaître le local et faire fournir les preuves nécessaires. Les

SUISSE. — Dans les divers cantons de la vieille petite, république où cependant on a gardé l'amour âpre et le respect de la liberté individuelle, on pratique depuis des siècles les remembrements territoriaux avec toutes leurs conséquences. Il est impossible de savoir à quelle époque ils ont été entrepris, mais les anciens documents en ont conservé le souvenir.

dites commissions feront leur rapport aux lords de la session esquels jugeront les difficultés en dernier ressort.

S'ils se trouve des marais dans lesdits communaux, les lords de la session pourront également les diviser entre les intéressés de la manière sus-dite ; et dans les cas où les dits lords seraient instruits que ces marais ne peuvent être convenablement partagés, sa majesté, avec le consentement ci-dessus, statue et déclare que les dits marais demeureront en commun avec libre entrée et sortie sur ceux soit qu'ils soient divisés ou non, déclarant de même que l'intérêt des héritiers ayant droit aux dits communaux sera estimé en raison de la valeur de leurs propriétés respectives et que les divisions seront faites de manière que les portions des communaux à allouer soient prises sur les parties les plus voisines de la propriété de chaque héritier ». La vérité c'est que lorsque les communaux furent ainsi partagés ils restèrent sans clôture avec droit de vaine pâture et qu'ils furent dispersés au hazard des successions. Peu à peu l'habitude fut prise d'appeler commune les champs ouverts quoiqu'ils appartiennent à des particuliers. C'est ce que constate François de Neuf-Château (voyage dans la Sénatorerie de Dijon page 118) sans se demander pourquoi. La jurisprudence dont on connaît dans le Royaume-Uni, les pouvoirs très étendus a entendu d'une façon très large le bill de 1695, et a appliqué ces dispositions visant à l'origine le par-

Au début du siècle dernier, on voit apparaître les monuments législatifs sur cette matière.

L'advoyer et le grand Conseil de Berne avaient reçu mandat souverain « pour la passassion des près du Canton, à clos et reccord » c'est-à-dire pour les échanges et la cloture des près (1). Le texte de ce mandat contient les renseignements les plus curieux et intéressants. On y voit que dès 1591 il avait été *ordonné* aux Vaudois de réunir leurs près et propriétés particulières et de les tenir à clos et reccord. Le coutumier de 1616 avait définitivement confirmé cette disposition réglant les échanges forcés. L'application souleva des contestations, elle n'en fut pas moins poursuivie pendant un certain temps mais tomba peu à peu en désuétude. Le gouvernement du canton de Berne décida à la suite de recherches, si ces mesures rigoureuses étaient favorables aux propriétaires ruraux. On eut recours au référendum. On recueillit « Les opinions de chaque corps de ville, vassal, et communautés afin

tage des communaux à tous les remaniements territoriaux. Le bill faisait application de la règle que nul n'est tenu de rester dans l'indivision, et permettait à un seul intéressé de mettre en mouvement toute la procédure du partage. Cette règle appliquée dans la suite aux réunions territoriales a été un des plus puissants agents des améliorations foncières en Ecosse.

1. Voir. *Recueil de mémoires concernant l'économie rurale par une société établie à Berne*. Berne 1760 et années suivantes. Tome II 1561, partie II page 418.

qu'un établissement de cette importance ne se fit qu'avec une parfaite connaissance de cause ». La majorité réclama le règlement ancien. La minorité ne consentait aux échanges et clôtures forcés que pour les petits vergers près des maisons. Le gouvernement chargea certains économistes d'étudier la question et sur le rapport qui lui fut présenté jugea « que l'établissement de la passassion générale à clos des prés serait très utile et avantageux aux pays en général et à chaque sujet en particulier, en ce que les prés n'étant plus foulée au printemps et chacun pouvant profiter des eaux dont le pays abonde pour les arroser, l'augmentation de fourrage mettrait chaque particulier en état de tenir plus de bétail en hiver et de pouvoir mieux endruger leurs champs et leurs vignes ; que chacun pouvait encore profiter de cette facilité en plantant des arbres fruitiers dont le pays manquait.

Le Conseil Souverain édicta le 3 juin 1716 un règlement en quatorze articles, règlement qui fut confirmé le 13 janvier 1717. Pour plus d'économie, il était permis de n'enclore les prés que par quartiers contenant diverses propriétés particulières. Tous droits sur les échanges étaient supprimés pendant deux ans. Ce règlement fut intégralement appliqué et il resta dans le canton très peu de prés ouverts et d'exploitations à parcelles éparées.

Tout récemment, un certain nombre de lois canto-

nales ont fait l'application des mêmes principes. Ainsi la loi du 24 décembre 1875 a organisé les remembrements dans le canton d'Argovie. Cette loi qui forme comme un petit code rural, fait taire les exigences de la liberté absolue en faveur des intérêts supérieurs de l'agriculture. Lorsqu'il est désirable de remanier le territoire agricole de certaines parties du canton, la transformation pourra être réalisée contre le gré des opposants, à la condition que les deux tiers des propriétaires intéressés possédant plus de la moitié du territoire votent la mesure.

Certaines pièces de terre, d'une valeur particulière sont exceptées du remembrement. Ce sont celles où se trouvent des bâtiments, des jardins, des forêts, des sources d'eaux minérales etc. Une commission rurale de cinq membres et trois suppléants élue par les électeurs communaux statue sur toutes les difficultés. On a institué aussi deux commissions d'exécution.

L'article 49 de la loi déclare qu'après l'achèvement des travaux l'état fournira une contribution qui pourra s'élever au quart des dépenses.

L'article 40 interdit pour l'avenir le morcellement des pièces remaniées en parts moindres de cinq mille pieds pour les terres labourables et dix mille pieds pour les forêts.

Cette réglementation a été imitée avec quelques changements dans un grand nombre de cantons. Par exemple dans celui de Bâle où la loi du 2 septembre 1895

sur les réunions parcellaires (Feldregulirung) autorise l'exécution simultanée de toutes les améliorations foncières et les nouvelles répartitions de terres, lorsqu'une majorité des propriétaires représentant plus de la moitié des parcelles comprises dans l'opération se prononçant en faveur de cette entreprise.

SUÈDE. — Tout au nord de l'Europe en Suède et au Danemark, nous rencontrons semblable législation. Tant il est vrai que les réunions territoriales sont d'une nécessité et d'une application universelle. En Suède une loi de 1765 vise les terres enclavées et éparpillées aussi bien que le régime des biens communaux (1). C'est un fait intéressant qu'au début dans la plupart des pays, ce fut la nécessité de partager ces communaux et de réunir les parcelles éparses, qui a déterminé les gouvernements à régler le mode de remaniement des terres. Cela tient à la façon dont les propriétés particulières s'étaient formées : (acquisitions successives et lentes prélevées sur le territoire féodal) et à l'origine de biens communaux (sorte de droit de culture acquis par prescription sur certaines parties du domaine seigneurial, avec l'autorisation ou la tolérance du seigneur).

Quoiqu'il en soit en 1865 le roi de Suède édictait

1. Voir *Gazette du commerce de l'agriculture et des finances* 11 avril 1767, page 282.

que les terres éparses fussent réunies et les terres communes partagées si un seul des habitants proposait ses mesures. Les deux opérations devaient se faire cumulativement.

On devait arpenter les terres de chaque propriétaire usager et lui donner un domaine d'un seul tenant de valeur équivalente à celui qu'il possédait auparavant. Pour les enciaves le propriétaire enclavé, ou celui du bien dominant, a le droit d'après cette loi de demander un partage après estimation, de façon que chaque propriétaire reçoive une parcelle séparée et libre de toute entrave. Si l'un des deux propriétaires refusait de se prêter à l'opération, l'autre pouvait s'adresser à l'intendant de la province qui faisait exécuter le partage malgré l'opposant. Cette loi qui pourrait paraître arbitraire a cependant produit d'excellents résultats. Un Suédois écrivait dans la *Gazette du commerce* le 16 avril 1767 : « J'ose vous assurer messieurs que cette mesure de notre gouvernement qui d'abord a trouvé beaucoup de contradictions parce que d'anciens préjugés combattent toujours les nouveautés les plus salutaires, est regardée comme le moyen le plus infailible de faire prospérer l'agriculture dans tous les lieux où elle languit encore ; que partout à présent on s'occupe à faire de semblables partages et que ceux qui ont pris la résolution il y a cinq ou six ans recueillent déjà des fruits abondants de leur docilité et de leur sagesse. Personne ne croit le droit de

propriété attaqué par cet arrangement puisque la portion qu'un possesseur peut être obligé de céder dans un endroit doit nécessairement se retrouver dans un autre. Je souhaite que l'exemple d'un pays toujours ami de la France puisse être de quelque utilité à une nation qui mérite si fort la reconnaissance de toutes les autres par les services qu'elle leur rend, en contribuant si essentiellement au progrès de toutes les connaissances et de toutes les vérités ». Il convient de ne pas oublier que ce généreux correspondant écrivait en 1767.

DANEMARK. — Dès 1758 des réunions partielles de terres avaient eu lieu dans le Danemark (1).

Il était encore sous l'empire des lois féodales. Cependant le serf avait acquis la situation de véritable fermier dont le bail serait à vie. Le bail durait aussi pendant la vie de sa veuve si elle ne se remariait pas. Certaines prestations étaient seulement dues au seigneur. Les serfs avaient acquis ces droits en défrichant les terres incultes, les forêts et assainissant les marais. Comme ils avaient accompli ces travaux en commun, pour la culture de ces terres tenues désormais à ferme, ils formaient des sociétés coopératives appelées fœlledeskal. Mais ces sociétés, créées au hasard des évène-

1. Voir mémoire de M. Bourgoing ministre de France en Danemark relaté par François de Neuf-Château, pièce justificative, VII, et Tisserand, *Etudes économiques sur le Danemark*.

ments, établies sans règles précises, subissaient tous les inconvénients de la coopération sans avoir aucun de ces avantages. Les terres de chaque village étaient divisées en certains quartiers (le plus souvent en trois) : destinés à produire tour à tour du seigle en hiver, de l'orge et de l'avoine au printemps, le troisième lot restait en jachère. Chaque cultivateur était obligé d'avoir des parcelles dans chaque lot, situées souvent à des grandes distances l'une de l'autre. Il devait se soumettre aussi au système commun de culture.

Dès 1758, le gouvernement se préoccupa de cette situation et rendit le 24 décembre de la même année une ordonnance qu'il compléta par deux autres ordonnances du 23 avril 1781. On put dès lors procéder au partage des biens communs. Mais ces biens demeuraient divisés et épars, les diverses seigneuries se trouvant enchevêtrées. Une ordonnance de 1792 vint prescrire les échanges entre seigneurs et entre fermiers de telle sorte que les nouvelles tenures individuelles fussent toujours d'un seul tenant. M. Tisserand dans son judicieux mémoire déclare « que ces décrets royaux doivent être considérés comme le point de départ des grands progrès réalisés par l'agriculture danoise ». En 1800 la moitié du territoire avait déjà été remembrée, et la réforme s'est peu à peu opérée durant tout ce siècle. M. Tisserand constate que les propriétés divisées sont en Danemark un fait exceptionnel. Les drainages et les irrigations y ont pris

un merveilleux développement. Le matériel agricole y est perfectionné. Et toutes ces améliorations ont amené ce résultat que, tandis que la grande propriété est toujours allée en diminuant, la propriété paysanne progressait sans cesse, et c'est elle aujourd'hui qui occupe la plus grande partie du territoire.

AUTRICHE.—On avait cru en Autriche que les réunions territoriales et les améliorations foncières qu'elles suscitent, pouvaient s'opérer et se généraliser sans l'intervention de la loi. Le gouvernement autrichien, reconnaissant enfin que la liberté ne suffisait pas pour produire les résultats attendus, que l'enseignement agricole lui-même restait stérile sur ce point, s'est décidé à intervenir. La petite propriété est en effet dans ce pays vis-à-vis de la grande dans la même situation que la petite propriété française. Deux lois du 7 juin 1884 ont trait aux améliorations foncières (1). Une première loi est destinée à faciliter les exploitations agricoles par la réunion des parcelles dispersées cette réunion est appelée *commassation*.

Lorsque la diète provinciale, sur l'avis de la majorité des propriétaires, ordonne l'irrigation ou le dessèchement d'une étendue de territoire, les opposants peuvent être soumis contre leur gré au remembrement des parcelles. La diète détermine ce qu'on doit

1. *Annuaire législation étrangère*, 1884, page 176 et 370.

considérer comme territoire suffisant, quels sont les immeubles soumis à la réunion. Elle donne la solution des questions relatives aux droits particuliers et connaît des difficultés entre les intéressés.

Pour les grands travaux, le plan est imposé par la diète, pour les autres une assemblée des propriétaires établit à la majorité un plan particulier et le soumet à la diète. Il est institué pour l'exécution des mesures adoptées des commissaires locaux assermentés ; 2° des commissions provinciales auprès des autorités politiques de la province ; 3° une commission ministérielle près le ministère de l'agriculture. Les décisions de la commission provinciale sont portées en appel devant la commission ministérielle.

Une deuxième loi de la même époque applique les avantages de la réunion des parcelles à la suppression des enclaves dans les forêts.

Grâce à cette législation, de nombreux remembrements se sont opérés en Autriche, là même où sous le régime de libre initiative nulle amélioration foncière n'avait été entreprise.

ALLEMAGNE.

L'Allemagne a procédé à l'exécution des remembrements avec un tel esprit de suite et de méthode qu'elle est devenue comme la terre classique de ces réformes et que c'est chez elle que les autres nations vont chercher des renseignements avant de s'engager dans la même voie. Il faut bien se rappeler avant tout que les réunions territoriales n'y sont pas réalisées isolément. Elles font partie d'un ensemble de travaux et d'améliorations foncières appelés Flurbereinigung accomplies sous la surveillance et avec l'aide de l'Etat et des sociétés d'agriculture.

Les lois sur les remaniements territoriaux varient suivant les régions et les états particuliers. Il convient de donner quelques renseignements sur les dispositions les plus caractéristiques. Il est impossible de dresser ici la liste complète de la législation en cette matière mais quelle qu'en soit la diversité, elle a amené les plus heureuses réformes pratiques.

Les opérations dont nous allons parler reçoivent diverses appellations qui toutes se rapportent à un détail de leur exécution (Zusammenlegung). Rassemblement préalable de parcelles particuliers (Neueinteilung Verkoppelung). Partage de cette masse. Consolidation. Attribution et nouveaux droits de propriété de chaque propriétaire intéressé, etc.

La Saxe a remanié à diverses reprises sa législation particulière sur les réunions territoriales : loi du 17 mars 1832 du 23 juin 1861, circulaire de 1863, loi du 6 août 1881, du 29 avril 1890.

En 1865 M. Tisserand dans une célèbre étude, résumait ainsi les effets de la loi saxonne dans la commune de Hohenaida « Le territoire de Hohenaida comprenait 895 hectares appartenant à trente-cinq propriétaires. On y comptait 77 h. parcelles moyennes d'une étendue moyenne de 57 ares, la réunion réduisit le nombre des parcelles à 60 d'une superficie moyenne de 9 hectares 82 ares traversées pour la majeure partie par un seul chemin. Le travail a été exécuté en un an et a coûté 512 fr. 20 soit 5 fr. 25 par hectare. Par la diminution de la surface consacrée aux routes et clôtures on a gagné 9 hectares 72 ares 58 centiares c'est-à-dire plus que la dépense de la réunion territoriale. La conséquence de la réunion a été la nécessité d'agrandir tous les greniers pour recevoir l'augmentation des produits récoltés ».

Voici quels sont les traits essentiels d'une réglementation qui a pu produire de si beaux résultats.

La réunion des parcelles peut s'opérer par l'échange libre et par une entente spontanée.

Mais tout opposant doit subir contre son gré le remembrement quand plus de la moitié des propriétaires fonciers se prononcent pour une proposition à cet effet, quand il en doit résulter l'abolition d'un par-

tage communal ou l'établissement d'un libre accès pour les terres enclavées. Les suffrages attribués à chaque individu, parmi les propriétaires susceptibles d'être soumis à la réunion, seront en rapport avec le nombre et l'importance des parcelles comprises dans l'opération et calculés en multipliant le nombre des parcelles par leur étendue totale. Les travaux doivent être exécutés quand ces conditions sont remplies, lors même que la proposition n'émane que d'un seul propriétaire ou n'a pour objet qu'une seule parcelle.

Une commission générale, *général-kommission für ablösungen und gemeinheits-theilungen* officiellement nommée est chargée de résoudre toutes les difficultés. Lorsque les suffrages des propriétaires intéressés ont rejeté la proposition de réunion, celle-ci ne peut avoir lieu, mais lorsque celle-ci a été votée si la majorité paraît trop faible, ou si les difficultés pratiques sont trop considérables, la commission peut refuser de laisser accomplir les travaux. Les intéressés ont le droit de renouveler leur demande.

Si une délimitation plus convenable ne peut être obtenue, ou des améliorations foncières réalisées, qu'en empruntant une portion de terrain d'une commune voisine, la commission doit provoquer l'accord de tous les intéressés. Si l'accord ne s'établit pas, la commission peut passer outre et ordonner l'exécution la plus convenable du plan projeté, sa décision peut être cassée sur appel par le ministre de l'intérieur.

Personne peut être contraint à accepter un nouveau terrain qui exigerait soit un changement total du système de culture, soit le déplacement des bâtiments d'exploitation, le fermier exploitera les nouvelles terres attribuées aux propriétaires suivant les conditions de son bail ancien les charges hypothécaires se déplacent et grèvent les nouvelles parcelles du débiteur etc.

La loi du 6 août 1881 a simplement complété la loi de 1861. La loi du 24 avril 1890 a organisé les syndicats formés pour l'exécution des travaux d'amélioration foncière. Ces syndicats sont autorisés à confier la gestion de leur intérêts à un seul représentant. Les propositions de réforme sont adressées à la commission générale qui peut les adopter, les rejeter ou les adopter en partie. L'initiative appartient à chacun des membres du syndicat ainsi qu'au tiers des intéressés. L'assemblée générale discute et adopte toutes les propositions. Chaque membre du syndicat possède autant de voix qu'il a d'hectares ; toute fraction de 50 hectares et au-dessous donne droit à une voix de plus ; toutes les contestations sont portées devant le comité général qui statue en dernier ressort (1).

La loi du 21 Mai 1886 du *grand duché de Bade*

1. En Saxe d'après M. Tisserand 760 communes occupant le cinquième de la surface cadastrale ont subi de 1830 à 1864, la réunion des parcelles. Depuis la nouvelle loi ce mouvement s'est encore accéléré.

s'est inspirée de cette législation Saxonne. La loi Ba-
doise du 5 Mai 1856 déclarait que toutes les améliorations foncières, y compris le remembrement, pourrait être exécutée sur l'ensemble d'un territoire lorsque les deux tiers des propriétaires en réclameraient la réalisation. La loi de 1886 a modifié ainsi cette disposition : Dans le cas où les intérêts majeurs de l'agriculture l'exigeraient il est actuellement procédé à la réunion des parcelles, création de chemins, etc., aux conditions suivantes : 1° il faut que plus de la moitié des propriétaires y consente ; 2° que leurs biens payent plus de la moitié de l'impôt foncier total prélevé sur l'ensemble du territoire à remanier ; 3° que le projet soit approuvé par l'administration centrale. Une commission est chargée de diriger l'exécution des travaux, elle se compose de un président nommé par l'administration centrale, un géomètre et un ou plusieurs experts choisis par les propriétaires intéressés.

Depuis 1870 le nombre des réunions effectuées a été de plus de 400 représentant le dixième du territoire total du grand duché.

C'est la *Bavière* qui de tous les états allemands offre les premiers exemples, avec la Haute-Souabe, de réunions territoriales : Dès le seizième siècle on en relève des traces et il est permis de supposer qu'elles y étaient connues et pratiquées (comme en Suisse) depuis des temps immémoriaux. La réforme était accomplie au début, lors des partages des biens communaux.

on en a fait dans la suite une réforme autonome, diverses lois ont successivement réglementé la matière : loi de 1856, du 10 Novembre 1861, de 1863, du 29 Mai 1886.

Actuellement c'est cette dernière loi qui constitue le fond de cette législation spéciale.

C'est une loi sur les améliorations agricoles. (Flurbereinigungsgesetz) L'article premier déclare qu'on doit entendre par Flurbereinigung toute entreprise ayant pour but une meilleure utilisation de la terre, soit par la réunion des parcelles, soit par une appropriation plus rationnelle des chemins vicinaux et ruraux.

La Flurbereinigung peut avoir lieu contre le gré des opposants et sur leur propriété, à la condition : que les trois cinquièmes au moins des propriétaires intéressés donnent leur consentement lorsque leur nombre est au-dessous de 20. Lorsque leur nombre dépasse 20 le consentement de la majorité absolue suffit. Cette majorité doit posséder en même temps plus de la moitié de la superficie comprise dans l'amélioration projetée. La loi exige encore que cette majorité paye plus de la moitié de l'impôt foncier affectant la superficie comprise dans l'amélioration; enfin cette amélioration doit entraîner effectivement une meilleure utilisation du sol et la minorité ne peut être contrainte à la subir que si le but visé par la majorité ne peut être atteint sans englober les terrains appartenant à la minorité:

Les co-propriétaires de la même parcelle sont comptés comme une seule personne et les possesseurs de fidéicommiss comme propriétaires. Les améliorations sont exécutées sous la direction des fonctionnaires spéciaux dépendant immédiatement des autorités régionales. Grâce à cette organisation la petite propriété paysanne a réalisé en Bavière les plus heureux progrès.

Les premiers remaniements territoriaux avaient été aux siècles précédents réalisés en Bavière par l'action spontanée des propriétaires et seigneurs féodaux.

C'est le gouvernement prussien qui a pris le premier l'initiative de ces transformations. Après la paix de Hubertsburg en 1763 le gouvernement intérieur de la Prusse absorba toute l'attention de Frédéric. La guerre de 7 ans avait épuisé cet état. Dans son chapitre des finances, Frédéric expose les mesures qu'il édicta pour relever le pays (1). Le vieux Kaiser écrit à ce sujet : « le gouvernement qui se proposait de perfectionner tout ce qu'il y avait de défectueux dans les anciens usages, examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale, trouva qu'en général tout ce qu'on appelait commune (biens ouverts et entremêlés) portait préjudice au bien public. Ce ne fut qu'après la séparation des communes que l'agriculture des Anglais commença à prospérer ».

1. Mémoires de Frédéric II, page 400 et suivantes, de l'édition de Boutaric et Campadon 1866.

« Tout gouvernement monarchique qui imite les usages introduits dans les républiques ne mérite pas d'être accusé de despotisme. On imita donc un si louable exemple, on envoya des commissaires de justice et d'économie pour séparer les pâturages ou les arpents qui étaient mêlés ou en commun. Dans les commencements on rencontra de grandes difficultés parce que la coutume reine de ce monde, règne impérieusement sur les esprits bornés. Mais quelques exemples de pareil partage exécutés à la satisfaction des propriétaires firent impression sur le public et bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces ». Il est impossible de ne pas rappeler que cette réforme faisait partie d'un plan d'ensemble judicieusement établi pour protéger l'agriculture dans le Brandebourg. On releva les villages détruits, fonda des colonies agricoles dans les métairies royales, dessécha trois immenses marais, draina les terres humides, creusa le canal de Bromberg, etc. L'homme qui fut vraiment l'âme de ces grandes entreprises fut un ancien page du vieux prince de Dessau nommé Drenkenhoff. Mirabeau (1) le traite de grand homme bien qu'il fût sans culture aucune ; il écrivait de lui : « peu d'hommes avaient autant de choses dans la tête ».

En 1821 le gouvernement prussien crut nécessaire d'édicter une loi d'ensemble sur les réunions territo-

1. Mirabeau *de la monarchie prussienne* sous Frédéric le grand, tome I, page 222.

riales. Depuis lors de nombreuses lois sont intervenues qui ont renouvelé la réglementation : en particulier les lois du 2 avril 1872, du 18 février 1880. La méthode prussienne de remembrement est la plus rapide et la plus économique. Nous savons que la Prusse a organisé des services particuliers pour les améliorations foncières. Il y a actuellement en Prusse plus de 600 fonctionnaires s'occupant activement des réunions territoriales et jamais personne n'a pensé que ces fonctionnaires fussent des parasistes, tant ils accomplissent une œuvre utile et féconde. Voici quel est actuellement le mode pratique d'après lequel s'opèrent en Prusse les remembrements.

L'initiative de la réforme est abandonnée aux intéressés eux-mêmes mais les fonctionnaires spéciaux provoquent cette initiative. L'exécution appartient à l'autorité supérieure.

Lorsque la majorité des propriétaires, possédant plus de la moitié des terrains à remembrer, a consenti à signer un formulaire spécial dit de provocation réclamant la transformation du territoire, un commissaire spécial délégué à cet effet par le gouvernement convoque les intéressés directs et indirects en assemblée générale. Cette assemblée détermine tous les détails de la réforme : son étendue, irrigations, drainage, création de chemins etc., etc. Elle s'occupe aussi des moyens financiers pour la réaliser.

Le commissaire spécial dresse ensuite un tableau dit

de légitimation, qui comprend les parcelles de chaque intéressé distinguées en parcelles principales et secondaires. Un géomètre dresse le plan actuel du territoire en parcelles. Des experts choisis par l'assemblée générale déterminent la valeur des parcelles de chaque propriétaire et de leur classement en différentes cultures.

Le commissaire spécial résume en un tableau d'ensemble les évaluations des experts et évalue les biens de chaque intéressé. Une nouvelle assemblée générale statue sur toutes les difficultés qui peuvent se présenter. Le géomètre fait alors un nouveau plan représentant le territoire tel qu'il doit être remanié. Ce plan est soumis à l'approbation des fonctionnaires supérieurs nommés à cet effet dans chaque région. Enfin une dernière assemblée générale des intéressés décide les détails de l'exécution du plan, fixe un terme pour les récoltes, l'enlèvement des clôtures, la répartition des frais, etc. C'est alors que les travaux sont effectués sous la direction du commissaire spécial. Les propriétaires reçoivent ensuite leurs nouveaux titres de propriété affectés des mêmes modalités que les anciens.

Cette réglementation pratique des améliorations foncières a été reconnue en Prusse comme celle produisant les meilleurs résultats. Les populations s'y soumettent volontiers et les oppositions sont tous les jours plus rares. Le nombre d'hectares qui a été ainsi remembré atteindra bientôt 2.000.000 et l'on peut à bon droit considérer

que de telles dispositions législatives ont été parmi les agents les plus actifs de la propriété prussienne.

Le gouvernement prussien a appliqué peu à peu aux provinces conquises ou annexées les réformes qu'il avait introduites sur son propre territoire.

Dès 1834 une loi de la *Hesse-Cassel* avait facilité la réunion des parcelles dispersées. Cette loi enjoignait aux autorités provinciales et communales de prêter leur concours pour l'exécution de ces mesures. Mais cette loi était entachée du même vice que nous reprochons aujourd'hui à la loi française : elle laissait *toute initiative aux intéressés*. Aussi, comme il arrivera toujours en pareil cas, *restera-t-elle lettre morte*. Le morcellement des terres ne cessa de s'étendre jusqu'à devenir excessif (1) à l'exception des cercles de Rinteln, Fulda, Henefeld, Schlüchtern où s'est perpétué la coutume des *geschlossene Höfe* (biens patrimoniaux) qui se transmettent dans leur intégralité. Mais lorsqu'à la suite des événements de 1866 la Hesse eut été annexée à la Prusse une ordonnance du 13 mai 1867 prescrivit le partage des biens communaux et la réunion des parcelles. Une commission générale siégeant à Cassel

1. Rapport sur la loi des réunions territoriales dans la Hesse par M. de Courcelle ambassadeur de France en Allemagne, *Bulletin du Ministère de l'agriculture*, 1884.

Voir aussi *Annales agronomiques*, volume XIII, 1881, fascicule I, (publié sous le patronage du gouvernement prussien). Réunion des parcelles dans l'arrondissement de Cassel.

fut créée pour exécuter l'ordonnance. Elle se compose d'un président, quatre conseillers et un certain nombre d'enquêteurs, arpenteurs, experts, etc. La réunion des terres d'un finage peut avoir lieu quand elle est proposée par les propriétaires de plus de la moitié des terres soumises à l'échange. La surface est calculée d'après le cadastre de l'impôt foncier. Le plan des transformations foncières est laissé à l'accord libre des parties sauf l'approbation de la commission générale. Les décisions de cette dernière sont portées en appel devant le « collège de révision » pour les affaires de l'agriculture à Berlin.

Les populations se plaignirent vivement au début d'être mises en demeure d'effectuer les opérations nécessaires, mais le nombre des opposants diminua peu à peu : en 1875 sur 208 remembrements 23 seuls étaient ratifiés à la majorité; tous les autres l'avaient été à l'unanimité. M. Bruno Schlitte en 1881 donnait la statistique suivante : dans l'arrondissement de Cassel les réunions avaient supprimé 87, 31 p. 100 du nombre primitif.

La contenance moyenne des terres qui était auparavant de 21 ares monta à 161 ares. Le nombre des intéressés s'élevait à 41.112.

Propriétés		Intéressés	P. 100
De moins de 1	hectare	27.008	65,7
— de 1 à 5	—	9.430	22,9
— de 5 à 10	—	2.00	4,9
— de 10 à 25	—	1.899	4,6
— de 25 à 40	—	456	1,1
— de 40 à 60 et au-dessus		318	0,8
		41.112	100.0

Ces chiffres sont précieux en ce qu'ils montrent avec précision que ce sont les très petites exploitations qui bénéficient le plus de ces réformes. En 1884 (1) la *Gazette de l'Allemagne du Nord* dont on sait les attaches officielles publiait la note suivante : « pendant le voyage de service que le ministre d'état Lucius a accompli dernièrement dans le district du gouvernement de Cassel pour contrôler la mise à exécution dans cette partie de l'empire des nouvelles agglomérations et des grands morcellements des forêts, il s'est passé le fait remarquable suivant : Le ministre visitait le finage de la commune d'Osthein située dans le cercle de Hanau qui il y a quatre ans essaya avec tumulte d'empêcher l'exécution des reconstitutions de domaines par les réunions de parcelles, en chassant à coups de pierres et par des menaces les géomètres arpenteurs

1. *Gazette de l'Allemagne du Nord*, n° du 19 juin 1884.

chargés de l'opération. Comme les dispositions de prévoyance légale en vue de faire procéder à l'agglomération par voie de contrainte devaient sans aucun doute procurer de grands avantages économiques, le cas parut d'une importance particulière pour servir d'exemple à toute la contrée, et le ministre ordonna de procéder à l'exécution malgré les protestations les plus tumultueuses. Le finage qui était d'une étendue de 880 hectares morcelée en 9400 parcelles, a été depuis entièrement remanié et réparti en 1160 nouvelles surfaces appartenant à 597 propriétaires, qui ont été rendues accessibles par des chemins commodément établis, et sont arrosées par un système pratique de fossés. Les propriétaires ont nivelé et cultivé avec beaucoup de zèle les surfaces qui leur ont été remises au cours des dernières années. Six propriétaires seulement ont manifesté des regrets, mais tous avaient fini par consentir à l'exécution,

Le ministre fut reçu par presque toute la population masculine sur la limite des champs et le chef de la députation qui il y à quatre ans avait porté la pétition de protestation à Berlin, s'avança et remercia le ministre de ce que la réunion ait eu lieu malgré le désir des habitants. Autrefois il n'avait pas compris la chose, mais il reconnaissait maintenant les avantages d'une manière de faire qui dans beaucoup de cas avait triplé la valeur de leurs terrains. Des observations également aussi satisfaisantes ont été faites dans beaucoup d'au-

tres contrées agricoles telles que : Wahern, Zennern, Tritslar, Felsberg, Zierenberg, etc., partout on a reconnu non seulement les avantages économiques de l'annexion, mais l'expérience a principalement confirmé que l'activité, le zèle déployé par les propriétaires pour augmenter le rapport des terres avait pris depuis lors un grand élan ».

La Prusse avait appliqué à *la Hesse* la même loi qui avait été auparavant édictée pour la *Westphalie*. Les résultats dans cette dernière province y avaient été exactement les mêmes (1).

Dans le *Hanovre* une loi de 1842 autorisait les remaniements territoriaux après le vote favorable de la majorité des propriétaires représentant les $\frac{2}{3}$ du territoire à partager et acquittant en impôts fonciers les $\frac{2}{3}$ de la somme totale due par la commune. On applique aux réunions de terres les mêmes règles qu'aux expropriations pour cause d'utilité publique, en indiquant seulement que l'indemnité est due non en argent mais en terres. Après la réunion du Hanovre à la Prusse le gouvernement rendit une ordonnance le 16 août 1867 identique à celle appliquée à la Hesse. Une commission générale était organisée sur le modèle prussien et les règles de procédure de remembrement en vigueur dans royaume étaient appliquées à la nouvelle province.

1. Article de M. Steinheim. *Landwirthschaftliche Jahrbücher*, 1890, cité par le *Bulletin du ministère de l'agriculture*.

Une loi du 30 juin 1883, a simplifié ces règles et réduit les frais. Avant l'annexion très peu d'améliorations foncières avaient été effectuées, depuis l'annexion, la plus grande partie du territoire a été remembré.

La Prusse a appliqué des règles identiques au pays *de Hozenzollern*.

On doit rappeler tout au moins pour mémoire, les lois semblables appliquées dans le Nassau où près de 200.000 hectares ont été transformés depuis 1830 ; dans le Wurtemberg (loi du 26 mars 1862), le Grand-Duché de Saxe-Weimar (1848), etc. Dans toutes ces régions, l'administration peut prendre l'initiative des réformes, elle en dirige en tous cas l'exécution et une certaine majorité de propriétaires a le droit au nom de l'utilité publique d'imposer sa volonté à la minorité.

Dans les provinces Rhénanes où les populations sont d'un type et d'un caractère semblable à celui des Français, les mêmes procédés ont amené les mêmes résultats, que partout ailleurs. Le morcellement des petites propriétés y était excessif, il était d'ailleurs antérieur à l'application du code Napoléon. En 1837, l'Association des agriculteurs de la province (*Landwirtschaftlichen Verein*) réclamait le droit pour les parents d'interdire par testament aux enfants de morceler davantage les terres, demandait que les pasteurs ou les curés qui exercent dans tous les domaines une grande influence, fussent invités à empêcher s'il leur était possible toute nouvelle division ; enfin que les notaires, exécuteurs

testamentaires etc., respectassent le cadastre établi dans leur partage. Après une campagne menée dans chaque village, l'association fit diriger une enquête dans le duché de Nassau pour étudier la pratique des remboursements. Les enquêteurs émirent l'avis qu'il y avait lieu de rendre les réunions territoriales obligatoires. Tous les intéressés ne furent pas convaincus; on envoya alors des délégués de diverses localités pour procéder à une nouvelle enquête, les conclusions furent identiques à celles de la précédente. Un projet de loi présenté en juillet 1878 fut après discussion et modification voté enfin le 24 mai 1885. On reconnaît bien à cette longue procédure parlementaire le caractère de populations semblables aux populations françaises. Cette loi accueillie avec quelque froideur a été cependant de plus en plus en faveur: la commission générale de Dusseldorf instituée le 1^{er} avril 1886 avait eu à étudier en 1898 plus de 275 remboursements généraux dont 120 devaient être achevés cette même année.

C'est une triste obligation que d'avoir à apprécier les agissements de l'administration allemande en Alsace-et-Lorraine, surtout quand ils ont eu d'heureuses conséquences. Mais il est impossible en bonne conscience de ne pas rappeler que sous la législation française, la petite propriété dans nos anciennes provinces n'a cessé de se morceler et de s'éparpiller. Rien n'avait été fait pour porter remède au mal et si ces provinces étaient restées dans la famille française elles n'auraient pas

éveillé à l'heure actuelle la sollicitude des pouvoirs publics.

En 1888 le conseil de l'agriculture (Landwirthschaf-ts-rath, réclamait l'application d'une loi sur les remaniements territoriaux. Les lois de 1884 et 1887 sur les associations syndicales avaient à l'expérience paru insuffisantes. Les associations formées en vertu de ces lois se sont heurtées à l'inertie et la mauvaise volonté de quelques-uns a souvent paralysé les efforts de la majorité. La loi du 30 juillet 1890 (1) sur les syndicats autorisés a satisfait le vœu du conseil de l'agriculture. Cette loi déclare que les syndicats autorisés formés pour le redressement des chemins ruraux ou l'exécution de travaux d'irrigation et de drainage, ont le pouvoir de procéder malgré le vœu des propriétaires contre d'autres immeubles à la composition d'éléments nouveaux lorsque l'entreprise ne peut être menée à bien sans la répartition nouvelle (remembrement) des propriétés intéressées. Les syndicats autorisés ne sont formés que par une majorité spéciale. Quand les travaux ont été décidés le syndicat ne joue qu'un rôle consultatif, c'est l'administration elle-même qui procède au remembrement.

Soumises à une pareille réglementation l'Alsace et Lorraine ont effectué les plus heureuses améliorations foncières et l'on en projette de nouvelles, auxquelles les populations rurales consentent avec empressement.

1. Gesezblatt 1890, p. 61.

CHAPITRE XIV

Introduction des remembrements en France.

Il n'y a pas de transition plus naturelle, lorsqu'on a cité l'exemple de l'étranger, pour revenir à la France de parler en dernier lieu de l'Alsace et Lorraine. On peut en effet penser que, sinon en fait du moins en droit, la législation allemande s'y applique à des populations françaises. Nous réclamons seulement l'application de mesures non pas identiques mais semblables, aux terres françaises de ce côté ci du Rhin.

La loi sur les associations syndicales, au point de vue qui nous préoccupe, a été en effet « *peu ou point appliquée* ». C'est ce qu'a constaté la commission extra-parlementaire du cadastre dans sa vaste et récente enquête (2). La commission a demandé aux comités départementaux, chargés de vérifier l'état actuel du cadastre, quelles réformes pouvaient être utilement entreprises. Voici les réponses qu'elle a obtenues.

1. Rapport de M^r Charles Lallemant, page 468.

Questions posées		Réponses		
		Affirmat.	Négativ.	Abstent.
1° Accueillerait-on favorablement .	Les abornements généraux . . .	9	78	»
	Les remboursements de propriétés	4	83	»
	La création de chemins ruraux	16	71	»
	Seraient-elles utiles à la région ?	40	45	2
2° Ces mesures .	Seraient-elles facilitées par une extension donnée aux lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 sur les sociétés syndicales ?	29	34	4
	3° En cas d'abornement généraux devrait-on maintenir les bornages antérieurs	79	4	»

Il est permis de tenir peu de compte de cet interrogatoire. Ceux qui y ont répondu sont pour la plupart de grands propriétaires n'ayant pas de terres dispersées et ne connaissant pas les vices auxquels on songeait à remédier. D'autre part, la réforme proposée pouvait leur créer des ennuis personnels et quelle qu'ait été leur impartialité, il est difficile de croire qu'ils n'ont absolument pas été influencés par cette idée inconsciente. Enfin, on n'a jamais vu, même en Allemagne, des populations réclamer *proprio motu* les remboursements. Elles n'en reconnaissent les effets que lorsque ceux-ci ont été effectués ou lorsqu'elles en ont des exemples sous les yeux.

La commission extra-parlementaire du cadastre a cependant, dans ses avis, rejeté toute initiative de l'État en matière de remembrements et d'abornements généraux. Mais son œuvre à cet égard n'a pas été stérile car elle a provoqué le vote de la loi du 17 mars 1898. Cette loi avait été proposée en 1874, elle a fini par aboutir après divers remaniements à la suite de vingt-quatre ans de discussions. Elle tend à rendre plus rapide et plus économique la révision du cadastre. Un crédit est affecté annuellement au budget pour l'entretien d'un service dit de révision et de conservation du cadastre et à l'allocation de subvention aux communes qui procéderaient à la réforme. La part de l'État ne peut dépasser 40 0/0. Les communes pour être admises à bénéficier de la loi doivent instituer préalablement soit une commission, soit un syndicat de délimitation ou de bornage. Les opérations cadastrales comprennent obligatoirement la délimitation des immeubles et le bornage reste facultatif. Le syndicat de délimitation et de bornage sera libre ou autorisé et pourra être formé soit pour la commune entière, soit seulement pour une portion du territoire communal. L'association syndicale autorisée doit être établie soit sur la demande de un ou plusieurs propriétaires intéressés, soit sur la demande du maire ou du préfet. Elle est soumise pour le surplus aux dispositions qui régissent les associations constituées pour l'exécution de travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif, à l'exclusion des alinéas 3 et

4 de l'article 9 de la loi du 21 juin 1865, modifié par l'article 9 de la loi du 22 décembre 1888, au cas de formation de syndicat libre, il est loisible aux parties contractantes de convenir que la délimitation sera accompagnée du bornage des immeubles et qu'il sera précédé au remembrement. Il résulte de cette dernière disposition que les syndicats autorisés ne peuvent procéder à cette opération et que par conséquent il faudra toujours la libre adhésion de tous les intéressés pour effectuer les remaniements généraux des territoires.

S'en tenir à un pareil système c'est vouloir rester toujours dans le même état de choses et refuser d'introduire en France une grande et féconde réforme dont les résultats bienfaisants sont unanimement reconnus à l'étranger.

Mais, fait-on observer, la pratique des abornements généraux telle qu'elle a été spontanément adoptée par les populations françaises a bien montré qu'elle était suffisante pour porter remède à la dispersion des parcelles ; ne suffirait-il pas de la généraliser ? Il faut malheureusement répondre à ces observations que ces abornements généraux s'ils réalisent quelques progrès ont montré, à l'expérience, qu'ils étaient absolument insuffisants pour guérir le mal signalé. On fait trop peu d'échanges libres de parcelles et quelques propriétaires seulement bénéficient dans une faible mesure de la réfection cadastrale. Il faut le dire tout franchement : Ou bien, on trouve la situation actuelle de la petite

propriété rurale assez satisfaisante, et les tenures assez convenablement réparties, et l'on ne veut pas troubler les propriétaires paysans dans la quiétude de leurs droits et de leurs possessions, en leur imposant des améliorations générales, ou bien si l'on est d'avis que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes et que la disposition des parcelles dans la propriété paysanne est très défectueuse il faut se résoudre aux réformes énergiques et radicales. L'expérience a été faite dans les pays les plus divers : les remboursements généraux obligatoires peuvent seuls remédier au morcellement excessif du sol.

Au congrès agraire tenu à Vienne en 1873, le représentant de la basse Autriche établissait d'après une savante et judicieuse enquête les principes suivants pour l'élaboration d'une loi sur les transformations foncières : 1° admissibilité du droit de la majorité, 2° règlement simultané de tous les remaniements territoriaux utiles. A cela nous ajouterons l'initiative de l'Etat.

Ce qui manque en effet le plus à nos populations rurales c'est l'esprit d'initiative. Comment voudrait-on qu'elles décidassent l'exécution d'amélioration dont elles ignorent absolument la possibilité pratique et dont elles ne connaissent pas en tous cas les effets bienfaisants. Que les ingénieurs agricoles de l'Etat reçoivent l'ordre de susciter dans les communes les plus morcelées, la création de syndicats locaux pour la

réalisation des transformations nécessaires, et celles-ci seront effectuées là même où nul n'y songeait. Il serait désirable que les propriétaires trouvassent dans les travaux un intérêt immédiat : par exemple une exemption d'impôts fonciers pendant un an ou deux. L'administration fiscale agissait ainsi sous l'ancien régime. Il conviendrait que ce fussent les ingénieurs eux-mêmes plus impartiaux et tenant plus de compte de l'intérêt général qui présentassent un plan d'opérations à l'assemblée des intéressés. Enfin il est indispensable si l'on ne veut pas édicter une réforme stérile, qu'une certaine majorité représentant une certaine portion de territoire imposât dans l'intérêt général sa volonté à la minorité.

C'est la règle universellement admise partout ailleurs qu'en France, c'est la règle admise en France même pour des travaux autres que les remembrements.

On invoque pour la rejeter le droit sacré de propriété. L'argument est frappant, mais il n'est pas décisif. On viole tous les jours ce droit de propriété dans les expropriations pour cause d'utilité publique et nul n'en est choqué. On pourrait appliquer comme cela se fait ailleurs exactement la même procédure aux remembrements, en donnant aux récalcitrants une valeur équivalente soit en argent soit en terres. D'ailleurs cet argument du droit de propriété n'est pas à la réflexion le moins du monde topique pour un économiste. S'il est vrai que le droit du propriétaire n'est pas un mo-

nopole vain mais qu'il a pour base le travail et pour raison d'être l'utilité générale il est suffisamment respecté si l'on donne toujours à celui qui en est investi une valeur équivalente, en biens identiques. Qu'on prenne garde à force de vouloir protéger ce droit exorbitant, mais nécessaire et légitime dans notre organisation sociale actuelle, on ne finisse par le rendre intolérable et donner des armes à ses détracteurs contre lesquels on prétendait le défendre.

C'est un fait intéressant que les remembrements obligatoires ont toujours été en France repoussés par les économistes théoriciens et réclamés par les agronomes les plus conservateurs et les économistes agraires les plus sages. C'est Duhamel du Monceau qui à la fin du siècle dernier les prônait ; c'est Ivernois et Dombasle, Antoine Bertier, qui en vantaient l'efficacité au début de ce siècle ; ce fut ensuite M. Tisserand tous ceux enfin qui avaient pu en apprécier eux-mêmes les bienfaits. Quand donc en France serons-nous moins timides devant les réformes les plus nécessaires et saurons-nous profiter des expériences faites par les nations voisines.

Le principe de liberté ne se suffit pas à lui-même ; il conduit, lorsqu'on le prend pour unique guide, à la plus déplorable inertie, c'est le principe de solidarité qui doit inspirer le législateur comme le sociologue. Seul il tient compte à la fois des droits imprescriptibles de l'individu et de ses devoirs primordiaux envers la société qui lui a elle-même conféré ces droits.

CHAPITRE XV

Syndicats et coopération de production.

Il ne suffirait pas de donner aux petites exploitations rurales la cohésion qui leur fait défaut. Il ne suffirait même pas par des améliorations foncières heureuses, de les mettre à même de pratiquer la culture intensive. Nous savons en effet que les raisons de la supériorité économique des grandes entreprises agricoles sont actuellement de deux ordres différents. Ces exploitations ont su obtenir une production intense avec une culture extensive et à bon marché. Ce dernier mode d'exploitation suffirait à lui seul, pendant toute la période de mise en valeur des pays neufs, pour leur assurer une suprématie incontestable.

Il faut absolument, si l'on veut placer les petites tenures dans des conditions égales à celles des plus grandes, leur permettre l'économie de main d'œuvre et l'emploi des machines à grand travail. Il faut encore qu'elles puissent céder leurs produits dans les conditions les plus avantageuses possibles. Un tel résultat ne peut être atteint que par l'union des petits cultiva-

teurs dans une coopération bien entendue. Pour une telle œuvre nos syndicats agricoles pourraient jouer le rôle le plus efficace. Il ne faut pas systématiquement ignorer l'œuvre de ces syndicats. M. Coulet (1); et après lui M. Rouanet (2) les a dénigrés comme à plaisir. Il faut reconnaître que nos syndicats agricoles ont honnêtement rempli le rôle de courtiers qu'ils se sont assignés : tantôt servant d'intermédiaires des intéressés entre les cultivateurs et les marchands d'engrais ou de matières premières, tantôt, et moins souvent, parvenant à aboucher utilement l'agriculteur avec les commerçants acheteurs. Mais on pouvait rêver une mission plus haute pour les syndicats, et il ne faut pas avoir crainte de le dire : ceux-ci n'ont pas jusqu'ici satisfait les espérances qu'ils avaient suscitées, et à part quelques exceptions, ils n'ont pas su donner aux petits propriétaires l'appui constant qui leur était indispensable.

Tandis que la France entière se couvrait de ces sociétés syndicales qui devaient, semblait-il, transformer le monde agraire et lui donner, comme on l'a dit, une âme, les petites exploitations qui étaient destinées à en recueillir les premiers bienfaits, ne cessaient de se désagréger et de s'anémier insensiblement, de telle

1. *Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture*, par Elie Coulet, 1898.

2. *Revue socialiste*, février 1899. *Du danger de l'avenir des syndicats agricoles*.

façon que si l'on étudie l'état de la propriété paysanne avant le règne des syndicats et après leur avènement on constate qu'il a empiré et *qu'à ce point de vue*, quelques exceptions réservées, on a le droit de reprocher à ces mêmes syndicats d'avoir fait faillite à leurs engagements.

M. le Comte de Rocquigny dans ses beaux ouvrages (1), si consciencieux et si lumineux, a relevé minutieusement, un à un, tous les exemples de syndicats ayant prêté assistance directe aux petits cultivateurs. Mais quelque longue que puisse paraître cette liste; lorsqu'on songe, à l'étudier de plus près, qu'elle cite à peine quelques centaines d'associations très diverses et souvent peu florissantes, vraiment coopératives, on est bien forcé de songer à ces milliers et centaines de milliers de villages où rien n'a été fait ni ne se prépare dans le même but.

Quoique puissent dire les admirateurs enthousiasme de nos associations actuelles, les syndicats ne sont guère encore que de grands magasins communs, où grands et petits propriétaires viennent acquérir les denrées qui leur sont utiles. Ce ne sont certes pas de telles institutions qui sauveront la petite propriété du dépérissement. Il n'est que trop certain que les grands agriculteurs ont toujours là, comme ailleurs, une influence prépondérante ne serait-ce qu'à cause des cotisations

1. Comte de Rocquigny. *La coopération de production dans l'agriculture 1896. Les syndicats agricoles et leur œuvre 1900*

plus élevées qu'ils payent, et l'on ne saurait leur demander d'exercer cette influence surtout en faveur de leurs plus faibles associés. On est souvent mal venu de leur demander surtout de prêter leur concours à de petites associations de production, qui ne leur sont pas immédiatement utiles à eux-mêmes, et qui engagent dans une trop grande mesure le crédit du syndicat. C'est pourquoi tels qu'ils sont constitués actuellement les syndicats agricoles sont peu aptes à donner aux petites exploitations ce qui leur manque le plus.

Il y a d'autres raisons de cette impuissance. Elles tiennent tout d'abord à la conception que l'on s'est faite en France du rôle des syndicats. On en a fait de grandes associations, dont les membres se connaissent à peine ou s'ignorent tout-à-fait. Leurs noms sont inscrits sur un catalogue, ils ont le droit chacun d'acquiescer dans les entrepôts sociaux à prix commun ce qui peut leur être utile, ils peuvent parfois profiter de la réclame plus ou moins habile de l'intermédiaire commun pour la vente de leurs produits mais la plupart du temps leur rôle se borne là.

On aurait mieux fait au début, lorsqu'on a fondé nos syndicats d'aller chercher des enseignements à l'étranger. M. de Rocquigny écrit dans son plus récent ouvrage « Le syndicat agricole est un type d'association rurale bien français par son origine, une conception spontanée du génie de notre race ». Rien n'est moins exact ; il suffit d'aller en Allemagne pour voir

toute une floraison d'associations agricoles ayant le même but que nos syndicats et jouant un rôle bien plus efficace. Il est vrai qu'elles ne portent pas le même nom que chez nous, mais qu'importe, puisqu'elles remplissent plus utilement, la même œuvre. Nous n'entendons pas parler seulement des associations ayant un caractère politique, comme les diverses ligues des agrariens, et qui jouent un rôle prépondérant, même dans les conseils du gouvernement. En dehors d'elles, quoique sous leur protection, il y a des milliers de petites associations accomplissant les œuvres les plus diverses : sociétés pour l'achat des matières premières, pour la transformation des produits, et pour leur vente, sociétés de production etc, etc ; en 1890 on comptait en Allemagne 3.000 sociétés semblables, en 1896 elles étaient au nombre de 9.000. On a le droit d'espérer d'après le mouvement actuel qu'avant deux ans ce nombre aura doublé (1). Ces sociétés sont réunies en fédération générale embrassant toute l'Allemagne, d'autres régionales ramifiées en sous-fédérations. Chaque société étant autonome profite, grâce à ces fédérations, des avantages de la centralisation.

Ce sont spécialement les petits propriétaires qui en bénéficient les premiers.

Au lieu de croire et de répéter avec complaisance

1. Voir congrès de l'Alliance coopérative internationale, Paris, Delft etc.

que la France par la création de ces syndicats agricoles accomplissait une œuvre magnifique et unique, mieux aurait valu être à même de constater que des œuvres semblables florissaient ailleurs. On aurait dirigé en France l'œuvre nouvelle, dans la meilleure voie. On aurait pu, profitant des expériences faites, constater que les syndicats agricoles ne peuvent comme on l'a tant cherché, avoir un caractère mixte, être à la fois individualistes et coopérateurs. On ne fait pas de la demi-coopération et il faut savoir choisir résolument entre l'individualisme pur ou la solidarité. On aurait évité ainsi les fautes commises.

C'est ainsi que chez nous dans tous les domaines les réformes restent stériles pour être demeurées trop timides. On a pu faire la même constatation dans un domaine semblable au sujet de l'organisation du crédit agricole. Les syndicats français pour réaliser leurs espérances et accomplir leur œuvre, doivent volontairement se transformer peu à peu en véritables coopératives.

A part des exceptions, toujours trop rares, les syndicats ont des cadres trop larges. On les avait fondé au début par départements. Ce fut la faute initiale, les membres trop nombreux ou trop éloignés ne se sont pas assez sentis solidaires, et se sont désintéressés de plus en plus de l'œuvre commune.

Déjà dans certaines régions comme la Loire, la Savoie, la Haute-Savoie et le Doubs de petits syndicats

communaux se sont formés qui sont devenus d'autant plus actifs qu'ils étaient plus étroits.

Il faut encourager un pareil mouvement : c'est par la création de petits groupements particuliers de villages, parfois même de famille, que l'on arrivera à organiser sur des bases solides les coopératives agricoles. Tous les exemples les plus intéressants et réjouissants cités par M. de Rocquigny se rapportent à d'humblés sociétés de village. On dit qu'il y règne l'esprit de coterie. Il n'y a rien de parfait en ce monde et les groupements de village ou de famille n'échappent pas à la règle. Ils sont défectueux en quelque endroit. Mais au moins ont-ils pu, là où on les a organisés, former de véritables coopératives de production, M. de Rocquigny ne cite pas un seul grand syndicat ayant accompli une tâche semblable il est vrai qu'en revanche il donne comme exemple de coopératives des associations infimes dont certaines ne se composent que de 3 membres !

Il faudrait en France, comme on l'a fait en Allemagne, fonder partout où cela est possible, de petites sociétés établies sur le principe de la solidarité et fédérer ensuite ces sociétés pour la défense de leurs intérêts communs. On a pris chez nous la méthode contraire : Ce sont les grands syndicats qui établissent des succursales de villages. Mais les bienfaits de cette méthode sont assez faibles. Les succursales puisent leur force dans le centre commun où se manifeste si peu cependant un véritable esprit solidaire. Il serait bien plus dé-

sirable que cette force vint de petits groupements de paysans pour se transmettre aux institutions centrales.

La plus importante tâche de ces petits groupements, et celle à laquelle on a songé en dernier lieu, n'est pas de susciter des coopératives de consommation mais des coopératives de production. Il faut tenir compte pour cela des habitudes des paysans et de leur caractère et entreprendre d'abord l'œuvre la moins ardue celle à laquelle ils se prêtent le plus volontiers.

C'est peut être l'emploi commun de machines à grand travail et la transformation commune des produits.

Il ne s'agit pas tout d'abord de vouloir réaliser la culture commune à la façon des artèles russes (1). Cependant on pourrait puiser d'utiles enseignements dans leur fonctionnement :

Il y a, d'après M. Apostol, en Russie des artèles d'origine communiste et des artèles d'origine individualiste. Ces dernières fondées récemment ont admirablement prospéré et sont de véritables coopératives ordinaires.

En 1863 un jeune propriétaire de Bessarabie fonda une société de culture en commun, les produits étaient aussi vendus en commun. Les résultats furent dès les début, si heureux que dès la deuxième année, nourriture des travailleurs prélevée, on retira 560 roubles,

1. V. Paul Apostol. *L'Artèle et la coopération en Russie*.

on loua des terres nouvelles et on établit une épicerie et.... un cabaret collectif. L'année suivante l'artèle put fonder une école, un moulin, une caisse de prêts et acheter du bétail. Grâce au travail en commun les paysans avaient des heures plus nombreuses de loisir. Depuis lors de nombreuses artèles se sont fondées sur le même modèle. En général les statuts déclarent que toutes les terres des sociétaires seront fondues en un bloc. On détermine une unité de surface et les produits sont répartis suivant le nombre d'unités apportées par chacun. La culture se fait en commun. Les membres peuvent louer leur travail au dehors en versant en argent à la caisse commune la valeur du travail qu'ils n'ont pas fourni. Tout sociétaire masculin de 18 ans et tout sociétaire féminin de 17 ans obtiennent part entière, les jeunes gens et jeunes filles au-dessous une demi-part, les enfants un quart de part. Un sociétaire malade reçoit sa part pendant trois mois. A côté de l'artèle et pour subvenir aux besoins des membres sont instituées des sociétés des consommations.

On ne peut songer en France à introduire, au moins dans la généralité des cas, et dès le début des institutions semblables. Il n'y aurait qu'à répandre, ce qui s'est fait chez nous en certains endroits, donner ou louer aux paysans les machines à grand travail. Les syndicats le font actuellement mais ils se bornent à louer à meilleur marché que l'entrepreneur, les mêmes machines. Ce n'est pas suffisant. Un petit

paysan ne peut pas louer pour lui une défonceuse ou un distributeur d'engrais et c'est ainsi que les grandes machines des syndicats ordinaires ne servent qu'aux grands ou moyens propriétaires. Ce sont les petites associations de *village* qui peuvent acheter en commun des machines et *les utiliser aussi en commun*. Rien n'empêche qu'une sulfateuse, par exemple, sulfate successivement conduite par le même homme, les vignes voisines de plusieurs sociétaires comme si ces vignes faisaient partie du même domaine.

Pour la transformation des produits il faudrait répan- dre l'usage des machines. C'est ainsi qu'à Breil (Maine-et-Loire) Jallonges (Côte-d'Or) Sevrin (Drôme), Lacou- rade Charente), etc, etc., des sociétés coopératives se sont formées pour l'achat et l'emploi de batteuses à vapeur.

Le petit syndicat communal de Balysieux (Ain) a acquis un matériel de battage payable en trois annuités égales sans intérêts et au moyen de traites acceptées par le président. Tous les membres du syndicat ont pris l'engagement de faire battre leur récolte entière par la batteuse syndicale. La dette a été éteinte au bout de trois ans et depuis lors le prix du battage est établi de façon à couvrir simplement les frais généraux. De même à St-Claude de Diray près de Blois (Loir-et-Cher) une société semblable a été fondée en 1883. 80 sociétaires souscrivirent chacun 100 fr. produisant 5 0/0 d'intérêt. Les dépenses annuelles sont d'environ

1150 fr. La Société tous frais généraux, intérêt du capital, amortissement et fonds de réserve prélevés bat les récoltes de ses membres au prix de 0 fr. 50 c. l'hectolitre.

A Haudivillers (Oise) la société de battage a acquis en outre un concasseur et un aplanisseur. Les sociétaires subviennent aux dépenses à raison de 6 francs par hectare cultivé par eux. A Dauville et St-André (Eure), chaque sociétaire a contribué à la dépense pour une somme proportionnelle au nombre d'hectares cultivés par lui. Il a droit à autant de jours consécutifs de battage qu'il a de fois 20 h^{as} ou fraction de 20 h^{as}. Il doit fournir les ouvriers, le charbon, l'huile, mais ne paie rien pour le battage. Les associés estiment que l'économie qu'ils réalisent atteint 11 francs les 1.000 gerbes.

Plus simple encore est l'organisation des sociétés pour la préservation des récoltes. Dans certains villages de la Mayenne, de l'Orne, de la Seine-et-Marne, etc., on a fondé une caisse commune chargée de payer les enfants ou les femmes qui vont à la recherche des hannetons ou vers blancs.

Des sociétés nombreuses de la Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges, etc, ont été fondées pour la protection des vignes contre les gelées. Il est curieux que de semblables associations n'aient pas encore été créées dans le midi où les gelées du printemps occasionnent tant de pertes aux viticulteurs.

Les associations ont tout simplement pour objet de

faire allumer des feux dans les nuits les plus froides dans le territoire, de manière à produire une fumée épaisse empêchant les rayonnement du lever du soleil sur les jeunes pousses couvertes de givre.

En général les sociétaires mettent en commun au début de l'association la somme nécessaire pour l'achat du matériel. La dépense se répartit suivant le nombre d'hectares de chacun. Un directeur est désigné pour surveiller le personnel chargé d'allumer le feu. A un signal donné par un veilleur, chacun doit allumer certains feux désignés à l'avance. A Bar-le-Duc grâce à une subvention de l'Etat, du conseil Municipal et du conseil général les recettes ont été de 7559.30 et les dépenses d'installation et d'achat de matière première de 6.249 fr. 75. En 1888, les feux syndiqués couvraient 1200 hectares et la dépense était par an de 30 à 40 fr. par hectare. Ces feux allumés presque chaque nuit ont sauvé la récolte de vignes régulièrement dévastées chaque année auparavant.

Lorsque les propriétaires auront pris l'habitude de procéder à certains travaux et culture en commun comme labourage, sulfatage etc, peut-être arriveront-ils à s'entendre pour la vente en commun de leurs recettes et même la transformation industrielle de leurs produits. Ils s'y résoudront difficilement de prime abord. Chaque propriétaire aime à être libre de manipuler comme il l'entend ses produits, souvent pour des motifs peu honorables. Mais il n'y a pas de raison pour

que les associations qui ont pu être fondées ailleurs ne puissent pas se répandre chez nous.

Sur les bords de l'Ahr petite rivière près de Bonn les viticulteurs voyant le prix de leur vin baisser s'entendirent en 1869 pour organiser la vente de leur vin dans des caves communes. Ils ont ainsi maintenu la réputation de leur crû. La première association fondée à Mayschoss a inspiré la création de sociétés similaires dans toute la vallée, dans le Wurtemberg et le duché de Bade (1). En Suisse on a essayé d'introduire de semblables coopératives mais sans caves communes. En Italie les mêmes institutions commencent à se répandre. Les caractères essentiels des associations Rhénanes sont les suivants :

Elles achètent tous les raisins des associés, qui ne peuvent porter leur récolte ailleurs. On note pour l'achat la richesse alcoolique des moûts et on pèse les récoltes particulières. Au 31 décembre les prix sont fixés par l'assemblée générale et payés suivant le poids alcoolique et réel. L'association manipule le vin dans l'intérêt commun. La pureté en est garantie. La cuvaison est faite dans les meilleures conditions scientifiques.

Les paysans grâce à ces associations se sont enrichis. La première société celle de Mayschoss est aujourd'hui selon l'expression de M. Berger « Une riche douairière ». Elle possède 800.000 marks de vin

1. Voir la coopération en viticulture, Adrien Berget 1900.

dans ses caves 200.000 marks de bâtiments et 75.000 marks de matériel. Le prix des terres à vignes s'est élevé de 75 marks l'are en moyenne à plus de 200 ».

Peut être, en France, lorsque les paysans auront fait leur éducation solidariste pourrait-on les réunir dans de semblables groupements.

M. Berger cite l'exemple d'une coopérative française pour la vente des vins, celle de Damery (Marne) qui vend, paraît-il, environ 100.000 bouteilles de mousseux par an.

Pour la vente du blé les coopératives allemandes ont organisé *avec l'appui financier du gouvernement* d'immenses greniers communs. Les adhérents apportent leur blé qui est acheté suivant qualité au cours du jour. A la fin de l'année les bénéfices sont répartis au prorata des apports. Ces « maisons de grains » sont en voie de monopoliser le commerce des grains en Allemagne pour le plus grand profit à la fois des producteurs et des consommateurs.

Enfin peut-être n'est-ce pas une utopie que de prévoir le jour où les cultivateurs eux-mêmes pourraient dans leurs usines transformer eux-mêmes leurs produits pour le consommateur.

On sait le succès universel des fruiteries et laiteries coopératives qui dans le monde entier, et en France comme ailleurs, transforment le lait en beurre ou fromage pour le profit commun (1).

1. Voir pour tous les détails Cte Rocquigny, *op. cit.*

En France il existe déjà des meuneries coopératives comme celle d'Arbois dans le Jura qui fonctionne depuis 1894 et celle de Verchaire Maugré dans le Nord. Dans l'Ouest des boulangeries paysannes procèdent à la panification avec le blé de leurs adhérents. Dans la Charente les viticulteurs ont créé des distilleries syndicales.

A Roquevaire, Lascours et Solliès-Toucas les cultivateurs préparent, macèrent et vendent en commun les câpres qu'ils récoltent. A Roquevaire ils préparent de même les conserves d'abricots.

L'exemple le plus curieux et le plus suggestif d'industrie paysanne coopérative, est celui de Caudebonde dans l'Aude où le syndicat de la Montagne noire a fondé une usine coopérative, pour la fabrication des draps avec la toison des troupeaux des adhérents.

Ce sont là les principes qu'il faut répandre peu à peu. Les petits agriculteurs associés peuvent ainsi employer les mêmes méthodes de culture que les grands propriétaires et profiter des mêmes avantages pour la vente de leurs produits. C'est l'œuvre que devraient poursuivre les syndicats qui doivent tendre à unir leurs plus modestes associés dans les associations de production. Tout ce qu'ils pourront faire dans un autre sens sera momentanément utile, mais inefficace pour sauver la petite propriété rurale de la ruine.

CONCLUSIONS

Les conclusions les plus courtes sont les plus nettes et partant les meilleures. Cette trop longue étude nous a permis de constater l'état de véritable émiettement dans lequel se trouve la petite propriété rurale en France. C'est à la fois une cause et un effet de l'affaiblissement graduel de la propriété paysanne. Lorsqu'on étudie l'histoire économique, en faisant abstraction des détails contingents, on voit que, toujours, de période en période les petites exploitations n'ont cessé de lutter contre les grands domaines.

Ceux-ci ont eu tôt ou tard la victoire, et absorbé leurs infimes concurrents jusqu'au jour où de nouvelles organisations économiques venaient briser leur hégémonie. Tantôt c'était les nécessités sociales, bonnes ou mauvaises qui amenaient de tels résultats. Les latifundias de la décadence romaine représentaient la forme de propriété qui s'harmonisait le mieux avec les besoins ou les désirs des riches et voluptueux citoyens.

Plus tard l'obligation d'organiser la défense des groupes solidaires et des régions particulières, amena la forme féodale de la tenure du sol avec les grands domaines seigneuriaux et les concessions serviles. Lorsque les terres féodales se désagrégèrent, la petite propriété individuelle réapparut, mais vite étouffée par les grandes exploitations mobilières ou ecclésiastiques.

Enfin, après la révolution, avec l'avènement de la période individualiste, il semblait que la propriété paysanne avait enfin définitivement conquis droit de cité et qu'elle ne cesserait de progresser.

Tout l'y a convié pendant quelques années, mais le régime de libre concurrence a fini par créer partout de véritables monopoles, et dans le domaine agraire, comme dans le domaine industriel, les formes économiques peuvent seules actuellement subsister qui permettent une production intensive et à bon marché.

Pour relever la propriété paysanne et lui rendre toute sa vitalité il faut à tout prix lui donner des armes égales à celles de la grande exploitation, lui donner aussi les mêmes moyens d'action, les mêmes instruments de travail. Il est nécessaire pour cela qu'elle pratique à la fois la grande culture et la culture intensive. Ce résultat ne pourra être obtenu que si de grandes améliorations foncières sont réalisées, et c'est là avant tout l'œuvre de l'Etat, et si les petits cultivateurs unissent leurs efforts dans une coopération bien entendue : c'est ici œuvre de libre initiative. Un tel progrès sera-t-il réa-

lisé ? Les véritables conservateurs ont le droit et le devoir de l'espérer. Si rien n'était entrepris, pour atteindre un but si désirable, l'affaiblissement de la petite propriété rurale ne cesserait de s'aggraver, le monopole de la grande propriété terrienne se constituerait définitivement ouvrant une voie royale au collectivisme conquérant.

Vu : le président de la thèse
G. GIDE

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris
GREARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

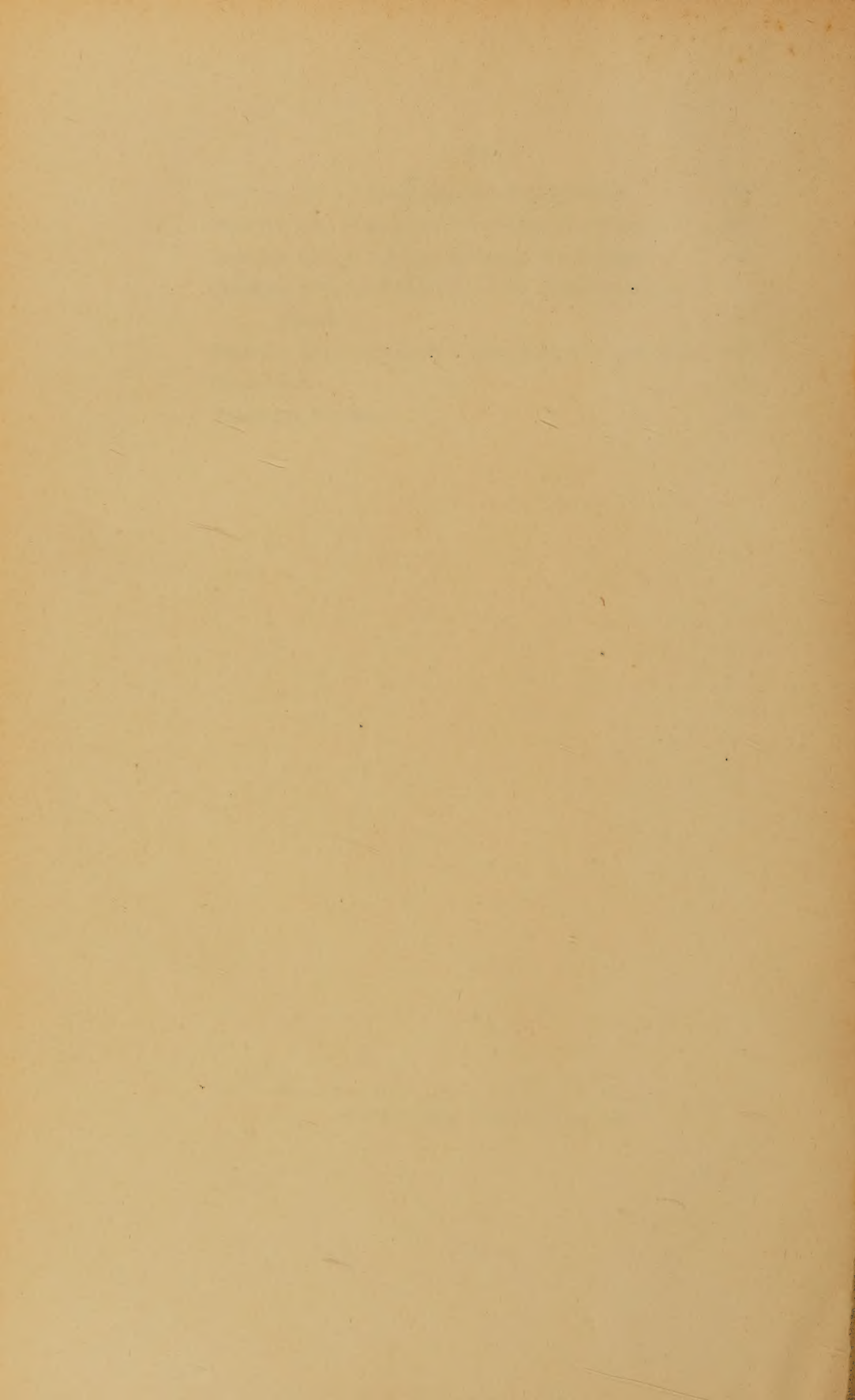
PREMIÈRE PARTIE. — Le Mal.

CHAPITRE I. — Fractionnement excessif des petites propriétés rurales.	19
CHAPITRE II. — L'émiettement du sol et la population rurale	36
CHAPITRE III. — Les causes de l'émiettement du sol . . .	49
CHAPITRE IV. — Les charges de la petite exploitation rurale	68
CHAPITRE V. — L'emploi du temps et de la force en agriculture	110
CHAPITRE VI. — La dispersion des parcelles	132
CHAPITRE VII. — Revenu brut proportionnel de la petite et de la grande exploitation rurale	151

DEUXIÈME PARTIE. — Les remèdes.

CHAPITRE VIII. — Réformes législatives	182
CHAPITRE IX. — Réforme de la loi successorale.	191
CHAPITRE X. — Réformes agraires.	237

CHAPITRE XI. — Les échanges libres de parcelles.	251
CHAPITRE XII. — Réunions territoriales en France.	261
CHAPITRE XIII. — Les remembrements à l'étranger.	283
CHAPITRE XIV. — Introduction des remembrements en France.	315
CHAPITRE XV. — Syndicats et coopérations de production.	322
CONCLUSION	337
TABLE DES MATIÈRES.	341



Mayenne, Imprimerie Soudée et COLIN.
